



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03

Nouvelles lois

p. 04-09

Séances publiques n°s 51 à 53

p. 09-83

Questions au Gouvernement

p. 84-99

2022-2023

N°18

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03

Nouvelles lois p. 04-09

Séances p. 09-83

51^e séance du mardi 13 juin 2023 p. 09-56

52^e séance du mercredi 14 juin 2023 p. 57-75

53^e séance du jeudi 15 juin 2023 p. 76-83

Questions au Gouvernement p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

21/09/2023

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Retrouvez les débats parlementaires du temps des Rois Grands-Ducs

Les débats parlementaires de la période de 1842 à 1856, qui fut riche en bouleversements historiques tels que les troubles de 1848 ou encore le coup d'État de 1856, peuvent désormais être lus dans un format digital et gratuit dans le cadre d'un projet de numérisation des travaux de la Chambre des Députés.

« À dix heures et demie du matin, les membres des États nommés par arrêtés de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en date des 30 octobre 1841 et 5 juin 1842, réunis à l'hôtel du Gouvernement du Grand-Duché, se constituent en assemblée, sous la présidence du Gouverneur ad interim, M. Gaspard-Théodore-Ignace de la Fontaine. » Ainsi commence le compte rendu des séances du 7 juin 1842. Il témoigne d'une époque de laquelle presque 200 ans nous séparent et dont la pratique politique est bien différente de ce qui a lieu de nos jours au sein de l'institution que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Chambre des Députés.



Les comptes rendus historiques ouvrent une fenêtre sur la pensée politique des acteurs de l'époque.

La lecture des documents historiques récemment numérisés permettra aux férus d'histoire et à tous les curieux de se plonger dans une époque dont la compréhension permet de mieux appréhender les origines de notre système politique.



Les règnes des Rois Grands-Ducs Guillaume II (1840-1849) et Guillaume III (1849-1890) sont marqués par de nombreux bouleversements politiques.

La Chambre des Députés a récemment lancé un projet de numérisation des comptes rendus de la période allant de 1816 à 1945. Les fichiers qui font partie de cette première étape contiennent des sessions par année complète, avec une table des matières permettant la navigation dans le document.

Les comptes rendus historiques sont disponibles dans la version en ligne de cet article en scannant le code QR suivant :



Exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg »

En 1848, le mouvement révolutionnaire du Printemps des peuples secoua l'Europe et le Luxembourg. Une exposition consacrée à cette période mouvementée est ouverte au public dans les locaux des Archives nationales de Luxembourg jusqu'au 2 décembre 2023. Elle a été organisée avec le concours de la Chambre des Députés.



L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire



De gauche à droite : Mme Sonja Benassutti, M. Marc Scarpellini, M. Laurent Scheeck, M. Benoît Reiter et Mme Manon Hoffmann

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, a récemment procédé à l'assermentation de M. Marc Scarpellini, qui est affecté à la Cellule scientifique de la Chambre.

L'assermentation a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter, de la responsable du Service secrétariat général, archives et recherche scientifique, Mme Sonja Benassutti, ainsi que de la responsable du Service des ressources humaines, Mme Manon Hoffmann.

À la suite de la révision de la Constitution et son entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2023, le Règlement de la Chambre des Députés a été adapté quant au serment que le fonctionnaire prête devant le Secrétaire général ou son délégué et qui prend dorénavant le libellé suivant : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. »

Depuis le 1^{er} septembre 2023, l'Administration parlementaire compte 161 agents.

Importation des 3TG au sein de l'Union européenne

7787 – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque

L'objectif du présent projet de loi est la mise en œuvre nationale du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union européenne qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque, dénommé ci-après le règlement (UE) 2017/821, lequel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Le règlement (UE) 2017/821 vise à endiguer le commerce de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or (communément appelés les 3TG) provenant de zones de conflit ou à haut risque en imposant aux importateurs de l'Union un certain nombre d'obligations.

Les entreprises tombant sous le champ d'application du règlement (UE) 2017/821 sont donc incitées à faire le nécessaire pour que les 3TG importés au Luxembourg ne proviennent pas de zones de conflit. À cet effet, ils doivent par exemple mettre en place une politique relative à la chaîne d'approvisionnement. Ils sont également tenus à identifier et évaluer les risques d'effets néfastes dans leur chaîne d'approvisionnement et à mettre en œuvre une stratégie pour y faire face.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10/03/2021

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

08/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

05/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 26 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 503, page 1

Filtrage national des investissements directs étrangers

7885 – Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié

Les investissements directs étrangers (IDE) revêtent une importance majeure pour l'économie mondiale et sont considérés comme l'un des principaux catalyseurs du développement économique. Selon la Commission européenne, l'Union européenne constitue la principale destination d'IDE dans le monde avec des stocks s'élevant à la fin de l'année 2018 à 7.197 milliards d'euros. C'est pourquoi l'Union européenne reconnaît que les IDE constituent l'un des facteurs clés pour un développement économique et social positif. Conscient des effets bénéfiques sur la croissance, la création d'emplois et l'innovation, le Luxembourg soutient pleinement cette position et attache une importance particulière à un environnement d'investissement ouvert et accueille favorablement les investissements étrangers.

Mais l'apparition de nouveaux types d'investisseurs, tels que des entreprises publiques en lien avec des gouvernements étrangers, a suscité certaines craintes, tant au niveau européen que parmi les États membres, que certains investisseurs n'acquerraient pas une entité pour des raisons purement économiques, mais pour accéder à des technologies, informations, biens ou services essentiels pour la sécurité d'un État. À travers un investissement direct, un investisseur étranger peut notamment obtenir une influence significative sur une entité d'importance stratégique pour l'État dans lequel elle opère et peut ainsi compromettre la sécurité nationale et l'ordre public de cet État. Le non-respect du principe de transparence par des investisseurs étrangers a également renforcé les inquiétudes auprès des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne, de certains États membres et de la Commission européenne.

Des investissements étrangers dans des secteurs stratégiques tels que la robotique, les infrastructures énergétiques ou (aéro)portuaires ont suscité la crainte que des infrastructures critiques tombent sous le contrôle de gouvernements étrangers.

Face à ces risques, il a été jugé nécessaire que l'Union européenne augmente sa résilience en accompagnant l'ouverture du marché de politiques dynamiques et efficaces afin de protéger les actifs européens essentiels contre les investissements qui portent atteinte aux intérêts légitimes de l'Union ou de ses États membres. À l'occasion de son discours sur l'État de l'Union du 13 septembre 2017, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a ainsi annoncé que la Commission allait proposer « un nouveau cadre de l'UE sur l'examen des investissements » – « investment screening » en anglais.

Le projet de règlement publié en septembre 2017 a été négocié en un temps record, et en avril 2019, le règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, dénommé ci-après le « règlement (UE) 2019/452 » était déjà adopté.

Le règlement repose sur l'article 207 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui porte sur la politique commerciale commune. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'Union européenne dispose de la compétence exclusive en matière d'investissements directs étrangers en vertu de l'article 3, paragraphe 1, point e, du Traité sur l'Union européenne et de l'article 207 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Toutefois, certains États membres avaient déjà mis en place des mécanismes de filtrage nationaux des IDE, et le règlement sous objet n'entend pas conférer plus de compétences à l'Union européenne dans les choix souverains que les États membres sont amenés à faire pour déterminer si un investissement étranger nuit à leurs intérêts stratégiques.

Le règlement (UE) 2019/452 poursuit trois grands objectifs destinés à mieux protéger les infrastructures et technologies critiques de l'Union. En résumé, il permet à un État membre de s'adresser à un autre État membre lorsque ce dernier prévoit d'accueillir ou a accueilli un investissement que le premier juge potentiellement préjudiciable à ses propres intérêts stratégiques.

Le mécanisme de coopération opère une distinction entre les IDE qui sont filtrés par les États membres et ceux qui ne le sont pas. À la différence du mécanisme de coopération pour les IDE filtrés qui prévoit une notification automatique auprès des autres États membres et la Commission, un État membre qui ne filtre pas un investissement donné ne sera pas obligé d'informer les autres qu'un IDE s'opère sur son territoire. Cependant, cet État membre pourra, à tout moment, faire l'objet d'une demande d'informations relative à un IDE prévu ou déjà réalisé depuis moins de quinze mois et il devra, sans retard indu, mettre les informations à la disposition des demandeurs. Dans les deux scénarios, les États membres et la Commission pourront émettre des commentaires et des avis par rapport à un IDE envisagé dans un autre État membre et ce dernier devra en tenir dûment compte. Ils pourront demander des informations relatives à l'investissement ainsi que toute autre information jugée pertinente. Ces demandes d'informations devront être dûment justifiées, limitées aux informations nécessaires pour formuler des commentaires, proportionnées et ne pas représenter une charge excessive pour l'État membre dans lequel l'investissement est opéré ou envisagé.

Enfin, le règlement (UE) 2019/452 offre donc la base légale appropriée pour la mise en place de mécanismes de filtrage nationaux et établit quelques règles de base. Les États membres disposent d'une certaine marge de manœuvre pour calibrer un mécanisme national selon leurs besoins. S'ils s'engagent sur cette voie, ils doivent respecter un certain nombre de dispositions prévues par le règlement. Ainsi ils doivent rendre les règles, procédures et échéanciers y afférents transparents et non discriminatoires envers les pays tiers. Les investisseurs étrangers concernés par le filtrage de leur investissement doivent disposer d'un droit de recours contre la décision d'un État membre. Les États membres doivent également prévoir des mesures anti-contournement, afin d'éviter tout contournement du mécanisme de filtrage ou des décisions de filtrage.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15/09/2021

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

24/04/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

02/05/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

24/04/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 411, page 1

Droit à la déconnexion

7890 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion

Le présent projet de loi vise à modifier le Code du travail en introduisant un dispositif relatif au droit à la déconnexion des salariés en dehors du temps de travail. En effet, jusqu'à présent, le droit luxembourgeois ne règle ce droit que de manière indirecte en imposant notamment le respect des règles protectrices du salarié en matière de durée du travail et d'une obligation générale d'assurer la sécurité et la santé de l'ensemble des salariés. Une nouvelle section 8 est ainsi introduite au livre III, titre premier, chapitre II, du Code du travail, intitulée « Le respect du droit à la déconnexion », prévoyant notamment des sanctions administratives prononcées par le directeur de l'Inspection du travail et des mines. Le droit à la déconnexion est ajouté à la liste des sujets sur lesquels les négociations collectives doivent obligatoirement porter.

Le présent projet de loi reprend dans une large mesure le résultat des travaux tripartites ayant abouti à la publication de l'avis du Conseil économique et social relatif au droit à la déconnexion du 30 avril 2021.

Le présent projet de loi prévoit aussi un décalage uniforme de trois ans pour la mise en vigueur du régime de sanctions pour l'ensemble des employeurs, dont les salariés utilisent des outils numériques à des fins professionnelles.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28/09/2021

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

24/11/2022 Présentation et examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles

06/04/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

25/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

08/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 28 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 344, page 1

Digitalisation du notariat

7968 – Projet de loi portant modification : 1° du Code civil ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ; 3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Le projet de loi n° 7968 vise à transposer la Directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la Directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et à mettre en place la digitalisation du notariat.

La transposition de la Directive et l'adaptation du cadre légal s'inscrivent dans la stratégie de la Commission européenne d'obtenir un marché unique numérique en Europe, au programme gouvernemental qui prévoit la digitalisation du notariat et à la stratégie de digitalisation à l'échelle nationale, qui tient une place importante dans le plan pour la reprise et la résilience du Grand-Duché de Luxembourg.

L'objectif de la Directive (UE) 2019/1151 est d'établir des règles relatives :

- à la constitution en ligne de certaines sociétés, à savoir celles visées par la Directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés ;

- à l'immatriculation en ligne des succursales ;

- au dépôt en ligne des actes et informations par les sociétés et les succursales ;

- à un meilleur échange d'informations via le système d'interconnexion des registres de commerce et des sociétés (BRIS) ;

- et à un meilleur accès à l'information sur les sociétés et succursales.

La Directive 2017/1132, telle que modifiée par la Directive 2019/1151, exige non seulement que les actes authentiques pour la constitution de sociétés tombant dans son champ d'application puissent être établis sous format électronique, mais aussi qu'ils puissent être établis à distance. La Directive ne permet la possibilité d'exiger la présence physique de la partie à l'acte de constitution de société que dans des cas précis, comme le soupçon d'une falsification d'identité ou la présence de motifs laissant soupçonner un non-respect des règles visant à garantir que les parties à l'acte aient la capacité juridique nécessaire et le pouvoir de représenter la société ainsi que dans le cas où le versement du capital social comporte un apport en nature.

La Directive se donne également pour but de renforcer le flux d'échanges d'informations entre registres de commerces des États membres via le système d'interconnexion des registres de commerce et des sociétés des États membres (BRIS) et de garantir aux citoyens un meilleur accès à l'information sur les sociétés succursales.

En outre, la Directive instaure des règles spécifiques concernant la constitution en ligne des sociétés de capitaux et laisse le choix aux États membres de la limiter aux seules sociétés à responsabilité limitée.

En droit luxembourgeois, l'article 100-4 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales dispose que « les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée sont, à peine de nullité, formées par des actes notariés spéciaux ». Or, la constitution d'une SA, d'une SARL ou d'une SCA par les recours à un acte authentique sous format électronique et sans comparution physique n'est à ce jour pas possible. C'est pourquoi la transposition de la Directive 2019/1151 requiert la mise en place d'un cadre légal pour les actes authentiques sous format électronique ainsi que la mise en place d'une plateforme d'échange électronique notariale qui s'inscrit dans le cadre de la digitalisation du notariat.

La création d'une base légale pour les actes authentiques sous format électronique et la détermination de règles et conditions que les actes authentiques sous format électronique des notaires doivent respecter requiert une modernisation des dispositions du Code civil relatives à l'acte authentique et une adaptation de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat afin de permettre aux notaires de profiter de moyens technologiques modernes et de pouvoir se conformer aux obligations légales nouvelles, tant sur le plan national que sur le plan européen.

Le projet de loi propose ainsi de :

- créer une base légale pour les actes authentiques sous format électronique ;

- mettre en place une plateforme d'échange électronique notariale ;

- fixer les règles et conditions que les actes authentiques sous format électronique des notaires doivent respecter ;

- modifier le Code civil pour introduire d'une manière générale l'acte authentique sous format électronique ;

- et de modifier la loi notariale pour encadrer légalement les actes authentiques sous format électronique des notaires.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/02/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

16/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Echange de vues avec des représentants de la Chambre des Notaires

08/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

15/03/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
 10/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 07/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2023

Loi du 7 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 413, page 1

Protection internationale et protection temporaire

8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Le présent projet de loi vise principalement à matérialiser dans la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire les enseignements tirés de deux arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne quant à la sauvegarde des droits des demandeurs de protection internationale. Il s'agit notamment de l'arrêt du 15 mars 2017, rendu dans l'affaire Al Chodor (C-528/15) et l'arrêt du 24 février 2021, rendu dans l'affaire C-673/19.

Premièrement, le projet de loi instaure des critères objectifs sur lesquels sont fondées les raisons de craindre la fuite d'un demandeur d'une protection internationale relevant du champ d'application du règlement Dublin III.

Deuxièmement, le texte vise à ancrer dans la loi qu'un ressortissant de pays tiers bénéficiant d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne ne peut, sous aucune circonstance, faire l'objet d'une décision de retour, impliquant par définition son éloignement hors du territoire de l'espace Schengen.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2022

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

08/05/2023 Désignation d'un rapporteur
 Présentation et examen du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État

05/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 20 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 445, page 1

Infrastructure ferroviaire

8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Le présent projet de loi se compose d'un seul article et a pour objet de compléter la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire par l'ajout de deux projets à la liste des projets d'infrastructure ferroviaire à charge du Fonds du rail. Ainsi, son article unique prévoit d'ajouter ces deux nouveaux projets aux points 41^{er} et 42^{er} de la liste sous l'annexe I de la loi précitée.

Le projet n° 41 prévoit le renouvellement des installations de sécurité sur la Ligne du Nord (Luxembourg–Troisvierges/frontière, Ettelbruck–Diekirch et Kautenbach–Wiltz) avec mise en place d'une version avancée du système de sécurité ETCS niveau 1 et le projet n° 42 prévoit l'aménagement d'un nouveau poste directeur en gare de Bettembourg, qui intégrera également le système de sécurité ETCS.

Le système « ETCS » de contrôle des trains (European Train Control System) est un système de signalisation ferroviaire associé au contrôle de vitesse et se trouve au cœur du système européen de gestion du trafic ferroviaire « ERTMS » (European Rail Traffic Management System) qui a vocation à remplacer les différents systèmes de signalisation ferroviaire nationaux à travers l'Europe par un système unique.

Les coûts totaux de ces deux nouveaux projets se chiffrent à 57,5 millions d'euros pour celui concernant la Ligne du Nord et à 101 millions d'euros pour celui concernant le nouveau poste directeur, respectivement à 158,5 millions d'euros pour les

deux projets (montants HTVA avec valeur 924,32 de l'indice semestriel de la construction du 1^{er} octobre 2021). Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant sera adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/11/2022

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Chantal Gary) :

11/05/2023 Désignation d'un rapporteur
 Présentation et examen du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État

25/05/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/06/2023

Loi du 28 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 406, page 1

Service de transports spécifiques réguliers spécialisés

8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés

Le présent projet de loi propose d'autoriser le Gouvernement à conclure des contrats pour l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés pour un montant ne pouvant dépasser 211.850.000 d'euros TTC sur une période maximale de 4 ans (valeur 930,37 au 1^{er} avril 2022 de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation). Ce montant sera adapté semestriellement aux variations du coût de la vie.

L'envergure financière du marché public visé et des contrats qui en résulteront dépasse largement le seuil légal de 40 millions d'euros. Elle requiert donc une autorisation par une loi spéciale de financement afin de satisfaire à l'article 99 de la Constitution, qui exige une telle loi pour tout engagement financier dépassant le seuil tel que déterminé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Les services « spécifiques réguliers spécialisés » sont considérés comme des services :

- « spécifiques » au sens de l'article 4, alinéa 1^{er}, point 4^o, de la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, à savoir des services de transports qui sont complémentaires aux « services réguliers », aux « services réguliers spécialisés » et aux « services à la demande » qui sont effectués moyennant des véhicules spécifiquement équipés, lorsque les autres services ne sont pas accessibles à une personne affectée d'un handicap social, mental ou physique ou d'une affection médicale permanente ; et
- « spécialisés » au sens de l'article 4, alinéa 1^{er}, point 2^o, de la même loi car ils sont réservés à des catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/12/2022

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Chantal Gary) :

11/05/2023 Désignation d'un rapporteur
 Présentation et examen du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État

25/05/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/06/2023

Loi du 28 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 333, page 1

Services de gardiennage auprès de l'ONA

8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil

Le présent projet de loi porte sur la création d'une loi spéciale pour le financement des services de gardiennage prestés dans les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil (ONA) en raison du dépassement futur du montant de 40 millions d'euros fixé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le gardiennage constitue un élément indispensable de mise en œuvre du système d'accueil géré par l'ONA en ce qu'il permet d'assurer la sécurité tant des personnes hébergées – au regard notamment de leur vulnérabilité – que des agents de l'ONA, des partenaires et des prestataires de services en contact direct avec le public cible. L'activité de gardiennage assure encore le bon ordre à l'intérieur et dans les alentours immédiats des structures d'hébergement. Il contribue au respect des droits et des valeurs qu'impose le vivre-ensemble dans un logement collectif. Dans ce contexte, les agents de gardiennage assurent une permanence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour accueillir les nouveaux-arrivants, contrôler les accès, tenir un registre des entrées et sorties, surveiller les équipements et installations techniques et veiller au respect du règlement d'ordre interne des structures d'hébergement mis en place par l'ONA. Enfin, le gardiennage permet d'assurer la sécurité des bâtiments administratifs de l'ONA ainsi que du personnel y affecté.

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser un engagement financier de l'État luxembourgeois d'un montant total ne pouvant pas dépasser 190.631.867 euros hors TVA sur une période de 7 ans.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 02/01/2023

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

05/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

07/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 428, page 1

Travail dominical

8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à insérer un point 11 à l'article L. 231-6, paragraphe 1^{er}, du Code du travail, afin d'introduire dans le Code du travail une dérogation supplémentaire à l'interdiction du travail dominical, prévue à l'article L. 231-1 du Code du travail, en permettant aux musées de faire travailler leurs salariés les jours de dimanche de minuit à minuit à raison de 8 heures de manière permanente. Par ailleurs, les salariés travaillant le dimanche bénéficient des conditions de rémunération et de repos telles qu'elles sont définies par le Chapitre premier du Titre III du Livre II du Code du travail.

Actuellement, le travail dominical dans les institutions muséales est admis en considérant que ces entités tombent sous la définition de « entreprise de spectacle public » au sens de l'article L. 231-6, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 5, mais cette solution est jugée insatisfaisante, car juridiquement incertaine et pas claire.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09/02/2023

Rapporteuse : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Dan Kersch) :

06/04/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles

27/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 28 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 343, page 1

Élèves à besoins éducatifs spécifiques

8169 – Projet de loi portant : 1° modification a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ; c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ; 2° abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Le présent texte se base sur l'accord signé le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'une part, et l'Association luxembourgeoise des éducateurs et éducatrices (ALEE), le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG) et le Syndicat du personnel de l'éducation nationale œuvrant spécifiquement dans l'intérêt des élèves à besoins éducatifs spécifiques (SPEBS), d'autre part. Il tient également compte des résultats d'une évaluation du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, demandée par la Chambre des Députés lors de l'adoption de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire.

En premier lieu, le projet de loi vise à renforcer la cohérence de la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire. À l'instar du dispositif d'aide déjà en place dans les écoles fondamentales, le présent texte introduit des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques au niveau des lycées.

Deuxièmement, il procède à une restructuration de l'éducation inclusive afin de simplifier la collaboration entre les différents agents et de créer des synergies entre les dispositifs d'aide et de soutien du système scolaire. Ainsi, chaque lycée se dote d'un département éducatif et psycho-social, qui se compose du service psycho-social et d'accompagnement scolaires, du service socio-éducatif, de l'équipe de soutien pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, de la cellule d'orientation et d'intégration scolaires et, le cas échéant, de l'internat.

Dans un souci de simplification administrative, la composition et les missions des commissions d'inclusion des lycées sont adaptées et la collaboration avec la commission des aménagements raisonnables est renforcée.

Tenant compte des résultats de l'évaluation susmentionnée, le projet de loi entend réduire les délais obligatoires pour la mise en place de mesures de prise en charge et surtout pour la phase de diagnostic.

Au niveau de l'enseignement fondamental, le présent texte introduit le nouveau poste de l'assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques qui soutiendra les instituteurs spécialisés pour enfants à besoins spécifiques et particuliers dans leurs activités quotidiennes.

Par ailleurs, le projet de loi crée une nouvelle administration dénommée « Service national de l'éducation inclusive » (SNEI), dont la mission principale est de promouvoir l'éducation inclusive en veillant au développement du dispositif et à la mise en réseau des différents acteurs intervenant dans le cadre de la prise en charge des élèves.

Finalement, le présent texte introduit la fonction du délégué à la protection des élèves dans les lycées et renforce la participation des enfants aux décisions qui les concernent. Il réalise ainsi les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de ses plans d'action nationaux de mise en œuvre de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 03/03/2023

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

22/02/2023 Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur

21/04/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

19/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

13/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 30 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 401, page 1

Dotation allouée au Grand-Duc

8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg

Le présent projet de loi vise à fixer le montant ainsi que les modalités applicables à la partie « traitement » de la dotation revenant aux bénéficiaires mentionnés à l'article 54 de la Constitution révisée, par opposition à la partie « frais de fonctionnement » qui elle, est traitée dans la loi budgétaire.

L'indemnité forfaitaire, exprimée en points indiciaires, sera fixée de manière transparente par la loi. La loi budgétaire inscrira la somme correspondante dans le budget de l'État. Le montant est versé par tranches mensuelles d'un douzième aux bénéficiaires.

Le projet de loi prévoit également les modalités si une des personnes visées par l'article 54 précité assure plusieurs fonctions ou si une de ces personnes change de fonctions.

Enfin, la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg est modifiée afin de tenir compte des modifications relatives à la dotation qui résultent des dispositions dans la Constitution révisée.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 07/03/2023
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

24/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

06/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2023

Loi du 21 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 322, page 1

Décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve

8174 – Projet de loi portant 1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ; 2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ; 3° modification du Code de procédure pénale ; 4° modification du Nouveau Code de procédure civile ; 5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués

Le présent projet de loi poursuit deux objectifs.

Le premier porte sur la transposition de deux décisions-cadre pour les raisons suivantes.

Par la loi du 23 décembre 2022 portant 1° mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et 2° modification de la loi du 1^{er} août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale le Grand-Duché de Luxembourg a adapté sa législation aux obligations découlant du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation.

Le règlement précité est intervenu suite aux rapports de mise œuvre établis par la Commission européenne sur les décisions-cadres 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve et 2006/783/JAI du conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation qui ont constaté que le régime existant à l'époque en matière de reconnaissance mutuelle des décisions

de gel et des décisions de confiscation ne fût pas pleinement efficace bien que le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime figurent parmi les moyens les plus efficaces de lutte contre la criminalité.

Ainsi, le considérant (11) du texte du règlement énonce : « pour garantir la reconnaissance mutuelle effective des décisions de gel et des décisions de confiscation, il convient de mettre en place les règles sur la reconnaissance et l'exécution de ces décisions au moyen d'un acte de l'Union qui soit juridiquement contraignant et directement applicable ».

Concernant l'application du règlement précité, celui-ci prévoit en son considérant (52) que « les dispositions de la décision-cadre 2003/577/JAI ont déjà été remplacées par la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil¹ en ce qui concerne le gel d'éléments de preuve pour les États membres liés par cette directive. Les dispositions de la décision-cadre 2003/577/JAI concernant le gel des biens devraient être remplacées par le présent règlement entre les États membres liés par celle-ci. Le présent règlement devrait également remplacer la décision-cadre 2006/783/JAI entre les États membres liés par celle-ci.

Les dispositions de la décision-cadre 2003/577/JAI concernant le gel des biens ainsi que les dispositions de la décision-cadre 2006/783/JAI devraient dès lors continuer de s'appliquer non seulement entre les États membres qui ne sont pas liés par le présent règlement, mais également entre tout État membre qui n'est pas lié par le présent règlement et tout État membre qui est lié par le présent règlement. »

Toujours suivant le règlement précité et ses considérants (56) et (57), tant l'Irlande que le Danemark ne participent pas à l'adoption du règlement et ne sont pas liés par celui-ci ni soumis à son application.

La question de l'applicabilité au Royaume-Uni ne se pose plus depuis sa sortie de l'Union européenne.

Les décisions-cadre 2003/577/JAI et 2006/783/JAI, abrogées, restent toutefois applicables à l'Irlande et au Danemark et doivent être transposées de ce fait.

Le deuxième objectif du projet de loi porte sur le redressement d'erreurs matérielles dans deux lois votées et publiées récemment.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

07/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Clôture de l'instruction parlementaire selon l'article 73 du Règlement de la Chambre des Députés

Vote en séance publique : 15/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 423, page 1

Communes : formule de serment

8198 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ; 3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

L'objet du présent projet de loi est d'adapter la formule du serment prêté par les conseillers communaux et les fonctionnaires avant d'entrer en fonction, par analogie à celle retenue pour les députés et les membres du Gouvernement dans la nouvelle Constitution, dont les dispositions sont applicables à partir du 1^{er} juillet 2023.

Le présent projet de loi s'inscrit ainsi dans l'exécution de l'article 22 de la future Constitution qui dispose qu'« aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi, qui en détermine la formule ».

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 17/04/2023

Rapporteur : M. Dan Biancalana

¹ Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (JO L 130 du 1.5.2014, p. 1) transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1^{er} août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

09/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Gusty Graas) :

09/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2023

Loi du 28 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 332, page 1

Frais d'énergie des structures d'hébergement

8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Le projet de loi vise à mettre en œuvre le point 8 de l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, qui concerne la participation de l'État au financement de la hausse des frais d'énergie des structures d'hébergement. Plus précisément, le projet de loi prolonge la participation financière prévue par la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique jusqu'au 31 décembre 2024.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

25/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 30 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 358, page 1

Crédit d'impôt pour les bénéficiaires du REVIS et du RPGH

8212 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ; 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le projet de loi vise à mettre en œuvre le point 14 de l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, qui concerne le maintien de l'équivalent crédit d'impôt pour les bénéficiaires du REVIS et du RPGH jusqu'au 31 décembre 2024.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

25/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023

Loi du 30 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 359, page 1

51^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

- | | |
|--|---|
| <p>1. Ouverture de la séance publique p. 11
M. Fernand Etgen, Président</p> <p>2. Communications p. 11
M. Fernand Etgen, Président</p> <p>3. Ordre du jour p. 13
M. Fernand Etgen, Président</p> <p>4. Changement de composition d'une commission parlementaire p. 13
M. Fernand Etgen, Président</p> <p>5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Max Hengel p. 13
Exposé : M. Max Hengel</p> <p>6. Heure de questions au Gouvernement p. 13</p> | <p>M. Marc Spautz M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p> <p>Question n° 440 du 12 juin 2023 de Mme Cécile Hemmen relative au harcèlement moral et physique entre enfants, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 14
Mme Cécile Hemmen M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p> <p>Question n° 441 du 13 juin 2023 de M. Fernand Kartheiser relative aux propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant le Parti républicain (États-Unis), adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes p. 15
M. Fernand Kartheiser M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes</p> |
|--|---|

<p>Question n° 442 du 13 juin 2023 de Mme Josée Lorsché relative à l'évaluation du modèle des écoles internationales publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>p. 15</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes M. Sven Clement (parole après ministre) M. le Ministre Jean Asselborn</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7787 et dispense du second vote constitutionnel</p>		
<p>Mme Josée Lorsché M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>Question n° 444 du 13 juin 2023 de M. Carlo Weber relative à l'évolution du marché des stations de contrôle technique, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</p>	<p>p. 16</p>	<p>11. 8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire</p>	<p>p. 29</p>
<p>M. Carlo Weber M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</p>	<p>Question n° 445 du 13 juin 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à la crise du logement, adressée à M. le Ministre du Logement</p>	<p>p. 16</p>	<p>Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten</p>	<p>Discussion générale : M. Paul Galles M. Gusty Graas Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement</p>
<p>Mme Elisabeth Margue M. Henri Kox, Ministre du Logement</p>	<p>Question n° 443 du 13 juin 2023 de M. Sven Clement relative aux aides pour l'Ukraine suite à la destruction du barrage de Nova Kakhovka, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes</p>	<p>p. 17</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) M. le Ministre Jean Asselborn (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Fernand Kartheiser) M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et M. Dan Kersch) M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance</p>	<p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8014 et dispense du second vote constitutionnel</p>
<p>M. Sven Clement M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire</p>	<p>Question n° 446 du 13 juin 2023 de Mme Francine Closener relative à l'accès aux conditions privilégiées pour jeunes sportifs talentueux proposées par le Sportlycée, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>p. 17</p>	<p>12. 8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil</p>	<p>p. 33</p>
<p>Mme Francine Closener M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>Question n° 447 du 13 juin 2023 de M. Michel Wolter relative au nombre de bulletins nuls lors des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur</p>	<p>p. 18</p>	<p>Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten</p>	<p>Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) M. Gusty Graas Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement</p>
<p>M. Michel Wolter Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur</p>	<p>Question n° 448 du 13 juin 2023 de M. Fred Keup relative à l'histoire et la littérature luxembourgeoise dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>p. 19</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile</p>	<p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8131 et dispense du second vote constitutionnel</p>
<p>M. Fred Keup M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>Question n° 449 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative à la convention collective chez Cargolux, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire</p>	<p>p. 19</p>	<p>Motion 1 : M. Yves Cruchten M. Sven Clement Mme Nathalie Oberweis M. Claude Wiseler</p>	<p>Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)</p>
<p>M. Marc Spautz M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire</p>	<p>7. Dépôt de six propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding</p>	<p>p. 20</p>	<p>13. Résolution de M. Yves Cruchten relative à la reconnaissance de l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire</p>	<p>p. 39</p>
<p>Exposé : M. Roy Reding</p>	<p>8. 7885 – Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié</p>	<p>p. 20</p>	<p>Dépôt et exposé : M. Yves Cruchten</p>	<p>Discussion générale : M. Claude Wiseler M. Gusty Graas M. Sven Clement M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes)</p>
<p>Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten</p>	<p>Discussion générale : M. Claude Wiseler M. Gusty Graas Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes</p>	<p>Vote sur la résolution (adoptée)</p>
<p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7885 et dispense du second vote constitutionnel</p>	<p>9. Mots de bienvenue</p>	<p>p. 25</p>	<p>14. Résolution de Mme Lydia Mutsch relative au soutien aux volontaires et partisans biélorusses qui luttent pour un Bélarus démocratique et indépendant</p>	<p>p. 40</p>
<p>M. Fernand Etgen, Président</p>	<p>10. 7787 – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantalite et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque</p>	<p>p. 25</p>	<p>Dépôt et exposé : Mme Lydia Mutsch</p>	<p>Discussion générale : M. Paul Galles M. Gusty Graas M. Fernand Kartheiser M. Sven Clement Mme Lydia Mutsch</p>
<p>Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten</p>	<p>Discussion générale : M. Claude Wiseler M. Gusty Graas Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire</p>	<p>Vote sur la résolution (adoptée)</p>	<p>15. 7890 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion</p>
<p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7890 et dispense du second vote constitutionnel</p>	<p>Vote sur la motion 1 (adoptée)</p>		<p>Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch</p>	<p>p. 42</p>
			<p>Discussion générale : M. Marc Spautz (intervention de M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) Mme Carole Hartmann M. Charles Margue M. Jeff Engelen Mme Myriam Cecchetti M. Sven Clement</p>	<p>Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire</p>
			<p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7890 et dispense du second vote constitutionnel</p>	<p>Vote sur la motion 1 (adoptée)</p>
			<p>16. 8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail</p>	<p>p. 46</p>
			<p>Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : Mme Francine Closener</p>	<p>Discussion générale : M. Claude Wiseler M. Gusty Graas Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement</p>

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8152 et dispense du second vote constitutionnel

17. 8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8211 et dispense du second vote constitutionnel

**18. 8212 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale**

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | Mme Josée Lorsché (parole après

p. 48

p. 49

ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Corinne Cahen) | M. Gilles Baum (parole après ministre) | M. Fernand Etgen, Président

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8212 et dispense du second vote constitutionnel

**19. 8169 – Projet de loi portant :
1° modification
a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;
b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ;
c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;**

2° abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8169 et dispense du second vote constitutionnel

p. 51

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Franz Fayot, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 13 juin 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8218 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
2° de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 17/05/2023

8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 19/05/2023

8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/05/2023

8222 – Projet de loi portant approbation des amendements à la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, adoptés par la trente-deuxième Assemblée des parties le 8 décembre 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22/05/2023

8223 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant :

- la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie e communication et d'un fonds de route ;
- la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- la loi modifiée du 19 juillet concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le 22/05/2023

8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare centrale et Hollerich

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/05/2023

7863B – Projet de loi portant suppression du rang de conseiller honoraire et modification de :

- 1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
- 3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
- 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24/05/2023

8225 – Projet de loi modifiant le Code du travail aux fins de transposer la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24/05/2023

8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'avenant et le protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/05/2023

8227 – Projet de loi portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

3^e de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2023

8228 – Projet de loi portant réforme de l'adoption et modification du Titre VIII. du Livre premier, intitulé « De l'adoption » du Code civil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/05/2023

8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 01/06/2023

8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2023

8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023

8232 – Projet de loi relatif à l'autopartage sur la voie publique et portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/06/2023

8233 – Projet de loi portant modification :
1^o de l'article L. 413-4 du Code du travail et
2^o de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8234 – Projet de loi portant :
1^o introduction d'un programme de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et
2^o modification du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8236 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Ghana relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à des services aériens, fait à Alger, le 24 août 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/06/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2769 – Demande de pétition publique : Créer une plateforme numérique accessible via Internet à tout citoyen ayant le droit de vote, afin de recueillir l'avis de ces citoyens sur les lois ou modifications législatives importantes envisagées

Dépôt : M. Christian Isekin, le 16/05/2023

2770 – Demande de pétition publique : Droit au service bancaire sans frais. Pour l'obligation des banques à proposer une option de compte et de carte totalement gratuite

Dépôt : Mme Olivia Tchala-Sare, le 16/05/2023

2771 – Demande de pétition publique : Fir d'Schwell fir d'Azzeptanz vun de Petitioun vu 4.500 op 2.000 ze senken

Dépôt : M. Boris Liedtke, le 17/05/2023

2772 – Demande de pétition publique : Congé parental pour famille d'accueil

Dépôt : Mme Laetia Monadjemi, le 17/05/2023

2773 – Demande de pétition publique : Gesetzliches Verbot von aversiven Führungsmitteln bei Hunden, wie z. B. Stachelhalsband, Würgehalsband, Teletakt usw.

Dépôt : M. Steve Arnoldy, le 18/05/2023

2774 – Demande de pétition publique : Cours de premier secours gratuit et obligatoire à partir de 18 ans pour tous les habitants du Luxembourg

Dépôt : M. Baudouin Schinker, le 20/05/2023

2775 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité des habitants du pays en augmentant la présence de la Police grand-ducale

Dépôt : M. Paulo Hernane Jeronimo, le 22/05/2023

2776 – Demande de pétition publique : UCI Stroossevelo-Weltmeesterschaft 20XX Kandidatur

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 22/05/2023

2777 – Demande de pétition publique : Interdire les véhicules motorisés un dimanche par mois (sauf dérogation)

Dépôt : M. Jean-Marie Bourhis, le 25/05/2023

2778 – Demande de pétition publique : Reduktioun vun de Walperiode fir Gemengen - a Chamberwalen ëm ee Joer

Dépôt : M. Romain Reiter, le 25/05/2023

2779 – Demande de pétition publique : Aféiere vum Beruff „Pflegehilfskraft“, och „Pflegehelfer/in“ genannt

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 26/05/2023

2780 – Demande de pétition publique : Que chaque Ministre découvre ses revenus, ses biens immobiliers et ses biens mobiliers

Dépôt : M. Patrick Weis, le 29/05/2023

2781 – Demande de pétition ordinaire : D'Regierung soll déi 3 F-16 kaafen a se der ukrainescher Arméi iwwerloossen.

Dépôt : M. Romain Reiter, le 26/05/2023

2782 – Demande de pétition publique : Mise en place d'une e-carte permettant le remboursement automatique des frais médicaux

Dépôt : M. Luca Vinti, le 31/05/2023

2783 – Demande de pétition publique : Trouver une solution légale visant à protéger les acheteurs de maisons en construction contre l'augmentation annuelle de l'indice

Dépôt : M. Bernardo Cerveira, le 31/05/2023

2784 – Demande de pétition publique : Verbuet vu Single-Use-Plastiksbecheren um ING Marathon! / Um ING Night Marathon erkennt een nach eng Kéier méi genau, wéi vill Plastik nach verbraucht gëtt. Dëse Plastikverbrauch, dee virun allem bei den Drénkstatiounen fir d'Leefer entstanen ass, ka ganz einfach verhënnert ginn.

Dépôt : M. Gilles Hoffmann, le 01/06/2023

2785 – Demande de pétition publique : Taxer les produits agricoles importés

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 01/06/2023

2786 – Demande de pétition publique : Allocation spéciale supplémentaire et nombre de jours de congé pour raisons familiales jusqu'à leur majorité, pour les enfants atteints de maladies chroniques. Atteint d'une maladie chronique (DT1, allergies avec risque majeur, ...), l'enfant est dans une situation le différenciant aussi subitement que violemment de ses pair(e)s. Le DT1 compte parmi les maladies auto-immunes les plus graves.

Dépôt : M. Amadou Mactar Diallo, le 02/06/2023

2787 – Demande de pétition publique : Introduction d'un programme de prévention de la dépression dans toutes les écoles secondaires luxembourgeoises et mise en place d'un programme obligatoire qui enseigne aux enfants comment prendre soin d'eux-mêmes et de leur santé mentale

Dépôt : Mme Florence Bonnefoux, le 02/06/2023

2788 – Demande de pétition publique : Anpassung der 50-Tage-Regelung für Steuerpflichtige, die nicht in Luxemburg ansässig sind und in Luxemburg den überwiegenden Teil ihrer Einkünfte erzielen

Dépôt : M. Ralf Pässler, le 02/06/2023

2789 – Demande de pétition publique : Éischt-Hëllef-Cours fir de Führerschäin / Cours de premier secours pour l'obtention d'un permis de conduire / Erste-Hilfe-Kursus zur Erlangung einer Fahrerlaubnis / First aid to obtain a driver's license

Dépôt : M. Eric Ludwig, le 02/06/2023

2790 – Demande de pétition publique : Congé exceptionnel lors du décès d'un oncle ou d'une tante

Dépôt : M. Christophe Pierre, le 06/06/2023

2791 – Demande de pétition publique : Plus de devoirs à domicile pour les étudiants préscolaires et secondaires

Dépôt : Mme Tina Magalhães, le 07/06/2023

2792 – Demande de pétition publique : Pour un service Adapto

Dépôt : Mme Chantal Gibéryen, le 07/06/2023

2793 – Demande de pétition publique : Suppression impôts (demi-taux global) sur échéance de la pension complémentaire privée 111bis

Dépôt : M. Dany Tana, le 08/06/2023

2794 – Demande de pétition publique : Réserver une plage/pelouse près du plan d'eau au Lac de la Haute-Sûre pour les visiteurs et leurs chiens

Dépôt : Mme Jeanne Schneider, le 09/06/2023

2795 – Demande de pétition publique : Augmenter le prix de chèque-service payé par l'État

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 09/06/2023

2796 – Demande de pétition publique : Augmenter les horaires des bibliothèques publiques pendant les périodes d'examens

Dépôt : Mme Maria Jesus Rodriguez Landrove, le 09/06/2023

2797 – Demande de pétition publique : Interdiction du réseau social TikTok au Luxembourg

Dépôt : Mme Carla Araújo, le 09/06/2023

2798 – Demande de pétition publique : Stop au mobbing et au cybermobbing : Agissons pour des écoles bienveillantes et sûres !

Dépôt : Mme Sara Cardoso, le 09/06/2023

2799 – Demande de pétition publique : À partir de 15 ans, les mineurs doivent être punis de la même manière qu'un adulte.

Dépôt : M. Dylan Da Costa Araujo, le 09/06/2023

2800 – Demande de pétition publique : Limiter le taux d'intérêt pour les prêts immobiliers à vocation de résidence principale à maximum 2 % en analogie au prêt étudiant / Dans le but de relancer le secteur de l'immobilier et de ne pas mettre en péril l'économie luxembourgeoise dû au manque de logement chronique au Luxembourg

Dépôt : M. José Castro Gonçalves, le 12/06/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zusammensetzung vun der Commission de la Justice ugeet, huet d'Fraktioun vun déi gréng ugefrot, datt d'Madamm Josée Lorsché den Här François Benoy all Kéier fir de Punkt iwwert de Gesetzesprojet 8033 iwwert d'Lutte géint d'Toxikomanie ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dësem Gesetzesprojet.

Gëtt et iergendwéi aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Max Hengel

Da géif ech d'Wuert un den Här Max Hengel gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Max Hengel (CSV), auteur | Här President, Kolleeginnen a Kollegen, ech deposéieren dës Proposition de loi am Numm vum Kolleeg Marc Spautz a vu mir selwer, wou et drëm geet, fir d'Modalitéite fir d'Préretreite progressive unzepassen.

Am Moment ass et esou, datt ee mat 57 Joer kann en Urecht hunn op déi Préretreite progressive, sous condition, datt een an deene leschte fënnf Joer mindestens 75 % geschafft huet. Elo ass et awer zum Beispill esou, datt während der Pandemie eng Rei Leit während engem Mount oder zwee vläicht manner geschafft hunn, fir op hir Enkelkanner opzepassen, an dee Moment si se net méi eligibel, well se jo dann net déi 75 % geschafft hunn. Duerfir proposéiere mir an eisem Text hei, datt am plaz déi ganz Spann ze kucken, eeben einfach gekuckt gëtt, datt een an der Moyenne 75 % op fënnf Joer geschafft huet. Domadder géif een deene Leit entgéintkommen. An ech mengen, et ass och e solidareschen Akt fir déi Leit, déi während der Pandemie hirer Famill gehollef hunn.

8243 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 584-2 du Livre V du Code du travail Titre VIII Chapitre IV Préretreite progressive

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung sti véier Minutten zou.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 439 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Studentebäihëllefe fir Studenten, déi eng berufflech Ausbildung maachen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 439 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative aux aides financières pour étudiants suivant une formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, Dir hutt et elo grad ënnerstrach, mat de Boursen: Mir hu jo net nëmmen dat, wat mer am meeschten heibannen ëmmer diskutéieren, dat sinn d'Bourse vun de Studenten, mee d'Gesetz vun de Bourse gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass och d'Leit, déi eng berufflech Ausbildung am Ausland maachen, kënnen op Hëllefe vum Ministère de l'Éducation nationale zréckgräifen.

Meng Fro un den Educatiounsminister geet iwwert dee Volet, dass, wann s de eng extra berufflech Ausbildung méchs am Ausland, dass de da solls Hëllefe kréien. An do gëtt et Problemer an enger Sektoun. Déi Sektoun ass déi, wou mer allegueren ëmmer moies op d'Auer kucken, nämlech bei den Auermécher, wou bekannt ass europawäit, weltwäit, dass net grad déi schlechtest Aueren aus engem Net-EU-Land kommen, mee aus engem Partnerland vun der EU, aus der Schwäiz, déi nawell bekannt ass dofir,

exzellent Aueren hierzestellen, an déi och extra Formatiounen ubitt an och Beruffsausbildungen ubitt. An do hu Leit Aidë gefrot am Ministère de l'Éducation nationale an do ass e Refus ausgeschwat gi mat der Begrënnung, et géif och eng transfrontalière Ausbildung ginn an dofir bräicht een net an d'Schwäiz ze goen, fir eng Beruffsausbildung ze maachen.

Ech wollt dofir vum Minister wëssen, ob dat wierklech d'Meenung ass – bei der Attraktivitéit vum Handwierk, déi mer ëmmer erëm méi verlaangen, a wa mer soen, dass mer erëm richtig Auermécher bräichten –, dass dat dee richtege Wee wier, fir ze soen, wa se an d'Ausland ginn oder notament, wa se wëllen an d'Schwäiz goen, wou awer, mengen ech, d'Aueren doheem sinn, dass déi Leit keng Aidë géife kréien, well d'Begrënnung ass, et géif eng transfrontalière Ausbildung ginn. Mee suivant information vun der ADEM ginn awer weider keng Léierplazen an deem Beruff ugebueden! Duerfir verstinn ech dat eent net mat deem aneren.

An ech wollt just vum Educatiounsminister wëssen, ob et do wierklech net méiglech ass, dass déi Leit och, wéi aner Beruffer, kënnen Aiden dofir kréien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech dierft normalerweis net onsensibel si fir déi dote Fro, schliisslech sinn ech de Fils vun engem Auerméchermeeschter, dee säi Liewe laang houfreg dorobber war, déi Ausbildung gemaach ze hunn.

Ech wëll ënnersträichen, datt mer zwee Weeër hunn, fir Apprentissagen am Ausland ze ënnerstëtzen. Eng Kéier ass et deen: Ech ginn an d'Ausland an ech maache meng Formatioun do. Dacks ass dat eng Formatioun, soe mer emol, déi een éischer als Formation professionnelle supérieure kéint bezechen, also eng weiderféierend Formatioun. An duerfir hu mer och de Parallelisme gemaach zu den universitäre Boursen. An do ass et dann, wéi et hei an dësem Fall ofsichtlech probéiert ginn ass, fir beim Service de la formation professionnelle vum Ministère de l'Éducation nationale do den Ok ze kréien. An da geet den Dossier zréck an den Héichschoulministère an da gëtt no deene Krittären, wéi se och fir all aner Studente gëllen, do eng Bourse dann och verséiert.

Elo kann et sinn – an ech mengen, datt een dee prezise Fall vläicht eng Kéier dann esou sollt kucken, ech huelen dee ganz gären nach eng Kéier mat –, datt et do aus ënnerschiddleche Grënn eeben net méiglech war fir de Service vun der Formation professionnelle, den Accord ze ginn. Et ka sinn, wéi Dir sot, datt et eng aner Formatioun hei gëtt, zu Lëtzebuerg oder an der Regioun gëtt, an datt gesot gëtt, da sollte mer eis dorobber bezieien. Et kann awer och vläicht sinn, datt dat Institut, déi Schoul, déi dat ugebueden huet, aus iergendengem Grond net eligibel wär do derfir, mee deen Detail misst een do sécherlech kucken.

Et gëtt nämlech och eng zweet Méiglechkeet, fir Apprentissagen am Ausland ze ënnerstëtzen. Dat ass dann awer éischer dat not Ausland, den Apprentissage transfrontalier, wou et an der Reegel esou ass, datt d'Entreprise ganz dacks am Ausland ass respektiv datt et hei zu Lëtzebuerg ass, wou ech mäin Apprentissage maachen, mee datt de Centre de formation am Ausland ass. Dat géillt awer och eigentlech zimmlech restriktiv fir eng Rei vu Branchen. Do ass et och esou, datt gekuckt gëtt, datt et fir den Aarbechtsmarché interessant ass, datt weider Leit vläicht och

iwwert deen dote Wee hiren Apprentissage kénne maachen, och méi no un de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché erukommen.

An duerfir ass et och esou, datt do d'Chamberen, notamment d'Chambre des Salariés, och hiren Avis dozou musse ginn an datt mer awer och festgestallt hunn, datt déi dote Form vun Apprentissage transfrontalier sech méi enger grousser Beléiftheet erfreet an de leschte Joren, well och ëmmer méi Jonker aus der Groussregioun de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché kucken, hei hir Ausbildung wëlle maachen, awer den éischter theoretischen Deel vun hirem Apprentissage dann an hirem Heemechtsland an engem Institut wëlle maachen.

Dat gëtt och finanziert iwwer ënnerschiddlech Weeër, jee nodeem, wat fir e Land et ass, well all Land huet säi Modell vun der Berufsausbildung an duerfir gëtt et och aner Finanzierungsmechanismen. Et ass awer esou, datt, well deen dote Mechanismus eigentlech méi interessant ginn ass fir vill Apprentien, och déi Budgeten an d'Luucht gaange sinn. Mir hunn elo fir iwwer 600.000 Euro d'Joer fir 2022 notamment och do ënnerstëtzt, wou mer dann en Deel vun de Formatiounen am Ausland matfinanzéieren. Dat geet dann awer net un den Apprenti, dat geet dann un d'Formationsinstitut, fir deem seng Käschen dann och do kénne mat ze iwwerhuelen.

Ech géif Iech, Här Spautz, proposéieren: Kommt, mir kucken eng Kéier de Fall vun där Léier als Auermécher, déi da warscheinlech net am Transfrontalier war a wou et éischter dann en anere Grond hat, firwat dee Refus do geschwat ginn ass.

Ech hunn awer och scho recommandéiert, datt mer solle generell driwwer nodenken, Weeër ze fannen, op där enger Säit, fir en Apprentissage oder eng Formation professionnelle supérieure ze definéieren quasi als Weiderféierung vun der Formation professionnelle, vun der dualer Berufsausbildung, an awer gläichzäiteg och dann ze kucken, fir dee Régime d'aides, dee mer hunn, deen elo nach iwwert den Héichschoulministère geet, dann och an de Service vun der Formation professionnelle eriwwehuelen, fir Jonker méi kohärent kënne ze ënnerstëtzen, wa se och superieur, weiderféierend Formatiounen am Ausland maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Da komme mer zur Fro Nummer 440 vun der Madamm Cécile Hemmen un d'Madamm Justizministersch an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Mobbing téschent Kanner. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 440 du 12 juin 2023 de Mme Cécile Hemmen relative au harcèlement moral et physique entre enfants, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci villmoos, Här President. Meng Fro riicht sech dann un den Educatiounsminister. Ech hat déi zwee Ministeren ugeschriwwen, well et mer ganz wichteg ass, dat Theema haut de Mëtteg eng Kéier kuerz unzeschwätzen.

An eiser rezenter Aktualitéit, jiddweree weess et nach, ass eis eng schockéierend a ganz brutal Aggressioun vu Jugendleche géint e Jugendleche virun Ae gefouert ginn. Dat Schockéierendst dorunner ass wuel zum engen natierlech d'Brutalitéit vun der Aktioun selwer, an dann awer och nach de Fait, dass dee ganze Video an d'Netz eropgeluede gouf. An och wann de Content esou schnell wéi méiglech erofgeholl ginn ass, sou

gëtt et awer Suite fir d'Affer, moralescher, a vun deene physesche schwätze mer natierlech net, mee déi si selbstverständlech och do!

Ech hat am September 2022 eng Interpellatioun ugefroet iwwert den Harcèlement moral an och iwwert d'Gewalt bei de Kanner an eiser Gesellschaft. A fir doriwwer ze diskutéieren, wäert héchstwahrscheinlech elo keng Zäit méi bleiwen. Dofir gesinn ech et awer als meng Aufgab als Politikerin an als Deputéiert, fir haut de Mëtteg dat unzeräissen.

No esou engem Virfall wéi deem, deen elo kierzlech war, sinn natierlech d'Reaktiounen vun der Direktioun vun de Schoulen déi, dass esou Verhalen net dierften toleréiert ginn an dass et wäert intern souwéi och extern Konsequenzen no sech zéien. An engem spezielle Fall, deem rezente Fall, huet och e Fussballclub direkt Stellungnam geholl an de Virfall verurteelt.

De Service vun der Protection de la jeunesse vum Parquet souwéi och d'Police hunn alles gemaach fir ze ermëttele. An et muss een deemno feststellen, dass eigentlech op deem Niveau och alles relativ séier gemaach gouf, dass séier reagiert gouf.

Här Minister, d'Effentlechkeet ass awer allkéiers op en Neits schockéiert an opbruecht a fuerdert vehement, dass eppes geschitt an dass sech eppes eigentlech un deem Status quo ännert. Well esou kann et net weidergoen! D'Konsequenze vun esou Dote sinn einfach fuerchtbar fir d'Affer a kénne ganz laang Sequenzen hannerloossen. Et muss also gehandelt ginn.

Eis Gesetzter, méi genee de Code pénal, gesäit jo speziell Dispositiounen fir de Schutz vun de Jugendleche vir. An an der Chamber hu mer jo och e Gesetzesprojet virleien, deen de Jugendschutz soll verstärken an d'Vergoen un de Jugendleche méi haart soll bestrofen.

Här Minister, meng Fro ass eigentlech déi: Wéinst dëser aktueller an erfëierender Situatioun wéilt ech Iech gäre froen, wéi de Problem eigentlech an der Schoul thematiséiert gëtt, natierlech op preventivem Plang an awer och op deem Plang, wéi et duerno soll weidergoen, fir d'Opschaffen a fir eise Kanner an hiren Elteren natierlech e Stéck Sécherheet erëmzeginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An d'Wuert geet erëm un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo et ass eng traureg Realitéit, mat där mer do confrontéiert sinn, déi ëmmer méi heefeg gëtt: Gewaltvideoen, déi an de soziale Medien zirkuléieren, déi et schwiereg maachen, souwuel fir d'Sécherheitsautoritéite wéi awer och fir all edukativ Servicer, fir domadder ëmzegoen, dat richtig anzeuerdnen. An ech verstinn d'Entsetze vu ganz ville Leit. Ech verstinn, datt een opgewullt ass, d'Entrüstung vu ville Leit, well wann een déi Biller do gesäit, jo, dat revoltéiert. An ech fannen dat e ganz natierleche Reflex, dee mer allegueren hunn. A wann Der dee Video vun der leschter Woch uschwätzt, ech mengen, deen ass 300.000-mol gekuckt ginn. Dat war 300.000-mol Entrüstung par rapport zu deene Faiten, déi do, op jidde Fall dee Moment, ze gesi waren.

Dat ass keen Einzelfall. Leider ass et eng Realitéit, déi ëmmer méi heefeg gëtt. Mir hunn och duerfir am Oktober 2022 eng Instruction ministérielle un d'Schoule ginn, fir nach eng Kéier kloer ze ënnersträichen, wéi een domadder soll ëmgoen: fir d'alleréisch emol, datt déi zoustänneg Justizautoritéiten do direkt informéiert ginn, wann et zu esou Fäll kënnt innerhalb, ausserhalb vun der Schoulenceinte, wann

ee Kenntnis dovunner huet, wann een och Kenntnis dovunner huet, datt esou Biller an esou Videoen zirkuléieren. Well och dat ass strofbar, och dat, denken ech, soll poursuivéiert ginn.

Et ass awer och esou, datt mer gekuckt hunn: Wéi kénne mer sensibiliséieren? An do hu mer zanter 2022 zwou ënnerschiddlech Campagnë gehat, fir eeben ze sensibiliséieren zum Theema Mobbing. Ech denken, datt dat net en eemolegen Exercice d'äerf sinn, mee datt dat e permanenten Exercice muss sinn.

Mir hunn awer haut de Mëtteg och op dem Ordre du jour vun der Chamber ee Gesetz stoen, mat deem ënner anerem och den Child Protection Officer agefouert gëtt, also eng Persoun, eng Instanz an all Institutioun – hei eeben an de Schoulen, mee dat kënne och aner Institutiounen sinn, wou Jonker encadréiert ginn –, un déi och jiddere sech kann direkt wenden, vertrauensvoll hiwenden, fir am Fall vu Mobbing, leider awer och vun anere Realitéiten do kënne en Ouer ze fannen, eng Hëllef ze fannen an awer och deene Saachen dann eng Suite kënne ze ginn.

Mir wäerten um Enn vun dësem Mount eng weider Campagne lancéieren, déi mer zesumme mat der Police a mam Parquet ausgeschafft hunn, ënner dem Motto: „Not sharing is caring“, wou et grad drëms geet, hei op dee Phenomeen vun de Gewaltvideoen anzewierken – dee ganz schwiereg ze begräifen ass, deen, denken ech, een a mengem Alter, ee mat menger Liewensrealitéit, mat menger bescheidener Presenz an de soziale Medie schwéier kann novollzéien, wou een Affer an Täter net ëmmer ka richtig auserneenhalen –, a wou et virun allem och drëms geet, datt déi Videoen zirkuléieren. An duerfir wëlle mer do usetzen, datt mer dat Zirkuléieren ënnerbannen, well da gëtt et och herno keen Ureiz méi, fir déi Videoen iwwerhaapt ze produzéieren an online ze stellen an iwwerhaapt, datt et zu Gewaltakten duerfir kënn.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, an dat ass den Haaptmessage och vun där Campagne „Not sharing is caring“, datt ee sech matschëlleg mécht, wann een einfach déi Videoen do deelt, well et mécht ee sech iergendwéi zum Kompliz vun den Auteurs dovunner.

Ech hu virdu gesot, et wär eng Normalitéit ginn – fir eis net, mir sinn allkéiers erschüttert. Mee et ass eng Normalitéit gi fir déi Jonk, well se dat mat enger Selbstverständlechkeet ... Dat schockéiert eis jo, datt do Jonker nokucken, wann et zu Gewaltdote kënnt, an net reagéieren, net intervenéieren. Et schockéiert eis, wéi suerglos dat einfach verdeelt gëtt an de soziale Medien, wéi wann et eng Selbstverständlechkeet wär. An dat, mengen ech, muss eis interpelléieren. Do muss d'Schoul derzou bäidroen, fir kloer de Message ze ginn, datt et net normal ass, dat doten ze akzeptéieren, net normal ass, einfach nozekucken, net normal ass, einfach déi Videoen ze deelen!

Mir hunn awer och an der Lescht gemierkt, datt mer eng Beweegung hu vun deene Gewaltdoten aus der Schoul eraus. An d'Beispill vun der leschter Woch weist jo och, datt dat net an der Enceinte vun der Schoul war. Dat war an de Schüler hirer Fräizäit a si waren net ënner Opsicht do. Wa mer also an der Schoul probéieren, dat méi staark ze encadréieren, hu mer schonn d'Gefill, da verlagert dat sech ausserhalb vum Schoulraum, wou et dann nach eng Kéier manner kontrollabel gëtt. An dat weist awer och nach eng Kéier, datt et net der Schoul hir Aufgab eleng ka sinn, do preventiv virzegoen. Ech denken do virun allem un eis Erwuessener allegueren, un d'Gesamtgesellschaft, fir de Message ze ginn: Dat doten, dat geet net! Dat doten, dat toleréiere mer net! A jidder-een, deen a Kontakt ass mat de Kanner, natierlech

d'Enseignanten an d'Éducateuren an der Schoul, mee awer och am Jugendhaus, och am Veräin, och am Sport a selbstverständlech och doheem, all musse mer deen dote Message ginn, soss kréie mer, fäerten ech, deen dote Phenomeen net méi aus der Welt geschaf.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Meisch.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 441 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Aussen- an Europaminister iwwer seng Äusserunge géintwuer der amerikanescher Republikanescher Partei. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 441 du 13 juin 2023 de M. Fernand Kartheiser relative aux propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant le Parti républicain (États-Unis), adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma villmools merci, Här President. Jo, et ass eng Fro, déi ech dem Här Minister leider net éischter stelle konnt, well duerch seng Funktiounen ass e jo dacks elo net am Haus, wa mir hei déi Froestonnen hunn, wat een och ka verstoen. Mee et ass eng Fro, op déi mer ëmmer erëm ugeschwat gi vun eisen amerikanesche Kolleegen an déi net vergiess ass, well den Här Minister hat am November zejoert op RTL – an dat ass duerno och an der Press relativ vill dann zréckgeholl ginn – déi amerikanesch Republikanesch Partei als „extremistes“ bezechent.

Elo ass et esou, dass déi amerikanesch Republikaner zu Lëtzebuerg eis kontaktéiert hunn. Ech stinn och am Kontakt mam American Republican National Committee zu Washington, soudatt sech dat interesséiert. Do si Member all amerikanesch Senatoren a Représentanten am Representantenhaus, wou déi Republikanesch Partei d'Majoritéit huet.

Et ass also eng Fro, déi och eng Inzidenz op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an den USA huet, an zwar ass et net egal – an eiser Lektür, an ech mengen, an der Lektür vu ville Leit –, wéi e Lëtzeburger Bausminister sech géintwuer dem amerikanesche politesche System äussert.

Elo ass et esou, dass den Här Minister jo der Meenung ass, dass déi amerikanesch Republikanesch Partei a sengen Aen extremistes ass. An dach ass d'Fro gestallt, ob e mengt, dass en dat a senger Funktioun soll soen, och wann en et vläicht mengt, an ob dat d'Meenung vun der ganzer Lëtzeburger Regierung ass, well esou eng Ausso gëtt zu Washington notéiert, soss géif ech dat elo hei och net thematiséieren. An ech mengen, et ass et wichteg, dass mir mat deenen zwou grouse Parteien an Amerika, egal wéi eng grad um Rudder ass, exzellente Relatiounen hunn, well dat fir eis vu wicthegem Interessi ass.

Dofir wollt ech den Här Minister bidden, Stellung ze huelen zu sengen Aussoen iwwert déi amerikanesch Republikanesch Partei an och ze soen, ob – egal wéi eng vun deenen zwou Parteien – Lëtzebuerg un exzellente Relatiounen mat deenen zwou Parteien interesséiert ass. Et gëtt nun emol Prinzippien an der Diplomatie, déi ze respektéieren sinn. Dozou gehéiert d'Courtoisie, den héiflechen Émgang mateneen, an den zweete grouse Prinzip ass d'Netamëschung a bannenzeg Saache vun anere Staaten. Déi zwee Prinzippien mussen och gëllen, an eisen Aen, an eise Relatiounen mat de Vereenegte Staate vun Amerika.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Aussen- an Europaminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci, Här President. Also dat hei ass eng gutt Fro an ech versichen och, eng eenegermoosse gutt Äntwert dorobber ze ginn.

Ech stinn, Här Kartheiser, Här President, dozou, dass d'Wiel vum Donald Trump 2016 d'Welt eigentlech op eng Schinn gesat huet, wou d'Wourecht an d'Ligen, politesch gesinn, absichtlech matenaner, matenaner ..., wou een d'Ënnerscheeder net méi gesinn huet, zweetens, wou de Multilateralismus duerch falsche Patriotismus ausgetosch gouf, drëtzens, wou an der Republikanescher Partei, der „Grand Old Party“, eeben déi d'Iwwerhand kruten, déi kloer Walresultater – a jidderee ka sech erënnere – net akzeptéiert hunn, se a Fro gestallt hunn, déi de Kongress de 6. Januar gestiermt hunn an déi demokratesch Institutiounen an den USA op een Hoer futti geschloen hätten, ouni dass d'Republikaner majoritär och nëmme e Millimeter Responsabilitéit iwwerholl hätte fir dës kriminell Akten, wou d'Justiz als „Hexejuerg“ ofgestempelt gëtt, nach an de leschten Deeg nach vum Donald Trump, wou zu deemem Moment nach de Kandidat Donald Trump, mat all dese Verstréckungen, mat all dese Verfeelungen e Risevirsprung huet, fir fir d'Republikaner de Presidentschaftskandidat ze ginn.

Ee Gléck, dass d'Justiz an Amerika duergehalen huet, well soss eng vun den eelsten Demokratien op der Welt un d'Wackele komm wier! An duerfir sollt, a mengen Aen op jidde Fall, der Welt erspuert bleiwen, dass dese politesche Chaos sech widderhëlt. D'Demokratie brauch keng Trumpen. Ech hoffen, dass d'Republikaner zu Lëtzebuerg – Dir hutt déi ugeschwat, Här Kartheiser – mat derfir suergen, dass hir Partei net zouléisst, dass den Här Trump nach eng Kéier Presidentschaftskandidat gëtt, fir 2024. Dat, Här President, der Demokratie op der Welt zuléift! An dat muss een net eleng därefen denken, mee et muss een och haart dat kënne soen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 442 vun der Madamm Josée Lorsché un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Evaluatioun vum Modell vun den internationale Schoulen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 442 du 13 juin 2023 de Mme Josée Lorsché relative à l'évaluation du modèle des écoles internationales publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Här Minister, fir de Bildungsongläichheeten am Lëtzeburger Schoulsystem entgéintzewierken an der wuessender Sproochevillfalt vun der Schoulpopulatioun méi gerecht ze ginn, hu mer am Ganze bis elo sechs international effentlech Schoulen zu Lëtzebuerg geschafen. Mir hunn dat ëmmer begréisst, well et eis och um Häerz läit, e gerechte Bildungssystem zu Lëtzebuerg ze hunn an der Villfalt gerecht ze ginn.

Am Kader vun enger Interpellatioun zu den internationale Schoulen, déi den 31. März 2022 hei op Ufro vun der Madamm Closener stattfonnt huet, ass dee Modell breit diskutéiert ginn, ganz konstruktiv, an et gouf och e grouse Konsens notamment op dräi Punkten: Deen éischte war deen, dass d'Politick natierlech d'Bildungsongerechtegkeete prioritär a konsequent muss upaken, zweetens, dass eise ganze Schoulsystem moderniséiert muss ginn, besonnesch eebe grad mam Bléck op d'Sproochelëieren an awer och op déi sproochlech Hürden, mat deene vill Schüler a Schülerinne konfrontéiert sinn. An drëtzens ass et drëms gaangen, ze definéieren, wéi eng Stärkte

respektiv wéi eng Schwächen an deem System identifizéiert ginn, fir dass déi néideg Upassunge kënnen virgeholl ginn.

Fir déi dräi Punkte kënnen ze realiséieren, brauch een natierlech eng objektiv wëssenschaftlech Evaluatioun vun deenen neien internationale Schoulen, esou wéi et déi och mat den Épreuves standardiséies oder mam Bildungsbericht scho fir déi classesch Schoule gëtt. D'Fuerderung no der Evaluatioun huet sech dann och an enger Motioun niddergeschloen, wou drastoung, dass d'Chamber am Fréijoer 2023 éischt Analyse vum Modell vun den internationale Schoule sollt presentéiert kréien, sou wéi et och am Bildungsbericht vun 2021 recommandéiert gi war.

Nodeems Dir, Här Minister, deesen Timing virun iwwer engem Joer confirméiert hutt oder zumindest net ausgeschloen hutt, wollt ech Iech froen, ob déi Analys méttlerweil disponibel ass an ob Dir d'Resultater vun den internationalen effentleche Schoule virum Summer an der Chamber virstelle kënt.

Ech denken, dass ass alle Parteien wichteg, fir sech och an hire Walprogrammer zu der Educatioun en toute connaissance de cause dozou kënnen ze positionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: Jo, esou ass et, Madamm Lorsché. D'Uni.lu ass amgaangen, eng Evaluatioun ze maachen. D'Fréijoer dauert nach e puer Deeg – ech mengen, dass mer se net ganz wäerte virleien hunn, laut mengem leschte Kenntnisstand, bis den 21. Juni, mee ech denken awer, virun der Summerpaus vun deem Haus wäerte mer dat hei kënnen maachen, well dat mir och wichteg ass. Wéi mer ganz viller vun eise Politicken, virun allem vun deenen neie Politicken, och wëllen evaluéieren, fir se duerno kënnen ze bewäerten an ze adaptéieren, maache mer dat och mat den internationalen effentleche Schoulen, well et e Pilier ass méttlerweil vun eisem gesamte Schoulsystem, well et awer och eng vun de villen Äntwerten ass, fir eise Schoulsystem méi gerecht ze maachen, wat jo awer den Haaptdefi ass, dee mer zanter Jore probéieren unzogoen.

Ech wëll just nach eng Kéier op d'Schwieregkeet agoe vun där Evaluatioun a firwat et och eng Zäitche gedauert huet. Et sinn nach net esou vill Schülerinnen a Schüler an deem Schoulsystem, vun deene mer och kënnen soen, déi hätten ënnen ugefaangen oder wäeren elo schonn eng Rei vu Joren dodraner, fir dann eng fiabel Evaluatioun kënnen ze maachen. Mir stelle fest, dass der ganz vill ënnen am Primaire ufänken, an do, denken ech, kann een no enger Rei vu Joren eng Evaluatioun maachen an dat och als Evaluatioun vun deene Klassen da gesinn. Am Secondaire sinn der och nach ganz vill, déi hunn hire Primaire am konventionelle System gemaach respektiv kommen och aus anere Länner heihinner, wou een dat dann net onbedéngt esou eent zu eent ka vergläiche mat zum Beispill Schülerinnen a Schüler aus dem konventionelle Secondaire, déi awer do dann en anere Parcours gemaach hunn. Eng Schwierigkeet ass momentan also dee klengen Echantillon, deen een huet vu Schülerinnen a Schüler, fir genau kënnen ze analyséieren.

En aneren Defi ass awer sécherlech och, dass mer jo aner Programmer hunn an deem Schoulsystem, da kënnen mer och net déi selwecht Epreuen huele wéi bei den Epreuve-standardiséies. Do musse mer schonn adaptéiert Epreuen hunn, an dat ass och elo gemaach ginn an entwéckelt ginn. Mee et ass

natierlech dann och en Challenge, fir d'Resultater vun där enger Evaluatioun iwwer Epreuvé mat deene vun dem konventionelle System eent zu eent ze vergläichen, well et einfach jo zum Deel op d'mannst ëm aner Contenen, ëm aner Kompetenzen do geet.

En aneren Challenge ass och nach – an dat war ee Feedback, dee mir scho kritt hunn –, dass mer natierlech mussen kucken, dass mer dat matenee vergläichen, wat vergläichbar ass. A mir wëssen, dass de sozioekonomeschen Hannergrond e ganz staarken Impakt och op den Erfolleg an der Schoulkarriär huet, a wa mer deen natierlech net comparabel hunn an eise konventionelle Schoulsystem mat deem vun den internationalen öffentleche Schoulen, da kënnen mer och d'Resultater bei Epreuven net eent zu eent matenee vergläichen. Dat kann ee ponderéieren, bei enger klenger Stéckzuel ass dat awer och erëm eng Kéier en Challenge.

Ech ka mech hei gären engagéieren – well et ass deen Timing, deen ech vun der Uni.lu och elo kuerz nach eng Kéier matgedeelt kritt hunn –, dass mer virum Summer dat dote kënnen souwuel hei am Haus presentéieren wéi awer och an der Öffentlechkeet presentéieren. An ech géif dat eigentlech ganz gäre maachen, fir dass eebe vill vun de bildungspoliteschen Debatten och op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser gefouert ginn, well dann, denken ech, si mer engem Konsens an deem Beräich vill, vill méi no, wéi mer dat soss emol heiansdo sinn.

Ech wëll hei awer wierklech nach eng Kéier soen, dass mer mussen kucken, wat fir eng Informatioun op wat fir enger Basis mer hei kréien an ob dat wierklech elo schon duergeet, fir sech grondleeënd an ofschléissend dovunner e Bild ze maachen. Mee déi Informatiounen, déi ech wäert kréien, déi d'Uni.lu ka liwweren, déi wäert selbstverständlech Dir an de Public och kréien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Meisch.

Vu dass den Här Fayot nach net do ass fir d'Fro vun Här Sven Clement, géife mer déi Fro iwwerspringen an dann elo direkt zur Fro Nummer 444 vun Här Carlo Weber un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten iwwert d'Evolution vun dem Marché vun de Kontrollstatiounen kommen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 444 du 13 juin 2023 de M. Carlo Weber relative à l'évolution du marché des stations de contrôle technique, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. An engem Presseartikel vum 6. Juni ass ze liesen, dass zu Wolz an der Aktivitéitszon „Salzbaach“ eng Kontrollstatioun soll opgoen. An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Minister Bausch folgend Froe stellen: Fir wéini ass d'Ouverture am Kanton Wolz vun dëser Kontrollstatioun geplangt? Wéi eng Gefierer kënnen op deem Site kontrolléiert ginn? Sinn nach aner Acteuren, déi den Ament interesséiert si respektiv hiren Agreement ugefouert hunn, fir weider Kontrollstatiounen zu Lëtzebuerg opzemaachen?

Am Kontext Gefierer, wat déi praktesch Förschäiprüfung betrëfft: Hei wär jo eigentlech dee passende Site. Gëtt nach driwwer nogeduecht, dës Examen awer zu Wolz ofzehalen? Et wär wichteg fir d'Éislek. Zemoos fir déi, déi den Trakterförschäiprüfung maachen, bedeit dat vill manner Trajet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber.

Den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten a Vizepremier, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci dem Här Weber och fir déi Fro. Et ass esou, dass zënter 2016 de Marché vun de Kontrollstatiounen liberaliséiert ass. Dat ass net méi eng staatlech Monopolsituatioun, wéi mer se virdu kann hunn. An et ass esou, dass de Minister natierlech nach muss den Agreement gi fir déjéineg, déi eng Kontrollstatioun wëlle bedriewen. Do gëtt et dann och kloer Konditiounen. Mir hu jo och eng Gesetzesännerung gemaach. Do steet alles – dat baséiert op enger europäescher Direktiv – genau festgeschriwwen, wat ee muss erfëllen, fir kënnen eng Kontrollstatioun opzemaachen.

Virun der Liberaliséierung hate mer der am ganze Land dräi an entre-temps hu mer der néng a mir hunn dräi verschidde Firmen, déi Kontrollstatiounen bedriewen. Dat ass d'SNCT, et ass d'DEKRA an et ass LU KS. Et ass esou, dass déi den Ament zu Sandweiler, zu Esch, zu Monnerech, zu Biissen an zu Léiweng baséiert sinn. Dat sinn déi vun der SNCT. An dann huet LU KS eng zu Luerenzweiler an eng zu – ee Moment, fir dass ech elo keng Dommheet soen – Gaasperech. Dat ass eng nei, déi se opgemaach hunn. An dann hutt Der nach d'DEKRA, déi sinn zu Bartréng.

A LU KS, déi vun där Dir schwätzt, zu Wolz, wou d'Diskussioun leeft, dat ass eng, wou LU KS anscheinend gesot huet, dass se eng wëllten opmaachen zu „Salzbaach“, do wou Der et och gesot hutt. Dozou läit mir am Ministère awer nach keen Dossier vir fir en Agreement. Also dat heescht, do schéngt eng Intentioun ze bestoen, fir do eppes opzemaachen.

Niewebäi bemierkt si souwisou dräi Firmen amgaangen, nach am Land doruechter ze kucken op verschidde Plazen, wou der nach kënnen opgemaach ginn. Also déi zu Wolz, do schéngt eppes an der Planung ze sinn, mee de Minister huet nach keen Dossier virleie fir en Agreement.

Dat anert ass: Et gëtt awer och nach d'Garagen. Dir wësst, dass och an de Garagë selwer kënnen d'Kontrolle gemaach ginn. Dat gëtt an Zesammenaarbecht da gemaach mat staatlechen Inspekteren, déi da sur place kommen. An dat gëtt awer ganz vill genotzt an et sinn entre-temps immens vill Garagen, déi dat notzen.

Dat heescht, wann Der d'Situatioun vergläicht insgesamt par rapport zu virun 2016, dann ass dat weesentlech besser gi fir de Client vun haut. Och d'Kontrollstatioun selwer – fir déi, déi rezent do waren –: Wann Der dann op Sandweiler bei d'SNCT gitt oder och bei d'DEKRA oder wien och ëmmer, do gitt Der haut dohinner, da gitt Der e Kaffi drénken, do fiert ee mam Auto derduerch. Dir kënnt zwar och, wann Der wëllt, och nach selwer doduerch fueren. Mee dat ass zimmlech relax par rapport zu deem, wéi dat fréier war. Dat heescht, dee Service, deen huet sech immens verbessert.

Dann zu Ärer Fro mat de Förschäiner: Nee, dat geet net. Mir wäerten um Fridhaff – dat wäert Der gesinn – en héichmoderne Site opmaachen, wou dat alles ka gemaach ginn. Well et geet drëms, dass mer e Site mussen hunn, wou mer all d'Trainingsméiglechkeete beieneen hunn, wou eng Pist ass. Zum Beispill um Fridhaff gëtt dat gemaach. An dann ass et esou, dass ... Well et huet jo kee Wäert, dass mer zu Wolz oder och op anere Plazen esou hallef Saache maachen, wou een dann awer erëm muss op aner Plaze fueren. Also, et gëtt schon esou organiséiert, dass ee wierklech dann op enger moderner Anlag, op modernen Installatiounen wierklech alles ka maachen, an dat mécht och absolutt Sënn.

An de Fridhaff ass awer jo zougängelech trotzdeem, mengen ech, vum Norden hier, iwwerall zimmlech gutt, soudatt mer awer, mengen ech, realistescheweis kënnen soen, dass dat ganz sécher mer Nodeel ass. A wann Der da kuckt, wivill där Sitte mer hunn am Land, ass dat awer geografesch equilibréiert verdeelt an deene véier Regiounen am Land, soudatt dat da misst klappen. Bon, an der Zukunft, méi spët, kann ee sech vläicht nach aner Saachen iwwerleeën, dass ass sécher, mee am Moment ass et op alle Fall just virgesinn um Fridhaff.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Da komme mer zur Fro Nummer 445 vun der Madamm Elisabeth Margue un den Här Wunnungsbauminister iwwert d'Wunnungskris. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 445 du 13 juin 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à la crise du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, mir schwätze schon eng Zäit vun enger Kris um Logementsmarché, an de Secteur seet, dass déi nach méi schlëmm kéint ginn nom Congé collectif. Effektiv, fir eng Rei Handwierksbetriber ass de Congé collectif eng schwiereg Zäit a si mussen sech organiséieren, fir duerno nach Aarbecht ze hunn.

An deem Sënn wär meng Fro un de Minister, awéifern Dir dat géift confirméieren, dass déi Kris sech géif accentuéieren no dem Congé collectif, a wat, wann dat esou ass, d'Regierung wëlls huet, fir do dergéintzewirken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Margue. Den Här Wunnungsbauminister, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass d'Baugeneemegung besonnesch vu Bauprojeten zréckgaange sinn. Dat betrëfft besonnesch déi kleng a mittelständesch Betriber, déi ofhängeg sinn natierlech vun de Bauaktivitéiten. Generell kann een zwar net soen, dass an der Baubranche selwer Kris wär. Déif- an Héichbau ginn nach ëmmer weider, well eeben och d'öffentlech Finanzen oder d'Investitiounen ganz héich sinn. Antizyklesch probéiere mer jo, dass ganz héichzehalen.

Iwwregens, wann een d'Analyse kuckt, déi Chifferen, déi elo public gi sinn: D'lescht Joer si mer ëm 2,4 % gewuess, de Wunnungsbaubau awer ëm 1,2 %. Mee d'öffentlech Wunnengen – an dat ass wichteg –, d'Wunnengen an der öffentlecher Hand, déi sinn ëm 5 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, dass eis Wunnungsbaugesellschaften, respektiv och zesumme mat de Gemengen, ganz aktiv kënnen do viruoen.

Mir maachen eis awer och Surgen – dass ass ganz kloer, dass hutt Der hei och ausgedréckt – besonnesch eeben ëm Mëttel- a Klengbetriber. An do si mer och amgaang, drun ze schaffen. Dir wësst, dass mer eng Taskforce an d'Liewe geruff hunn, fir zesummen och mam Secteur ze kucken, wéi eng Propose se eis gemaach hunn, fir déi kënnen ëmzesetzen. Mir wäerten dat och an nächster Zäit a kuerzfristeg arrétéieren an och mam Secteur dat virstelle respektiv hinne virstellen, an da wäert dat och zäitno presentéiert ginn an da public gemaach ginn.

Wichteg ass eis, dass mer kuerz- a mëttel- oder besser laangfristeg Moosnamen hunn. Kuerzfristeg, fir dass mer d'Aktivitéit dohi kréien, wou mer se

wierklech wëllen hunn, dass déi Handwierksbetreiber och Aarbecht kréien. Also brauche mer Moosnamen, déi direkt kënnen gräifen. Laangfristeg mussen mer eis awer och méi resilient maachen. Ech mengen, mir hunn de PNEC an alles, wat virun der Dier steet, d'Erausforderungen am Klima, vill mam Bausektor zesummen. Dat heescht, mir brauchen eppes fir de Particulier, mir brauchen eppes fir d'Handwierk a mir brauchen awer och d'Gemenge mat am Boot, well si hu jo selwer Aktivitéiten am Wunnengsbau. Ech denken do an energieetesche Sanéierung, och un Hëllef fir de Particulier, fir kuerzfristeg Moosnamen kënnen ze entaméieren.

An dofir, hutt nach e bësse Geduld, ech kann elo nach net alles verroden, well mer nach net alles arrétéiert hunn. Mir sinn awer ganz kuerz virun, an dofir gi mer dann och bei de Secteur an da wäerte mer dat spéitstens d'nächst Woch och public maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Wunnungsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 443 vum Här Sven Clement un den Här Entwécklungszesummenaarbechtsminister iwwert d'Hëlfechen no der Zerstéierung vum Nova-Kachowka-Staudamm. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 443 du 13 juin 2023 de M. Sven Clement relative aux aides pour l'Ukraine suite à la destruction du barrage de Nova Kachovka, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes**

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch d'Zerstéierung vum Kachowka-Damm si vill Mënschen duerch d'Waassermassen ëm d'Liewe komm, et sinn der vill deplacéiert ginn a virun allem gouf viles zerstéiert op deenen zwou Säite vum Floss.

An deem Kontext huet d'Ukrain – a souwäit ech dat matkritt hunn, och just d'Ukrain – Demandé gestallt, fir international Hëllef ze kréien. Eppes, wat mer awer – erlaabt mer déi perséinlech Nott – e bëssen opstéisst, ass, dass den Occupant et manifestement net fir néideg hält, der Zivilbevëlkerung ze hëllefen.

Mee d'Ukrain huet eng urgent Ufro fir international humanitär Hëllef gestallt, mat ganz kompletten Tabloen, wat sech un Hëllef erwaart gëtt. Et geet vu Waassertanken, also Camions-citernes, iwwer Booten, Rettungswesten an natierlech och Drécheniessen an alles dat, wat een eebe brauch, fir Flüchtlingcampen ëmzesetze respektiv d'Leit um Liewen ze halen.

An dem Zesammenhang mat deem ganzen Desaster ass déi Fro natierlech dann un all Partner, iwwer EU, iwwer NATO a sou weider, natierlech och u Lëtzebuerg erugedroe ginn, huelen ech un. An dofir wollt ech dem Minister d'Fro stellen: Wat fir Hëlfechen huet Lëtzebuerg der Ukrain schonn ugebueden an deem Kontext a wat wäerte mer hinnen nach zoukomme loosse? Wat fir Hëllef loosse vläicht aner Länner esou zoukommen, dass mir guer net méi gebraucht ginn? Well ech mengen, et ass jo och net esou, dass Lëtzebuerg eleng kann déi Kris do léisen, an deementspriedend ass et och ëmmer eng Verhandlungssaach zwëschen eis an eise Partner, fir ze entscheeden, wéi Lëtzebuerg ideal hëllef kann.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, den Här Franz Fayot, huet d'Wuert.

(En raison d'un changement de compétence, M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire répond à la place de M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes.)

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, merci dem Sven Clement fir déi Fro hei effektiv en rapport mat der schrecklecher Zerstéierung vum dem Kachowka-Damm an der Ukrain duerch de russeschen Aggressor. Et ass esou, dass d'Lëtzebuerg Croix-Rouge eng materiell Hëllef vum enger Valeur vun 100.000 Euro zur Verfügung gestallt huet, fir heiroop ze reagieren. Déi Kontribution gouf och mat Fong vum der Lëtzebuerg Entwécklungszesummenaarbecht an humanitärer Hëllef ënnerstëtzt. Dat heescht, dass sinn net nëmme Sue vum der Kooperations, mee zum Deel – de geneeë Schlëssel hunn ech elo net.

Mat där Kontribution goufen 200 Tonne Waasser an eng 300 Hygiënekits an och Iesse verdeelt sur place. Doriwwer eraus gëtt et eng Ufro vum der ukrainescher Regierung, fir och cibléiert Material ze kréien. Dat ass net en allgemengen Appell. An do si mer a Kontakt mat der ukrainescher Regierung, mat den Autoritéiten, fir an deem Kontext och weider Hëllef kënnen ze liwweren.

An deem Kontext, mengen ech, sief drun erënnert, dass mer der Ukrain säit Ufank vun där Invasioun schonn iwwer 9 Milliounen Euro an humanitärer Hëllef iwwerginn hunn, dat iwwer UNO-Agencen, ONGen an och iwwert d'Rout Kräiz. Derbäi komme 6 Milliounen u materieller Hëllef wéi Medikamenter, Generatoren, Ambulanzen, Konnexionsmaterial, gepanzert Ambulanzen an och Busser.

Mir hunn och – well dat ass e risege Problem an der Ukrain – d'ONG HALO Trust mat enger Kontribution vun 250.000 Euro ënnerstëtzt. Dat ass eng ONG, déi am Deminage aktiv ass. Well dat ass de groussen Challenge och bei der Rekonstruktioun vum Land, dass ee fir d'éischt emol muss deminéieren, natierlech och déi Regiounen, wou een d'Leit da wëll erëm usidelen an enger éischer Phas. Et muss een och soen, dass d'Minnen an de Regiounen Mykolajiw a Cherson wierklech och duerch dës Iwwerschwemmungen duerch d'Zerstéierung vum Damm kënnen deplacéiert ginn. Dofir wäerte mer och do kucken, fir deem HALO Trust nach weider Moyenen ze ginn, fir déi Aarbecht beim Deminage weiderzemaachen.

Den zweeten Deel vun der Fro ass, wat aner Länner maachen en rapport mat deem Bombardement vun deem Damm. Bon, et sinn eng Rei EU-Memberstaaten, déi materiell Hëllef liwweren duerch den europäesche Mécanisme de protection civile. Däitschland zum Beispill huet 5.000 Wasserfilteren a 65 Generatoren iwwerginn, Éisträich zwanzeg Wassercontainer an zéng Waasserpumpen, Däitschland a Litauen hunn och Zelter, Better an Decken an d'Ukrain geliwwert, Frankräich huet 10 Milliounen Tonnen (veuillez lire: 10 Tonnen) Hëllefsmaterial zur Verfügung gestallt, ënner anerem Wasserfilteren, Hygiënekits, 500.000 Tabletten, fir Waasser ze filtréieren, a Groussbritannien huet en neien humanitäre Package vu 16 Milliounen Pond op d'Bee gestallt, hei spezifesch, fir d'Leit, déi duerch d'Zerstéierung vum Kachowka-Damm betraff sinn, mat Schutzmaterial a Versuergungsmittel ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot.

Mir kommen zur Fro Nummer 446 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Accès zu de privilegiéierte Konditiounen fir talentéiert jonk Athleeten am Sportlycée. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 446 du 13 juin 2023 de Mme Francine Closener relative à l'accès aux conditions privilégiées pour jeunes sportifs talentueux**

proposées par le Sportlycée, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. D'lescht Joer huet de Sportlycée säin zéngjäregt Bestoe gefeiert. Zéng Joer bitt dese Lycée also deene jonken talentéierte Sportler privilegiéiert, jo scho bal optimal Konditiounen, fir Schoul an de jeeweilege Sport kënnen ënner een Hutt ze bréngen. Dozou gehéiert ënner anerem, dass am normale Schoulalldag och Trainingsplagë mat ageplangt sinn, dass den Horaire an och den Hausaufgabepensum un d'Besoine vun deene jonke Sportler ugepasst sinn oder och nach e geziilt Suivi proposéiert gëtt, fir dass se sech an deenen zwee Beräicher optimal kënnen virebereeden a weiderentwéckelen.

De Sportlycée bitt allerdéngs net alle Schüler, net alle Sportler, déi selwecht Konditiounen, well fir d'Schülerinnen an d'Schüler vum Secondaire général ass no der 5^e Schluss. Si mussen dann, egal wéi gutt hir sportlech an och hir schoulesch Performancë sinn, d'Schoul wiesselen, well de Sportlycée keng Generalklassen no der 5^e ubitt. Wuel gëtt et eng Kollaboratioun mam Bouneweeger Lycée, déi anscheinend och ganz gutt funktionéiert, mee de Lycée bitt natierlech nëmme en Deel vun de Sektioenen a Formatiounen un, soudatt vill vun de Generalschüler vu 4^e un net méi vun deene privilegiéierte Konditiounen profitéieren kënnen, wéi de Sportlycée se eebe bitt.

Dofir wëilt ech den Här Educatiounsminister froen, ob weider Efforte geplangt sinn, fir alle Schüler, an och alle Generalschüler, d'Méiglechkeet ze bidden, vun deene beschtméigleche Bedingungen ze profitéieren, fir hire Sport op engem héijen Niveau ze praktizéieren, zum Beispill duerch eng adaptéiert Offer fir all d'Schüler am Sportlycée oder op d'mannst duerch eng Zesummenaarbecht mat méi Lycéeën, fir dass een dann och all d'Sektioenen kann ofdecken.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, jo, effektiv, sou wéi d'Francine Closener hei erkläert huet, ass de Sportlycée den optimale Lycée fir Jonker, déi wëlle souwuel schoulesch wéi awer och sportlech performéieren. An dofir ass et jo eng Kollaboratioun, den eenzege Lycée, deen den Educatiounsministère mat engem anere Ministère – hei de Sportsministère – dann och zesummen dréit, fir wierklech ze kucken, am Esprit vun der Dual Career kënnen deene Jonken e Kader ze bidden, wou béides gutt klappt, ee säin Diplom ka viséieren, duerno och ka weider schaffen, studéieren goen, mee awer och säi sportleche Parcours ka weider ausbauen.

Nun ass de Sportlycée awer och, vun der Infrastruktur hier virun allem emol, limitéiert, an duerfir ass sech viru méi wéi zéng Joer jo och drop géeelegt ginn, dass ee Klasse vum General a vum Classique huet am Cycle inférieure, mee dann duerno awer fir déi weiderféierend Sektioenen just am Classique. Do hu mer och vun deene mëttlerweil awer ville Sektioenen, déi existéieren, der nëmme véier: d'Sektioenen B, C, D a G, wou och vill Synergien am Programm kënnen téschent deenen engen an deenen anere Sektioenen gemaach ginn.

Mir wëssen, am General ass d'Bandbreet vu Formatiounen a vu Sektioenen nach eng Kéier vill méi breet. Mir wëssen och, an der Berufsausbildung ass se nach eng Kéier vill méi breet, soudatt et do eigentlech net méiglech ass, an engem Sportlycée all déi Sektioenen kënnen deementspriedend unzebidden. Dofir war jo

och vun Ufank u gesot ginn, datt déi Kollaboratioun do weidergefuert gëtt tëschent dem Sportlycée an dem Lycée technique vu Bouneweg, deen e grouse Lycée technique ass, deen am General eng relativ breet Offer huet, och an der Formation professionnelle eng relativ breet Offer huet – ech soen ëmmer „relativ“, well se net alles ubidden, dat ass kloer –, datt se an där Kollaboratioun do awer vu villen Avantagen, déi de Sportlycée senge Schülerinnen a Schüler bitt, och kënnen profitieren, wat den Encadrement ubelaangt, wat den Transport hin an hier ubelaangt, wat d'Ënnerstützung ubelaangt an de Suivi médical zum Beispill, de Suivi paramédical, de mentalen Training, d'Ernährungsberodung. Alles dat steet eigentlech och de Schülerinnen a Schüler am LTB zur Verfügung.

Mir hunn awer eng Schoullandschaft, déi sech jo weider staark diversifizéiert huet déi lescht Jore mat enger sëllegen neie Sektioneen, déi och heiansdo emol nëmmen an engem oder deem anere Lycée ugebued ginn. An duerfir ass et awer och esou, datt de Sportlycée doriwwer erauskuckt, iwwert déi Schüler erauskuckt, déi e selwer bei sech huet an dem Cycle inférieure respektiv am Classique, oder och iwwert déi eraus, déi dann zu Bouneweg sinn, mee och éischer individuell, op d'Demande dacks vun den Eltere respektiv och vun enger Federatioun kuckt, e Programm ze adaptieren, fir datt déi awer esou gutt et geet hir Formatioun kënnen an hirer Schoul weiderféieren, mee awer och vu munchen Avantagen an Accompagnement, déi de Sportlycée bitt, kënnen esou gutt wéi méiglech profitieren.

Ech denken, datt dat Ganz nach eng Kéier eng aner Nues kritt, wann de Sportlycée en neie Site kritt zu Mamer mat méi Capacitéit, méi Klassen, déi méiglech sinn, an domadder och méi Offer op der Plaz méiglech ass, an awer och net nëmmen isoléiert, wéi et haut um INS als eng eenzel Schoul ass, mee dann integréiert an e Campus, wou mer de Lycée Josy Barthelemy hunn, wou mer awer och eng Europaschoul hunn, wou mer also do och Acteuren hunn, déi souwuel erëm eng Kéier am Enseignement secondaire général, an der Berufsausbildung, wéi awer och an enger europäescher Offer da kënnen Kollaboratiounen ubidden, an datt do eigentlech nach de Rapprochement vun dem Sportlycée a senge Services an d'Schülerinnen an d'Schüler vun och anere Parcourse gestärkt ka ginn, verbessert ka ginn an enger optimaler Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Acteuren.

Mir wëssen, dat dauert nach eng Zäitchen, mee ech kann Iech awer versécheren, datt de Sportlycée haut schonn alles mécht, fir den eenzelnen Demanden esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen. Et gëtt och – an där kennen ech och – Sportlerinnen a Sportler, déi soen: „Jo, de Sportlycée ass gutt, mee ech wëll awer a mengem Lycée och bleiwen, ech wëll mä Parcours do weidermaachen an ech gleewen dorunner, datt ech béides ka vereenen.“ An duerfir ass op der Säit vum Sportlycée och eng breet Flexibilitéit am Encadrement entwéckelt ginn déi lescht Joren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 447 vum Här Michel Wolter un d'Madamm Inneministesche iwwert d'Zuel vun ongültge Walziedele bei de Gemengewalen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 447 du 13 juin 2023 de M. Michel Wolter relative au nombre de bulletins nuls lors des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur**

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „une fois n'est pas coutume“, ech sinn net hei een, deen ëfters an der Heure de questions optrëtt, mee et ass awer e Sonnden e

Phenomeen, zumindest emol bei eis an der Gemeng, geschitt, deen eng ganz Rei Presidente vu Walbüroen u mech eruedroen hunn. An dat ass déi extraordinäre héich Unzuel vun ongültge Ziedelen, déi net doduerch ze erklären ass, dass d'Leit bewosst en Ziedel ongültge wollte maachen, mee wou een einfach mierkt, dass d'Leit falsch gestëmmt hunn.

Et sinn dräi Cas-de-figures, déi mer rapportéiert gi sinn e Sonnden den Owend. Dat ass éischens, dass eng ganz Rei Leit d'Lescht gestëmmt hu vun iergendenger Partei an dann nach dem Spëtzekandidat vun där Partei Stëmme ginn hunn.

Den zweete Cas de figure, dee bei eis a verschiddene Büroe ganz staark ausgeprägt war, dat ass, dass d'Leit d'Lescht gestëmmt hunn a jiddwer Kandidat vun där Lescht nach eng Stëmme ginn hunn, an zwar wierklech jiddwerengem vun de Kandidaten. Déi hunn also e kloer expriméierte Vott ginn, mee waren awer total niewent dem Gesetz.

An dat Drëtt, wat d'Presidente vun de Büroe mer gesot hunn – ech weess net, ob aner Kollegen déi selwecht Experienz gemaach hunn –, dat ass, datt se mer gesot hunn, datt se eng relativ héich Unzuel vu jonke Wieler haten, déi erakomm sinn an d'Presidente gefrot hunn, wat se dann elo eigentlech misste maachen.

An déi dräi Phenomeener, déi hu mech interpelléiert, fir mer Froen ze stellen, wéi dat méiglech ass, an eventuell och Suggestiounen ze maachen, wéi een dat aneschtens kéint maachen. Well ech mengen, dass et extrem wichteg ass, dass déi Leit, déi näischt wëlle wielen, sech kënnen expriméieren. Ech fannen awer och, dass et extrem wichteg ass, dass déi Leit, déi sech wëllen expriméieren, à même sinn, sech esou ze expriméieren, dass de Vott herno och an den Total vun der Auszielung mat erakënn.

An dofir hätt ech eigentlech, contrairement zum Règlement, vläicht dräi Proposen oder dräi Pisten, iwwert déi ech nogeduecht hunn a wou ech d'Ministesche wollt froen, ob si sech kéint domat identifizéieren.

Dat Éischt, dat ass, ob een net eng Étude détaillée iwwert de Phenomeen soll maachen, an zwar par rapport zu alle Gemengen am Land, fir ze kucken, ob déi Saachen, déi mir bei eis an der Gemeng gemierkt hunn oder d'Presidente vun de Walbüroen, flächendeckend esou ze gesi sinn.

Dat Zweet, dat ass, datt ech mer wierklech d'Fro stellen, ob een an der Schoul net deene 16-Järegen, an dann nach eng Kéier, wa se 17 sinn, an dann nach eng Kéier, wa se 18 sinn, e Cours sollt ginn, wou een hinne genau erkläert, wéi de Walsystem fonctionéiert, well dat manifestement net méi iwwerall flächendeckend geschitt.

An dat Drëtt, dat ass, ob een net Reflexiounen sollt maachen, Coursen unzëbidde virun de Wale, wou een de Leit einfach net nëmmen en Trakt schéckt, deen zum Deel och ganz schwéier ze verstoen ass, well eise Walsystem schwéier ass, mee wou een de Leit „on the spot“ duerch neutral Leit einfach erkläert léisst, wéi eise Walsystem fonctionéiert a wat fir eng Méiglechkeete se hunn, fir datt se hir 11, 13, 15 a méi Stëmme esou kënnen ubréngen, datt dat, wat se gäre gestëmmt hätten, och herno an dem Resultat vun de Wale figuréiert.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. D'Madamm Inneministesche Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Effektiv, den Här Wolter stellt

eng pertinent Fro, well eis ass dat doten am Intérieur och direkt an d'A gestach. Effektiv sinn et 3.000 ongültge Walziedele méi, wéi et bei deene leschte Gemengewale waren. A Prozenter ausgedréckt, well ech mengen – dat gëtt e bessere Verglach –, ass de Prozentsaz vun ongültge Walziedele vu 4,48 % vun 2017 elo op 5,19 % eropgaangen.

Ben, eng Hypothees, déi een oft héiert, ass, dass gemengt gëtt, dass et tatsächlech eis auslännesch Matbiergerinnen a Matbierger wären, déi sech beim Wiele verdinn, well se eise System net esou kennen. Allerdéngs géif ech dat gäre relativéieren, well mir hunn eis nämlech ugekuckt, wéi et bei de Landeswale 2018 war. An do waren et 4,24 % vun alle Walziedelen, an dat ass jo u sech dach net vill méi niddreg wéi eeben de Prozentsaz vun de Gemengewale vun 2017. A mir duerfen net vergiessen, dass bei de Landeswale jo haaptsächlech ..., also just d'Lëtzeburgerinnen an d'Lëtzeburgerer wéi ginn. An trotzdeem, wann een dat dann a Relatioun setzt, mengen ech, ass déi Hypothees net esou ganz richtig, wann oft gemengt gëtt, dass et nëmmen d'Ausländerinnen an d'Ausländer wären.

Bon, dann eng aner Méiglechkeet kéint eventuell sinn, dass Leit an deene Gemengen, wou et méi Stëmme ze vergi gëtt, sech vläicht méi séier verzielen, sech éischer verdinn. Ech mengen, et ass schonn en Ënnerscheed, ob een hei an der Stad Lëtzebuerg muss 27 Stëmme ofginn oder a méi kleng Gemengen, wou et da 7 oder 9 Stëmme sinn. Dat kéint e Facteur sinn, wann ee weess, dass effektiv och an der Stad Lëtzebuerg de Prozentsaz vun ongültge Walziedele bei 5,79 % louch, also och daitlech iwwert der Moyenne vum Land.

Bon, fir dee Phenomeen elo ganz genau kënnen ze verstoen an och déi méiglech Hypothese kënnen am Detail ze préiwen, wat genau déi heefegst Feeler sinn, ... Den Här Wolter huet jo schonn dräi Cas-de-figures opgezielt. An do sinn ech absolut bei Iech an ech hunn effektiv scho meng Leit gesot, mir sollten des Kéier net nëmmen e Relevé maachen, wou mer d'Statistiken opzielen, mee wierklech eng Analys maachen, fir ganz genau ze kucken, wat dann elo déi heefegst Feeler sinn, déi opkommen.

A mir hu jo elo déi 700 giel Säck am Intérieur erakritt mat all de Bulletinen. An do wäerten och elo déi ongültge kontrolléiert ginn, fir eeben ze verstoen: Wat ass den heefegste Feeler, dee virkënn? Well da kënnen mer och – Dir hutt elo schonn e puer Pisten opgezielt – ganz gezielt virgoen a kucken: Ass et méi bei den Éischt-wieler – bon, asoufern mer dat erausgefiltert kréien? Ass et, well d'Leit sech effektiv verdi beim Ziele bei deene méi grouse Gemengen, wou méi Stëmme sinn? An da kann een nach méi gezielt Campagnen huelen. Ech mengen, elo si jo ganz vill Campagnen. Ech denken elo un de Familljeministère, also d'Integratioun, och bei deene Jonken, do si scho ganz vill Projekte gestart. Mee da kann een, wann ee genau weess, wou de Problem ass, dee Moment nach méi prezis virgoen.

Ech géif awer och nach gäre vun der Geleeënheet profitieren, wann ech hei schonn an der Chamber sinn, fir ze soen, dass mer insgesamt eng méi déifgräifend Reform vun de Prozedure vun de Gemengewale maachen.

(Interruption)

An ech hat do schonn op der Pressekonferenz zu de Preparative gesot, dass déi Prozedure ganz dréngend missten, ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | ... ganz dréngend misste reforméiert ginn. Et ass elo déi éischt Kéier, wou ech als Inneministesch déi ganz Organisatioun do materiel hunn. An déi Prozedure si relativ schwéierfällg. Se sinn extreem laang. An ech mengen, do ass viles, wat ee ka méi séier ..., wat ee ka verbesseren. A wéi ech och scho gesot hunn: Déi Prozedure sinn net nëmmen aus dem leschte Joerhonnert, mee schonn aus dem virleschte Joerhonnert. An ech mengen, dat ass einfach wichteg, dass mer och hei usetzen.

An dofir nach eng Kéier och e grouse Merci trotzdem all deene Leit, déi elo gehollef hunn, soudass e Sonnden déi Walen esou gutt iwwert d'Bün gaange sinn. Mee et weist einfach, dass mer hei müssen d'Prozedure straffen, dat weesentlech méi einfach maachen.

An och hei – domadder wëll ech dann och elo ophalen – hu mer och elo e Grupp en place gesat, fir eeben och dee ganze Bilan do ze zéien an och mat ganz konkrete Verbesserungsproposen ze kommen, soudass déi nächst Regierung dee Moment da schonn eng ganz Pist um Dësch leien huet, wéi een dat fir déi nächst Wale ka besser maachen; natierlech och an Ofstëmmung mam Staatsministère, och mat de Gemengen zesummen.

Mee, ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei déi Reform och ustriewen, well ech mengen, et ass jo net eng Saach vun der Parteipolitic, mee et geet jo drëm: Als Demokratinnen an Demokraten ass et eisen Interêt, dass mer och hei e breede Konsens fannen an dass mer och einfach hei mat der Zäit ginn, well, wéi gesot, dat doten ass ..., jo, et ass heiansdo nach e bëssen oldschool. An, ech mengen, Här Wolter, wéi Dir Inneminister waart, war et scho komplizéiert. An d'Prozeduren hunn net geännert, da wësst Der, wéi komplizéiert se haut nach sinn. An, ech mengen, et ass wichteg, dass mer do eng Reform kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 448 vum Här Fred Keup un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Lëtzebuergesch Geschicht a Literatur am Enseignement. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 448 du 13 juin 2023 de M. Fred Keup relative à l'histoire et la littérature luxembourgeoise dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn effektiv eng Fro iwwert d'Lëtzebuergesch Literatur a Geschicht am Schoulunterricht. D'Wëssen ëm déi eege Literatur a Geschicht ass leider hei am Land relativ kleng. An eigentlech gëtt et awer kee Grond derfir, fir déi eege Geschicht a Literatur ze vernoléisegen an der Schoul. An anere Länner ass et eng Selbstverständlechkeet, dat déi national Geschicht a Literatur an de Schoule vermittelt gëtt, well et ass eeben och d'Functioun vun der Identitéitsstëftung, vum Zesummesinn a vum Nationalbewosstsinn, wat dozou bäidréit.

Dofir wollt ech de Minister hei konkret froen, wat dann d'Grënn sinn, firwat bis haut souwuel d'Lëtzebuergesch Literatur wéi och d'Lëtzebuergesch Geschicht am Schoulunterricht keng oder eng kleng, éischter marginal Roll spillen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kann déi Aschätzung vum honorabelen Deputéierte Fred Keup net esou deelen, dat d'Lëtzebuergesch Literatur a Geschicht an eisem Schoulsystem keng Roll géif spillen. Spéitstens zanter der Aféierung vun engem neie Schoufachs op der Quatrième generell, souwuel am Classique wéi och am Enseignement secondaire général, wou Lëtzebuergesch Sprooch, Lëtzebuergesch Kultur, Lëtzebuergesch Geschicht an och Lëtzebuergesch Literatur am Mëttelpunkt vun der Thematik stinn, denken ech, hu mer e Lach geschloss.

Mir hate virdrun d'Lëtzebuergesch just op der Septième, wat, mengen ech, fir d'Sprooch e schwieerege Moment war, well Däitsch a Franséisch nach net onbedéngt esou gefestegt waren. Dofir hu mer gesot: „Kommt, mir definéieren en neit Fach a mir leeën et awer och méi wäit erop, dat mer eebe grad och d'Schülerinnen an d'Schüler prett hunn, fir grad Aspekter vun der Sprooch, awer och vun eiser Literatur, vun eiser Geschicht kënnen matzevermittelen.“

Mir hunn awer nieft deem Fach, dat awer dann e groussen Deel vun eise Schülerinnen a Schüler jo op jidde Fall emol begéien am Laf vun hirer Schoulkarriär, och ganz vill aner Initiative geholl, fir Lëtzebuergesch Literatur dann och an d'Schoulen ze kréien. An enger Zesummenaarbecht zum Beispill mam Nationale Literaturzentrum an dem SCRIPT hu mer eng ganz Sammlung vun Auteurs respektiv vu Stécker, déi mer och weiderginn un d'Enseignanten, fir se an der Schoul och wierklech kënnen anzesetzen.

Et gëtt awer och eng Sammlung vu Lëtzebuergesch Literatur fir d'Schoule vum SCRIPT. Mir hunn de „Reenert“ nei editéiert, fir och do nach eng Kéier dat Lëtzebuergesch Standardwierk awer an d'Schoule kënnen ze bréngen an domadder och kënnen ze schaffen.

Mir hunn e Kanner- a Jugendliteraturpräis geschaffen, wou mer d'Lëtzebuergesch Auteurs encouragéieren, un engem Concours och kënnen deelzehuelen, Stécker, Piëcen ze schreiwen an da selektionéiert ze ginn an déi natierlech och duerno kënnen weider an d'Schoulen ze ginn.

Mir hunn eng Zeitung, eng Kannerzäitschrëft lancéiert, „De Piwitsch“, déi vun Enseignant mat Kanner, mat Klasse selwer geschriwwen gëtt an och erëm vun anere Klasse kann agesat ginn a gelies ginn.

Ech denken, dat mer hei eng ganz Bandbreit hu vun Initiativen, fir Lëtzebuergesch Literatur an awer och Lëtzebuergesch Geschicht méi staark am Schoulalldag an deenen eenzele Coursen – sief dat am Sproochenunterricht, sief dat am Geschichtsunterricht oder och an deem nei geschafene Fach – kënnen anzesetzen. Ech hunn awer och opgrond vun enger Diskussioun, déi, mengen ech, viru Kuerzem eng Kéier stattfonnt huet, och d'Programmkommissiounen invitéiert, fir nach emol iwwer hir Bicher, déi um Programm vu Septième bis Première stinn, ze kucken, ob et do net méiglech ass, nach eng Kéier méi Lëtzebuergesch Auteurs dann och do mat eranzehuelen. An ech si gespaant op déi Proposen, déi do zrëckkommen.

Och wat d'Lëtzebuergesch Geschicht ubelaangt, gëtt et eigentlech eng Hellewull vun Initiativen, déi geholl ginn, a wou Dausenden an Dausende Schülerinnen a Schüler ëmmer nees dovunner kënnen profitéieren. Ech denken zum Beispill u Studiereesen a fréier Konzentrationslager. Ech denken awer och un den neie pedagogeschen Zentrum, deen amgaang ass ze Entstoen zu Fünfbrennen. Ech denken un eis Muséëen, déi op si fir Schouלקlassen a wou d'Geschicht och ganz konkret weidervermittelt gëtt. Ech denken un

d'Initiative vum Zentrum fir politesch Bildung, déi och do e gudder Bäitrag geleescht hunn.

Also: Weeder eis Sprooch, nach eis Literatur, nach eis Geschicht kommen an eise Schoulen ze kuerz!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 449 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert de Kollektivvertrag bei der Cargolux. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 449 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative à la convention collective chez Cargolux, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleegeen a Kolleegeen, bei der Cargolux gëtt et e Sozialkonflikt, dee schonn e bësse méi laang undauert an do waren och scho schrëftlech Questions parlementaires gefloss tëscht dem Minister fir d'Mobilitéit an den Deputéierten, wou et ëm déi Problemer gaangen ass, déi an deem Kader de Kollektivvertrag betreffen.

An där heiter Geschicht geet et awer ëm eng Fro un de Minister vun dem Travail, well et geet ëm d'Roll vun dem Office national de conciliation. Bei der Cargolux sinn de Moment op der Conciliatioun d'Verhandlungen amgaang, wou och gekuckt gëtt, en Accord ze fannen. Mee ech wëll dem Minister d'Fro stellen. An de Minister selwer weess och, dass déi Aussoe säitens der Cargolux gemaach ginn, dass si zwar elo op der Conciliatioun sëtzen, mee dass si sech net gezwonge gesinn, sech un e Resultat vun der Conciliatioun ze halen.

Ech wollt dozou vum Minister fir d'Aarbecht wëssen, wéi hien dat gesäit. Well reng theoreetes: Wa bis iwwer eng Non-Conciliation oder iergendee Protokoll geschwat gëtt, eréischt ab deem Moment si Méiglechkeeten do, dass d'Sozialpartner – sief et an deem Fall d'Gewerkschaften – kéinte reagéieren. Wéi hie sech dozou stellt, dass ee seet am Kader vun enger Non-Conciliation, dass dat déi Firma net géif interesséieren. D'autant plus, well jo awer bekannt ass, dass an där Firma, déi Cargolux heescht, ech mengen, den Haaptaktionär och indirekt de Staat ass respektiv aner Verwaltungen, déi dem Staat awer no stinn, déi och do mat dra wieren, ob hien dat och esou gesäit oder ob hien ... Ech weess zwar, dass en zur Neutralitéit forcéiert ass, mee et kann ee sech awer do d'Fro stellen, wat dat soll, wann do déi eng Administratioun där anerer Administratioun esou Aussoe mécht.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci och dem Deputéierte Marc Spautz fir déi Fro, wou e ganz richteg gesot huet, dass jo schonn zwou Questions parlementaires hei beäntwert goufen. An hien huet gesot, dass déi Questions parlementaires vum Mobilitéitsminister beäntwert goufen. Dat ass richteg, mee den Aarbechtsminister war och saiséiert ginn, fir iwwert déi Question-parlementairen ze kucken. Mir hunn déi dann och mat dem Mobilitéitsminister zesumme redigéiert.

Fläicht kuerz de Kader nach eng Kéier. E Gesetz, dat den Office national de conciliation laut dem Code du travail, dem Artikel 163-1., vu Missiounen dann och

huet: En ass dofir do, fir ze probéieren, Litiges collectifs ze léisen, an dat, wann et ëm Aarbechtskonditioune geet. En ass zweetens dofir do, fir Litige-collectiffen ze regelen, wa se net zu engem Kollektivvertrag oder zu engem Accord collectif virdu gefuert hunn. An da gëtt en nach verschidden Avisen of, wat d'Obligations générales vun de Conventions collectives ugeet, oder „Accords en matière de dialogue social national ou interprofessionnel“. Dir wësst, dass mer där och eng ganz Rei hunn.

Déi Litigen, déi virum Office national de la conciliation kënnen bruecht ginn, kënnen zwou verschidden Ursachen hunn oder kënnen op zwou verschidde Saachen zrëckgeféiert ginn: éischtens eng Kéier op d'Défense vun de Rechter, déi een de Moment huet, oder wann nei Rechter sollen opgoen. Dat ass ganz dacks eebe bei Revendications salariales. Et ass awer och bei Introductionne vu Primmes oder Augmentations salariales, oder awer och, wat d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit zum Deel ugeet.

Den honorabelen Deputéierte Spautz huet mech gefrot, wéi et am Moment an der Situatioun ausgesäit. Bon, et muss ee wëssen, dass am Moment d'Conciliatioun jo nach leeft. Si haten dräi Reunioenen. De 7. Juli soll déi nächst Reunioen sinn. An ech krut gesot, dass déi Verhandlung ganz gutt lafen an dass och nach keng Decisioun do getraff ass.

Dir wësst, d'Conciliatioun – d'Wuert seet et – ass eng Schlichtung. An déi si ganz independant! Déi hunn dat ze maachen, ouni dass do de Minister intervenéiert, wat och ganz richtig ass, a wou ech mech dann och net wäert zu deene Proposen äusseren. Ech fanne et schued, wann do schon ee vun de Partner, deen an der Conciliatioun ass – an ech soen et nach eng Kéier: et ass eng Schlichtung, wou probéiert gëtt, eng Léisung ze sichen –, seet: „Ech hale mech net drun.“ Dat géif ech hei schon emol als schued qualifizéieren.

Nach ass et esou, dass de Minister sech net an d'Aarbecht vum Office national de conciliation wäert amëschten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. Domat si mer um Enn vun der Froestonn ukomm.

7. Dépôt de six propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding fir den Depot vun enger Rei Chamberreglementsännerungen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Roy Reding (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Léif Kollegen, en vue vun der Akraaftriedung vun der neier Constitutioun ware mer souwuel an der Institutionskommissioun wéi och an der Reglementskommissioun fläisseg an hunn e puer Projeten ausgeschafft, déi mer haut kënnen deposéieren. Ech faasse mech ganz kuerz. Dir wäert den Detail jo da kënnen liesen.

Dat eent ass eng Modifikatioun iwwert d'Vérification des pouvoirs. Wat do besonnesch nei ass, ass, dass elo e Recours virum der Cour constitutionnelle méiglech ass.

Da kënt e Changement vun der Reglementatioun, wat d'Disziplin vun den Deputéierten ugeet, besonnesch och en vue vun deenen Dokumenter, déi mer elo kënnen vun der Regierung froen an déi kënnen als confidentiel agestuift ginn.

Dat Drëtt ass eng Modifikatioun vum Règlement vun der Police vun der Chamber, wou dem President seng Pouvoiren, souwuel vis-à-vis vun de Leit op der Tribün wéi och vis-à-vis vun eisen Invitéé vum Gouvernement, prezisiéiert ginn.

Da gëtt et e véierten Text, wou ganz vill technesch Upassung sinn, virun allem well Wieder geännert hunn, well Saachen haut anescht heesche wéi virun.

Dann hu mer e fënneften Text iwwert d'Travaux parlementaires.

A schliisslech e sechsten iwwert d'Intérêts financiers an d'Conflicts d'intérêts vun den Deputéierten.

All dës Texter wäerten nach virum der Summerpauze hei gestëmmt ginn.

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

8. 7885 – Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7885 iwwert d'Aféierung vun engem Filtermechanismus vun direkten auslänneschen Investitiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Wéi Der richtig gesot hutt: Mir stëmmen haut d'Gesetz iwwer auslännesch Direktinvestissemter – op Franséisch „Investissements directs étrangers“. Gemengt si selbstverständlech domat Investissemter aus Drëttstaaten, also baussent dem europäesche Wirtschaftsraum.

Déi Investissemter generéiere Wuesstum, schafen Aarbechtsplazen a féerden och d'Innovatioun. D'Euro-

päesch Unioun an och Lëtzebuerg si jo oppen Ekonomien, déi auslännesch Direktinvestissemter ausdrécklech begrëssen. Besonnesch hei am Land leéë mir jo do ganz grouse Wäert drop.

Et gëllt allerdéngs sécherzestellen, dass dës auslännesch Direktinvestissemter reng ekonomesch motivéiert sinn an net riskéieren, d'Europäescher Unioun oder eist Land a problematesch Offhängegkeeten ze bréngen.

Iwwert déi lescht 15 Joer sinn déi auslännesch Direktinvestitiounen a kritesch Schlüsseltechnologien an der Europäescher Unioun staark an d'Luucht gaangen. Bedenklech gëtt et, wann d'Investissemter vun Entreprisé kommen, déi öffentlech sinn oder an enker Relatioun zu Regierungen aus Drëttstaate stinn an eventuell eis national Sécherheet kéinten a Gefor bréngen oder och eis Autonomie kéinten a Fro stellen.

E bekannt Beispill ass hei den Hafe vu Piräus, deen 2016 vun enger chineesescher Entreprise opkaaft ginn ass an d'Diskussioun lassgetréppelt huet iwwert d'Risiken, déi bestinn, wann esou wichteg Verkéiersknet téscht Europa an Asien net méi an europäescher Hand sinn.

Entre-temps huet d'Pandemie eis och gewisen, wéi wichteg strateegesch Autonomie a Krisesituatiounen ass. Ganz an deem Sënn huet de Jean-Claude Juncker als Kommissiounspräsident am Hierscht 2017 a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, en neie Kader auszeschaffen, fir méi Kontroll ze kréien iwwert d'Investissemter, déi an d'Europäescher Unioun erakommen an déi riskéieren – ech soen elo mol –, schiedlech ze sinn. Et sollt e sougenannten „investment screening“ agefuert ginn.

Op déi Ukënnegung ass och séier e Règlement komm. Am Abrëll 2019 ass d'Reglement ukomm, dat e Kader setzt, fir d'Investissements directs étrangers an der EU kënnen ze filteren. D'Reglement schafft e Kader fir e Kooperatiounsmechanismus téscht de Memberstaaten an et erméiglecht och, dass d'Memberstaaten en nationale Mechanismus fir d'Filteren vun auslänneschen Direktinvestissemter aféieren.

De Kooperatiounsmechanismus gesäit vir, dass e Memberstaat, deen decidéiert, en auslännesch Direktinvestissemter ze filteren, automatesch déi aner Memberstaaten an och d'Kommissioun muss doriwuer informéieren. Eng Partie Dispositiounen fir den Informationsaustausch ginn hei festgeluecht, fir dass ee Memberstaat bei engem aneren Informatiounen zu engem auslänneschen Direktinvestissemter ufroe kann. Dese Kooperatiounsmechanismus gëtt iwwerens am Hierscht vun deem Joer evaluéiert.

Här President, de Projet de loi 7885, ëm deen et elo hei geet an deen de 15. September 2021 deposéiert ginn ass, setzt also op Basis vum europäesche Règlement en nationale Filtermechanismus fir auslännesch Direktinvestissemter an.

Ier ech awer méi genee op de Projet de loi aginn, wëll ech ernimmen, dass de Kolleg Claude Wiseler schonns e gutt Joer virun, am Juni 2020, eng Proposition de loi mat genee deem selwechten Objet deposéiert huet. Seng Proposition beriff sech op dat selwecht Règlement an huet dowéinst ganz vill Usätz, déi d'selwecht oder ganz no sinn um Gesetz, dat mir haut stëmmen. An duerfir wéilt ech op deser Plaz dem Claude Wiseler villmools Merci soe fir seng Beméiungen an déi Diskussiounen, déi mer och doriwuer an der Kommissioun konnte féieren. Säi Wunsch war et, an deem Dossier virunzokommen. An dat deele mer mat him.

Fir op de Projet de loi zrëckzokommen, ass et fir d'éischt wichteg ze wëssen, wéi eng Investissemter

beträff sinn. En Investissement ka gefiltert ginn, wa verschidde Konditiounen erfüllt sinn:

Éischtens, et ass en auslännescht Direktinvestissement. Also et kënn vu baussent dem europäesche Wirtschaftsraum.

Zweetens, et betrëfft bestëmmt kritesch Aktivitéitsberäicher, déi susceptibel sinn, déi öffentlech Sécherheet oder déi öffentlech Uerdnung a Gefor ze bréngen. D'Opléschung vun alle Beräicher ass beim Artikel 2 vum Gesetz ze fannen. Zu deene kriteschen Aktivitéitsberäicher zielen zum Beispill den Energie- an den Transportsecteur, d'Kommunikatioun, d'Gesondheet, d'Verdeedegung oder awer och nach d'Cybersécherheet.

Ech betounen hei gär, dass wierklech just Investissementer vun der Economie réelle cibléiert sinn, déi eng Gefor fir déi national Sécherheet duerstellen. De But ass, Investissementer ze verhënneren, déi en anert Zil verfolge wéi dat rengt kommerziell.

De Filtermechanismus fonctionéiert an dräi Etappen.

Déi éischt Etapp besteet doran, dass en Investor den Ekonomiesminister iwwer säin Investissement notifiéiert, ier en et mécht. Dës Notifikationspflicht géllt nëmmen, wann den auslänneschen Investor duerch dat Investissement iwwer 25 % vun de Stëmmrechter an domadder also d'Kontroll iwwert d'Aktivitéite vun der Lëtzebuergescher Entreprise oder Entitéit géif kréien.

Déi zweet Etapp ass d'Kontroll vum Ekonomiesminister. All notifiéiert Investissementer gi Fall fir Fall evaluéiert. Bei dëser Evaluatioun ass zentral, erauszefannen, wat d'Motiv vum Investissement ass an awéiwäit et kéint eng Gefor fir déi öffentlech Sécherheet oder Uerdnung duerstellen. Et ginn dobäi eng ganz Partie Facteur consideréiert, wéi den Aktivitéitsberäich, d'Struktur vun den Entrepreneuren, wou déi ekonomesch Aktivitéite stattfannen, den Ursprung vum Finanzement, oder nach den Accès zu kriteschen Informatiounen. Et kann och eng Roll spillen, ob déi Entitéit vun engem anere Staat kontrolléiert gëtt oder de Risiko besteet, dass e Lien zu illegalen Aktivitéite besteet. Den Ekonomiesminister huet dann zwee Méint Zäit, fir eng Decisioun matzedelen.

Déi drëtt Etapp kënn nëmmen a Fro, wann en Investissement dann schlussendlech soll gefiltert ginn. Filtere bedeit konkret, dass den Ekonomiesminister kann decidéieren, en Investissement ze stoppen oder d'Investissement just ënner bestëmmte Konditiounen ze erlaben.

De Projet de loi gesäit Penalitéiten an Dateschutzregelungen vir. A bestëmmte Fäll muss séchergestallt ginn, dass d'Confidentialitéit vun allen Informatiounen asuréiert ass. An eenzele Fäll ass et dofir berechtigt, d'Informatiounsrecht hei anzueschränken. Dat géllt allerdéngs nëmme fir Informatiounen, déi en Investor net selwer duergeluecht huet.

Am Text, deen deposéiert ginn ass, war virgesinn, dass e Comité interministériel soll déi Evaluatioun vun den Investissementer maachen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. März zehoert awer eng Opposition formelle op dëser Plaz gemaach, well et net konform zu der Verfassung wier, wann e Comité interministériel déi Kompetenze géif zougesprach kréien. Dofir huet de Comité interministériel misen aus dem Gesetz erausgeholl ginn, quitte dass e Comité ministériel da kann duerch en Arrêté grand-ducal awer en place gesat ginn.

De Staatsrot huet eis och drop opmierksam gemaach, dass eng gemeinsam Decisioun vun zwee Ministeren och net konform zu eiser Verfassung wier. Et war nämlech am Ufank geduecht, dass den Ekonomiesminister an de Finanzminister oder d'Finanzministesch

eng gemeinsam Decisioun sollten huelen, ob en Investissement gefiltert gëtt oder eeben net. Dofir ass herno decidéiert ginn, dem Minister, dee fir d'Economie zoustänneg ass, déi entspreichend Kompetenz eleng zouschreiwene.

Den 13. Februar 2023 goufen entspreichend Regierungsamendementer deposéiert. Kuerz drop, de 14. März, huet dann de Staatsrot a sengem Avis complémentaire dorobber reagéiert. An dësem Avis sinn déi viereg Opposition-formellen alleguer opgehewe ginn – allerdéngs sinn och zwou nei Opposition-formellen erëm derbäikomm. Engersäits war et dem Staatsrot net kloer genuch, ob d'Strofe sech géifen op d'Stëmmrechter bezéien oder nëmmen op dat Investissement, dat derzou féiert, dass ee méi wéi 25 % vun de Stëmmrechter an enger Entreprise oder Entitéit huet. Anerersäits huet de Staatsrot gefrot, dass prezisiéiert gëtt, wéi eng Kategorië vun Donnéeë gefrot a gespäichert ginn.

De 24. Abrëll ass de Projet an der aussepolitischen Kommission an an der Finanzkommission virgestallt ginn. An der aussepolitischen Kommission ass eis Aarbecht den 2. Mee virugaangen an d'parlamentaresch Amendementer goufen ugeholl, déi dem Staatsrot senger Fuerderunge Rechnung droen.

Schlussendlech wëll ech nach ernimmen, dass eis Kommission eng ganz Partie Avisen zum Projet de loi behandelt huet. Dat waren: den Avis vun der ALIA, den Avis vun der ALFI, den Avis vun der Chambre de Commerce an zwee Avisen vun der Commission nationale pour la protection des données.

D'Kommission huet de Rapport de 7. Juni ugeholl. Nodrëglech sinn eiser Chamberadministratioun nach kleng Erreur-matériellen opgefall am Text, deen d'Kommission der Chamber haut proposéiert huet. Do ass direkt d'Prozedur ageleet ginn, fir se ze beheven. De Staatsrot ass informéiert ginn, an déi Tippfeeler sinn an der Tëschenzäit all redresséiert ginn.

Ech soen Tech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Merci, Här Président. Ech soen och dem Rapporteur Yves Cruchten villmools Merci fir säi Rapport a villmools Merci och fir seng léif Wieder.

D'EU a Lëtzebuerg sinn open Economien. Auslännesch Investissementer sinn hei zu Lëtzebuerg an an Europa wëllkomm. Se sinn och erwënscht. Dat soll och esou bleiwen! Mee op där anerer Säit dierfe mer awer och net naiv sinn. Mir sinn eng fräi Wirtschaft. An d'Zilsetzung vun eiser Economie ass, dass et an eiser Gesellschaft méi Wuelstand gëtt an dass mer méi Entwécklung kënnen maachen. Dass ass awer net fir all Land de Fall.

An deene leschte Jore gesäit ee ganz oft, dass ekonomesch Fakte benotzt ginn, aus anere Grënn wéi just reng ekonomesch. Verschidden Entrepreneuren – haaptsächlech aus Drëttstaaten, ëfters staatlech gesteiert – maachen Investissementer an europäesch Firmen, an zwar fir de Contrôle dovunner ze iwwerhuelen, fir u sensibel Informatiounen ze kommen oder och nach fir mëttel- a laangfristeg domat Erpressungsmëttel op aner Länner ze kréien an hir Muecht auszeüben. Hei geet et net ëm Wirtschaft, hei geet et ganz oft ëm eppes aneres, eppes,

wat net ekonomesch ass, mee haaptsächlech ëm ekonomesch an ëm politesch Muecht.

Mir gesinn dat ganz oft, wéi op anere Kontinenter verschidde Regierungen esou an de Grëff vun anere Regierungen kommen, dass se net méi independant sinn, fir hir eegen Decisiounen ze huelen. Dofir mussen mer eis all Moyenn ginn, fir kënnen op esou Situatiounen ze reagéieren.

D'EU huet 2019 en Text vum Conseil a vum Parlament guttgeheescht, wou e Kader gesat gëtt, fir e sougenannte „Filtrage“ vun den Investissementer ze maachen. A säitdem froe mir als CSV och d'Regierung, fir zu Lëtzebuerg esou e Kader anzeféieren. Laang Zäit si mer op daf Ouere gestouss. En fait froe mer dat säit 2018, wéi de fréiere Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, zougelooch huet, dass 24,9 % vun Encevo duerch CSG – China Southern Power Grid – opkaaft ginn.

Mir fannen – déi Zäit an och haut –, dass dat eng strateegesch falsch Decisioun war. Zur selwechter Zäit hu mer gemierkt, dass de Minister Peter Altmaier notamment änlech Tentativë vu solche Firmen op däitsch Energienetzer, wéi 50Hertz, u sech kloer zrëckgewisen an empêcheiert huet. An dat selwecht mécht de Minister Habeck och nach haut.

An Europa gesäit een awer, dass awer konsequent esou Iwwernamen respektiv esou Presenzen a Conseil-d'administratione probéiert gëtt ze realiséieren. Mir hunn zum Beispill an Europa eng ganz Rei Häfen, vun deene chinesesch Firmen zu méi wéi 30 % Proprietär sinn: Genova, Marseille, Valencia, Bilbao, Le Havre, Rotterdam, Antwerpen, de Piräus an esou weider. Et kann ee se alleguer opzielen. An doraus entstinn natierlech eng ganz Rei Dependenzen.

Dofir froe mer säit 2018 esou een Text. Dofir hunn ech och selwer 2020 eng Proposition gemaach, well aus dem Wirtschaftsministère vun der Regierung näischt komm ass, mat deene selwechten Zilsetzung wéi déi vun der EU-Kommission a wéi déi, déi elo an dësem Text stinn. Mir hunn net verstanen, firwat jorelaang am Fong eng Inaktioun vun der Regierung war. Mir hunn dat laangt Zögeren net verstanen an de Refus vum Minister Schneider, fir esou en Text ze maachen.

16 Méint nom Depot vu menger Proposition de loi, déi ech am Numm vun der CSV gemaach hunn, ass du vum Minister Fayot endlech en Text deposéiert ginn – mat dem Minister Asselborn dobäi, well et en Text war, dee sech och ëm Aussepolitick bekëmmert huet. Mee et geet eis net drëm, wie säin Text elo gestëmmt gëtt oder net. Eis ass et haaptsächlech drëm gaangen, dass mer an deem heiten Dossier en Instrument fir Lëtzebuerg kréien, fir dass mer kënnen reagéieren, wann et noutwenneg ass.

Lo soen ech just: Et gëtt awer zwëschent där Proposition, déi mir gemaach hunn, op der enger Säit, an dem Text, deen elo hei zum Vott virläit, e puer Ënnerscheeder. An ech wëll der dräi nennen.

Dat éischt, dass ass iwwert d'Chaîne de contrôle, déi an eiser Proposition méi kloer definéiert war. D'Chaîne de contrôle, dass ass, wann eng Firma sech an eng aner Firma akeeft, mee wann déi Firma, déi amgaang ass, anzekafen natierlech och an enger ganzer Chaîne vun anere Firmen geréiert gëtt respektiv beherrscht gëtt, kënnen och doduerch indirekt Kontrollsituatiounen Entstoen. Dofir hätte mer eis gewünscht, dass déi Chaîne de contrôle méi kloer definéiert wär. Mir hunn déi Proposition gemaach, déi am franséischen Text stoung. A mir wäer frou gewiescht, wann déi och hei hätt kënnen iwwerholl ginn.

Dee wichtegsten Ënnerscheed, dass ass awer d'Definition vun deem, wat mer eng „Influence notable“

nennen. Wéini hues du do wierklech eng Influenz an engem Betrib? Dat gött hei op 25 % vun de Parte festgehalten, an deemem Text. Mir waren der Meenung, dass et soll op 10 % vun de Parte festgehal ginn, aus engem ganz einfache Grond: well ee scho mat 10 % vun de Parten an engem Conseil d'administration eng Rei Rechter huet, ee ganz oft domat kann e Member vun engem Conseil d'administration stellen oder un eng ganz Rei Informatiounen kommen. D'ailleurs wëll ech soen, dass virun e puer Joer an Däitschland vu 25 % op 10 % aus genau deem dote Grond erfrogefuer ginn ass.

An déi drëtt Differenz ass, dass déi Proposition eng kloer Definitioun virgesinn huet, wéi et am Finanzsecteur sollt geregelt ginn. Mir hunn nämlech gesot, dass bei den Infrastructures critiques financières den Text vum Filtrage och sollt kënnen spillen. Elo hei am Text ass dat, an eisen Aen, weesentlech méi limitéiert, andeem gesot gött: just bei „activités de la banque centrale ainsi que les infrastructures et les systèmes d'échange, de paiement et de règlement des instruments financiers“, wat weesentlech méi restréiert ass. Mir hätten eis déi Definitioun vill méi large gewünscht.

Fir de Rescht si mer d'accord mat deem Text. Mir sinn d'accord mat der Prozedur. Mir sinn d'accord mat der Lëscht, déi hei ugefouert gött. Mir sinn och d'accord mat deene Sanktiounen, déi hei virgesi sinn. Mir stëmme den Text, mir stëmme e mat e bësse Regret, well mer hätten op verschiddene Punkte wëlle méi wäit goen, mee mir soen awer ganz kloer: Eis Prioritéit ass, dass elo en Text kënn, dass d'Lëtzebuerger Regierung esou e wichteg Instrument an de Grapp kritt, fir kënnen ze reagieren, wann nach esou Tentative-de-reprisé kommen. Mir soen: Bei der nächster Geleechenheet kënnen mer deen Text jo och nach verbesseren.

Mir sinn nach wie vor – an domat wëll ech ophalen – och nach eng oppen Ekonomie. Mir wëllen Investissemerter hei op Lëtzebuerg, déi sinn erwünscht, mee mir sinn net naiv. Mir gesinn och, wat an der Welt haut virgeet, a mir wëllen eis dowéinst déi noutwenneg Instrumenter als Staat ginn, als Natioun ginn, der Regierung ginn, fir kënnen ze reagieren an deem Fall, wou se et brauch. Well deen Text hei deem entsprécht, wat zu 95 % an där Proposition, déi ech am Numm vun der CSV gemaach hunn, drasteet, zéien ech och hei ganz offiziell meng Proposition de loi zréck a mir stëmme diesen Text mat.

Merci.

(La proposition de loi 7578 de M. Claude Wiseler est retirée.)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Et muss een emol direkt virausschécken: Wat wier dëst Land ouni auslännesch Investoren? Wat géif eis Ekonomie duerstellen, wa mer net auslännescht Kapital op Lëtzebuerg an all deene Joerzénge – muss ee soen – heihinnergezunn hätten? Mir hätte mat Sécherheet vill méi eidel Industriezonen. Grouss Kapitalgesellschaften wéi d'ARBED, haut ArcelorMittal, DuPont, Goodyear et j'en passe, déi wiere mat Sécherheet ni heihinner komm, mee déi hunn awer de Grondstee geluecht, fir dass aus deem Land hei e ganz wuelhabende Staat ginn ass. An net ze vergiesse natierlech och de Finanzsecteur, deen derzou

bäigedroen huet, dass mir haut eeben déi staark Ekonomie hunn, déi mir kennen.

Natierlech stellt sech dann an deem Kontext ëmmer d'Fro: „Wéi vill auslännescht Kapital brauche mer och an der Zukunft?“, an och: „Muss dat auslännescht Kapital net och vun ausserhalb der EU heihinner kommen?“ Et gött eng Rei Beispiller, déi dat ganz kloer beleeden. Jo, Lëtzebuerg muss weiderhin déi oppen Ekonomie, déi et eeben ass, och duerstellen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg – et kann ee soen – zënter iwwer 150 Joer eng laang Industriekultur. Dat Land war u sech bal en agraar Land, dat relativ aarm war, huet sech awer haut zu engem héich industrialiséierte Staat entwéckelt, an dat ass och mat Sécherheet gutt esou.

Eis Gesellschaft huet sech och an deene leschte Jore ganz staark verännert. Dat huet natierlech och mat sech bruecht, dass d'Form vun der Kriminalitéit selbstverständlech och eng aner Struktur kritt huet. An d'Sécherheet vun engem Staat gött ëmmer méi fragill. Dat mierke mer bal reegelméisseg, wou Uschléi sinn, wou terroristesch Attacke sinn. Glécklecherweis si mir hei zu Lëtzebuerg bis elo nach ëmmer do verschont bliwwen, mee et soll een och net naiv sinn.

Dann hu mir natierlech den Avantage, dass mir an enger Europäescher Unioun sinn – dat kann een net oft genuch soen! –, déi jo zënter 1957 funktionéiert, wou mir awer wierklech kënnen derzou bäidroen, dass mer gemeinsam Initiativen huelen, fir eebe gewësse Sécherheitsfroe kënnen och ze diskutieren. Ech verweisen hei och op den Artikel 207 vum Traité, deen u sech dofir eng gutt Grondlag gött.

Haut stëmme mer e Gesetz, dat eng ganz grouss Wichtigkeet huet: Et geet ëm de Filtrage vun den IDEen. An och do ass, wéi gesot, d'Kooperatioun ënner deenen eenzele Memberstaate ganz wichtig. E Land wéi Lëtzebuerg ass do einfach ze kleng, huet net déi Moyenen, fir sech selwer kënnen dergéint ze wieren. Natierlech muss ee soen: Mir beweegen eis hei an engem ganz delikate Beräich. Mir mussen och ganz virsichteg do sinn. Ze séier ass och vläicht emol e Betrib zu Onrecht a Verdacht geroen an dofir ass et och, sou wéi dat jo och virgesinn ass, natierlech selbstverständlech, dass e Betrib, wann en accuséiert gött, Recoursrechter huet.

Ech wëll dann och hei op de Volet vum Späichere vun den Daten an op d'CNPD ze schwätze kommen, déi och gesot huet, dass déi perséinlech Date virun allem hei musse ganz kloer geschützt ginn. Eng wichtig Roll fällt natierlech hei och dem Ekonomiesministère zou, well jo ënner anerem e grousse Deel vun Delaie musse respektéiert ginn, zum Beispill wann en Investisseur eng Prozedur declenchéiert. Dofir menge mer och, dass dee Ministère muss awer och ekipéiert sinn, virun allem och um logistesche Plang, virun allem awer och um Plang vum Personal, fir déi Defie kënnen an Zukunft unzuegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech ass dee Filtrage jo net direkt obligatoresch. Mir begréissen awer als Demokratesch Partei, dass Lëtzebuerg op dee Wee geet, dass mer esou e Mechanismus hei asetzen. Et därer een natierlech net vergiesse, dass am Fokus jo och déi vill auslännesch Fonge stinn. A grad eis Ekonomie funktionéiert jo op Basis vun deene ganz staarke Fongen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Praktesch all d'Secteur vum der Ekonomie si jo hei betraff. Déi si jo och all eenzel am Gesetz opgezielt, dofir brauch een net méi dorobber anzuegoen.

Et si jo och eng Rei Barriären agebaut. Ech wëll just op eng hiweisen: Zum Beispill wann en auslänneschen Investisseur, dee 25 % vun de Parten an enger

Lëtzebuergescher Entreprise huet, kann deen also temporär och sai Walrecht vum Ausseminister entzu kréien. Dass ass natierlech op eng Manéier schonn e gewëssenen Agréff an d'Liberté de commerce, mee op där anerer Sait, wéi gesot, muss och d'Ekonomie, mussen och d'Betriben Bescheed wëssen, dass et awer och ëmmer Grenze gött, wéi ee sech u sech no bausse verhält.

Dann hunn d'Ministere jo awer och d'Méiglechkeet, eng Rei Oplagen ze octroyieren. Iwwerhaupt fällt an deem Gesetz hei de Ministeren eng grouss Responsabilitéit zou, mee wéi dat an engem Rechtsstaat awer ganz normal ass, dass awer och ka géint déi administrativ Decisiounen awer och selbstverständlech Recours ageluecht ginn.

Wéi gesot, ech wëll nach eng Kéier hei drop hiweisen, dass et fir eis als Demokratesch Partei awer trotz allem e wichteg Gesetz ass, a mir stinn och dozou. An ech wëll och ofschléissend dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci soen, fir eis awer gutt an déi komplex Matière agefuert ze hunn, a bréngt selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen natierlech och direkt dem Här Cruchten e grouse Merci fir sai ganz detaillierte Rapport, deen hien eis gemaach huet. An och mir soen, dass dëst e ganz wichtige Projet ass, well et eeben drëm geet, eis Ekonomie an eis kritesch Infrastrukture viru potenziell schiedlechen Investissemerter kënnen ze schützen.

Et ass elo scho puermol gesot ginn: Mir sinn en oppent Land mat enger oppener Ekonomie, an et läit eigentlech net an eiser DNA, Bremsen oder Kontrollen anzefieren, wann et ëm Investissemerter geet. Mee mir wëssen awer entre-temps, dass och Investissemerter kënnen getätégt ginn, déi eis kënnen schueden, dass eebe besonnesch, wann et ëm kritesch Infrastrukture geet. An der Vergaangenheet war et vill méi einfach, tëscht de Beräicher vun der Ekonomie an der Sécherheet ze ënnerscheiden, mee mam technologesche Fortschritt, dee mer elo kennen, do verschwammen déi Linne komplett. An d'Digitalisierung vu quasi allem an On-masse vun Datevolumen, déi zesummekommen, dat féiert einfach derzou, dass quasi all Secteur kann och zu engem Sécherheitschallenge ginn.

Mir erënneren eis do u rezent Beispiller aus Däitschland, wou den Hamburger Hafe sollt opkaf ginn, mee och d'Beispill vum Hafe vu Piräus ass elo opgezielt ginn. Natierlech kann een och un Investissemerter an eis Energieversuergung denken. Bon, mir hunn elo keng grouse Verdeedungsindustrie, mee och do an deene Beräicher hunn eis Nopeschlänner Dispositiounen agefuert.

Et geet awer och allgemeng ëm Wirtschaftsspionage, zumindest steet et esou och am Exposé des motifs. Do steet eeben dran, dass et eeben drëm geet, ze verhënnere, dass iwwer en Investissement kënnen Informatiounen acqueréiert ginn. Dës Erkenntnis huet sech u sech relativ schleefend breetgemaach. D'EU huet sech allerdéngs schonn e bësselche méi laang derhannert geklemmt, dass d'Memberlänner sech och déi néideg Moyene ginn, fir dass se e Screening kënnen maachen, an 2021 haten effektiv och schonn

zwee Drëtzel vun den EU-Memberstaaten esou Dispositione gesetzlech verankert.

An der Lescht huet eng Partie Länner, déi scho méi laang esou e Mechanismus hunn, hir Texter adaptéiert. Zum Beispill huet Frankräich de Seuil effektiv erfogsat, ab deem e Filtrage gefrot ass. An Däitschland huet dat selwecht gemaach a se hunn en plus nach prozedural Changementer agefouert, andeems nei Typpe vu Cas de figure derbäigesat gi sinn, virun allem am Beräich vun den neien Technologien. Natierlech gëtt et Ähnlechkeeten tëscht de jee-weilege Gesetzgebungen, mee et gëtt och gréisser Ënnerscheeder, zum Beispill um Niveau vun den Delaien, vun de concernéierte Secteuren, vun de Prozeduren a sou weider.

Lëtzebuerg gëtt sech am Fong geholl mam Dag vun haut eréischt d'Méiglechkeet, esou e Screening anzeféieren – den Här Rapporteur ass am Detail dorobber agaangen –, a mir sinn effektiv ganz frou, dass mir mat dësem Text elo en éischte wichtege Schratt gemaach hunn, a wäerten deem natierlech och zoustëmmen.

Nichtsdestotrotz wéilt ech och op d'Diskussionen an der Kommissioun verweisen, wou mer iwwer verschidden Dispositione vum Text diskutéiert hunn. Dat eent war d'Fro, ob de Bankesektor hei matviséiert ass oder net. A wat kloer ass, ass, dass effektiv net all Bank zu Lëtzebuerg systemrelevant ass. Dofir ass de Bankesektor hei och net komplett matviséiert ginn am Gesetzestext. Et ass awer an der Kommissioun confirméiert ginn, dass den Text et géif hierginn, au cas par cas ze kucken, an am Fall, wou eng systemrelevant Bank viséiert wier, da kéint intervenéiert ginn.

Mir verstinn natierlech, dass mer eng oppe Finanzplaz hunn an dass et och e Wunsch war, ze evitéieren, hei Signaler auszesenden, dass mer hei wéilt vill méi restriktiv ginn, mee vläicht kéint Dir, Här Ausseminister, eis op deem Punkt nach emol confirméieren, dass mer déi Mainmise en cas de besoin tatsächlech hätten, och wann den Text de Finanzsektor eigentlech net matviséiert.

An déi aner Iwwerleeung, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, dat war déi vum Seuil vun de 25 %. Dee Seuil geet effektiv duer, wann een déi Fall viséiert, wou et drëm geet, eng feindlech Übernam ze verhënnern, a mir sinn eis eens, dass dëse Projet de loi haaptsächlech deem dënge soll, nämlech fir kënnen de Contrôle duerch e feindlech gesënnten Acteur ze verhënnern. Et geet net forcement ëm Spionage, mee trotzdem schwätzt de Projet de loi d'Spionage och un, andeems e festhält, dass verschidden Investissementer just dofir duerchgefouert ginn, fir Accès ze kréien op Technologien, Informatiounen oder essenziell Servicer. An dann ass et effektiv d'Fro, ob déi 25 % duerginn. Hei hu mer gesot kritt, dass bei der Analys vum Terrain keng Entrepreneuren identifizéiert gi sinn, bei deenen een ex ante eng Participatioun wéilt ausschléissen.

Bon, natierlech ass et verständlech, dass ee versicht, en Equiliber ze behalen. Mee mir hunn an der Kommissioun och gesot kritt, dass mer, wann ee géif gesinn, dass mer eis Betriber mat deem Seuil vu 25 % net genuch geschützt géife kréien, da kéinten dorüwwer nodenken, legislativ nozebesseren.

Bon, an der Hoffnung dann, dass mer net deem nächst schon an déi Situatioun kommen, wou mer eis wënschen, haut e bësselche méi streng gewiescht ze sinn, ginn ech heimadder och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och merci un den Här Cruchten fir säi wirklech däitleche Rapport. Mir hunn d'Gesetz elo, mengen ech, fënnemol erkläert kritt. Ech ginn der-vun aus, dass jiddereen elo weess, wat drasteet, an ech wäert mech dann op e puer Punkte beschränken.

Deen éischten ass, dass mer selbstverständlech eng oppen Ekonomie wëlle bleiwen. An dat heiten ass och eng richtig Initiativ och an den Ae vun der ADR, fir Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger strateegesch Interesse besser ze protegéieren. Awer déi Bemierkungen, déi ech wollt maachen, sinn déi hei:

Éischstens, mir hunn haut schon e Problem a verschiddene Beräicher, och beim Staat, dass strateegesch wichtege Secteuren zum Deel och vun auslänneschen Investisseure kontrolléiert ginn. Zum Beispill ass dat bei der Post de Fall. Ech mengen, do hu mer zum Deel elo schon e Problem a mir musse kucken, wéi mer dat iwwert déi nächst Jore redresséiert kréien.

Eng zweet Bemierkung ass, dass déi Investissementer ... Hei si jo haaptsächlech déi viséiert vu baussent der europäescher Wirtschaftszone. An déi Beispiller, déi mer dacks genannt kréien, si China oder anerer. Dat sinn déi Länner, déi eis anscheinend am meeschte beschäftegen. Mee mir hunn och Partnerlänner vu Lëtzebuerg am nordatlantische Raum, déi kënnen Investissementer maachen, déi och fir eis strateegesch Bedeutung hunn, zum Beispill am Satellitesektor oder an aneren, wou mer och musse kucken, wéi mer déi Investissementer strukturéieren a wou wirklech och d'Interessie vun eise Land leien. Et ass also net ëmmer nëmme de Bléck a Richtung Osten, dee mer sollten hunn, mee et ass am Interessé vun eiser Ekonomie an och vun der europäescher Ekonomie ganz gutt a ganz interessant, och an aner Himmelsrichtungen ze kucken.

Dat Drëtt ass: Dëst Gesetz betrëfft net nëmme d'Sécurité publique, mee och den Ordre public. A wann ee vun Ordre public schwätzt, da muss een och Investissementer am A halen, wou et net nëmme drëm geet, fir eventuell Spionage ze bedreiwen oder Kontroll iwwer aner Betriber ze hunn, mee déi Notioun vun Ordre public geet méi wäit, an et wär dofir och interessant, zum Beispill Investissementer a Spyware oder an änlech Saachen och am An ze behalen. Well och do huet et an deenen Diskussionen, déi mer haten, heiansdo geheescht, mir hätten net déi néideg legal Instrumenter oder net den néidegen Iwwerbléck iwwer Firmestrukturen zu Lëtzebuerg, fir kënnen ze agéieren. Et ass also hei och vläicht en Usaz méiglech, fir iwwert dëst Gesetz dat ze redresséieren.

Déi nächst Observatioun ass, dass keen Effet suspensiv hei virgesinn ass. Dat kann ee bei kriteschen Infrastrukturen hannerfroen. De Seuil vu 25 %, deen diskutéieren ech elo net nach eng Kéier, dat hunn all meng Virriedner gemaach. Mee ech wéilt just soen, dass mir als ADR eis och géifen uchléissen an enger eventueller Reevaluatioun vun deem Seuil.

Mir wéilten awer och iwwert d'Amendé schwätzen. Mir hunn hei Amendé, wéi d'Gesetz et seet, déi sech inspiréieren un der „lutte contre le blanchiment“ a „financement du terrorisme“. Dat sinn natierlech ganz schwéier Saachen, awer hei ginn déi applizéiert och am Fall vun enger Netobservatioun vun administrative Prozeduren. An och do kann ee sech dann d'Fro vun der Proportionalitéit stellen. Wann et sécher och an dësem Kontext ka Saache ginn, déi solle schwéier bestrooft ginn, muss een awer kucken, dass een dat

elo net, wann ee bis esou eppes ageféiert huet wéi d'Notioun vun der „lutte contre le blanchiment“ oder dem „financement du terrorisme“, op eemol a ville verschiddenen Texter opdaucht, déi net direkt eppes mat deene Crimmen oder incriminéierende Fakten ze dinn huet.

Dann eng lescht Observatioun – an dat hunn och scho Kollege genannt –: Mir musse kucken, dass de Champ d'application esou cibléiert ass, dass en eisen Interessen notzt an net eisen Interesse schuet; dat besonnesch, fir op Kommentare vun der Chambre de Commerce a vun eiser nationaler Fongenindustrie anzegoen, mee och dat ass schonn hei diskutéiert ginn.

Ënner der Reserv vun deene Bemierkunge wéilt ech also och den Accord vun der ADR ginn an ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet de loi natierlech matstëmmen, well mir natierlech och der Meenung sinn, dass grouss Infrastrukturen an Acquisitiounen sollen enger öffentlecher Kontroll ënnerleien. An ech wéilt besonnesch dem Här Wiseler seng Remarken deelen an ënnersträchen ënner anerem, dass dee Pourcentage vun där Influence notable eebe sollt u sech méi niddereg sinn, mee och déi aner Remarken zu der Chaîne de contrôle an och der Finanzplaz missen eiser Meenung no enger méi staarker Kontroll ënnerleien.

D'Sécherheet vun eiser kritescher Infrastruktur ass e gudd Grond, dat ze maachen, wat elo an dësem Projet de loi steet, mee mir kënnen eis awer och nach ganz aner wichtege Ursache virstellen, firwat Staate sollten esou grouss Investitiounen an Acquisitiounen ënner d'Lupp huelen, ënner anerem zum Beispill ënner dem Gesichtspunkt vu sozialen an ekologesche Krittären. D'Auswierkung vun enger Acquisitioun zum Beispill op d'Aarbechtsplazen oder op d'Salären oder och nach op d'Klima an d'Ëmwelt wäer fir eis nach eng gutt Ursach, fir eeben esou Acquisitiounen méi staark ënner d'Lupp ze huelen.

Wéi gesot, fir eis ass dat heiten trotzdem ganz positiv. Mir géifen natierlech méi wäit goen, mee mir stëmmen dat ganz kloer mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, dat heiten ass en zweeschneidegt Schwäert, an dat gouf och well gesot. Engersäits ass et fir eng oppen Ekonomie wéi Lëtzebuerg gradewéi fir Europa wichtege, eis Betriber an hire Knowhow viru Spionage aus dem Ausland ze schützen. Gläichzäitge wëlle mer jo awer och Investitiounen ulackelen.

Bon, mir wëssen awer och, dass et Acteuren op dëser Welt gëtt, a China ass nëmme ee fir ze nennen, déi dofir bekannt sinn, dass se et mat deene Welthandelsorganisationsreegelen, och ronderëm d'Propriété intellectuelle, net esou genau, net ganz esou genau huelen, wéi mir eis dat u sech géife wënschen. An et gëllt gläichzäitge ze verhënnern, dass auslännesch Acteure kéinten d'Kontroll iwwer strateegesch wichtege Betriber huelen.

Elo muss ech soen, dass mer awer an der Vergaangeneheet reegelméisseg hei zu Lëtzebuerg gesinn hunn,

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7885. Den Text steet am Document parlementaire 7885⁹.

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt an den Artikelen 4, 8, 9 an 11 sechs Trackchanges nach hu missen ewechgeholl ginn. Am Artikel 4 ass et eng „5“, déi nach duerchgestrach war. An an den Artikelen 8 an 9 sinn dat jee-weils zwee „s“, déi duerchgestrach waren, an am Artikel 11 een „de“, deen ennerstrach war. Mir stëmmen elo iwwer diesen Text ouni dës Trackchanges of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7885 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Claude Wiseler), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Mots de bienvenue

Bevor wir zum nächsten Punkt der Tagesordnung kommen, erlauben Sie mir, unsere Freunde der Vereinigung ehemaliger Mitglieder des Landtags Rheinland-Pfalz zu begrüßen. Seien Sie herzlich willkommen in der Abgeordnetenversammlung in Luxemburg! (Applaudissements)

10. 7787 – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais

et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque

Mir kommen elo zum Projet de loi 7787, der Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement, dat Obligatiounen fir d'Importateure vun 3TG fixéiert, wann déi aus enger Konfliktzon stamen.

An de Rapporten vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Und aus Respekt vor den Kollegen da oben werde ich versuchen, etwas langsamer Luxemburgisch zu sprechen. Vielleicht könnten Sie dann verstehen, um was es heute geht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Zwangsarbeit, Kannerarbeit, d'Finanzéiere vun arméierte Gruppen, Geldwäsch, Korruptioun a sëlleg aner kriminell Aktivitéite sti ganz heefeg a Verbindung mat sougenannte Konfliktmineralien. Dofir ass am Mee 2017 um europäeschen Niveau e Reglement zu dëse Konfliktmineralien zustane komm, dat den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden ass. Konkreet geet et hei drëms, sécherzestellen, dass Importateure vu Konfliktmineralien déi international Standarde vun der OECD erfüllen.

Déi betreffen Entreprisë mussen eng Partie Virkéierungen huelen, fir sécherzestellen, datt déi importéiert Konfliktmineralien net aus sougenannte Konfliktzone kommen. Si mussen notament och eng Liwwerkettepolitick aféieren a ginn derzou ueghealen, d'Risiko vun hirer Liwwerketten ze evaluéieren. Entsprechend mussen si Strategien en place setzen, fir eventuellen negative Konsequenzen dovunner entgéintzewierken. De Rapport mat dësen Informatiounen mussen d'Entreprise op hirem eegenen Internetsite publizéieren.

Als Konfliktmineralie gëlle véier Mineralien, déi am heefegste mat Gewalt a Verbindung stinn: Dat sinn den Zënn, den Tantal, de Wolfram an d'Ärzer aus dëse Metaller, gradewéi d'Gold. Weinst hiren engleschen Nimm „Tin“, „Tungsten“, „Tantalum“ a „Gold“ gëtt am Sproochgebrauch „3TG“, „Dräi-TG“, gesot. Dës wäertvoll Mineralie ginn net just fir Bijoue benotzt, mee stellen och dacks eng essentiel Komponent duer vun Handyen, Computeren an aneren techneschen Apparater.

D'Zil vum Reglement ass, de Lien tëscht de Mineralien an der illegaler Exploitatioun, den arméierte Konflikter an de Mënscherechtsverletzungen effektiv ze brieche. Et soll och dozou féieren, d'Ausbeutung vu lokale Communautéiten ze stoppen an d'Situatioun vu Minnenaarbechter souwéi déi lokal Entwécklung an de betraffene Regiounen laangfristeg ze verbesseren. Dofir brauchen déi zoustänneg Autoritéiten och déi néideg Pouvoiren, fir kënnen sécherzestellen, datt Entreprisë sech beim Import vun den 3TG an d'Europäesch Union och un d'Reegelen halen.

Do komme mir bei de Projet de loi 7787, deen den 10. März 2021 deposéiert gouf. Dëse Gesetzesprojet ass fir déi national Ëmsetzung vum europäesche Reglement noutwenneg a betrëfft déi Entreprise, déi déi 3TG a gewësse Quantitéiten hei a Lëtzebuerg importéieren. Obschonn d'Reglement direkt applikabel ass, sinn eng Partie national Bestëmmungen ze definéieren. Am Gesetzesprojet ginn den Ausseministère an och d'Douane als zoustänneg Autoritéiten designéiert, fir déi néideg Kompetenzen ze kréien,

fir Entreprise, déi 3TG a bestëmmte Quantitéiten importéieren, effektiv ze kontrolléieren. D'Entreprise muss och der Douane all déi noutwenneg Informatiounen kënnen weisen an zur Verfügung stellen.

Hei wëll ech och gär soen, datt mir an der Kommissioun erkläert kritt hunn, datt den Ausseministère op sengem Internetsite d'Rapporte vun den Entreprise, an deenen d'Liwwerkettepolitick erkläert ass, wäert verlinken, fir der Zivilgesellschaft an de Konsumenten eng méiglechst gutt Iwwersiicht ze ginn.

De Projet de loi gesäit Measure-correctiven an och administrativ Sanktiounen vir. D'Strofe kënnen tëscht 10.000 an 100.000 Euro leien. Dateschutzdispositiounen si selbsterständlech och virgesinn.

De Projet ass de 15. Juli 2022 eng éischt Kéier amendéiert ginn, fir eng Partie Präzisiounen ze maachen, an de Staatsrot huet de Projet de 25. Oktober 2022 aviséiert; do gouf et eng Partie Oppositionen formelles. Op enger Rei Plaze ware am Text Formulatiounen, déi net exakt dem europäeschen Text entsprach hu respektiv et waren och bestëmmt Dispositiounen dran, bei deenen de Staatsrot fonnt huet, de Projet de loi wär méi restriktiv. Eis national Legislatioun muss evidenterweis awer mat der europäescher Legislatioun iwwereneestëmmen, a fir deem Rechnung ze droen, sinn de 27. Februar vun dësem Joer eng zweet Kéier Amendementen vun der Regierung erabruucht ginn. Kuerz drop, de 14. März, huet de Staatsrot säin Zousazavis ginn, deen du positiv war. De Projet ass den 8. Mee an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt ginn. An der selwechter Sitzung sinn ech Rapporten genannt ginn an de Rapport ass an der Kommissiounssitzung d'lescht Woch, de 5. Juni, uegheoll ginn.

Ech ginn nach gär ganz kuerz op d'Avisen an, déi zu dësem Projet eragereecht goufen. Dat ass als alleréisch emol den Avis vun der Mënscherechtskommissioun vum 9. November 2021. Si geet hei och detailléiert op dat europäescht Reglement an. D'Mënscherechtskommissioun hieft enner anerem ervir, datt d'Envergure vum Reglement limitéiert ass; engersäits, well et sech op den 3TG beschränkt, an et och aner Metaller a Mineralie gëtt, déi a Verbindung mat Konflikter stinn; anerersäits, well eng Entreprise eréischt vum Reglement betrëfft ass, wa se eng bestëmmt Mindestquantitéit vun deene Mineralien importéiert. Vu datt et sech ëm e Reglement handelt, hu mir als Lëtzebuerg eng kleng Marge de manoeuvre fir eist nationaalt Gesetz. D'Envergure vum Gesetz, déi betraffe Metaller a Quantitéiten sinn eebe vum europäeschen Niveau virgeschriwwen.

Ausserdem huet d'Mënscherechtskommissioun drop gehalen, datt d'Lescht vun de betraffenen Importateuren ëffentlech publizéiert gëtt, fir datt d'Autoritéiten, awer och d'Zivilgesellschaft, d'Konsumenten an eventuell souguer betraffen Affer vu Mënscherechtsverletzungen Accès dorop kéinten hunn. Hei verweisen ech nach eng Kéier op déi Säit vum Ausseministère, déi op d'Rapporten zu de Liwwerkette vun de jeeweiligen Entreprisë verlinkt. D'CCDH huet och eng Partie Froen gestallt zu der Datespäicherung an doriwwer, wat geschitt, wann ee sech net un d'Reegelen hält. Zanter dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun ass den Text zweemol amendéiert ginn an do sinn dann effektiv och eng Partie Saache kloer gestallt ginn.

Da gouf et nach dräi Avisa vun der Chambre de Commerce a vun der Dateschutzkommissioun; dee leschten ass eis den 19. Abrëll dëst Joer zougestallt ginn. Fir den Detail verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport.

Alles an allem war dat Gesetz ganz laang ennerwee, och wa mer eis bei eiser Aarbecht an der

Kommissioun vill Méi ginn hunn, fir keng Zäit ze verléieren. Et ass dofir gutt, dass mer et haut stëmmen.

(*M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.*)

An ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll dem Här Cruchten och Merci soe fir säi Rapport. Mir mengen och, dass et wichteg ass, dass dësen Text gestëmmt gëtt. En ass am Fong en Text, deen an engem ganzen Ensembl vun europäesche Reglementer ... respektiv déi mer hei ëmsetzen, déi fir d'Protektioun respektiv de Contrôle vun Entreprises, déi Commerce maache mat Länner, wou dat u sech net ubruecht ass a sënnvoll ass, fir dat ënner Kontroll ze kréien, fir et ze suivéieren an et och gegebenefalls ze sanctionéieren. An deem Sënn ass dat Gesetz fir eis och e wichteg Gesetz a mir wäerten et stëmmen a mir si ganz positiv dozou agestallt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Problematik vum Liwwerkettegesetz, dat gëtt jo scho ganz intensiv déi lescht Joren – net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och virun allem hei zu Lëtzebuerg – diskutéiert. Bon, bis elo hu mir nach keen definitive Konsens an där Problematik fonnt. Mir hu jo awer och eng Plattform hei zu Lëtzebuerg, vun enger Rei Organisatiounen, ech mengen, et sinn der 17, déi sech – dat muss een hei ënnersträchen – mat ganz vill Engagement do asetzen. An et gouf jo och eng Proposition de loi ausgeschafft vun hinnen, déi dann iwwert de Wee vun zwou, nee, net Fraktiounen, dat kann een net soen, mee vun zwou Parteien dann hei deposéiert gouf.

Den Devoir de vigilance ass ouni Zweifel och e wichtigen Aspekt vun der Entwécklungspolitik. Ech mengen, Lëtzebuerg huet sech am Fong geholl ëmmer – net nëmmen um EU-Niveau, mee doriwwe eraus – fir Mënscherechter agesat an fir e korrekten internationalen Handel. Et läit jo och e Projet de directive vir, fir e Liwwerkettegesetz op deem Niveau zeréckzebehalen. Ech ka mech erënnern, ech mengen, dass muss am November 2021 gewiescht sinn, wéi den zoustännegen EU-Kommissär, den Didier Reynders, hei bei eis war, wéi hie seng Iwwerleeungen hei presentéiert huet, déi am Fong sech ... Et konnt een et novollzéien, mee bis dato ass et nach ëmmer schwierig gewiescht, fir och op deem Niveau awer ze legiferéieren.

Mir als Demokratesch Partei si selbstverständlech der Meenung, dass verschidden Entreprises och eng moralesch Verflichtung hunn, dass se wëssen, dass bei der Hierstellung vu verschiddene Produkter eethesch a moralesch Krittere mussen respektéiert ginn. Den Devoir de vigilance ass ouni Zweifel eng wichteg Aufgab, och fir eis Gesellschaft. Besonnesch, wann een aus engem Land kënn wéi Lëtzebuerg, dat jo awer net onbedéngt déi ganz grousse sozial Problemer huet – woubäi ech dat net wëll minimiséieren, wat awer sech ab und zu bemierkbar mécht –, muss een dann och e Bléck fir déi reell Problematik hunn an et dierf een net nëmmen säi Confort gesinn, säi Profit. An dofir hu mer och déi moralesch Verflichtung, déi Produkter, déi ënner net eetheschen, moralesche Konditiounen hiergestallt ginn, awer och méi kritesch ze gesinn.

Haut hu mer jo e ganz wichtige Projet de loi, wou et ëm gewëss Edelmetaller geet; a wat virun allem schlëmm ass, ass, dass bei der Hierstellung vun deenen Edelmetaller eeben och vill Geld natierlech verdéngt gëtt, an dat Geld gëtt oft benotzt, fir zousätzlech Konflikter op der Welt ze provozéieren, an do dierf een op kee Fall dat esou zouloossen! Wéi gesot, meng Partei ass op alle Fall der Meenung, dass déi Prinzipie mussen respektéiert gi vun der Moral, vun der Eethik, mee et soll awer virun allem eng Léisung op europäeschem Plang fonnt ginn. Et ass also awer e wichtige Schratt, dee mer haut hei ënnerhuelen, wuel wëssend – an dat ass jo haut duerch e Communiqué och nach bekannt ginn –, dass et immens laang gedauert huet, bis dat hei zustane komm ass. An awer muss een an der Politick och emol dat Positiv gesinn, a mer kënnen awer haut soen, dass mer awer zumindest op deem laange Wee elo eng wichteg Etapp erreicht hunn.

Här President, Dir Dammen an Hären, natierlech fällt der Kontroll an där ganzer Problematik hei eng grousse Roll zou. Ech wëll drop hiweisen, dass awer déi Kontroll nëmme kann duerch ëffentlech Autoritéiten hei garantéiert ginn, wou natierlech och d'Douane eng gewëss Roll ze spillen huet. Et kann net esou sinn, dass net ëffentlech Organisatiounen op eemol och e gewëssent Recht kréien, fir ze kontrolléieren. An et wier och net gutt, wann hei op eemol Betriber géifen un de Pranger gestallt ginn, ouni dass awer hei déi ëffentlech Hand direkt elo konnt hir Practices accuséieren. Et dierf net sinn, dass op eemol verschidden Organisatiounen oder Leit zum Richter ginn, wat an engem Rechtsstaat net esou virgesinn ass. Mir mussen also dofir e gudden Equiliber fannen zwëschen engersäits ekonomeschen Uspréche, anerersäits moralesch-eethesche Verflichtungen. E Betrib muss eng gewëssen Autonomie jo nach kënnen behalen. Ech mengen, d'Recht op Liberté de commerce ass nun eeben och an eiser Constitutioun verankert, an dat kann een net esou liichtfankeg op d'Spill setzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, zur Konkusioun. Nach eng Kéier soll hei gesot ginn: Et ass an eisen Aen e wichteg Gesetz, dat mer haut stëmmen, et ass en Ufank. Mir beweegen eis hei an engem ganz delikaten Dossier, dat beweist och schonn déi grousse Zuel vun Avisen. Ech wëll och all deenen Organisatiounen Merci soen, déi sech Gedanke gemaach hunn iwwert dee Gesetzesprojet hei an doriwwe eraus och, wéi an Zukunft e Liwwerkettegesetz soll ausgesinn. Mir kënnen natierlech elo haut soen: „Et geet net wäit genuch!“ Jo, dat gëllt virun allem um Niveau vun Edelmetaller, ech denken u Lithium, ech denken u Kobalt, dass och do nach zousätzlech muss legiferéiert ginn. Awer et ass ouni Zweifel haut e wichtige Schrëtt, dee mer ënnerhuelen. Dofir fënn dat och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei an ech wëll och ofschléissend dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci soe fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci Iech. D'nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci nach eng Kéier un de Rapporteur fir säi Rapport, an och mir gesinn deen Text, dee mir haut stëmmen, e bësselchen an engem méi breede Kader, nämlech deem vun eisen europäesche Bestriuwungen, fir eebe fir méi Mënscherechter an eise Chânes de valeur ze suergen, der sougenannter Due Diligence. Ma dat hei ass elo en alleréischte Schrëtt a Richtung vun enger verflichtender Suergfaltsflicht

an dofir si mer natierlech och immens frou, deen Text haut endlech kënnen ze stëmmen.

Et ass, wéi gesot, een éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, mee do feelt awer nach e ganze Batz handendrun. Et gëtt nach aner Mineralien, déi hei och kéinten oder sollten drënnerfalen, mee et geet jo am Fong geholl och net just ëm Matière première, et geet ëm all Secteur à risque, och an der Veraarbechtungs- oder an der Ernährungsindustrie. Wéi gesot, egal wéi frou mer sinn, dass mer haut elo emol den éischte Schrëtt maachen, wéilte mer awer festhalen, dass dat hei awer elo dräi Éiwegkeete gedauert huet, dass un deem Text hei gedoktert ginn ass, well d'EU-Diskussiounen hunn hei 2014 ugefaangen. 2021 eréischt louch den EU-Reglement um Dësch an zënterhier waart Lëtzebuerg dann eeben och drop, de begleedende Gesetzestext kënnen ze stëmmen.

Mir sinn, wéi gesot, frou, dee klengen Exercice haut kënnen mat dësem Vott ofzeschlëissen, mee et mécht eis awer wierklech Suergen, wa mer gesinn, wéi lues d'Millen effektiv dréien, wann et drëm geet, d'Rechter vu Mënschen, déi méi wäit ewech vun eis wunnen, ze verdeedegen. Wann een nämlech gesäit, dass et elo effektiv bal zéng Joer gedauert huet, fir en Text fir véier Konfliktmaterialie stëmmen ze kënnen, dann ass et eis wichteg, drop ze pochen, dass mer bei der Mammutaufgab – also am Verglach elo heizou – vun engem méi breeden Devoir de vigilance awer effektiv e gudden Strapp méi séier sollte virukommen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mee de positive Message ass awer op alle Fall deen hei: Wa mer wëllen, da kréie mer eppes hin, an dat souguer och mat relativ konsequente Strofe fir déijéineg, déi sech net drun halen. A mir kënnen dann nach nëmmen hoffen, dass mer op EU-Niveau elo relativ schnell weiderkommen, fir fir eng méi breet Due Diligence ze suergen.

Et ass och de Volet vun der Transparenz op nationalem Plang ugeschwat ginn. Natierlech, grad och, wa mer wëlle sécherstellen, dass awer och eng Zivilgesellschaft kann hire Rôle spillen, da brauch et eng gewëssen Transparenz, an do geet et eeben och ëm d'Lëscht vun de Betriber, déi hei ugesidelt sinn an déi ënnert dat Reglement falen, dass ee reegelméisseg kann nokucken, wou se dru sinn an ob se hirer Pflicht nokommen. An do ass et d'Demande vun der Zivilgesellschaft, dass dës Lëscht soll reegelméisseg publizéiert ginn a mir vertrauen deemno natierlech dann och op d'Annoncé vum Ausseminister, dës Betriber op der Säit vum Ausseministère ze verlinken an déi Lëscht dann och reegelméisseg à jour ze setzen.

An an deem Sënn gi mir natierlech eisen Accord fir dësen Text a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser, deen och scho prett ass. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. A wéi et sech gehéiert, soen ech och dem Rapporteur Merci fir déi Presentatioun vun dësem Text. Ech mengen, och hei kann ech mech op e puer Punkte beschränken, e puer Punkten, fir d'éischt emol, wann Dir mir se erlaabt, vu legistescher Natur. Mir hunn hei also nach eng Kéier e Reglement, dat eigentlech misst eng Direktiv sinn, well soss misste mer net hei vill driwwer schwätzen, well e Reglement ass d'Application directe, an et wär net schlecht, wa mer am europäesche legislative Prozess oder beim Equivalent dovun op europäeschem Niveau géife vun

Direktiv schwätzen, wa mer hei eppes mussen ëmsetzen an der Chamber, a vu Reglement, wou mer eis net mussen mat engem Text befaassen, well en eeben d'application directe soll sinn.

Dann, wat hei awer elo déi méi politesch Punkten ugeet, déi mir wëlle maachen, dat sinn der u sech véier. Den éischten ass deen, dass mer hei erëm eng Kéier iwwer Liwwerkette schwätzen, wéi eis Suerg awer déi ass, fir natierlech, jo, déi moralesch Dimensioun – den Här Cruchten huet déi gutt beschriwwen – no vir ze bréngen, dass jiddereen, deen do aktiv ass an deem Secteur, sech enger gewësser moralescher Verantwortung bewosst ass. Mir mussen awer och soen, dass mer d'Entreprises an hire Méiglechkeeten net dierfen iwwerbelaachen an dass de Staat amplaz vill vu Strof, vu Publikatioun, vu Kontroll ze schwätzen, villméi vun Hëllef fir d'Entreprisë misst schwätzen, fir dass se kënnen hir Liwwerkette besser ofschätzen, well desto méi kleng eng Entreprise ass oder desto manner international Kontakter se huet, desto méi schwéier ass et fir eng Entreprise, iwwerhaupt dat kënnen ze leeschten, wat awer hei vun hir erwaart gëtt.

Déi ëffentlech Hand huet do aner Méiglechkeeten. Sécher kann een do soen: „Entreprisë kënnen zesummeschaffen, fir esou Informatiounen ze fannen.“ Awer mir denken, dass een dat net soll iwwerdreien, mee den Entreprises hëllef, an et ass och fir eis eng Geleeënheet, nach eng Kéier ze soen, dass mer keen nationaalt Liwwerkettegesetz solle maachen, mee dass, wann esou eppes um europäeschen Niveau geschitt, mer eis dann uschlësse sollen. Awer mer sollen net nach d'Liewe vun den Entreprisë méi schwéier maachen, onrealistescher schwéier maachen, iwwerproportional schwéier maachen!

Den zweete Punkt betrëfft d'Ëmsetzung vum Gesetz selwer. Den Här Cruchten hat a sengem Rapport gesot, wéi vill Oppositions formelles do waren. Mir fannen dat net normal, well u sech eng ganz Rei vun Opposition-formellë sech ëm rechtsstaatlech Froe gedréit hunn – Froe vun der Proportionalitéit, Froe vun der Prozedur, Froe vun de Strofen –, an dat ka jo net sinn! Ech mengen, hei muss en Appell un d'Regierung gemaach ginn, dass, wann esou eng Proposition an e Projet de loi gemaach ginn, een awer dann net bei elementare rechtliche Froe schonn d'Opposition vum Staatsrot begéint.

Déi drëtt Consideratioun ass déi vum Mënscherechtsrot, déi mir gär opgräifen, ratione materiae: Do gëtt vum Mënscherechtsrot gesot, do wäeren eng ganz Rei aner Substanzen, déi géife feelen, wéi de Kobalt, wéi de Lithium, wéi den Nickel, wéi den natierleche Graphit. Där Meenung schlësse mir eis un. Mir mussen dat am A behalen an hei si jo awer och Mënscherechtsverletzungen dokumentéiert, déi mir kennen.

An dat Schlëmmst ass notament beim Ofbau vum Kobalt, wou mer Kanneraarbecht hunn. De Problem ass – an et kann een et ëmmer nëmme widderhuelen –, dass de Lëtzebuurger Staat hei zwar den Entreprises aus moralesche Grënn Liwwerkettenobligatiounen operleet, wat mir kënnen novollzéien an zu engem groussen Deel och matdroen, awer do, wou de Staat selwer subventionéiert – subventionéiert! –, also mat Steiersue fërdert, dat heescht, den Import vu Kobalt aus Kanneraarbecht, dat toleréiert en. An do soe mir, dass kann net sinn, dass de Staat dat mécht, well e mécht et en pleine connaissance vun de Faiten, déi ginn och hei net nieiert! Et gëtt ëmmer gesot: „Et kommen dann europäesch Initiativen zesumme mat Schweden oder och mat Südkorea, fir dat ze redresséieren.“ Déi sinn net do. Mir constatéieren am Abléck, dass de Staat nach ëmmer Kanneraarbecht beim Ofbau vu Kobalt subventionéiert. Mir maachen dat net mat! Et ass net den Objet vun deem

Gesetz, awer mir bedauern, dass esou Substanze wéi de Kobalt an de Lithium eeben hei feelen.

Eis lescht Bemierkung betrëfft d'Inspektiounen. Do ass d'Douane chargéiert, dass ze maachen. Dat versteet sech, dass ass och nozevollzéien. Do steet am Text, „pendant les heures [de bureau]“ soll dat gemaach ginn, dass ass gutt, dass ass ziviliséiert, „dans les locaux des importateurs“, also an de Bürosraim zu de Stonnen, wou déi Bürosraim fonctionéieren. Wann ech dat mat deem vergläichen, wat de Baueren zougemutt gëtt, wann déi en Dëppe Glyphosat ... Dat ass jo elo erëm legal. Mee wat do ass, dass kann an de private Raim si vun de Baueren doheem, da ka bausent de Fonctionnementszäite vun hirem Bauerebetrib sinn, de jour et de nuit, an dann ass dat komplett disproportionéiert. An och dofir huet d'ADR ëmmer erëm géint Gesetzer gestëmmt, wou géint d'Baueren intrusiv Methode benotzt gi fir u sech relativ kleng Vergeëen, während dat hei awer ziviliséiert ofleeft. Ma mir sollen net an anere Beräicher ..., och am Ëmweltberäich solle mer op en ziviliséierte Wee goen, wéi en hei ugeduecht gëtt, amplaz ze iwwerdreien.

Dat gesot, wäert d'ADR, compte tenu vun där gudder Intentioun an enger grousser Verantwortung, déi awer a ville Beräicher vun deem Projet läit, en awer och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Dëst europäescht Reglement, dass jo soll de Risiko senken, dass mer gewëss Mineralien aus Konfliktregiounen importéieren, ass schonn 2017 decidéiert ginn a säit dem 1. Januar 2021 a Kraaft. Dass mer elo am Mee 2023 eréischt déi legal Viraussetzung schafen, fir dass d'Reglement och zu Lëtzebuerg kann applizéiert ginn, seet eiser Meenung no immens vill aus iwwer d'Bereitschaft vun der Regierung, an deser Problematik virzegoen.

Virop géif ech gär den Här Minister froen, ob e mer ka soen, ob déi betraffe Lëtzebuurger Entreprises dann 2021 an 2022 dëst Reglement et ëmgesat hunn an ob se och déi Rapporte verëffentlecht hunn, déi rechtlech virgesi sinn.

Här President, mir wäerten dese Projet de loi natierlech matstëmmen, well et letztendlech e Fortschritt ass. Mee et muss ee ganz kloer soen, dass et e minimale Fortschritt ass. D'Reglement huet just eng ganz limitéiert Portée, och dass hei schonn ugekënnegt ginn:

Éischtens gëllt et just fir e puer ausgesicht Mineralien – Zënn, Tantal, Tungsten a Gold –; zweetens gëllt et just, wann e bestëmmte Seuil bei den Importatiounen erreecht ass, soudatt Importateure vu méi klengen Quantitéite sech net brauchen drun ze halen, mam Risiko, dass probéiert wäert ginn, d'Importatiounen op méi Entitéiten ze verdeelen, fir d'Seuilen ze ënnerlafen; drëttens gëllt et och just fir Importateure vu Réimaterial an net, wann d'Material scho verschafft gouf, a véiertens gëtt och just d'Hierkonft aus Konfliktregiounen gekuckt, während aner Mënscherechtsverletzungen, wéi zum Beispill Kanneraarbecht, net berücksichtegt ginn.

Dëst si just déi wichtegst Kritikpunkten. Et gëtt aner, op déi d'Mënscherechtskommissioun an hirem exzellenten Avis agaan ass. Dëst Reglement aus dem Joer 2017, dass jo eigentlech just eng Reaktioun ass op eng änlech US-amerikanesch Legislatioun, weist awer och, dass den Debat iwwer den Devoir de vigilance an Tëschenzäit dann och endlech virukomm

ass. Déi politesch Ambitioun an dem Beräich ass nach laang net do, wou mir se wëlte gesinn, mee se ass mëttlerweil ëmmerhi méi héich wéi 2017. An dat ass och a groussen Deeler de Verdëngscht vun den Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi d'Fro vun de Mënscherechter an de Liwwerkette mat ganz vill Energie op d'Agenda bruecht hunn a se och do halen.

Wat d'Ëmsetzung hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, huet Fairtrade Lëtzebuerg gëschter via Communiqué – Dir hutt et vläicht gesinn – e puer Recommandatiounen un d'Regierung geschéck. Ech fannen déi ganz sënnavoll a wëll se dann och hei nach eng Kéier widderhuelen:

Éischtens soll d'Regierung eng Lëscht opstelle vun den Entreprises hei zu Lëtzebuerg, déi ënnert dëst Gesetz falen, dass ënner anerem, fir dass d'Zivillgesellschaft den Engagement vun den Entreprisë ka kritesch begleeden, wat jo och hir Roll ass; zweetens mussen d'Iwwerprüwungskrittären op enger Linn mat de Krittären vun der OECD an deem Beräich leien an drëtens recommendéiert Fairtrade Lëtzebuerg der Regierung, déi concernéiert Entreprises och reegelmëssig ze kontrolléieren, fir dass dat Gesetz hei och ëmgesat gëtt.

Iwwregens erënnert d'ONG och drun, dass am Februar 2018 hei an der Chamber eestëmme eng Motioun ugeholl gi war, dass de Staat bei de Marchépublicken och soll oppassen, keng Konfliktmineralien ze importéieren. Vlächcht kann de Minister och dorop herno nach eng Kéier kuerz agoen, also wou dat drun ass, wéi gesot, d'Kontroll vun de Konfliktmineralien an de Marché-publicken.

Datt d'Entreprisë mussen oppassen, dass hir Produkter a Servicer net op Mënscherechtsverletzungen berouen, misst eigentlech eng absolutt Selbstverständlechkeet sinn, an dofir brauche mir och en nationaalt Liwwerkettegesetz, sou wéi mir et och virun e puer Wochen zesumme mat de Piraten hei proposéiert hunn. An dat ass vun der Zivillgesellschaft ausgeschafft ginn, wéi Dir wësst.

Ech kann also just un d'Regierung appelléieren, politesche Courage ze weisen an zesumme mat eis un deem nationale Gesetz ze schaffen. Wéi Dir wësst, sinn d'Biergerinnen a Bierger am Land majoritär derfir.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Gesetzestext gouf schonn am Mäerz 2021 hei an der Chamber deposéiert. Dass ass méi wéi e Joer hier, et ass méi wéi zwee Joer hier, an elo stëmme mer dann doriwwer of. D'EU-Direktiv, op där desen Text baséiert, déi ass vun 2017. D'Negociatioun fir déi Direktiv, déi hu laang virun ugefaangen. Alles an allem, zwëschent dem Ufank vun den Negociatiounen bis mir haut hei ofstëmme, huet et also néng Joer gedauert, fir op dese Punkt vum Vott hei zu Lëtzebuerg ze kommen.

Ech mengen, dese Projet weist ganz kloer, wéi laang et kann daueren, fir a puncto Liwwerkette kleng Schrëtt no vir ze maachen. An et weist och ganz kloer, firwat mir Piraten zesumme mat de Kolleeginnen vun déi Lénk hei hu missen eng eege Proposition de loi areeche fir en nationaalt Gesetz. Well eng EU-Direktiv, déi vlächcht an zwee Méint kënn, vlächcht an zwee Joer, vlächcht an iergendwa méi spéit, vill ze laang op sech géif waarde loossen. Wa se da bis gestëmmt wier, kann et nach, wéi an deem heite Fall, schonn nees Joren daueren, bis se an nationaalt Gesetz ëmgesat

gëtt. Fir eis Piraten ass de Schutz vun de Mënscherechter eng Prioritéit an dofir wëlle mer och, dass de Schutz vun de Mënscherechter esou séier wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ausgebaut gëtt.

D'EU-Direktiv, déi mer haut hoffentlech wäerten hei ëmsetzen, betrëfft nëmme véier Konfliktmineralien. Et geet och net wäit genuch a Saachen Transparenz, well net kloer ass, wien hei zu Lëtzebuerg da wierklech vum Gesetz wäert betraff sinn. An dat alles geet eis am Fong net duer. Et ass eng Drëps op de gliddege Steen.

Ech kann Iech awer elo scho soen: Mir wäerten den Text trotzdem matstëmmen, well et alt wéinstens e klitzeklenge Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Mee fir eis ass ganz kloer, dass en nationaalt Gesetz muss kommen, dat op all de Secteure ka gräifen. Esou eng Proposition läit der Chamber vir an ech freeë mech, datt mer se schonn dës Woch kënnen an der Kommission presentéieren.

Eisen Text gesäit nämlech vir, datt, wann eng Entreprise méi wéi 250 Mataarbechter huet a méi wéi 43 Milliounen Euro am Joer um Bilan mécht, se hir Liwwerkette muss iwwerpräiwen an, wa Mëssbrauch festgestallt gëtt, muss intervenéieren. Och an der Belsch an an Holland leien esou Gesetzespropositionen vir, Gesetzesproposen, déi do mat de Majoritéitsparteien ausgeschafft gi sinn. Mir sollten eis als e Land, dat seng Entwécklungsziler seriö hëlt, an, jo, och eent vun deene weinegen oder dat Eenzeget ass, dat säin 1 % vum RNB un Entwécklungshëllef erreicht, och hei weisen, datt mir als Lëtzebuerg Virreider wëlle sinn.

An et ass awer och ganz kloer, dass esou e Gesetz net nëmme dorop ofziilt, als Lëtzebuerg eng Funktioun als Virbild ze hunn. Et geet och drëm, eisen Image no baussen, jo, am Ausland, ze verbesseren. Vill ze oft heescht et bei engem Skandal nach ëmmer, datt, ech zitieren: „eng Firma mat Sëtz zu Lëtzebuerg“, Zitatenn, d'Mënscherechter net respektéiert hätt. Eng Handvoll schwaaarz Schof loossen eis allegueren, eis ganz Plaz schlecht ausgesinn. Ee Beispill ass d'NSO, déi de Pegasus-Programm verkaf huet, wou bewisen ass, datt Oppositioneller a Journalisten a Spuenien, zu Athen a Griicheland an an enger ganzer Rëtsch vill méi autokratesche Staaten nach ofgelauschert goufen. Iwwerall an Europa ass Lëtzebuerg dee Moment mat deene Verbrieche – jo, ech soen, dat si Verbrieche, an et geet net nëmme duer, e béise Brëif ze schreiwen, och wa mer am Moment net méi Moyenen hunn! – vun der NSO a Verbindung bruecht ginn. An domat muss fir eis Piraten Schluss sinn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Hoffnung, datt mer esou séier wéi méiglech mat der nächster Regierung kënnen zu enger Ofstëmmung iwwert en nationaalt Gesetz kommen, ginn ech hei awer den Accord fir dee klitzeklenge Schrëtt, dee mer haut wäerte maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An elo huet direkt d'Regierung d'Wuert. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also, ech mengen ... Nach eng Kéier: D'Zil vum Reglement ass jo, ze verhënneren, dass mer an onstabile Regiounen duerch den Ofbau – an de Rapporten huet dat ganz, ganz ausféierlech a gutt

gemaach – vun Zënn, Wolfram, Tantal a Gold bewaffnet Konflikter, Mënscherechtsverletzungen, Korrupsion a Geldwäsch finanziell matënnerstëtzen. Dat ass d'Zil dovunner an dofir ass d'Suergfaltsflicht, déi den EU-Importateuren duerch dëst Reglement operleucht gouf, an där Hinsicht e wichteg Instrument. Natierlech, et kann een ëmmer soen, et geet net wäit genuch, mee et ass e Schrëtt awer, mengen ech, dee wäert och markéieren.

D'Reglement ass direkt applikabel an domadder mussen d'Operateuren zënter 2021 schonns all hire Flichten, déi sech aus dem Reglement erginn, nokommen. An ech wëll der Madamm Oberweis soen, dass mer amgang sinn, Kontrollen ze maache vun 2021 – et ass ëmmer, also, ee Joer hannendrun –, an dass dat leeft an dass mer selbstverständlech och do vill Wäert drop leeën.

Heiansdo gëtt gefrot: „Wéi vill Entreprene hutt der?“ Also, mir schätzen tëscht 5 an 10, mee éischer e weineg iwwer fënnef, wéi elo zéng. A mir si mat deenen Entreprisë selbstverständlech – wat eis Pflicht jo ass – amgang, och Stéchprouwen ze maachen. Mir hu schonns mat den éische Kontrollen, wéi ech gesot hunn, ugefaangen a mir mussen natierlech, well mer keng Erfahrung doranner hunn, och a Kontakt bleiwe mam Ausland, fir och do déi richteg Linnen ze fannen.

Mat der Adoptioun vun dësem Gesetzesprojet kritt dann den Ausseministère eigentlech déi noutwendeg Pouvoiren, fir d'Ëmsetzung vum europäesche Reglement iwwer Konfliktmineralien vollstänneg kënnen ze kontrolléieren. Wéi schonn den Här Cruchten gesot huet, huet de Gesetzesprojet, deen Iech virläit, als Votioun, eigentlech déi national zoustänneg Autoritéiten ze nennen, déi prozedural Aspekter vum Iwwerprüwungsprozess an Informatiounsaustausch ze reegelen an och Sanktiounen festzleeën. Dir gesitt dat jo, dass déi ganz kloer sinn.

Ech wëll och hei nach eng Kéier, wéi virun, dem Finanzministère Merci soen, mee virun allem och der Douane, déi eis erlaabt hunn, eppes mat Kapp a Fouss selbstverständlech hinzekréien. D'Reglement huet net zréckbehalen, ech soen dat och hei, datt déi national Autoritéiten eng Lëscht vun den Entreprene, déi betraff sinn, publizéiere sollen, an dofir ass et och net am Text virgesinn. Et ass ervirzesträichen, dass de Staatsrot, wann Dir gelies hutt, explizitt drun erënnert huet, dass mer net iwwert d'Reglement kënnen erausschéissen a mir keng weider Dispositionen abaue kënnen, déi verlaangen, datt déi Informatioun vum den Operateuren musse public gemaach ginn.

Allerdéngs ass et esou, dass d'Importateuren vum de Konfliktmineralien a -metaller hire Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun de Suergfaltslichten an de Liwwerkette mussen am Internet verëffentlechen. An dës Obligatioun schafft déi néideg Transparenz, well, fir d'Saach vun den interesséierte Parteien, ONGen zum Beispill, esou einfach wéi méiglech ze maachen, fuerdere mer extra d'Importateuren op, e Link zu hirem öffentleche Rapport ze schécken an deen ass dann op enger ganz spezifescher Internetsäit vum Ausseministère och ze fannen. An dës Säit ass schonn operationell a wäert och komplettéiert ginn, soubal mer déi Rapporten erakréien.

Ech wëll vläicht och nach dem Här Sven Clement soen: Do deele sech d'Meenungen. Also, Lëtzebuerg war dat Land vun deene 27, dat drop gehalen huet, dass mer sollen an Europa eng Direktiv kréien iwwert den Devoir de vigilance. Déi Direktiv ass zu Bréssel deposéiert, an all deene Prozeduren, déi elo natierlech aus enger Direktiv dann eppes Konkreetes maachen, do leeft dat hei. Mir dierfen net soen: „Dat

dauert esou laang!“ Jo, heiansdo dauert et laang, mee mer wëllen awer den Ënnerscheed nach verstoen tëscht engem nationale Lëtzebuergeser Gesetz a Saachen Devoir de vigilance an enger europäescher Direktiv, wou all 27 europäesch Länner sech mussen drun halen.

An dat ass och d'Zil, dat och dës Regierung sech vun Ufank u gesat huet: Mir hunn 2018 an den Text dragesat – dat kënn Der nokucken –, dass mer hëllef, fir dass eng europäesch Initiative op de Wee kënn – déi ass um Wee –, a wann dat net de Fall wier, dass mer da géifen op eng national Legislatioun iwwergoen. Mir sinn, ech mengen ... Bon, et ass jo un der nächster Regierung, fir dat alles ze tranchéieren – déi nächst Chamber wäert driwwer debattéieren, ganz kloer –, mee et ass kee Land an Europa ..., do ginn heiansdo esou Stécker genannt, Däitschland hätt e Stéck, Holland hätt e Stéck, mee et ass keen eenzeget Land, dat wierklech, wat den Devoir de vigilance ueget, e kohärent Gesetz huet, dat an Europa misst kënnen gëllen, an dass een domadder all dat wëll verhënneren, wat mer och wëlle verhënneren: Kannerarbechtsprodukter, Zwangsarbecht an esou weider an nach vill aner Saachen. Dat wëlle mer awer europäesch hikiréien.

Ech weess net, et ass esou eng Stëmmung am Land a verschiddene Kreesser, dass een nëmme just kéint hei eppes Guddes maachen, wann een national legiferéiert. Dat ass fir mech ganz nei. Normalerweis soe mer dach, dass mer e globale Problem wéi den Devoir de vigilance nëmme europäesch an de Grëff kréien! An dorobber géif ech op jidde Fall ..., et ass mäi Rot, dass dës Chamber an déi nächst Chamber an dës Regierung, déi nächst Regierung, och dorunner festhalen a versichen, do eppes Konkreetes erauszekréien.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Sven Clement freet d'Parole après ministre an hie kritt se.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wëll da just nach eng Kéier kuerz en Argument opgräifen, dat de Minister mer elo gesot huet: datt mer als Lëtzebuerg géifen eng Direktiv ofwaarden, déi mer gefuerdert hunn. Jo, ech fannen et och gutt, wa mer eng europäesch Direktiv hunn. Ech géif et nach besser fannen, wa mer et op OECD-Niveau géife léisen. Ech géif et nach besser fannen, wann d'UN sech géif eens ginn an deem heiten Dossier. Mee mir wëssen, datt dat dauert.

An do muss ech da feststellen, dass et hei zu Lëtzebuerg wuel awer Usus ass – an dat war net ..., dach, et war och eng Regierung, wou den Här Asselborn schonn dra war –, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer eng Tendenz hunn, Direktive virzegräifen, wa se Mënscherechter aschränken, nämlech datt mer e Gesetz iwwert d'Vorratsdatenspeicherung gemaach hunn, éier d'Direktiv gestëmmt war, an, wann et drëm geet, Mënscherechter ze schützen, datt mer do soen: „Nee, do muss mer awer op d'Direktiv waarden.“

Ech fannen, dat weist genuch. Ech sinn op alle Fall anerer Meinung, ech géif hei soen, mir brauchen en nationaalt Gesetz, wann déi Direktiv ze laang op sech waarde léisst!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir waart op mech, Dir kuckt op mech.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech hat gemengt, ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Also, ech wëll just ee Saz soen: Wa

mer Initiateur sinn, dass sech an der Kommissioun eppes deet, dass eng Initiativ, eng Direktiv, eng Propositionioun op den Dösch kënn, da sollt mer dach dat net doduerch konterkaréieren, dass mer op eemol soen: „Elo maache mir zu Lëtzebuerg emol en nationaalt Gesetz.“ Ech weess net, wéi mer dat dann och verkaaft kriterien.

Mir hunn effektiv mat alle Moyenen, déi mer zur Verfügung haten, den Här Reynders an anerer ugestallt, op dee Wee ze goen. Mir hu souguer dem Här Reynders deen Avis, dee mer gefrot hate vun där Spezialistin, zougestallt. Hie war ganz frou doriwwer, a villes, wat do an deem Avis dran ass, ass an der Direktiv och iwwerholl ginn. An der Direktiv ass et vläicht méiglech, dass a verschidene Länner dat do ze wäit geet. Et gëtt kaum Länner, wou gesot gëtt: „Dat do geet net wäit genuch.“ An do muss mer de Konsens fannen an dat ass eng haart Aarbecht, déi muss gemaach ginn, och wat d'Finanzplaz ugeet an esou weider.

Ech si fir alles oppen. Mir hunn hei selbstverständlech eis Interessen, esou wéi all Land Interessen huet, mee ech géif awer elo net de Moment verzweifelen. A wat Dir gesot hutt: „Néng Joer huet et gedauert, bis dat hei ...“ Jo, et huet laang gedauert, ech mengen net, dass dat hei géif néng Joer daueren, wann de politesche Wëllen do ass, fir virunzkommen. An dee muss Lëtzebuerg weisen; europäesch, net nëmmen national!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7787 iwwergoen, wann de Computer prett ass. En ass et.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7787 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass elo ofgeschloss.

De Gesetzesprojet 7787 ass eestëmmeg ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydia Mutsch), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

A vu dass den Här Rapporteur haut am Dauerassaz ass, géif ech en direkt bieden, d'Wuert ze ergräifen zum nächste Projet de loi 8014, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert den internationale Schutz.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Net nëmmen de Rapporteur ass am Dauerassaz, mee och den Här Minister. Dee Projet de loi, iwwert dee mir elo schwätzen, ass den 30. Mee zejoert deposéiert ginn an en huet als Zil, dass eist Asylgesetz zwee Arrête vum Europäesche Geriichtshaff respektéiert.

Mir maachen hei also punktuell Adaptatiounen, fir mam EU-Recht konform ze ginn. Éischtens gi kloer Krittären agefouert, déi festleeën, wéini ee bei engem Demandeur de protection internationale, bei deem d'Dubliner Reglement applizéiert gëtt, vun engem „risque non négligeable de fuite“ ka schwätzen. Ech betounen, dass et hei just ëm Leit geet, déi ënnert de Règlement Dublin III falen.

Wa bei enger Persoun an deem Fall Fluchtgefor besteet, kann et deemno wéi gerechtfäerdigt sinn, si an eng administrativ Retentioun ze setzen, bis dass d'Persoun an den zoustännige Memberstaat kann transferéiert ginn. De Projet de loi gesäit néng Fäll vir, an deenen e Risque non négligeable de fuite kéint bestoen. Dat ass zum Beispill, wann eng Persoun sech an der Vergaangenheet schon esou engem Transfert entzunn huet, wa se e Pass gefälscht huet oder wann een ugekënnegt huet, sech engem Transfert ze widersetzen. Mat der Aféierung vun dese Krittäre gëtt also méi Klarheet an och Sécherheet geschafen, souwuel fir d'Autoritéite wéi och fir d'Leit selwer.

Den zweete Volet vun deemem Projet betrëfft Persounen aus Drëttstaaten, déi an engem aneren EU-Land Beneficiaire vun enger Protection internationale sinn. Hei gëtt festgehalen, dass si net kënnen opgrond vun enger Décision de retour an e Land baussent Schengen ausgewise ginn. An där Situatioun gräift d'Immigrationsgesetz. Wann eng Persoun hei zu Lëtzebuerg keen Ophaltsrecht kritt, gëtt si iwwert eng Décision de retour an dat Land zeréckgefouert, wou si da Beneficiaire de protection internationale ass.

Donieft féiert de Projet de loi an, dass en EU-Staatsbierger, deen eng Protection internationale ufreet an eng negativ Decisioun kritt, eng negativ Äntwert kritt, och net ka baussent dem Territoire vun der Europäescher Unioun ausgewise ginn. Um Enn gëtt nach eng Erreur matérielle redresséiert an et gëtt eng Referenz bäigesat, déi bei der Transposition vun der sougenannter Qualifikationsdirektiv vun 2011 vergiess gi war. Mat deemem Projet de loi ginn also punktuell Präzisiounen gemaach. Sou gi mer, wéi gesot, net nëmme konform mat der europäescher Legislatioun, mee mir schafe fir déi eenzel Fäll e bësselche méi Klarheet.

De Staatsrot an d'Chambre de Commerce hunn de Projet aviséiert a keng Objektiounen gemaach. Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischte Riedner ass den Här Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Och merci dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, fir säi Rapport, deen en elo iwwert dëst Gesetz gemaach huet. De Projet de loi 8014, léif Kolléeginnen a Kolléegen, ass u sech, wann een et genau hält, eigentlech eng technesch Erweiterung vun engem besteeënde System, vun deem Dublin-System, dee mir am Moment hei an Europa hunn. Natierlech ass dat e System, deen am Moment och e bëssen a Fro gestallt ass – och zu Recht –, well d'Asylpolitik vun Europa nei iwwerduecht gëtt, dofir weess een net genau, wat spéiderhin do eng Kéier kënn; hoffentlech e System, dee besser funktionéiert wéi deen aktuellen.

Mir hate relativ vill Froen an der Kommissioun, déi sinn och alleguerte beäntwert ginn, muss ech wierklech soen. Dat war och wierklech kompetent, wéi dat do beäntwert ginn ass. Ech muss zouginn, ech ginn och – an ech mengen, wann ech dem Rapporteur säi Kappnécke richteg interpretéieren – d'Hoffnung net op, dass deen neie System besser gëtt wéi deen aktuellen, dee besteeënden, an dass mer iergendwann eng Kéier an e gerechten Affäresystem kommen, deen och an Europa eng gutt an eng gerecht Verdeeung da bréngt. Mir müssen awer un deemem System schaffen, dee mer de Moment hunn, an en huet eeben eng Rei Failen, an déi sinn elo eeben duerch déi Urteeler do kloer ginn an déi wëlle mer duerch dese Gesetzesprojet eraushuelen.

Et gouf eng wichteg Bemierkung vum Staatsrot, nämlech déi, dass mer solle kloermaachen, dass déi Lëscht vun deenen néng Fäll, déi do beschriwwen sinn, exhaustiv ass, dass och näischt derbäi fonnt, erfonnt oder nach iergendwou gesicht gëtt, dass kloer ass, ëm wéi eng néng Fäll et sech handelt. Et gëtt och eng interessant Bemierkung vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot, déi ass och haut elo erakomm, ech hu se elo just eréischt gesinn. Dat ass zum Fall Nummer 8, wou sech déi Fro gestallt huet, wann e Mënsch eng Intentioun ausdréckt duerch e Comportement – déi Fro ass berechtigt –, wie stellt dat Comportement da fest, wien interpretéiert dat? Vläch kann de Minister eis do e bëssen hëllefen, dat och méi kloer ze kréien, wat dat ass. Ech weess, Här Minister, och Äert Kappnécken beziéungswies Äer Kappbewegung ze interpretéieren – dat ass net esou einfach –, mee ech mengen, et ass eng berechtigt Fro vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot. Dass mer do net an iergendengem Willkür géife falen, wat ech eigentlech elo hei am Land eigentlech net fäerten.

Dann ass et kloer, ech mengen, fir eis alleguerten ass et kloer, dass mer wëllen, dass, egal wéi de System elo am Moment ausgesäit, soubal e Mënsch an déi Situatioun hei kënn, dass et fir eis alleguerte wichteg ass, dass e mënschlech a fair behandelt gëtt. Dat ass eng Grondvoraussetzung iwwerhaupt, éier mer iwwert déi heite Saache schwätzen.

An deem Sënn dann och den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Tech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann huet de Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Migrationspolitik beschäftegt eis net nëmmen de Moment ganz intensiv, mee déi wäert eis och an den nächste Jore beschäftegen. Et soll ee sech do kengen Illusiounen higinn. Et sinn eng Rei Ursachen, déi dorop hiweisen, dass mer besonnesch um europäesche Kontinent wäerten nach mat ville Welle vu Migratioun konfrontéiert ginn, an dowéinst ass et och wichteg, dass een e legale Kader schafft, fir dass déi Leit awer ganz anstänneg an och ëmmer an hirer Dignitéit wäerte behandelt ginn. Ech

mengen, et ass näischt méi schlëmm, wann een heiansdo Biller gesäit, wéi ee mat Flüchtlingen ëmgeet, an et ass och e Bessen ze bedauern, dass mer um europäeschen Niveau – an den Här Ausseminister weess dat mat Sécherheet vill besser wéi ech – net ëmmer awer eng Eenheet fannen, an déi lescht Deeg hunn dat jo erëm bewisen, wéi schwéier datt et ass, eng gemeinsam Flüchtlingspolitik um europäeschen Niveau ze entwéckelen. Mir wäerten och an Zukunft dat leider esou ze spiere kréien.

Hei ass eng wichteg Adaptatioun vum Gesetz. Op der anerer Säit muss een natierlech och soen: Och e Flüchtling muss wëssen, dass et gewëss Reegelen an engem Rechtsstaat gëtt, dass och déi eenzel Länner dozou verpflichtet sinn, rechtsstaatlech Prinzippien opzestellen. Ech mengen, datt mer hei e gudde Schrëtt no vir maachen, dat wëll awer net heeschen, datt an Zukunft net nach besser muss legiferéiert ginn. Hei ass e gudden Ufank gemaach, an an deem Sënn wäert ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei ginn, soen awer och nach eng Kéier dem Yves Cruchten Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Madamm Empain d'Wuert. Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. Jo, bon, meng Virriedner hu schonn de Gros gesot: Et ass eng technesch Ännerung, déi hei gemaach gëtt. Elo kann een natierlech vun deem System, an deem mir eis aktuell beweegen, halen, wat ee wëll. En ass net terribel, mee dat ass nun emol de Kader, an deem mir eis de Moment beweegen. Mir schwätzen hei vun enger Adaptatioun, enger Gesetzesännerung, am Kader vun där mer eis konform setze mat deenen Arrête vun der Cour de justice. An an deem Sënn kënnen mer dese Gesetzestext natierlech matdroen, ouni domat e grouse Support fir déi aktuell Praxis auszedrücken.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci. Ech soen och dem Här Cruchten Merci fir deen drëtten Rapport, mengen ech, deen en eis de Mëtte gemaach huet. Ech mengen, et ass och nach net de leschten, wann ech dat richtig gesinn.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Mee ech woll vläicht hei soen, datt mer an deemem Beräich e puer Saachen hunn, déi eis verbannen an deemem wichtige politesche Beräich, wou mer sinn, awer och Saachen, déi d'Politik vun der ADR trenne vun deem, wat aner Parteien heibanne fuerderen. Wat eis verbënnt, ass déi Suerg ëm d'Menschlechkeet an de Jo zum Asyl. Dat ass eng grouss zivilisatoresch Errungenschaft. Mir verdeedegen déi, jo. E Mënsch, deen aus politeschen, reliéisen, anere Grënn verfollegt gëtt, muss kënnen Asyl an anere Länner fannen. Dat ass eng Saach, op där mer bestinn an op déi mer mussen a kënnen houfreg sinn.

Mir sinn awer als ADR e Bësse méi streng vläicht wéi anerer, well mir bezéien eis op d'Asylrechtskonvention vun 1951 an notament den Artikel 2, deen e Bësse vergëss gëtt, an dat sinn d'Obligatioun vum Refugié. D'Asylrechtskonvention 1951 hu mir hei ratifizéiert, se ass also applikabel Lëtzebuurger Recht. Deen Artikel seet: „Tout réfugié a, à l'égard du pays où

il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation“ – l'obligation! – „de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public.“ Dat ass internationaalt a Lëtzebuurger Recht.

Elo gëtt hei gesot, mir maachen Ausnamen, well et ass u sech dat, wat mer hei sollen ëmsetzen: Wann ee falsch Dokumenter mécht, also eppes, wat am Lëtzebuurger Strofrecht steet, datt een et net däerf maachen, Faux en écriture, „contrefait, falsifié ou établi sous un autre nom que le sien un document d'identité ou de voyage“, ...

Mee e Lëtzebuurger, deen dat mécht, mécht sech strofbar. An e Refugié, deen dat mécht, mécht sech strofbar an e verstéisst géint d'Asylrechtskonvention, verwierkt am Prinzip säi Recht op Asyl. E kann zréckgeschéckt ginn, e kann zréckgeschéckt ginn!

An hei ... oder och, wann een hei Elementer vu senger Identitéit dissimuléiert. Dat heescht, mir wäeren hei an engem Cas de figure, wou e Mënsch, dee seet, e wär verfollegt an engem anere Land, an dee mir ophuelen a soen: „Du hues selbstverständlech Schutz, well s du verfollegt gëss“, wou mer awer da feststellen, datt e seng Identitéit net seet. Firwat soll e se verstoppen, wann e verfollegt ass? Oder en hält, wéi gesot, falsch Pabeieren, e mécht falsch Pabeieren oder e mécht Demanden an e puer Länner an esou weider an esou virun. Dat sinn alles u sech strofbar Saachen, wann den normale Lëtzebuurger oder Resident vun deem Land se mécht, mee wat dann, wann et en Demandeur de protection internationale ass, op emol net méi soll gëllen, obschonn d'Asylrechtskonvention 1951 kloer eng Obligatioun vum Refugié virgesäit, sech u d'Gesetzer an d'Reglementer vun deem Land ze halen, wou en ass.

Mir soen, wéi gesot, Jo zum Asyl, däitlech, kloer Jo. E Mënsch, dee verfollegt ass, dee muss Schutz fannen. Awer e Mënsch, dee verfollegt ass, dee fälscht net seng Identitéit, dee kënt heihin: „Ech sinn deen an deen, hëllef mer wannechgelift, ech si verfollegt.“ Dee fälscht och keng Pabeieren, fir un iergendwellech Avantagen ze kommen, déi him anescht vläicht souguer net zoustinn.

An dat ass, mengen ech, de groussen Ënnerschied tëschent Ärer Asylpolitik an eiser Asylpolitik: Wat eis verbënnt, ass alles, wat humanitär ass, alles, wat mënschlech ass, alles, wat Leit soll hëllef, déi verfollegt ginn; a wat eis trennt, dat ass déi kloer Absicht, all Mëssbrauch wierklech ze verhënnern. Et gëtt mat eis kee Mëssbrauch vum Asylrecht. Et gëtt keng illegal Immigratioun aus Virwänn, déi net an der Asylrechtskonvention stinn. Dat alles maache mir net. Mir halen drop, datt déi Leit, déi kommen an déi eis wëllkomm sinn, wa se Schutz brauchen, sech un d'Gesetzer an d'Reglementer vun eisem Land halen an den Ordre public net a Fro stellen, sou wéi et Gesetz ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Dëst Gesetz wëll jo gewëss objektiv Krittäre festleeën, fir de Risque non négligeable de fuite da festzehalen. Mir stellen awer just fest, dass des objektiv Krittären net wierklech objektiv sinn an och net prezis sinn. Och de Risque non négligeable de fuite ass eppes relativ Vages. Et misst jo eigentlech – do hu mer eis mam Flüchtlingsrot echangéiert – prezis sinn, mee och dat ass relativ vag a gëtt relativ breet definéiert.

Mir mengen, déi Lëscht, wann een dann esou eng Lëscht wëll maachen, misst relativ prezis exzeptionell Situatiounen zummefaassen. Dat ass awer hei net de Fall. Hei ginn immens vill Situatiounen opgelëscht an ech wëll kuerz de Flüchtlingsrot zitieren: „En l'occurrence, nous observons que la liste établie par le Gouvernement recouvre la presque-entièreté des situations dans lesquelles se trouvent les demandeurs à qui l'administration oppose une mesure d'éloignement. Dès lors, grâce à ce texte, la présomption de risque non négligeable de fuite devient quasi systématique et pourrait permettre aux autorités de caractériser l'existence de ce risque presque automatiquement.“ Dat ass e ganz wichtige Paragraf, dofir hunn ech mer guer net d'Méi ginn, en ze iwwer setzen. Voilà, dat seet eigentlech relativ vill aus.

A wann een elo d'Lëscht kuckt, nee pardon ... voilà, ech hunn dat do elo gesot. Elo dat nächst wär u sech eppes anescht, wat am Gesetz steet, dass eeben dat Gesetz hei de Refugié, déi jo relativ vulnerabel sinn, eng méi grouss Sécurité juridique géif ginn. Do stelle si fest, och nach eng Kéier de Flüchtlingsrot, dass et u sech de Contraire ass, dass et u sech de Géigendeel ass an dass d'Demandeuren, d'Flüchtlingen, duerch des Beispiller, déi relativ vag a flou sinn, u sech méi an e Flou kommen, an eng Onsécherheet, wéi iwwerhaapt an eng Sécherheet, also och do géif een u sech de Contraire vun deem errechen, wat ee virhuet.

Ech ginn e Beispill, ech zitieren och nach eng Kéier de Flüchtlingsrot oder respektiv eent vun de Beispiller am Gesetz: „[Le fait de s'être] soustrait, dans un autre État membre, à la détermination de l'État responsable.“ Voilà, dat ass relativ breet. Wann een dat liest, kann ee soen, dat ass alles interpretéierbar. Et ass immens wichtig ze gesinn, dass dat net prezis ass. Dat mécht d'Dieren op fir e groussen Interpretationsspillraum.

An do kënnen immens vill Situatiounen drënnerfalen, ënner anerem eng Situatioun, déi immens oft virkënt bei Flüchtlingen, an zwar, dass si duerch en anert Land musse flüchten, fir kënnen an dat Land ze flüchten, wou si eeben dann ukommen. Si wunnen eeben an enger Europäescher Unioun, wou aner Länner nieftenee sinn. Dat heescht, dat do ass awer eppes, wat awer relativ interpretéierbar ass a wou wierklech de Risiko immens grouss ass, dass immens vill Leit wäerten agespaart ginn.

An en zweet Beispill wär: „[Le fait d'être déjà] débouté de sa demande dans l'État membre responsable“, schonn eng Kéier refuséiert ze kréien. Mee do, och do seet de Flüchtlingsrot: „Firwat geet een dovunner ass, dass automatesch e Risque de fuite do hannendruste?“ Dat ass eng Suppositioun, dat ass eng Hypothees, déi Dir opstellt an déi absolut net sou noweisbar ass, an do seet den LFR dann och, also als Erënnung u sech, dass all Flüchtling, och wann en déboutéiert gëtt, nach eng Kéier d'Recht huet, eng Demande ze stellen op Protektioun, well och seng Situatioun kann evolüieren.

Dat ass dozou. Ech géif gär nach eng méi prinzipiell Remark maachen; Dir gesitt, dass mir dat wierklech ganz kritesch gesinn, well déi Beispiller, wéi gesot, guer net, guer net objektiv, guer net prezis sinn, mee éischer flou, vag an interpretatiounsbedürftig sinn an dofir eng immens grouss Onsécherheet matbréngen, an als Konsequenz kënnen mat sech bréngen, dass immens vill Leit wäerten am Centre de rétention agespaart ginn. A wéi Dir wësst, hu mir eng prinzipiell ofleendend Haltung par rapport zum Centre de rétention, well mir der Meenung sinn, dass een d'Leit net soll aspären, wa se net kriminell tätég ware respektiv eng kriminell Tätégkeet haten.

An Dir maacht et elo, menger Meenung no, esou wéi ech dat hei liesen – entschëllegt mech derfir – der ADR no, enger ADR, déi gär dovu schwätzt, Leit an „éierlech“ an „onéierlech“ anzedeelen an déi onéierlech Leit wëllen ze kontrolléiere respektiv aus dem Land erauszehalen, eppes, wat ech ganz fierchterlech fannen an dat och, mengen ech, wierklech, relativ onméiglech ass!

An ech wëll just e puer Zitater ... Jo, ech mengen och wierklech, dass d'Leit do wierklech fir domm verkaaft gi mat esou enger Propos, éierlech Leit vun onéierlechen ze trennen. Mee ech ginn elo just e puer Beispiller vun deene Beispiller, déi hei stinn. Ech liese se kuerz vir: „Si le demandeur s'est précédéement soustrait“ – d'Wuert „soustrait“! –, „dans un autre État membre [...]“; si le demandeur fait l'objet d'un signalement dans le SIS [...]“; si le demandeur a contrefait, falsifié ou établi sous un autre nom que le sien un document d'identité [...]“; si le demandeur a dissimulé des éléments de son identité [...]“; si le demandeur a exprimé l'intention de ne pas se conformer à une décision“.

Wat ech domat wëll soen, firwat ech déi u sech kuerz virlesen, ass: Den Toun an deene Beispiller ass negativ; et ass ganz kloer eng Konnotatioun, dass déi Leit abuséieren, dass déi Leit léien, dass déi Leit vun eise System profitéieren. A wat ech domat wëll soen, ass: Dir niert den Discours vun der ADR mat esou eppes, an dofir kënne mir déi Logik an deem Discours hei absolut net matdroen a mir halen natierlech guer näischt dovunner a wäerten et och deemno net matstëmmen!

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Villmools merci, Madamm Oberweis. An den nächsten a leschte Riedner ass scho prett. Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzestext solle jo dann Arrête vum Europäesche Gerichtshaff an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Bon.

Éier ech awer op de Sujet vum Gesetzesprojet per se ze schwätze kommen, wëll ech awer virdrun op eppes agoen, wat mat deem Gesetz hei ganz enk verbonnen ass. An dat ass d'Nouvelle, déi mer e Freide kruten iwwer den Accord vum EU-Conseil par rapport zu enger Verschäerfung vum Migrationsrecht.

Mir Piraten fannen et immens traureg, dass d'EU-Länner der Meenung sinn, dass ee Leit misst aspären, wa se hei an Europa wëllen Hëllef froen.

Et ass ganz kloer, dass all Mënsch muss d'Recht hunn, fir an engem Land Schutz unzufroen, jo, fir Asyl unzufroen. Sou si mir Piraten net der Meenung, dass dat heescht, dass een d'Leit kann aspären, bis een hallefweegs sécher weess, ob se dann Asyl kréien oder net. Et gëtt keen hallwen Asyl, esou wéi verschidde Leit sech dat virstellen, wou d'Leit dann emol aus der Detention erausginn an dann eventuell an dat Land kommen, wou se hi wollten, oder och net, fir dann ze kucken, ob se dann den Accord kréien.

Fir eis geet et net, dass een hei soll eng Zwouklassesgesellschaft schafen tëscht deene Leit, déi sécher Hëllef kréien, an deenen, déi u sech individuell zwar d'Recht drop hunn, statistesch gesinn dann awer vläicht keng Hëllef kréien. Jiddereen huet d'Recht – an dat gëllt och hei zu Lëtzebuerg – op eng individuell Bewäertung vu sengen Asylsueden. A wann déi Bewäertung negativ ausfällt, mussen d'Leit, laut EU- an och nationalem Recht, goen, et sief dann, et géif eng Protection subsidiaire ginn, wat jo nach en zweeten Niveau ass.

An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer de Leit all d'rechtlech Méiglechkeete ginn, déi se hunn.

Et geet net, dass mer hei Kanner mat hire Familjen aspären an iergendwelchen Zenteren, well se grad aus engem Land kommen, wou keng héich Probabilitéit besteet, dass se Asyl kréien. Fir eis Piraten ass dat net akzeptabel, a mir fuerdere kloer vun der Regierung, dass se hei eng ganz kloer an humanistesche Positioun hëlt. A mir sollten op alle Fall keng faul Kompromësser mat Länner wéi Ungarn oder Pole maachen. Wann et ëm Mënscherechter geet, gëtt et keng Kompromësser, nee, et gëtt just Mënscherechter. A wéi d'Wuert „Recht“ seet, ass dat net negociabel.

Här President, bei deem heiten Text gouf scho vill gesot iwwer déi eenzel Klarifikatiounen, déi déi verschidden Arrête vum Gerichtshaff néideg gemaach hunn. Ech muss Iech éierlech soen: Ech hunn dat Ganz ugeliess. Ech hu probéiert, kloerheet ze fannen an deene Klarifikatiounen, an ech muss soen, dass et nach ëmmer net ganz kloer all eenzel Dispositioun verstanen hunn.

An et läit anscheinend net nëmmen u mir, well och d'Zivilgesellschaft huet kloer Problemer, an et ass och ugeklongen a verschidde Rieden heibannen, dass och aner Kolleeginnen a Kolleegen heibanne Problemer hu mat der Genauegkeet vun deenen Definitiounen, déi hei benotzt goufen. An ech fäerte ganz, dass och deen heiten Text nach eng Kéier viru Gericht wäert analyséiert a klarifiéiert musse ginn, wat dann erëm zu Amendementer wäert féieren.

Deementspriedend wäerte mir eis enthalen, well Reegele sollten ëmmer universell gestalt ginn a manner arbiträr.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet direkt d'Regierung, den Ausseminister, den Här Jean Asselborn. Dir hutt d'Wuert, Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Merci, Här President. Also, ech mengen, den Här Yves Cruchten huet, wéi bei deenen dräi Projekte virdrun, explizit gesot, ëm wat et hei geet. An dat brauch ech net ze widderhuelen.

Ech wëll vläicht awer zwou Saache soen. Also, déi éischt: No deem Conseil, dee mer um Kierchbiereg hatten, hunn ech direkt mam President Yves Cruchten dat an d'Rei gemaach, a mer sinn deen aneren Dag an d'Kommissioun komm, an ech hunn der Kommissioun, esou gutt ech dat konnt, erklärt, wéi dee Kompromiss do zustane komm ass. A mir kënne leider elo hei net definitiv iwwer Decisiounen schwätzen, well mer jo elo an d'Trilogue ginn – also, mir an der Europäescher Unioun, d'Europaparlament mam Conseil –, an da muss ee waarden, wat erauskënn. Ech sinn och bereet, am September – wéi Dir dat wëllt, wann do Entschéedunge getraff gi sinn – dat och hei ze kucken an der Kommissioun. An ech si selbsterständlech bereet, fir do a ganzer Transparenz mat Iech zesummenzeschaffen.

Allerdéngs muss mer och wëssen, dass déi Saachen, déi net richtig sinn, och wa mer se zéngmol widderhuelen, nach ëmmer falsch sinn. Et bleift esou, dass all Refugié, dee sech an Europa presentéiert, d'Recht huet op eng individuell Analys vu sengem Dossier. An et däerf een net soen, dass wa se aus deem enge Land oder deem anere Land kommen: „Batsch, se

ginn alleguer ofgeleent!“ Nee! Alleguer behale se e Recht op déi individuell Analys vun hirem Dossier.

De Problem ass – ech soen dat nach eng Kéier vläicht hei –, dass zanter 2015 d'Länner am Süde vun Europa déi net enregistriert hunn. Dat heescht, do si ganz vill Leit, déi sinn iwwer d'Grenz komm an Europa, a si sinn u sech dirigéiert ginn an den Zentrum an an den Norde vun Europa. Déi am Norde vun Europa an déi am Zentrum hu gesot: „Esoulaang wéi dir net d'Leit alleguer enregistriert, denke mir net drun, Relokalisatioun ze maachen!“ An dat ass de Problem, wou mer mam Schwanz ronderëmmer dréien.

Ech sinn absolut dergéint gewiescht, dass Kanner, Mineuren, solle mat an déi Strukture kommen. Ech hunn dat och gesot, an Dir hutt vläicht héieren, dass mer zu puer Länner – Däitschland, Portugal, Irland a Lëtzebuerg – e Protokoll ofginn hunn, wou mer soen: Mir wëllen an dem Trilogue nach eng Kéier dorobber zrëckkommen, dass Kanner net festgehalen ginn op de Grenzen, wa se mat hirer Famill kommen. Fir déi Kanner, déi eleng kommen, hu mer dat jo schonn erauskritt. Dat ass dat eent.

Dat zweet, wat mer och verhënnert hunn – zu véier Länner, a vläicht nach e puer anerer derbäi –, ass, dass net de System Ruanda kéint applizéiert ginn. An dat war nobäi. Et si ganz vill ziviliséiert europäesch Länner, déi wollten dat maachen, wat d'Britte maachen, nämlech d'Refugié an de Ruanda oder an en anert Land an Afrika ze transferéieren – also souguer nach Suen dofir bezuelen! – an da kucken, dass et widergeet, fir dass si se solle lass sinn.

Dir misst eng Kéier eng Ronn matmaachen an deem Conseil JAI, da géift Der gesinn, wéi Europa an dëser Fro dividéiert ass a wéi irresponsabel Europa ass doranner. Do gëtt et glécklecherweis nach e puer Länner, déi d'Staang riicht halen, an dat hu mer och verhënnert kritt. Dofir, ëmmer erëm dat nämmelecht an ëmmer erëm dat nämmelecht, dass d'Leit net sollen agespaart ginn, net hei an net do. Jo, mir hunn dat verhënnert do, wou mer e Kompromëss haten, fir dat kënnen ze verhënnere. A wa vu 27 Länner der véier eleng do dergéinthalen, an déi véier hunn et fäerdegbruecht, da soen ech Iech awer, dass déi véier och versicht hunn, hirt Beschte ze ginn! Sou.

Dat zweet ass dat, wat den Här Kartheiser mécht, wat mer absolut net gefält. Mir hunn an deem Land hei Prozeduren. Wéini kritt een de Statutt, den internationale Statutt? Dee kritt een opgrond vun der Genger Konventioun. Do gëtt et zwou Schinnen. Déi eng Schinn, dat ass déi administrativ Schinn, an dat anert ass d'Schinn vun der Justiz. An a leschter Instanz decidéiert d'Justiz, ob een d'Recht huet, Protection internationale ze kréien.

An da maacht Dir eppes, Här Kartheiser, wat Dir dacks maacht. Dir schwätzt ëmmer nëmmen esou, dass Dir sot, oder Dir stellt Iech dohinner a sot: „D'Refugié hu méi Rechte wéi d'Lëtzebuurger hei zu Lëtzebuerg!“ Dat ass total falsch! All Mënsch huet déi nämmelecht Rechte a Flichten hei. A firwat ëmmer dorunner erunzegoen an d'Leit ze diskriminéieren, déi Refugié sinn, a soen: „Déi si besser gehalten zu Lëtzebuerg, déi si besser gestallt, si hu méi Rechte wéi déi aner.“ Och dat ass archi-, archi-falsch! Wann ee kënnt mat Pabeieren, déi gefälscht sinn, kontrolléiert d'Police dat, a selbsterständlech fléisst dat an d'Prozedur an, an da ginn déi néideg Konsequenze gezunn. Sou.

De Problem, dee mer hunn an der Flüchtlingspolitik, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, dass ass deen, dass mer an enger Zäit liewen – dat ass et fréier vläicht net esou ginn –, dass mer verschidde Leit, déi ofgeleent sinn, déi net de Statutt kritt hunn, net an hir Länner kënnen zrëckschécken, well dat einfach net geet.

och un d'Reegelen ze hale wéi all aneren, deen hei am Land wunnt, egal, wat fir eng Nationalitéit en huet. An dat maache mer an der Flüchtlingspolitick.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Merci dem Här Asselborn. An ech maachen dat, wat meng Flicht ass. Ech ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fait personnel.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Fait personnel?

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, ech wëll Iech just soen, ech applizéieren d'Reglement an nëmmen d'Reglement. Do géllt, dass jiddwereen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... dass jiddweree Parole après ministre kritt, an dat hat Dir, an och déi Zäit, déi Der zegutt hutt. An den Här Ausseminister huet dorop geäntwert. An dann applizéieren ech och op där anerer Säit d'Reglement, dat seet, dass kee Riedner méi wéi zweemol an enger Debatt intervenéiert. An ech géif gär gesinn, wou de Fait personnel ass.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, dann zu engem Point d'ordre, Här President. Ech sinn absolut net mat Är Interpretatioun d'accord.

Plusieurs voix | Nee. Nee.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well den Här Asselborn huet mech elo ugeschwat an huet gesot, ech soll entweder eppes zrëckhuelen oder beweisen. Eng direkt Opfuerderung, da muss ech och kënnen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also gutt, dofir stinn ech och gerued. Wann Der där Opfuerderung vum Här Ausseminister kënnt nokommen, da maacht dat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma dat maachen ech ganz gär, Här President. Et wonnert mech, dass mer iwwerhaupt hei doriwwer diskutéieren, well ech mengen, et ass ganz evident, dass, wann e Minister en Deputéierten eppes freet, den Deputéierte muss d'Méiglechkeet kréien, dem Minister ze äntwerten. Selbstverständlech! Dofir wonnert mech Är Interpretatioun vum Règlement.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Iwwerliest Äert Règlement, da wonnert dat Iech net méi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee ech huelen elo d'Wuert, fir dem Här Asselborn dann op dee Punkt ze äntwerten, wou hie mir eng Fro gestallt huet.

Här Asselborn, ech verstinn, datt Dir rose sidd, datt vläicht Beamten aus Ärem Ministère och mat eis Kontakt hunn an eis hir Suerge matdeelen. Awer, Här Asselborn, ech wëll Iech eppes soen, wat Dir als Politiker an als Minister vun der Lëtzebuerger Regierung misst kennen, an dat ass an engem Geriichtsurteil viru kuerzer Zäit confirméiert ginn: Dat ass de Quellschutz. Dir hutt mech emol net ze froen, wou meng Quelle sinn! Dir hutt keen heibannen ...

(Brouhaha)

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dir kënnt jo egal wat da behaupten!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt keen Deputéierten heibannen ze froen, wat seng Quelle sinn.

(Brouhaha)

Une voix | Ridicule.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dat ass nun emol den Deputéierten, deen en absolutt Recht huet, fir déi geheim ze halen. Dat heescht, ech wäert nimools e Mënsch, dee mir eng Informatioun gëtt, ...

Une voix | Ridicule!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Kartheiser, ...

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dir maacht Accusatioun géint Leit a kënnt se net beweisen. C'est tout!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... och wa se Iech betrëfft, Här Asselborn, herno bloussstellen oder a Problemer bréngen doduerch, datt ech meng Quelle géif präisginn. En Deputéierte mécht dat net, an en huet d'Recht, et net ze maachen!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir accuséiert Beamten, Dir accuséiert Beamten an Dir hutt keng Beweiser.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wann ech gelift! Ech wëllt just drop hiweisen, dass hei net gefrot ginn ass, fir Quellen op den Dësch ze leeën, mee fir Faiten op den Dësch ze leeën! Nächst aneres huet den Här Ausseminister gefrot. Hien huet hei net gefrot, dass een Denunziantentum mécht! Dat huet en net gemaach. Hien huet just gesot: „Wann Dir Faiten hutt, leet se op den Dësch!“ An dat huet nächst mam Informant ze dinn, dat huet just mat de Faiten ze dinn!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Da maacht dat och. Leet se op den Dësch, déi Faiten!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, elo ass d'Debatt definitiv hei eriwuer an déi Leit, déi en cause sinn, déi kënnen sech selbstverständlech och wieren.

Domat géif ech zum Vott iwwert de Projet 8014 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8014 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott ass elo direkt lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An de Vott ass elo ofgeschloss.

59 Leit hunn ofgestëmmt, 51-mol Jo, 2 Abstentiounen a 6 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc

Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

An ech entschëllege mech, dass meng Stëmm méi haart gouf, mee och e President däerf sech emol wieren, wann Insinuatione gemaach ginn oder mat duebelem Buedem geschafft gëtt.

12. 8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil

Voilà, dat gesot, géif ech zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 8131. Do geet et ëm d'Finanzéierung vun de Sécherheetssewiser vun den Heemer a vun den administrative Gebaier vum Office national de l'accueil. An d'Wuert huet, wéi esou oft schonn de Mëtten, den honorabelen Här Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dëse Projet ass ugangs des Joers, nämlech den 2. Januar, deposéiert ginn. Den Hannergrond vun dësem Finanzéierungsgesetz ass, datt mer en Zouwuess vu Refugiéien hunn an de leschte Joren, wéi mer wëssen. Net zulescht sinn zanter dem Ufank vum Krich géint d'Ukrain 17 nei Strukturen geschafft ginn, fir ronn 1.500 Leit kënnen opzuehuele beim ONA, dem Office national de l'accueil.

An dësem Gesetzesprojet geet et elo dréms, d'Käschte vum Gardiennage vun de Logementer a vun de Verwaltungsgebaier vum ONA ofzedecken. Mir müssen dat maachen, well mer zejoert schonn d'Barriär vun de 40 Milliounen Euro depasséiert hunn. A wéi mer alleguer wëssen, muss mer vun deem Montant un e Gesetz heibanne stëmmen.

An deem Kader gesäit dëse Projet eng Finanzéierung vu bis zu 190 Milliounen Euro vir, an dat fir en Zäitraum vun 2021 bis 2027. Mir maachen also mat dësem Gesetz eigentlech iwwerhaupt nächst Neies, och net méi Gardiennage, wéi Verschiddener dat scho gemengt hunn, mee mir halen eis un eis Gesetzgebung, net méi an net manner.

E puer Wuert awer zum Gardiennage: D'Bewaache vun den Heemer ass engersäits dofir do, fir genee deene Leit, déi dacks ënner Liawensgefor aus hirem Land geflücht sinn, e sécher Doheim kënnen ze bidden. Anerersäits müssen och d'Personal an d'Équipement ofgeschéert ginn. Esou soll eng Struktur garantéiert ginn, an där d'Leit sech kënnen sécher fillen. An hei wëll ech ervirsträichen, dass d'Leit an deene Strukturen selwer den ausdréckleche Wunsch no Sécherheet hunn, wat nëmme verständlech ass, wann een dacks hiren Historique kennt.

Um Terrain heescht dat, dass d'Agente ronderëm d'Auer, also 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg, nei Leit kënnen ophuelen. Si kontrolléieren awer och d'Zougäng, si féieren e Regëster doriwwer, wie kënnt a wie geet,

a si iwwerwaachen dat technesch Ekipement an deene Gebaier. Si sinn insgesamt fir d'Sécherheet zoustänneg, an dorënner fällt zum Beispill och de Brandschutz. An engem Noutfall sinn d'Gardieneren do fir d'Evakuatioun vun de Leit. Si stellen och sécher, dass d'Hygiènesstandarden agehale ginn.

Schlussendlech ass et awer och d'Aufgab vum Gardiennage, dass sech bannent de Strukturen un d'Reegele gehale gëtt an am Fall vun engem Konflikt eventuell Mediatioun ka gelescht ginn. Dofir si si iwwregens och speziell forméiert, zum Beispill an der Deeskalatioun, der Evakuatioun, der Brandschutzpreventioun, der Hygiène, techneschen Aspekter, awer och an der Multikulturalitéit, fir do dat néidegt Fangerspëtzegefäll ze fannen.

Am Moment zielt den ONA iwwer 70 Strukturen mat 7.000 Better, an deenen iwwer 6.000 Leit Schutz kréien. Fir all dat ze verwalten, ass deementsprechend vill Personal néideg. Vun enger gewëssener Gréisst vu Struktur u gëtt e Schlëssel applizéiert vun engem Gardiensposten op 50 Better. Mir schwätzen also vu ronn 700 Aarbechtsplazen. Fir aner Leit, déi an de Flüchtlingsstrukturen intervenéieren, muss de Gardiennage ronderëm d'Auer assuréiert ginn. Fir ee Gardiensposte brauch een dann am Schnëtt fënnen Leit. Dat féiert och derzou, dass d'Käschte vum Gardiennage esou séier an d'Luucht gaange sinn.

Eng Diskussioun, déi an der Kommissiounssetzung vum 5. Juni opkomm ass an déi mir alleguerten deelen, ass, dass de Gardiennage net op d'Käschte vum sozialen Encadrement geschitt. De sozialen Aspekt vun der Betreierung an déi sozial Betreierung gi parallell virugefuert a souguer ausgebaut. D'Gardieneren ersetze keng Educateuren, Iwwersetzer, Psychologen oder Infirmieren an Infirmieren. Dat sinn aner Berufsguppen, déi immens wichteg fir d'Wuelbefanne vun de Leit an dese Strukturen sinn. Besonnesch bei vulnerabele Gruppen – sou huet den ONA eis an der Kommissioun erkläert – gëtt op de sozialen Encadrement gesat, fir de Leit an de Strukturen zur Säit ze stoen.

Mir kommen zu den Avisen. Mir hu verschidden Avise kritt zu deem Gesetz: vun der Chambre de Commerce, dem Syvicol an natierlech och dem Staatsrot.

De 7. Juni hu mer de Rapport an der Kommissioun uegoholl.

Mir waren och als Kommissioun eng Visitt maache vun enger vun de Flüchtlingsstrukturen a mir konnten eis och do mat de Mataarbechter vum ONA austauschen. An och den Här Minister hat sech deen Dag Zäit geholl fir eis. Merci dofir. An erlaabt mer vläicht, och am Numm, mengen ech, vun all Mënsch heibannen, all deene Leit Merci ze soen, déi an deene Strukturen do eng ganz, ganz wäertvoll Aarbecht leeschten. Mir wëssen, dass déi net ëmmer esou einfach ass, wéi ee kéint mengen.

Fir d'Detailer zum Gesetz verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Rapporteur.

An den éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här Président. Och merci dem Rapporteur Yves Cruchten. Zu deemem Projet géif ech gär dräi Aspekter uschwätzen. Deen éischten ass en Aspekt vun technescher Natur: d'Obligatioun, fir e separate Gesetzestext ze

maachen, wann d'Engagement vum Staat iwwer 40 Milliounen bedroen, an dat haaptsächlech och, wann et ëm d'Fonctionnementeskäschte geet. Mir fannen, dass evidenterweis d'Chamber muss de Contrôle vun der Regierung exercéieren, wat hir Depensen ueget. Mir fannen dat normal, dass mer och géifen eng Lëscht vun den Depensé reegelméisseg erakréien. Awer eng Obligatioun, fir eng Loi séparée ze maachen, bréngt an eisen Aen der Kontrollfunktoun vun der Chamber net ganz vill. Et ass juristesches richteg, et ass legal richteg, wat mer maachen, mee ech bezweifelen, dass mer do méi Kontroll kënnen drop exercéieren.

Éischten ass et esou, dass déi Marchésoopdeelingen, esou wéi se hei elo geschitt sinn, mengen ech, en äme et conscience vun de Servicer gemaach gi sinn. Mee ech muss awer trotzdeem soen: Wann ee mir seet, dass tëschent 2024 an 2027 fir de Gardiennage 118.758.459 Euro ausgi ginn, da muss ech soen, da fannen ech dat awer absolute Quatsch, esou eng Zuel ze avancéieren, well déi kann necessairement net stëmmen! Dat kann a sech och kee berechnen, an zum Contrôle bréngt et eis also näischt.

Dat Zweet, dass ass, dass mer deen Text awer onprezis fannen, well en hei seet, et géifen d'Gardiennageskäschten zrëckbezuelen. Am Exposé des motifs geet en awer méi wäit wéi am Text selwer. Dee seet, et wär fir d'Käschte vum Gardiennage an eventuell vum Nettoyage an och eventuell vun der Restauratioun. Och do hätte mer eis am Fong e bësse méi Rigueur am Text gewënscht.

An drëtten: Op eis Fro, ob net nach aner Prestatiounen an deenen Haiser géifen iwwer 40 Milliounen kaschten, krute mer gesot: „Einstweilen net!“, mee dat misste mer kucken. Mech géif et wonneren, wann dat net de Fall wär, mee den Här Minister ka jo vläicht nach e puer Wuert doriwuer soen.

Zweetens: Eng inhaltlech Fro – an dat ass am Fong déi weesentlech Fro – ass déi vun der Gestiou vun deenen Haiser. Mir hunn an der Press gelies, mir hunn och eng Visitt gemaach, mir hunn och vill mat deene Leit geschwat, déi am Haus schaffen, respektiv och mat den Awunner, an déi hunn eis ganz kloer e Bild gezechent, wou ee ka soen, dass et awer eng ganz Rei Gestionsproblemer an deem Haus do gëtt an an den Haiser, déi vun dem ONA geleet ginn, notament am Bâtiment T um Kierchbiereg.

Vill Partner, sou krute mer gesot, sinn net ënner enger korrekter Koordinatioun, hir Aarbecht ass net ëmmer ganz prezis definéiert. Mir hunn d'Impressioun, dass och net ëmmer jiddwereen am Detail weess, wien da richteg fir wat zoustänneg ass. Et sinn Ofstëmmungsproblemer an d'Kommunikatioun ass och relativ komplizéiert. Dat ass op jidde Fall dat, wat mir erausliesen an -héieren aus deem, wat mer gesot kréien. Et ass éischter hei, hu mer d'Impressioun, eng Verwaltungsapproche, déi do ass, wéi déi noutwendeg, vu Mënschlechkeet gepräagt Approche, déi jo awer misst prioritär an esou engem Haus sinn.

A symptomatesch ass och, dass de Gardiennage vum Haus am Fong vill méi kascht wéi déi sozial Aarbecht, déi misst prioritär sinn. Fir eis ass sozial Aarbecht an esou Zenteren déi absolut Prioritéit. An de Beneficiaire, dee wennst sech jo och un de Sozialaarbechter, deen awer hei an deemem Fall net ëmmer weess, wien hei d'Responsabilitéit huet, an och emol net weess, wat fir eng Decisioun hie kann huelen. Et huet een am Fong d'Impressioun an der Beschreibung, et géif alles esou am Dräieck funktionéieren: iwwer d'Sozialaarbechter, déi op d'Administratioun mussen zrëckgräifen, erëm an d'Person selwer, déi concernéiert ass. Dat ass esou eng Dräiecksorganisatioun, déi eis net richteg weiderbréngt.

Fir eis ass kloer, dass déi Gestiou misst an enger Hand sinn, dass ee misst do sinn, deen déi Koordinatioun och mécht an deen d'Philosophie vun deem ganzen Haus präägt. Dofir wär et fir eis sënnavoll, wann een an de Strukturen alles kohärent géif organiséieren, am klassesche Subsidiaritätsprinzip, esou wéi dat och am ganze soziale Secteur vum Staat aus gemaach gëtt, wou et eng Associatioun/Organisatioun ass, déi dat Ganz geréiert an dann och eng uerdentlech Koordinatioun do erabréngt.

Mäin drëtten Gedanken, dass ass dee vum Typ vun de Strukturen. Mir hunn de Bâtiment T gesinn a mir hunn dat och gesot, wéi de Minister bei eis komm ass, fir ze soen, dass de Bâtiment T um Kierchbiereg géif ëmfunktionéiert ginn an esou eng Struktur. Mir hunn du gesot, dass déi Dimensioun, déi déi Struktur hätt, an eisen Aen einfach weesentlech ze grouss wär. Haut wunne bal 1.000 Leit do, an et ass Plaz fir 2.500 Leit. An ech soe ganz kloer: Dat ass an eisen Ae vill ze vill! A mir ginn dervunner aus, dass e Maximum vun 150 Leit soll an esou Haiser sinn, fir se uerdentlech an och mënschlech kënnen ze geréieren.

An e leschte Punkt ass deen, dass et am ganze Secteur strikt Reegele gëtt, wat de Bau an d'Wunninfrastrukturen ueget. An hei an deemem Fall bei de Gebaier vum ONA ass dat net de Fall. Mir géifen eis wënschen, dass eng Nomenklatur, eng kloer Nomenklatur, vun der ITM géif entwéckelt ginn, déi, esou wéi bei anere Logementsstrukturen an deem Secteur och, géif ganz kloer Reegelen opstellen, wéi déi Haiser kéinten, sollten, missten ausgesinn. Natierlech och, andeem se temporär Ausname géife virgesinn, déi d'Urgence natierlech ëmmer emol ka verlaangen.

Zur Konklusioon géif ech soen: Mir verstinn, dass Rechnungen misst bezuelen ginn an dass esou e Gesetz muss kommen. Mir sinn awer net d'accord, wéi momentan d'Organisatioun an d'Gestiou an deem Typ vu Gebai gemaach gëtt. Mir fuerderen d'Regierung op, déi Gestiou vun dem ONA ze iwwerschaffen an dem soziale Volet en anere Stellewärt ze ginn. A mir fuerderen d'Regierung och op, de Cadre légal fir d'Konditiounen vun deenen Haiser méi prezis ze maachen an, wéi gesot, temporär Ausnamen auszeschaffen. A mir fuerderen d'Regierung och op, eng extern Evaluatioun vun der Gestiou a vun der Aarbecht vun dem ONA ze maachen. An an deem Kader ginn ech hei och eng Motioun of, déi déi Fuerderunge freet.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant le nombre croissant de réfugiés et de demandeurs de protection internationale cherchant protection au Grand-Duché ;*

– *considérant le défi que constitue l'hébergement et la prise en charge des réfugiés et des demandeurs de protection internationale ;*

– *considérant que, pour la majorité des cas, différents acteurs sont responsables pour la gestion et la sécurité des structures d'hébergement ainsi que pour la prise en charge des réfugiés et des demandeurs de protection internationale ;*

– *constatant que le système d'accueil actuel mène à une confusion des compétences entre les différents acteurs, ceci au détriment des réfugiés et des demandeurs de protection internationale logés dans les structures d'hébergement, invite le Gouvernement*

– *à définir un cadre de gestion et de prise en charge précis, afin de permettre une meilleure coordination entre les différents acteurs œuvrant dans une structure d'accueil de réfugiés ;*

– à veiller à regrouper la coordination des différentes tâches aux mains d'un prestataire présent dans l'infrastructure ;

– à définir un nombre maximal pour la capacité d'accueil d'une telle structure (150) afin que la gestion puisse être faite de façon la plus humaine possible ;

– à créer un cadre légal définissant les conditions minimales de salubrité et de sécurité auxquelles doit répondre ce type de structure ;

– à créer un cadre légal définissant les prestations sociales minimales à fournir dans le cadre de ces structures, comme ceci est prévu dans le programme gouvernemental ;

– à faire une évaluation externe des méthodes de travail et de gestion de l'ONA.

(s.) Claude Wiseler, Paul Gallez, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech wéilt fir d'éischt eng aleeedend Remark maachen: Ech fannen et méi wéi bedauerlech, wa mer iwwer Flüchtlingsfroen diskutéieren heibannen, datt et dann ëmmer erëm eng Partei gëtt, déi keng Geleeënheet ausléisst, fir am Fong geholl d'Flüchtlinge global ze stigmatiséieren. Dat ass net gesond, dat soll een net maachen. A besonnesch als Vertrieeder vun enger Lëtzebuurger Chamber, engem Lëtzebuurger Land, wat vill Méiglechkeeten huet, de Flüchtlingen entgéintzekommen, soll een och dee Message no bausse ginn. A wann een da mengt, et misst een awer aner Messagë populariséieren, dann ass dat net ganz glécklech. An dowéinst géif ech schonn d'ADR opfuerderen, vläicht dach awer an der Diskussioun hei e bësse méi sachlech virzegoen.

Dat wëllt natierlech net heeschen, datt et net op sämtlechen Niveaue vun der Gestiou vun der Flüchtlingsproblematik ka Problemer ginn an datt et do net selbstverständlech och Leit gëtt, déi net ëmmer esou d'Reegele respektéieren, wéi dat de Fall misst sinn.

Haut si mer konfrontéiert mat engem Gesetz, wou et ëm de Gardiennage geet. Dat Wuert eleng kéint een natierlech derzou verleeden ze mengen, datt d'Leit missten iwwerwaacht ginn. An hei ass schonn e puermol déi Visitt vum T-Gebai um Kierchbierg ugeschwat ginn, wou ech och d'Chance hat, derbäi ze sinn. Dat war wichteg an dat huet och de Beweis bruecht, datt et interessant ass, datt och emol d'Deputéiert op den Terrain ginn, fir datt se sech wierklech kënnen e Bild maachen, wéi d'Situatioun dobaussen ass.

Et ass evident, datt mer e Service de gardiennage brauchen. Dat ass evident, wa ganz vill Lei aus verschiddene Kulture sinn, déi eng ganz spezifesch Liewensgeschichte hannert sech hunn, déi alles anescht wéi flott ass. Datt do automatesch gewësse Konflikter kënnen entstoan an datt do eng gewësse Surveillance muss sinn, och mengen, do si mer eis all eens. Wann den Här Wiseler elo hei fuerdert an dat esou duerstellt, wéi wann et net ganz glécklech wier, datt esou vill Leit op där Plaz wunnen, sinn ech ganz mat him d'accord. Mee da géif ech d'CSV awer vläicht froen, wat dann awer d'Alternative sinn. Da frot emol déi – wéi vill sinn et der elo? – 100 Gemengen. Wéi vill Gemenge strecken dann zum Beispill aus, wann et drëm geet, Flüchtlingen op hirem Territoire opzehuelen? Do sinn der awer ganz vill, déi sech dann awer bedeckt halen.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll dat elo net parteipolitesch hei duerstellen, dat wär och net richtig an och net objektiv. Mee et ass awer vläicht e bëssen einfach, wann een dann dem Staat virschreift, dee misst derfir suergen, aner Strukturen opzebauen. Dat ass richtig, wéi gesot, mee da mussen och nach aner Institutione matschaffen.

Zréck zum Gesetz vun haut: Mir kënnen dat selbstverständlech novollzéien. Hei hu mer de Seuil vu 40 Milliounen iwwerschritt. Dann ass et ganz evident, datt d'Chamber soll derzou befrot ginn an datt d'Chamber muss e spezifesch Gesetz stëmmen, fir datt mer en règle si mat eise Kontabilitéitsgesetz. Dat sinn natierlech u sech a priori vill Gelder, mee et dierf een net vergiessen, datt et hei ëm d'Gestioun vu Leit geet, déi ganz grouss Problemer hunn.

An nach eng Kéier: Et ass wierklech ze bedauern, ech hunn et virdu scho gesot, datt mer um europäeschen Niveau eeben net déi Eenheet fannen, déi mer missten hunn an der Gestiou vun der Flüchtlingsproblematik. Da géif d'Welt vläicht besser ausgesinn. Mee dat soll awer eis als Lëtzebuurger Land net dervun ofhalen, e Maximum un Efforten ze maachen, fir datt déi Leit awer a gréisster Dignitéit an hirer schwiegener Situatioun an dësem Land – zumindest temporär, oder vläicht definitiv – kënnen bleiwen, soudatt fir eis als Demokratesch Partei dat Gesetz hei seng ganz kloer Wichtigkeet huet.

An dowéinst wäerte mir et och matstëmmen. An ech soen och nach eng Kéier dem Yves Cruchten Merci fir seng verschiddne Rapporten a ginn, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der DP. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, am Fong geholl handelt et sech ëm en einfacht Finanzéierungsgesetz, mee mir sinn eis awer bewusst, dass et net just en einfacht Finanzéierungsgesetz ass, well duerch den Depot vun dësem Text awer och eng Partie Froen opgeworf gi sinn, déi mer eis virdu vläicht net esou gestallt hunn.

Et geet och an der gesellschaftlecher Debatt drëm, auszeloten, wéi vill Moyene mir als Gesellschaft bereet sinn, engersäits an de Gardiennage, also an d'Kontroll vun de Mënschen, ze investéieren, a wéi vill mir par rapport dozou bereet sinn, an den Encadrement vun de Mënschen ze investéieren. An ee vun de wictege Messagen, deen een dofir hei direkt muss ginn – oder dee mir och wichteg ass –, ass, dass, wa mer hei vun enger Augmentation de budget schwätzen, dat net ass, well et an de Strukturen elo op eemol méi geféierlech gi wier, respektiv et dierf och elo net den Uschäin entstoan, dass et hei drëm geet, geféierlech Mënsche méi mussen ze kontrolléieren.

Et ass net eng Sécherheetsituatioun, déi sech verschlechtert huet, mee dës Augmentatioun am Budget hänkt eeben och dorunner, dass haut méi Strukturen bestinn, wéi dat nach viru Joren de Fall war. Mir sinn och d'accord mam Fait, dass een iergendwou och e Gardiennage brauch, a mir sinn eis eens, dass, wann d'Zuel vun de Better an d'Luucht geet, dann d'Besoinen en termes de ressources um Niveau vum Gardiennage och an d'Luucht ginn. De Fait, dass mer elo e Finanzéierungsgesetz brauchen, mécht also am Fong kee groussen Ënnerschied zur Praxis, wéi mir se eeben elo kennen, ausser eeben dass mir elo och als Legislatuer iergendwéi forcéiert gi sinn, eis mat der Fro ausenannerzusetzen, an dass mer eis duerch

dëst Gesetz och bewusst gi sinn, wat do effektiv u Moyenen dran investéiert gëtt.

Deemetspreechend ass den Depot vun dësem Gesetz souzesoen en Élément déclencheur gewiescht, fir e bësse méi breet driwwer ze schwätzen, wéi eng Moyene mer engersäits, wéi gesot, an de Gardiennage investéieren a wéi vill mir an den Accueil, an den Encadrement investéieren. An do wéllte mir nach eng Kéier drop hiweisen, dass et wichteg ass, do awer e gewëssenen Equiliber hierzustellen. Eiser Meinung no ass et primordial, dass de Verdeelungsschlüssel vun Gardiennage, also wéi vill Gardiener ee pro Persoun huet, par rapport zu dem Verdeelungsschlüssel vu Sozialaarbechter pro Persoun am A behale gëtt, well et eis einfach wichteg ass, kloerzestellen, dass fir eis nach ëmmer den Encadrement vun de Mënsche muss priméieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well et eeben den Encadrement ass, dee sécherstellt, dass déi Leit e psychologesche Suivi kréien, dass se sech hei schnell zurecht kënnen fannen, dass se Uspriechpersounen hunn, dass se op hirem Parcours an engem neie Land begleet ginn an dass de Grondsteen fir eng schnell Integratioun an eis Gesellschaft ka geluecht ginn.

Mir waren zäitgläich zur Diskussioun, déi mer am Kader zu dësem Projet de loi haten, eeben och am Bâtiment T op Visitt. Mir haten do och e ganz interessanten Echange mam ONA an natierlech si mer och reegelméisseg a Kontakt mam Secteur, mat den Träger, déi hei eng wichteg Aarbecht leeschten, ouni déi mir déi grouss Erausforderungen, déi mir bei dem Suivi vun de Leit an eise Strukturen hunn, ganz einfach och net géife packen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A fir eis ass et eebe wichteg ze betounen, dass genee dës Träger, also d'Caritas an d'Croix-Rouge, hei net dierfe just als Prestataire ugesi ginn, déi eebe just exekutéieren, mee als Organisationen, déi schonn ëmmer vill Verantwortung iwwerholl hunn, an dat och, wann et schwéier war.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Verantwortung an Initiativgeescht, an dat an engem Secteur, dee wierklech ganz erausforderend ass an deen och net ënnert de schützende Kader vum ASFT-Gesetz fält. Si verdéngen et, als Partner op Aenhéicht an hirer Aarbecht wouergeholl ze ginn. An eis ass et wichteg, dass d'Zesummenaarbecht um Terrain tëscht dem ONA an den Träger gutt leeft an dass déi verschidden Zännrieder gutt anenannergräifen.

Mir héieren awer och d'Stëmmen aus dem Secteur, déi eis drop hiweisen, dass et eng Partie Dysfonctionnement an der Praxis gëtt. Do geet et och drëm, dass et net ëmmer ganz kloer ze si schéngt, wien a wéi enger Struktur fir wat zoustänneg ass. An der Theorie schéngt et op viles eng Äntwert ze ginn, mee et ass eeben an der Praxis, wou et munchmol scheitert, dass déi Zesummenaarbecht wierklech esou reibungslos kann oflafen. A mir Gréng sinn der Meinung, dass ee muss driwwer nodenken, de ganze System evaluéieren ze loosser, fir sécherzestellen, dass um Niveau vum Qualitätsmanagement a vun der Zesummenaarbecht eventuell Lacunen detektéiert kënnen ginn an dann natierlech och redresséiert kënnen ginn.

A mir sinn der Meinung, dass et an all Zort vun Zesummenaarbecht ëmmer Loft no uewe gëtt, a mir wäerten eis och an Zukunft daitlech do derfir asetzen. Well mir duerchaus verstinn, dass de Gardiennage och gebraucht gëtt, stëmmt eis Fraktioun dëst Gesetz

natierlech mat. Mir huelen awer den Elan ronderëm déi ganz Gestüen an den Accueil vun de Flüchtlinge mat virun, fir eis och weiderhi kënnen an där Fro ze engagieren.

An domat soen ech Iech e grouse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech Merci. Ech kann et kuerz maachen, well den Här Cruchten a sengem Exposé, mengen ech, alles gesot huet, wat wierklech wichteg ass. Et sinn 190 Milliounen Euro op sechs Joer, déi mer hei engagiere fir de Gardiennage. Dat sinn 31 Milliounen d'Joer ongeféier, dat ass natierlech ganz vill Geld fir deen Zweck. Mir gesinn an, dat d'Zuel vun de Strukturen natierlech och duerch déi Dramatik an der Ukrain an déi Leit, déi heihinnerkomm sinn, natierlech och gewuess ass, dat versteet sech.

Trotzdem wëll ech awer déi Bemierkung widderhuelen, déi ech virdu gemaach hunn: Mir géifen eng aner Asylpolitick féieren, eng aner Politick an deem Beräich, wat natierlech iwwer e gewëssenen Zäitraum dann och zu enger Reduzéierung vun de Käschte géif féieren.

Mee do si mer net. Mir sinn am Abléck an där Politick, déi d'Regierung féiert, an do ass de Besoin hei definiert vun 190 Milliounen. Mir droen dat mat, well et do, mengen ech, kee vernënftge Wee derlaanscht gétt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt och nach e grouse Merci un de Rapportier. Ech hat virdu vergiess, Merci ze soen. Nach eng Kéier merci fir all déi Rapporten. A jo, voilà, ech mengen, et gouf elo scho gesot: Et ass effektiv, entre guillemets, „just“ e Finanzéierungsgesetz, an deem Sënn näischt wierklech Neies. An ech soen och direkt, dass mir net a Fro stellen, dass een eng gewësse Sécherheet an de Flüchtlingsstrukture brauch an dass e gewëssenen Degré u Gardiennage scho wichteg ass, virun allem an esou Strukturen wéi dem Bâtiment T, dee mer besicht hunn, wou 1000 Leit op engem Koup wunnen, wat wierklech net glécklech ass a wou eigentlech keen driwwer glécklech ass.

Mee wat eis awer ganz kloer an dëser Debatt stéiert an och markéiert, sinn déi enorm Zommen, déi awer hei drafléissen, déi awer am Kontrast stinn zu anere Services – soe mir emol esou. 120 Milliounen op véier Joer si fir de Gardiennage virgesinn, dat ass wierklech enorm. A wann een dann op der anerer Säit kuckt, zum Beispill d'Integratiounsprojeten, do si mir bei ganz anere Montanten. De Flüchtlingsrot gétt och a sengem Communiqué vum Mäerz dëst Joer d'Beispill vum CAI a vum PIA, wou annerhalfe Millioun virgesinn ass fir d'Joer 2023. Voilà, et soll ee keng Äppel mat Biere vergläichen, an awer, mengen ech, gouf dat elo hei vum Här Wiseler och schonn ugeschwat: Do gétt et ganz aner Besoinen, woubäi een awer gesäit, dass vill manner grouss Zommen drafléissen. An Dir denkt elo vläicht, et soll een net vergläichen, mee ech mengen, et geet kloer heiraus ervir, dass de Paquet hei beim Gardiennage ass ..., dass d'Prioritéit dee Paquet ass. Voilà, dat ass de Gardiennage, an dat kënnst hei einfach kloer eraus.

An och wann dat wichteg ass, dat hunn ech scho gesot, mengen ech, ass et wichteg ze ënnersträichen, dass et aner Besoinen gëtt, an dat si virun allem awer trotzdeem de psychologesche Suivi – wann ee vu Flüchtlinge schwätzt, weess ee ganz genau, dass dat oft Leit sinn, déi traumatiséiert sinn, schonn eleng weinst dem Fluchtweg ganz dacks – an och eng sozioedukativ Begleedung, mee virun allem eng gewëss Autonomisatioun vun de Flüchtlingen, woubäi et wierklech zu Lëtzebuerg un allem happert. Mir wësse ganz genau, dass si keen Accès – quasi keen Accès, soe mir emol esou – zum Aarbechtsmaart an zum Logementsmaart hunn. Do sinn eiser Meinung no d'Besoinen, wat dës Populatioun ugeet.

De Projet de loi schwätzt jo witzegerweis vun de „Vulnerabilitäten“ als Rechtfäerdigung fir dës Gardiennage. Mir mengen awer grad, dass, wann ee vu Vulnerabilitéit schwätzt, ee wierklech ganz aner Besoinen gesinn a wouerhuele muss, an ech hunn et grad gesot: éischer e psychologesche Suivi, eng Präsenz, voilà, e psychologesche Support, mee awer och virun allem den Accès zum Aarbechtsmaart an zum Logementsmaart an eng proaktiv Ënnerstützung vun den Acteuren, fir eeben u Logement, un Aarbecht ze kommen, wat wierklech déi wichtegst Saache sinn, fir hei unzekommen a fir sech kënnen ze entwéckelen, an natierlech, ech hunn et nach net gesot, mee natierlech déi materiell Konditiounen, an deenen déi Leit liewen. Mir hunn et gesinn, wéi mir am Bâtiment T waren – dat ass elo ee Beispill, mee voilà –: D'materiell Konditiounen, an deenen déi Leit liewen, sinn net einfach an hëllefen net, dass et deene Leit gutt geet. Am Géigendeel, et ass zimmlech oppressant, et ass zimmlech ... Ech mengen, mir hunn et all gesinn, et ass net einfach, esou ze liewen!

De Flüchtlingsrot schwätzt dann och vun enger gewësser Deresponsabiliséierung an och hei wëll ech en eng Kéier kuerz zitieren: „Cette loi suit la logique de la politique du Gouvernement, visant à déresponsabiliser les réfugiés. Ne pouvant travailler que difficilement pendant leur procédure d'asile, qui dure parfois des années, n'ayant pas la possibilité de préparer leurs repas dans la plupart des cas, ne disposant que d'un argent de poche symbolique“, ech erënnere drun, dass den Argent de poche 25 Euro de Mount ass, en ass virun zéng Joer erofgefuert gi vun 125 op 25, jo, 25 Euro de Mount, „on leur ôte la possibilité d'être autonomes et actifs dans leur processus d'intégration. Ils sont en outre hébergés dans des structures où l'accès est limité aux seuls habitants, sans possibilité d'avoir des visites“, an esou weider. Si ginn an enger Dependence gehalen, et ass hinne quasi onméiglech, sech ze entfalen an unzekommen hei an eise Land.

En anere Problem, dee mir mat dësem Projet de loi hunn, ass d'Privatiséierung vu wichtige Tachen. Eng Rei Täch kéinte vu Sozialaarbechter gemaach ginn. Ech hat an enger Question parlementaire nogefrot, wat d'Täch vun de Gardiene sinn. Ënner anerem Hygiène, administrativ Aarbecht, Gestion de stock, den Accueil an esou weider, dat kéint eigentlech och vun ... net vun Agent-de-gardiennag gemaach ginn, well och hei weess een, dass dës dacks vulnerabel Leit, dës dacks traumatiséiert Leit, vläicht och bei Leit mat Uniform awer ... Voilà, vläicht deet hinnen dat net esou gutt, wann där ze vill do sinn. Net just verdénge sech bestëmmt privat Sécherheetsfirmen eng gellen Nues mat esou Kontrakter, mee en plus ass et problematesch, well alles op d'Sécherheet gesat gétt, ech hunn et gesot, an net op de sozialen, emotionalen, psychologischen Encadrement.

An dann ass et fir eis e bësselchen esou wéi mat deem Gesetz vu virun, dass den Accent op

d'Sécherheet awer ënnerschwelleg de Message vermëttelt, dass an de Flüchtlingsstrukturen e Sécherheitsproblem ass, ënnerschwelleg vermëttelt, dass e Sécherheitsproblem bei de Flüchtlingen och ass. Och wann Dir dat vläicht net esou wëllt, dat ass awer, wat ënnerschwelleg duerchkënnst. Mir hu wierklech Problemer domadder, mir kënnen dës securitaire Approche net deelen.

Voilà, an ech soen Iech Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitieren dann och, wat ech virun net gemaach hat aus Mangel un Zäit, fir dem Här Yves Cruchten fir all déi vill Rapporten, souwuel mëndlech wéi schrëftlech, Merci ze soen. Iergendwéi léise sech jo ëmmer déi nammlecht Riednerinnen a Riedner e bëssen of, wann et ëm déi nammlecht Theeme geet. Dat heescht, ech weess, dass et net nëmme d'Riedeschreiwene ass, mee et ass och d'Rapporteschreiwene, wat nach e bësse méi Aarbecht ass, dofir wierklech e grouse Merci op dëser Plaz ausgedréckt.

Mat dëser Loi spéciale – an dat ass et jo – soll séchergestallt ginn, dass den ONA den Artikel 99 vun der Verfassung respektéiert, wat d'Käschte fir de Service de gardiennage ugeet. Mir decken heimat engersäits d'Period bis 2023 of, gesinn awer och bis 2027 118 Milliounen fir Sécherheetspersonal vir. Wéi vill Leit bis 2027 iwwert dës Wee awer agestallt wäerte ginn, dat geet net esou ganz kloer aus deem Text ervir. An enger Fro vu mir aus dem Mäerz vun dësem Joer krut ech nämlech gesot, an ech zitieren: „Dëst wäert vun den Ouverturen a Fermeturé vun de Sitten an den nächste Joren ofhänken“, Zit at Enn.

Fir dëst Gesetz hunn awer missen iergendwellech Estimatiounen gemaach ginn, soss géif d'Regierung d'Chamber jo net froen, fir 118 Milliounen Euro fir déi nächst véier Joer bereetzstellen. Wéi genau déi ausgesinn, dat schéngt kee wëlle sou genau ze soen. Esou geet Transparenz awer net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an och Här Minister! Transparenz brauch kloer Donnéeën. A mir Piraten verstinn och, dass den ONA weidert Personal brauch. Mir wëlle schlisslech, dass all déi Leit, déi eng Demande de protection maachen an déi de Statutt dann och kréien, hei gutt opgehuewe sinn. Et geet also guer net ëm d'Fro: Brauche mer dat Personal?

Mir sinn awer och der Meinung, dass verschidden Aufgaben, déi haut dem Sécherheitsbeamten ënnerleien, sollten a kéinte vun anerem Personal gemaach ginn. Ech denken un d'Gestioun vu Stocken, d'Bestellung vu Stock, d'Iwwerwaachung vun engem Botzplang – alles Aufgaben, déi laut Äntwert op meng Fro vun dëser Sécherheitsbeamten iwwerholl ginn. Dat schéngt fir eis awer net wierklech Aufgabe fir Sécherheitspersonal ze sinn. Et handelt sech heibäi entweder ëm administrativ Tachen, an déi sollten dann och vun enger Persoun mat deementsprechendem Posten iwwerholl ginn, oder et handelt sech ëm eng Positioun, déi méi Mediateur wéi Sécherheitsbeamten ass. Wann zum Beispill Leit d'Material net respektéieren, de Botzplang net respektéieren, brauch et direkt e Sécherheitsbeamten, fir dat ze maachen, oder géif do net e Mediateur interculturel méi Sënn maachen?

A mir kruten, wéi mir de Bâtiment T kucke waren, natierlech gesot, dass et Problemer mam Rekrutement vum néidege Personal gétt. Mee datt mer dann déi Lächer mat Sécherheitsbeamten wellen opfellen, ass vläicht net déi eenzeg Léisung. Mir Piraten sinn dofir

der Meenung, datt d'Tächen, déi des Sécherheetsbeamten haut iwwerhuelen, sollten op de Leescht geholl ginn a wann néideg un anert Personal weidergi ginn. An deem Fall bräichte mer da vläicht manner Gardienen an deenen nächste véier Joer, mee dofir méi Leit mat anere Posten.

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech wëll awer nach ganz kuerz op den Ausruff vum Yves Cruchten agoen, dee gesot huet, dat wär net esou. Ech erënnere mech ganz gutt, datt, wéi mir am Bâtiment T waren, mer gesot kruten, datt owes, iwwert d'Nuecht keng Mediateuren do wäeren an datt während där Zäit d'Sécherheetsbeamte géife mediéieren. Kommescherweis ass dat awer grad dee Moment, wou laut eegenen Aussoe vum ONA déi meescht zwëschemenschlech Konflikter entstinn. Dat heescht, mir hunn eng kokass Situatioun, datt dee Moment, wou déi meescht Konflikter entstinn, déi mannst speziell geschollt Leit do sinn, fir déi Konflikter ze léisen, mee dofir d'Sécherheetsbeamten.

Elo kënn Dir soen: „Hir Aufgabe ginn net vum Sécherheetspersonal iwwerholl, zumindest net de jure“, mee de facto ass et awer esou, dass dann d'Sécherheetspersonal muss derzwëschent goen, wa kee Mediateur disponibel ass. An da kommen ech och dozou, firwat mir eis haut wäerten enthalen: Eis ass heimadder ze vill onkloer an et gëtt ze vill Froen, déi opbleiwen, kee konkrete Plang, wéi mer hei an Zukunft méi Personal rekrutéieren, dat déi Tächë mécht, déi haut un d'Sécherheetsbeamte geoutsourcet ginn, an dat fanne mir net de richtige Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Immigrations-Asylminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech wollt just soen, dass mer hei iwwert de Gardiennage mussen e Gesetz stëmmen – Dir – an dass sech am Fong iwwerhaupt näischt ännert un deenen Ausgaben, déi mer de Moment fir de Gardiennage ausginn hunn. Et ass eenzeg an eleng eng Projektioun bis 2027, a well mer iwwert déi 40 Milliounen kommen, mussen mer e Gesetz maachen.

Elo wollt ech emol kloer feststelle fir d'éischt: Mir hunn 143 Gardiennageposten – an ech hoffen, dass mer elo alleguer esou éierlech sinn an agesinn, wat e Gardiennageposten ass –, 143 Poste verdeelt op 53 vun de Strukturen. Mir hunn der am Ganze 66, et sinn also 13 méi klenger derbäi, wou mer net de Gardiennage brauchen an där Intensitéit. An ee Gardiennageposte si fënnef Leit – fënnef Leit! Firwat fënnef? Well se jo 24/24 Stonnen do sinn, dat sinn der dräi. Plus Congéen a Krankeschäiner, dat sinn der véier. Plus dann d'Sonndeger an d'Feierdeeg, da kënn nach een derbäi. Also sinn et fënnef Leit, déi mer brauche fir ee Posten.

Sou, entweder muss een dat elo akzeptéieren: 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg, dat ass esou vill. A mir brauchen also ee Gardiennageposten op 50 Better – ee Gardiennageposten op 50 Better! Dat ass déi Experienz, déi mer elo hunn aus deene Joren, an deene mer dat elo opgebaut hunn. Dat ass de Minimum, dee mer brauchen.

Da wollt ech Iech soen: Ech weess net, wou Dir un déi 118 Milliounen kommt. Et sinn 190 Milliounen, déi mer brauchen! Ech weess net, wien 118 Milliounen

an d'Welt elo gesat huet, mee am Text steet 190 Milliounen. Et sinn déi Suen, déi mer brauchen, fir déi Gardiennageservicer ze assuréieren. Ech wëll Iech just soen: Wa mer op verschiddene Plaze keng Gardiene gehat hätte 24/24 Stonnen, da wieren d'Foyeren eis verbrannt oder et wiere grouss Katastrophe geschitt mat Leitungen, Waasserleitungen, déi futtugefuert sinn, wann net permanent Leit do gewiescht wieren, déi op dat Gebai do oppassen.

An dofir, ech sinn elo net hei, fir Iech meng Theorie ze soen, mee ech kann Iech just soen – ech si jo och nëmmen de Minister, mee ech sinn net all Dag sur place –, dass ech mech vill domadder ofginn hunn an de leschte Joren an dass mer och elo virun allem zënter dem leschte Joer, wou mer déi Leit aus der Ukrain hei opgeholl hunn ... an ech mengen, do solle mer och houfreg sinn drop: Dat sinn iwwer 5.000 Leit gewiescht, woubäi der och ganz vill – ech mengen, 1.500 ongeféier – an den ONA-Strukture sinn. An do hu mer missen eng parallell Struktur opbauen, parallell zu deem, wat mer haten. An do si mer net froe gaang: Wéi vill Leit passen do eran? Wat seet d'ITM? Wat seet deen hei a wat seet deen do? Mir hu misse kucken, d'Leit ënnerdaach ze kréien. An dofir wëll ech hei emol fir d'alleréischte deene Leit e grouse Merci soen, déi d'Responsabilitéit hunn am ONA. Mee net nëmmen deenen, déi d'Responsabilitéit hunn, mee och deenen, déi am ONA all Dag schaffen, ob se vum Roude Kräiz sinn, ob se vun der Caritas sinn oder vum ONA selwer, déi wierklech e ganz grousst Engagement an eng ganz grousse Flexibilitéit gewisen hunn, fir dat doten ze meeschten. Sou, dat ass fir mech déi wichtegst Ausso, déi ech haut hei maachen.

All dat anert, dat kucke mer. Den Här Wiseler huet eng Motioun deposéiert. Ech wëll just soen: Wa mer dat elo haut géife stëmmen bei enger Capacité d'accueil vun enger Struktur fir 150 Leit, da wéisst ech net, wou ech mat deene bal 1.000 Leit, déi am T-Gebai sinn, géif hifueren. A wa mer d'T-Gebai net hätten, da wéisst ech net, wou mer déi Leit ënnerdaach bruecht hätten. An ech mengen, selbstverständlech ass et méi einfach, wann een 150 Leit ze betrieien huet, wéi wann een der iwwer 1.000 ze betrieien huet an engem ... Ee Gléck, ee Gléck, dass mer dat fonnt hunn, soss hätte mer haut nach Honnerte Leit am Tony Rollman. Dat ass d'Zelt, dat mer um Kierchbiert hunn, dat mer hu missen oprichten, fir d'Leit op jidde Fall emol provisoresch ënnerdaach ze kréien.

An dofir, mir kënnen hei Theorien opstellen, sou gutt ... Ech hunn och mat der Caritas a mam Roude Kräiz geschwat, mat der Madamm Jacobs a mat dem Chef vum Roude Kräiz. Mir sinn eis alleguer bewosst, dass hei eng grousse Flexibilitéit noutwenneg war, soss hätte mer dat do net gepackt. Mee ech hunn ni erausfonnt, dass do elo soll op eemol e Problem sinn ënnert hinnen oder et wéisst een net, wat d'Tächë wieren. Ech sinn d'accord, ech soen dat direkt, dass mer dat an d'Kommissioun huelen, dass mer kucken, dass – wéi nennt Dir dat? – eng Analys gemaach gëtt, wéi et funktionéiert. Iwwerhaupt kee Problem domadder! Ech mengen, wa mer dat kënnen besser maachen, da maache mer et besser.

Mee wannechgelift, loosst eis elo net, no all deem Misär, deen an der Welt geschitt ass ... A mir sinn nach als eenzegt Land ... oder eent vun den eenzege Länner an Europa – dat huet den Här Kartheiser jo elo grad zouginn –, déi nach Flüchtlingen ophuelen. A ville Länner ass de Schlëssel drop, déi huele keng méi op!

An dofir, mir wëllen dat jo maachen, mee mir wëssen awer och, wéi schwéier et ass – an ech mengen, dat weess jiddwereen –, nei Strukturen opzemaachen a fir nei Strukturen och ze fannen. An dofir soen ech

Iech éierlech: Och an den nächsten zwee, dräi Joer gesinn ech net, wéi mer vun engem Dag op deen anere kënnen am T-Gebai eroffuere vun iwwer 1.000 Leit op 150. Dat gesinn ech net, dat ass net machbar. Ech weess net, wou mer ... An dass déi Leit alleguer esou onzefridden do sinn. Ech weess net, wou Dir dat hierhuelst. Do gëtt et Problemer, selbstverständlech. Do gëtt et Problemer, wéi et der iwwerall gëtt. Do gëtt et der, déi drénken, et gëtt der, déi fëmmen, et gëtt der, déi aner Saache maachen, an dat mussen mer reegelen. Déi Gardienen, déi do sinn, déi sinn net do fir ze schlichten. Dofir hu mer Sozialleit do. Mee mir hunn awer Gardiene sur place 24/24 Stonnen, déi do sinn a kucken, wann et Kaméidi gëtt, dass d'Leit net unenee ginn. An dann ass et un dem Sozial... – wéi heescht dat? –, Assistant social, dem Sozialarbechter, ze kucken, dass dat erëm an d'Rei geet.

Dofir, wannechgelift, huet mir dat of. Ech kann dach net viru meng Leit do triede vum ONA an och net virun déi vum Roude Kräiz oder vu Caritas a soen: „Elo paakt dir emol an, elo maache mir hei emol e Screening an da kucke mer emol, wéi dat hei mat Iech weidergeet.“ Esou geet et net, esou geet et net! Dann demotivéieren ech déi Leit, an dat maachen ech net. Dass d'Direktioun vläicht besser ka funktionéieren a verschiddene Saachen oder dat Ganzt vläicht méi zesumme funktionéieren, mee ech soen Iech nach eng Kéier: Ech gesinn net, och wann ech mat der Caritas oder mam Roude Kräiz, mat den Haaptresponsabelen zesummesetzen, wat alles do géif falsch lafen. Ech weess dat net. Ech gesinn et net. Si soe mir dat och net. Wann dat esou ass, soe si mir dat net. Voilà!

An dofir, Här Wiseler: Ech sinn de leschten, dee sech do dergéint dréckt, dass do eng Analys gemaach gëtt vu kompetenten Institutur – ech weess net, wien dat dann ass, awer Leit, déi eppes dovunner kennen – an dass ee kuckt, wéi een dat kéint an Zukunft besser maachen. Dogéint hunn ech guer näischt, mee all dat anert ... Loosst mech elo net hei iwwert den Accueil maximal vun 150 Better ... Dat geet net op! Voilà, ech mengen, ech hunn dat meescht gesot, wat ech ze soen hat.

Déi 180 – elo kommen ech och duercheneen –, 190 Milliounen, déi sinn effektiv nëmmen do – an dat hat Dir och gefrot, Här Wiseler –, fir d'Gardienen ze bezuelen. Dat ass de Präis, dee mer mussen bezuelen. An dann hat Dir och gefrot, ob aner Saachen nach kéinten hei derbäikommen. Mir kéinten op d'Limitt komme beim Iessen, dass dat och géif dann op eemol un d'Limitt komme vun 10, 11 Milliounen am Joer, an da misste mer och dofir e Gesetz maachen. Ech gesinn: Mir hätte jo ouni d'Russen, ouni de Putin dee Problem do jo guer net. Dann hätte mer net esou vill Leit hei. Mee mer hu se awer hei a mer mussen da kucken, se och ënnerdaach ze kréien an hinnen och z'iessen ze ginn, an dat kascht Geld.

An dofir, ech mengen och elo hei ... Ech weess net, wien et scho méi war, ech mengen, et war den Här Clement, dee gesot huet, déi Leit, déi do sätzen, d'Gardienen, jo, déi kéinte jo Tächë maachen, andeem se do sinn, wou et einfach ass, ze kontrolléieren, zum Beispill d'Stocken oder esou Saachen, well se jo 24/24 Stonnen do sinn, dass mer net nach aner Leit dofir missten astellen. Déi maache keng Aarbecht vu Sozialarbechter, mee déi maachen Aarbecht, wat d'Organisatioun ugeet a wat d'Sécherheet an deem Gebai ugeet.

Voilà, merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Immigrations-Asylminister Jean Asselborn. D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8131. Den Text steet am Document parlementaire 8131⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8131 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 36 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 22 Abstentiounen uegheoll.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8131 est adopté par 35 voix pour, 2 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun vum Här Wiseler ofstëmmen. Wëll nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister hat jo och seng Bereetschaft erkläert, gären hei verschidden Aspekter vun där Motioun ze diskutéieren, an dofir géif ech proposéieren, dass mer eis an der Kommissioun eng Kéier déi néideg Zäit huelen an iert mer hei doriwuer ofstëmmen, eng Kéier an der Kommissioun doriwuer befannen, well ech mengen, hei géife mer nach déi eng oder aner Saach fannen, déi mer kéinten anescht formuléieren.

M. Fernand Etgen, Président | Dann hat den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Éier se elo an d'Kommissioun verwise gëtt, awer vläicht e puer Gedanken dozou. Ech kann domat liewen, an der Kommissioun nach eng Kéier méi am Detail doriwuer ze diskutéieren. Ech wollt awer vläicht ee Gedanke lassginn, deen ech och a menger Ried ugeschwat hat, an dat ass, wéi vill Leit mir iwwerhaupt an deene Strukturen hunn. D'CSV schreift elo hei vun 150. Ech weess

net, wou si un déi Zuel kommen. Ech weess och net, wou mer – den Här Minister huet et och gesot – da mat de besteende Strukturen higinn.

Ech ka mat allem liewen, wat fir nei Strukturen ass, wa mer e Verdeelschlüssel am Land hunn – dee steet iwwereng net dran. Ech mengen, datt dat eppes ass, wat feelt. Well wann ee seet: „Mir wëlle méi kleng Strukturen“, da musse mer och – wien A seet, muss och B soen – gläichzäiteg soen: „Majo, mir hätte gär méi kleng Strukturen, mee da muss och jiddweree méi kleng Strukturen opmaachen an eeben net nëmmen, wéi zum Beispill am Moment, haaptsächlech an der Hauptstadt, mee dann haaptsächlech iwwer d'ganz Land verdeelt.“

A gläichzäiteg fannen ech et e bësse kokass, wann een an deem éischte Considerant seet, datt d'Zuel vun de Refugiéer weiderhi klëmmt, an dann hannendru lauter Saache proposéiert, mat där een u sech d'Offer u Logementer fir dës Leit reduzéiere wäert, zumindest à court terme. Dat war e bësse mäin ... Méi kleng Strukturen, woubäi mer net wëssen, wou mer se opbauen ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ech schwätze vun der Motioun, ech schwätze just zur Motioun, Här Minister. An deementspreechend: Ech kann domadder liewen, dass mer dat an der Kommissioun nach eng Kéier am Fong diskutéieren. Ech mengen, datt et vill Diskussiounsbedarf gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech maachen et ganz kuerz: Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Ech sinn d'ailleurs e bësselchen iwwerrascht, voilà. Ech hänke mech un den Här Clement drun, un dat, wat hie sot, well effektiv déi kleng Strukturen, dat ass dat, wat mer brauchen. 150 ass nach relativ vill, mee voilà. Mir brauche kleng Strukturen, mee da géif ech der CSV och ganz gär soen: Wa mer dat wëlle maachen, da musse mer vläicht op de Wee goen, d'Autonomie communale a Fro ze stellen. Well am Endeffekt geet et och dorës: Wa mer vu Quote schwätzen, dass all Gemeng hir Responsabilitéit soll huelen, net just an der Flüchtlingsfro, mee och an anere Froen, da kënnt ëmmer erëm d'Autonomie communale op den Dësch. Mir mussen awer iergendwann eng Kéier deen Tabu brieche an iergendwann eng Kéier doriwuer schwätzen. Voilà!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Yes. Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci. Also ech wëll just soen, datt eisen Haaptsouci bei där Motioun hei war, datt mer géifen déi Offer an de sozialen Deel vun der Offer an den eenzelen Haiser verbessern. D'Reduktioun vun der Zuel vun de Leit, ob dat der elo 50, 150 oder 200 sinn, ass mir am Fong zimlech egal. Mir hunn der 150 an der Klamer geschriwwen. Wann Der zu anere Konklusioone kommt, dass et 200 soll sinn, dat ass mir och Recht. Mir soe just ganz kloer: Bei esou grouse Strukture wéi 800 a wéi 1000 ass et extreem schwéier an net gerabel.

Ech hunn awer och a menger Introduktioun gesot, Här Minister, datt ech duerchaus verstinn, datt een, wann een an Urgencefall ass, sou wéi Dir et waart, wéi d'Ukrainer komm sinn, dann och urgent Mesüre muss ergräifen, dat liicht eis alles an, well soss packe mir et jo net. Dat, wat mir hannendru soen, ass: Mir hätten awer gär, datt soll konsequent gekuckt ginn, wéi mer dann, wa mer d'Urgence bis geléist hunn, eng Verdeelung hunn an net eng Struktur, an där

dausend Leit sinn, well se elo schonn eng Kéier do ass, dann einfach akzeptéieren an an den nächsten 10, 15 Joer lafe loosse. Well esou geet et jo, wa mer net aktiv no eppes anerem sichen.

Dann déi Opdeelung op déi Gemengen: Mir hunn nach ëmmer gesot a mir soen dat och nach eng Kéier gär, datt mer wierklech der Meinung sinn, datt eng Opdeelung zwëschent de Gemenge soll organiséiert ginn an datt do soll jiddwer Gemeng hir Responsabilitéit huelen. Well wa mir dat net maachen, gi mer et net Meeschter. Dat ass awer net eng Ausso, déi nei vun eis ass. Dat ass eng Ausso, déi mer scho säit Joren – säit Joren! – maachen.

Ech wollt dem Här Asselborn äntweren: Déi 119 Milliounen, wou Dir gesot hutt: „Wéi kommt Dir dann dorop, well et sinn der 190?“ Jo, et sinn der 190, mee mir kommen drop, well Dir an Ärem eegenen Text gesot hutt, datt Dir et an zwou Phase maacht an déi zweet Phas géif 119 Milliounen kaschten. Dofir hu mer alt vun der zweeter Phas heiansdo geschwat. An Ärem Exposé des motifs, deen ech awer gelies hunn, stinn déi 118.700.000 an ech weess net wat. Den Total ass 190, dat ass mir och bewosst, mee mir hunn hei gär vun der zweeter Phas geschwat, wéi mir déi Zuel do genannt hunn.

Dat waren déi puer Remarken, déi ech dozou ze maachen hat. A selbstverständlech, Här Cruchten, wann Dir mir sot, Dir huet dat gären an d'Kommissioun, fir doriwuer am Detail eng Kéier ze schwätzen. Dat ass mäi gréisste Wonsch, datt mer eng Kéier seriö kënne driwwer schwätzen. Ech hale wierklech net drop, datt déi hei ofgestëmmt gëtt. A wa mer doraus kënne eng Diskussioun maachen, wou mer all déi eenzel Punkten do uschwätzen, da sinn ech selbstverständlech direkt domat d'accord.

An ech soen dem Minister och Merci, datt en och bereet ass, vu senger Säit aus eng Kéier vu baussen déi Aart a Weis, wéi geschaff gëtt an deenen Haiser, duerchlichten ze loosse. Dat ass awer net, datt Dir sollt Äre Leit soen: „Haalt elo mat allem op, mir maachen e Screening.“ Ech weess jo, datt een dat net ka soen. Dat soll een och net soen. Do si ganz vill Leit, déi ganz vill gutt Aarbecht maachen, mee ech mengen awer, et wär sënnavoll, et géif een hinnen déi Hëllefstellung ginn, fir eng Kéier d'Aarbechtsaart a - weis ze analyséieren an ze verbessern. Et ass also an engem positive Geescht, wou mer dat hei gemaach hunn a wou mer et och weiderféieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.

Ech mengen, da kënne mer iwwert dës Motioun befannen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Kommissioun muss sech mat dëser Motioun befaassen.

(La motion 1 de M. Claude Wiseler est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

Mir kommen elo zum Projet de loi 7890 iwwert d'Aféierung vun engem Dispositif fir den Droit à la déconnexion. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den Här Dan Kersch.

(Concertation interne)

13. Résolution de M. Yves Cruchten relative à la reconnaissance de l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire

Här Kersch, wann Dir esou léif wiert an Dir hätt nach e bësse Gedold, da géife mer am Fong geholl nach déi zwou Resolutiounen huelen, déi ausgeschafft gi sinn. An da géif ech fir déi éischt Resolutioun dem Här Yves Cruchten d'Wuert ginn. Soulaang wéi och den Här Ausseminister nach hei ass, mussen mer dovunner profitéieren.

Dépôt et exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. Entschëllegt hei dat Duercherneen. Ech probéieren, et och ganz kuerz ze maachen. Mir hunn dëst Joer den trauregen 90. Anniversaire vun der grousser Hongersnout aus de Joren 1932 an 1933 an der Ukrain. Dës tragesch Episod aus der Sowjetzäit gëtt och nach den „Holodomor“ genannt. Dat kënn vun den ukrainesche Wierder „holod“, also Hunger, a „moriti“, ëmbréngen. Et war deemools e geziilt, massenhaft Ëmbréngen vu Milliounen vu Mënschen duerch provozierten Hunger. Vun 1928 u kruten d'Bauern an der Ukrain an och an aneren Deeler vun der Sowjetunion hir Recolte ewechgehol, fir grouss Stied a Fabriken a Russland ze versuergen, dat Ganzt op Uerder vum Stalin a senge Verbriecher.

Dat huet, wéi gesot, zu Milliounen Hongersdoudge gefouert. Wéi vill genee, do ginn d'Schätzung vum Historiker e bëssen ausenaner, mee eleng am Wanter vun 1932 op 1933 solle bis zu 3,5 Milliounen Leit erhéngert sinn. Lëtzebuerg huet schonn 2018 bei de Vereenten Natiounen eng Deklaratioun matgedroen eeben zum Holodomor. Och d'EU-Parlament huet zejoert de Massaker duerch de provozierten Hunger an enger Resolutioun thematiséiert. Mir schléissen eis mat dëser Resolutioun deem un a gradewéi a villen anere Parlamenten an Europa an an der Welt erkenne mir och de genozidäre Charakter vum Holodomor un.

Ech wëll hei nach betounen, datt et och eng Demande vusäite vun der Ukrain gëtt, dass mer dësen trauregen a mäerdereschen Episod aus hirer Geschicht unerkennen, a bei rezenten Echängë mat Deputéiertekolleegen aus dem ukrainesche Parlament hu mer och zougesot, dat ze maachen. Dës Resolutioun kritt d'Ënnerstëtzung vun alle Parteien aus dëser Chamber an doriwwer sinn ech immens frou an ech soen och dofir Merci.

Résolution

La Chambre des Députés, considérant

– *la Grande Famine de 1932-1933 en Ukraine, connue sous le nom de Holodomor, ayant mené, entre autres, à la mort ciblée de millions d'habitants de l'Ukraine, et dont est responsable le régime politique de l'Union soviétique sous Joseph Staline ;*

– *la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres traités et instruments relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies ;*

– *les déclarations conjointes sur les anniversaires de l'Holodomor, adoptées avec l'appui du Grand-Duché de Luxembourg, par l'Assemblée générale des Nations Unies et par la Conférence générale de l'UNESCO ;*

– *la résolution du Parlement européen du 15 décembre 2022, intitulée « 90 ans après l'Holodomor : reconnaître que le massacre par la famine constitue un génocide »,*

reconnait et condamne avec la plus grande fermeté

– *l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire de l'encontre du peuple ukrainien, dès lors que cette famine artificielle a été planifiée par le régime soviétique totalitaire dans l'intention de détruire un groupe de personnes en infligeant délibérément des conditions de vie menant inexorablement à leur anéantissement physique,*

s'engage à poursuivre

– *l'hommage à toutes les victimes de l'Holodomor, en particulier aux derniers survivants de cette tragédie et à leurs familles, et à marquer sa solidarité avec le peuple ukrainien qui a souffert de cette tragédie ;*

– *son soutien politique au souvenir des victimes de l'Holodomor ;*

– *la promotion en toute occasion d'une perspective critique sur l'Holodomor pour que les leçons de cette page tragique de l'histoire servent d'avertissement pour les générations actuelles et futures ;*

– *son opposition à tout révisionnisme historique et à toute tentative de réécrire l'histoire tendant à occulter ou à relativiser les crimes de masse commis par le régime soviétique.*

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Wëll nach een d'Wuert zu dëser ... Den Här Ausseminister. Dann huele mer fir d'éischt den Här Graas. Nee, den Här Wiseler. Da fänke mer mat der normaler Reiefolleg un.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | D'Reiefolleg ass am Fong egal, mee merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hunn net ganz vill zu deem, wat den Här Cruchten gesot huet, derbäizefügen, ausser datt ech him wierklech Merci soe fir déi Initiativ, déi hien hei geholl huet. Wësst Der, et ass an der Lescht ëmmer méi déi Tentatioun, fir Geschichtsverfälschungen ze maachen, fir d'Geschicht esou frësch ze schreiwen, wéi een da mengt, datt se sech besser dobausse géif presentéieren, onofhängeg vun deem, wat d'Realitéit war, onofhängeg vun deem, wat wierklech geschitt ass, aus politesche Grënn, aus politescher Duerstellung. Haut géife mer et, wann et haut gemaach géif, Fake-news nennen, mee hei ass et Fakegeschichtsschreiwung, déi vu verschidde Länner systematesch, konsequent an als quasiment politescht Instrument gemaach gëtt.

An deem muss ee sech wierklech entgéintstellen, do muss een allkéiers erëm d'Richtigkeet vun de Faite soen, weisen. An datt mer et bei esou eppes, engem Evenement wéi dem Holodomor, haut maachen, bei deem fir eis geschichtlech evident ass, datt dat e genozidäre Charakter huet, a mer hei am Fong nëmmen dat soen, wat en fin de compte d'Realitéit ass, fannen ech eng absolutt Normalitéit. Dofir ass et evident, datt mer déi heite Motioun matstëmmen an 100%eg ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, grad autoritär Staate si jo bekannt dofir, datt si et net esou genee mat der Geschicht huelen. A wat engem immens offällt, ass, datt grad elo de Putin respektiv säi ganze Regimm jo amgaang ass, e bëssen erëm lues a lues de Stalin ze verherrlechen, sech op dem Stalin säi „grousst“ Wierken ze beruffen – „grousst“ natierlech zwësche Guillemeten. Elo versicht

dann och de Putin, säi Vollek drop anzestëmmen, datt et wichteg ass, eeben e grouss Féierer vun enger grousser Natioun ze sinn. An dowéinst ass et gutt, datt esou Resolutiounen hei geholl ginn, dowéinst ass et gutt, datt op Geschichtsverfälschung higewise gëtt.

Well ech wëll drop hiweisen: 1956 war den 20. KPdSU-Parteitag, an do hat kee Geréngere wéi de Chruschtschow am Fong geholl de Stalin demontéiert, dunn ass dee Mythos Stalin praktesch zerstéiert ginn. Ëmsou méi ass et also elo geféierlech, wann de Putin versicht, deen elo e bësselen erëm op de Sockel zrëckzesetzen.

An och e Parlament wéi mir, sou kleng et och ass, soll awer drop hiweisen, datt dat inakzeptabel ass. D'Geschicht muss esou gesi ginn, wéi se war, an dowéinst ass déi Resolutioun hei och vun enger grousser Wichtigkeet, Ëmsou méi, mengen ech, och vis-à-vis vun dem ukrainesche Vollek. Grad an dëser Zäit soll all Gest vis-à-vis vun ukrainesche Vollek gewise ginn, datt mir hir Sympathie hunn, datt mer awer virun allem eis Solidaritéit weisen.

Ech soen dofir ofschléissend dem Yves Cruchten och Merci fir déi Initiativ, déi hie geholl huet, an déi Resolutioun fënnst selbsterständlech d'Ënnerstëtzung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir den Depot vun dëser Resolutioun, déi u sech jo eng ganz breet, unanime Zoustëmmung fënnst. Et war net ganz einfach, zu engem Text ze kommen, deem mer eis alleguer konnten uschléissen. Ech hätt mer perséinlech heiansdo op verschidde Punkten eng méi ferm Condamnatioun gewënscht, ech verstinn awer, wéi dat zustane kënnst.

Mir hate virun e puer Wochen um Joresdag vum Ufank vum Holodomor virun der Dier vun der Chamber eng ukrainesch Organisatioun, déi eis gewisen huet, vu wat sech d'ukrainescht Vollek während dem Holodomor huet missen ernieren. Wien do mengt, datt wier immens gutt gewiescht, dee konnt sech do selwer eppes Bessere beléiere loosse, konnt schmaachen, wéi et ass, kal – jo, äiskal! – Gromperen z'iesse, Zoppen, déi just mat Bamschuel gekacht goufen, also essentiellement Waasser an e bëssen Holz, muss ee soen, an natierlech och eng Form vu Gromperekichelcher – dat war dann de Clin d'oeil op Lëtzebuerg –, déi gefruer waren, well déi Gromperen net gekacht goufen, mee u sech am Buedem gefréiere gelooss goufen. An ech mengen, dat ass dat, wat d'Kommunistesch Partei deemools mam ukrainesche Vollek gemaach huet. Dat ware genozidär Tendenzen, dat war ganz kloer de Versuch, e Vollek auszerotten, duerch Hunger an duerch onwierdeg Liewensëmstänn auszerotten.

Ech mengen, grad an dësen Zäiten, wou d'ukrainescht Vollek ëm seng Existenz, ëm seng Fräiheet, ëm d'Selbstbestëmmung iwwer säin Territoire kämpft, ass et wichteg, un all esou Akten ze erënnere a se och nach eng Kéier do ze condamnieren, wou et nach net gemaach gouf. An dofir wäerte mir dës Resolutioun mat – et ass elo schlëmm, dat esou ze soen – Freed u sech matstëmmen, well et e wichtegen Akt ass, och vun engem klengen Parlament, fir esou Saachen, esou Zeechen ze setzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Et ass effektiv eng Tragédie, iwwert

déi mer hei schwätzen, an ech wéilt och dem Här Cruchten Merci soe fir seng Efforten, datt mer en Text haut kënnen unhuelen – zesummen. An déi Diskussioun ... Ech mengen, et ass e Kapitel vun der Geschicht. Ech wéll och hei verweisen op dat Buch „Famine rouge“ vum Anne Applebaum – ech hunn et extra matbruecht, fir et ze weisen –, dat eng gutt Analys vun der Geschicht mécht. An et muss ee kucken, wat et war a wat et net war. Ech wéll dat hei soen, well mer alleguer d'accord sinn, datt mer d'Geschicht net sollen anescht duerstellen, wéi se war.

Also éischtens: An der Sowjetunioun waren déi meescht Agrarregiounen betroff. D'Ukrain besonnesch staark, well et eng besonnesch intensiv Agrikultur an der Ukrain gétt, mee et waren och vill aner Regiounen an der Sowjetunioun vun där Tragedie, enger virsätzlecher Hongersnout, betroff. An d'Zil dovunner war u sech, déi Baueren ze brierchen, déi Kulaken, déi sech der Kollektivierung vun hirem Agrargutt widderst hunn. Et war also eng kommunistesch Campagne géint eng Partie vun der Populatioun aus ekonomeschen, aus ideologesche Grënn. Dat war déi Famine, „la grande famine“, an der Sowjetunioun 1932/1933. Et war net aus nationalen, rassischen, eetheschen oder reliéise Grënn, et war aus ideologesche Grënn géint d'Baueren. Et war fir d'Kollektivierung vum Buedem, et war, fir d'Stadbevölkerung ze ernieren, well d'Kommunisten dem Proletariat an de Stied wollten eng Preferenz ginn géintiwwer der Populatioun um Land, déi se politesch manner gedroen huet wéi de Proletariat an de Stied, an et war eng gewëssen Nout vun der Sowjetunioun, déi mat alle Mëttele probéiert huet, Suen ze fannen, fir d'Auslandsschulde vun der Sowjetunioun ze rembourséieren. Dat ass den historesche Kontext vun där Tragedie.

Et muss een och soen, datt, wann een déi kommunistesch Ideologie kennt, da mécht de Begrëff vun der Nationalitéit iwwerhaupt kee Sënn, well de Begrëff vun der Nationalitéit war eng bourgeoise Notioun, déi de Kommunismus net wollt, en huet se refuséiert. Dofir ass et och net ze liesen als e Krich vun enger Natioun géint déi aner, well deen an déi Ideologie iwwerhaupt net erapasst. Et ass eng Saach, wou och déi ukrainesch kommunistesch Partei – och déi ukrainesch kommunistesch Partei! – dee Krich géint déi ukrainesch Bauere matgedroen huet, wéi déi kommunistesch Partei a Georgien, déi russesch kommunistesch Partei an anerer an der Sowjetunioun dee Krich géint hir eegen Agrarpopulatioun matgedroen hunn. Dat ass déi historesch Realitéit.

Mir kënnen et also nëmmen duerch déi Tragedie an der Ukrain haut verurteilen – wat mer och maachen, wat mer zesumme maachen –, mee mer sollen net vergiessen, datt och an anere Regiounen vun der Sowjetunioun déi Tragedie stattfonnt huet. Et muss een och soen, datt d'Lëtzebuurger Regierung, Här Minister, fir de Joresdag vum Holodomor eng Deklaratioun matënnerstëtzt huet, déi op den Internetsäite vun der Ukrain ze fannen ass an déi genau dat iwwerhëlt, wat ech och elo gesot hunn, dat heescht net eng spezifesch ukrainesch, mee eng Mémoire en l'honneur de toutes les victimes, och an anere Regiounen vun der fréierer Sowjetunioun.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | 2013.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelifft

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | 2013.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. An dat ass richtig esou, dat ass richtig an dat ass déi historesch Wourecht an den Här Wiseler hat et gesot: „Loosst eis net

verfälschen, wat geschitt ass.“ Et ass net eng Lektür, déi mer kënnen maachen an den Ae vun haut: Ukrain géint Russland, Russland géint Ukrain. Et ass eng Tragedie aus der sowjetescher Diktatur vum Josef Stalin, dee mir hei all heibanne solidaresch verurteilen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

An da ginn ech d'Wuert un den Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci. Just ee Saz: Also, ech hunn déi Länner opgeschriwwen, déi schon de Genozid unerkannt hunn. Dat sinn déi dräi baltesch Staaten, Ungarn, Polen, Tschechien, d'Portugisen, Frankräich, Bulgarien, Däitschland. D'EU-Parlament huet et gemaach am Dezember 2022 an den US-Kongress huet et och gemaach. Mir hunn eis effektiv 2013 enger UNO-Deklaratioun ugeschloss zu New York, wou den Holodomor zwar unerkannt, mee keng Scholdzouweisung ausgeschwat ginn ass. An dofir, mengen ech, ass et scho richtig, dass mer elo och derbäi sinn als Lëtzebuurger Chamber – an d'Chamber mécht dat jo, d'Chamber ass déi, déi Genozide kann deklaréieren –, fir den Holodomor als Genozid unzeerkennen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn.

Da kënnen mer iwwert dës Resolutioun ofstëmmen.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

14. Résolution de Mme Lydia Mutsch relative au soutien aux volontaires et partisans biélorusses qui luttent pour un Biélorus démocratique et indépendant

Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Lydia Mutsch gi fir den Depot vun enger weiderer Resolutioun. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et exposé

Mme Lydia Mutsch (LSAP), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Fréijoerssessioun vum NATO-Parlament Enn Mee hei zu Lëtzebuerg huet de Krich an der Ukrain natierlech d'Debaten dominéiert, e Krich, deen och Wäissrussland involvéiert, a Wäissrussland spillt dobäi eng ganz traureg Roll. Parallell kämpfen an deem Land ganz couragéiert Leit fir Fräiheet an Demokratie, a grad si dierfen net vergiess ginn.

Am Kader vun der Sessioun vum NATO-Parlament hat ech den 21. Mee, den Dag vun der Solidaritéit mat de wäissrussische politesche Prisonéier, als Cheffe de délégation d'Geleeënheet, mat eisem Chamberpresident un enger Entrevue mat der Leederin vun der wäissrussischer Oppositioun, der Madamm Swetlana Tichanowskaja, deelgehuelen. Si kämpft aus dem Exil fir Demokratie an hirem Land. Hire Mann ass ee vun deenen iwwer 1.500 politesche Prisonéier.

An der Bureausëtzung vum 26. Mee ass op der Grondlag justement vun dëser Entrevue decidéiert ginn, e Groupe d'amitié mat de wäissrussischen Demokratiekämpfer ze grënnen. Och wann d'Modalitéite vun deem Groupe d'amitié oder Groupe de contact nach mussen am Detail gekläert ginn, vu dass et sech bei

den Demokratiekämpfer natierlech net, wéi dat üblech ass, ëm en nationaalt Parlament handelt, sou huet déi Decisioun als solch dach och elo schon en héije Symbolcharakter.

Nieft der Initiativ vun der Exekutiv vun der Chamber sinn am Kader vum Conseil de l'Europe nach weider Initiative gelaf, fir eis mat de Wäissrussinnen a - russen, déi sech fir Demokratie a Mënscherechter asetzen, ze solidariséieren. Ech wéll hei ënner anerem eng Kontributioun fir de Projet „Renforcer le dialogue politique avec les forces démocratiques du Biélorus“ ervirhiewen, déi op Initiativ vum honorabelen Här Gusty Graas zustane komm ass. An deem Kontext wéll ech och ernimmen, dass den honorabelen Här Paul Galles un enger Missioun deelgeholl huet, där hiren Objektiv et war, fir d'Situatioun vun den exiléierte Wäissrusse besser novollzéien ze kënnen. Dozou wäert hien eis déi nächst Woch e Rapport presentéieren, wat mir ausdrécklech begrëssen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Initiativ vun eiser Chamber ugeet, sou wéilt ech proposéieren, eis Positioun an Decisioun an enger Resolutioun festzehalen, déi ech heimat deposéieren. Si dréit d'Ënnerschréfte vun der Madamm Empain, der Madamm Oberweis, dem Här Galles, dem Här Graas a mir selwer. Wann ech gelift.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– la décision du Bureau du 26 mai 2023 de créer un groupe d'amitié parlementaire avec l'opposition biélorusse ;

– l'adoption des motions de la Chambre des Députés relatives à la situation en Biélorus ;

– l'adoption par le Parlement européen de la résolution concernant les nouvelles répressions à l'encontre du peuple biélorusse du 15 mars 2023 ;

– la contribution volontaire au projet « Renforcer le dialogue politique avec les forces démocratiques du Biélorus » du Conseil de l'Europe ;

– la répression systématique des opposants et les violations des droits humains en Biélorus ;

– les conditions d'arrestation et de détention inhumaines et dégradantes, et en particulier les actes de torture perpétrés sur le sol biélorusse,

condamne avec la plus grande fermeté

– l'implication du Biélorus dans la guerre injustifiée et non provoquée que la Russie mène contre l'Ukraine ;

– les actes de torture et de répression systématique par le régime d'Aliaksandr Loukachenka ;

– la rhétorique belligérante utilisée par le régime de Loukachenka contre l'Ukraine et la diffusion massive de propagande et de désinformation au sujet de la guerre d'agression,

demande

– la libération immédiate de tous les journalistes et prisonniers politiques,

exprime

– son soutien aux volontaires et partisans biélorusses qui luttent pour un Biélorus démocratique et indépendant,

s'engage à

– s'échanger régulièrement avec les forces démocratiques du Biélorus en exil ;

– trouver des moyens d'assurer et de renforcer la coopération avec les défenseurs des droits de l'homme, les médias et la société civile indépendante biélorusse ;

– soutenir le parrainage des prisonniers politiques belarusses par les députés luxembourgeois afin de donner de la visibilité aux situations personnelles des prisonniers et à la lutte pour la démocratie en Bélarus,

charge

– le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente résolution à la dirigeante des forces démocratiques Sviatlana Tsikhanouskaya.

(s.) Lydia Mutsch, Stéphanie Empain, Paul Galles, Gusty Graas, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP), auteure | Wannech-gelift. Mat dëser Resolutioun verurteele mir kate-gesch d'Implikatioun vu Wäissrussland am Krich an der Ukrain an d'Repressioun vum Regimm a fuerderen d'Befrei vum alle Journalisten a politesche Prisonéier. Mir solidariséieren eis mat all deenen, déi fir en onofhängegt an demokratescht Wäissrussland kämpfen. Zousätzlech gi mer eisem President den Optrag, der Madamm Swetlana Tichanowskaja d'Resolutioun ze iwwerginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeit an hoffen op eng ganz breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch.

Wie wëll nach zu dëser Resolutioun d'Wuert ergräifen? Den Här Paul Galles. Den Här Galles huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President, an ech soen der Madamm Mutsch och villmools Merci fir den Depot vun dëser Resolutioun, iwwert déi mir eis immens freeën. Ech freeë mech elo als Member vun eiser Fraktioun an ech freeë mech awer och zugläich als Member vun der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, well mer tatsächlech d'nächst Woch zu Stroosbuerg déi Freed hunn, an der Delegatioun eeben derbäi ze sinn, wann an der Séance plénière do e Rapport virgestallt gëtt, wou ech d'Éier hat, dee virzubereeden an eeben och ze presentéieren, eebe genau iwwert d'Situatioun vun de Belarussen am Exil an alle Länner vum Conseil de l'Europe.

Et ass e Rapport, dee mech eigentlech ..., dee war immens interessant, immens intensiv an d'Madamm Mutsch huet dat scho richtig ugedeit, dass e mech och an eng Missioun gefouert hat a Polen an a Litauen, wou am meeschte Belarussen opgeholl ginn, natierlech wéinst der geografescher Proximitéit. Ech hu gesinn an och gespuert an och gemierkt, dass et eigentlech zwee grouss Grondproblemer gëtt.

Den éischten ass deen: déi gefälscht Walen am Joer 2020. Mir kënnen eis alleguerten erënneren un déi méintelaang Demonstratiounen, Manifestatiounen zu Minsk virun de Walen an och no de Walen. An dat war eppes, wat eis vill énnert d'Haut gaangen ass. An an deem Kontext ass deemools och de Mann vun der Madamm Tichanowskaja dunn an de Prisong gesat ginn. Si selwer huet kandidéiert an ass dunn eigentlech déi demokratesch gewielt Presidentin vu Belaruss ginn, wat dunn natierlech vum Lukaschenko net unerkannt ginn ass. Saitdem sinn d'Repressioun vill méi schlemm ginn. Dat war deen ee Grond, woufir eebe ganz vill Belarussen an d'Ausland gaange sinn, also fortgelaf sinn an exiléiert sinn.

An deen zweete Grond, firwat déi Mënschen elo an eng enorm schwierig Situatioun kommen, ass natierlech, well de Belaruss ... oder d'Diktatur, also de

Regimm am Belaruss, elo Russland ënnerstëtzt an deem Krich, an deem ganz ongerechte Krich géint d'Ukrain an dann eebe genau déi Belarussen, déi eigentlech Affer si vun deem selwechte Regimm, an e puer Länner dann och nach virgeworf kréien, eigentlech déi ze sinn, déi kollaboréieren op der Säit vun dem russeschen Aggressor. Dat mécht et immens schwéier an dofir huet dee Rapport probéiert, eng ganz Rei vu Mesürene, Recommendationen ze maachen, wéi ee mat deene Mënschen an den eenzele Länner vum Conseil de l'Europe ka besser ëmgoen.

Dofir begrëssen ech ganz ausdrécklech dat, wat hei an dëser Resolutioun och drasteet, wat mir als Parlament duerch eng Resolutioun och kënnen maachen: eeben iwwert de Wee vun eisem eegenen Engagement esou e Groupe d'amitié parlementaire ze maachen – an Dir, Här President, hat och schon do, mengen ech, d'Freed, der Madamm Tichanowskaja dat schon ze versécheren, dass mer dat maachen –, an dann d'Kooperatioun mat den Défenseurs des droits de l'homme an dann och de Parrainage mat de belarussesche Prisonéier. A wann ech do iergendwéi nach kann hëllef, do dann iergendwéi nach Kontakter hierzustellen, maachen ech dat ganz gären, well ech do einfach elo d'Chance hat, ganz vill Leit kennen ze léieren, déi doru schaffen.

An deem Sënn eis vollst Ënnerstëtzung a villmools merci nach eng Kéier, Madamm Mutsch, fir dës Resolutioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt och merci un d'Madamm Mutsch fir dës Resolutioun, déi eng ganz grouss Importenz huet. Erëm eng Kéier: Grad mir, déi u sech déi richtig klas-sesch Wäerter vun engem Rechtsstaat vertrieeden, sollen ëmmer drop hiweisen, wann an anere Staaten Entwécklung vir sech ginn, déi alles anerem wéi demokratesche Wäerter entsprechen.

D'Situatioun an der Bielorussie ass zënter Jore bekannt. Mir spiere jo och ëmmer méi, dass d'Bielorussie, virun allem iwwert de Wee vum Här Lukaschenko, nach en eenzege Vasall vu Russland ginn ass. A grad dat heescht also ganz kloer, dass der Bielorussie haut u sech e ganz kloer Feindbild vun der Ukrain matginn ass. Mir hu schon oft a wäerten och an Zukunft leider nach mussen eis mat der Situatioun an der Ukrain hei beschäftegen, an dowéinst ass et och wichtig, dass een iwwert deen heite Wee awer en Zeeche setzt, fir eeben den demokratesche Bewegungen an der Bielorussie eis Ënnerstëtzung ze ginn.

Den Här Paul Galles huet effektiv elo scho richtegerweis, an och d'Madamm Mutsch, drop higewisen – ass et Zoufall oder ass et keen Zoufall? –, mee et erliichtert zumindest net nëmme seng exzellent Aarbecht, déi hien den nächsten Dënschdeg wäert an der Assemblée plénière vum Conseil de l'Europe zu Stroosbuerg presentéieren. Dat ass iwwregens eng Éier fir e Lëtzebuurger Parlamentarier, dass grad e Lëtzebuurger ausgesicht ginn ass, fir dee wichtige Rapport do um Niveau vum Conseil de l'Europe ze presentéieren. Dofir Felicitatiounen jiddefalls och vun eiser Fraktioun nach fir déi Nominatioun do!

An datt grad mir als Parlament haut esou eng Resolutioun hei zeréckbehalen, gëtt eis och d'Méiglechkeet, als Lëtzebuurger Delegatioun, déi numeresch vläicht net déi allergréisst ass, awer en Zeechen ze setzen, dass d'Parlament awer en Ouer huet fir déi ganz Problematik an der Bielorussie. An dowéinst wëll ech och, wéi gesot, der Madamm Mutsch nach eng Kéier e grouse Merci soen. A mir stinn natierlech als DP ganz derhannert.

Vläicht e lescht Wuert nach och iwwert déi Relatiounen – dat steet jo och an der Resolutioun –, déi gegebenefalls och Lëtzebuurger Parlamentarier mat demokratesche Kräften an deem Land sollen opbauen: Jo, dat ass e wichtegt Zeeche gesat, dass soll net nëmme bei enger Symbolik bleiwen, mee dat soll och konkret Schrëtt an Zukunft mat sech bréngen. An ech ginn dervun aus, sinn iwwerzeugt, dass den Här Galles, deen entre-temps jo awer do e richtig gutt Netzwierk opgebaut huet, vläicht och kann, fréier oder spéider, dem Parlament och Propose maachen, wéi mir och kënnen iwwert de Wee weisen, awer och besonnesch vis-à-vis vun der Madamm Tichanowskaja, dass een als Lëtzebuurger Parlament awer gewëllt ass, déi ganz Situatioun net nëmme am A ze behalen, mee och selwer de Support ze ginn.

Ech hat selwer d'Chance, mat der Madamm Tichanowskaja um Kierchbierg e puer Wuert ze wieselen, an ech kann dat och hei soen, dass si d'Lëtzebuurger Parlament gelueft huet, dass si eist Land gelueft huet – an Här President, Dir wësst dat nach besser –, dass si och frou ass iwwert deen Asaz, dee mir hei weisen. An dowéinst ass et och gutt, dass mer esou Initiative wéi déi heiten huelen.

An deem Sënn: merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci an ech soen awer och der Madamm Mutsch Merci fir hir Initioune. Et ass eng Resolutioun, mat där mer elo Bekanntschaft gemaach hunn, déi u sech zwou Saache matenee vermëscht, wann ech et esou däerf soen. Déi eng ass d'Mënscherechtesituatioun a Wäissrussland, an do muss ech soen, do deele mer alleguer déi Suergen ëm d'Mënscherechter. Mir konstatéieren, dass déi Demokratie ausgehiewelt ass, mir konstatéieren d'Verfolgung an den Emprisonnement vun Oppositionellen, vu Gewalt géint Oppositioneller, an alles dat muss ee verurteelen.

Wann also nëmme dorobber, Mënscherechter an Demokratie, hei insistéiert géif ginn, da géife mir dat mat zwou Hänn ënnerschreien a matdroen. Leider ass et awer esou, dass och d'Situatioun an der Ukrain hei mat dran ass, an dat ass ganz problematesch. Do si mer ganz virsiichteg. A firwat si mer virsiichteg? Ma well mer am Abléck eeben net dat hunn, vun deem hei geschwat gëtt. Mir hunn nach keng direkt „implication du Bélarus dans la guerre injustifiée“. Et si keng wäissrussesch Truppen, gottseidank, bis elo amarschéiert an der Ukrain. Mir hunn eng relativ Retenz beim Här Lukaschenko festgestallt, fir dat ze maachen. Hien huet Dëngschter als Mediateur of-fréiert, a mir brauche Mediateuren an deem Konflikt. Wéi den Här Biden a Polen war, hat den Här Biden och Minsk invitéiert, wéi den Här Putin och. Bon, dass net zustane kann, mee mir gesinn ëmmer erëm, dass awer déi Politik vu Wäissrussland an deem dote Konflikt net genau déi ass, déi zum Beispill déi russesch ass. Dofir, mengen ech, sollt een hei awer e gewësse Spillraum loossen an dat diplomatesch ausloten, wat méiglech schéngt ze sinn.

Wa mer elo higinn an alles verurteelen, wat dat Land ugeet, mengen ech, dass mer eigentlech kengem e Gefale gemaach hunn an éischter Dieren zoumaachen, déi awer vläicht soss kéinten hëllef, an Ost-europa Interlocuteuren an Aflossméiglechkeeten a Kompromësméiglechkeeten ze definéieren, am plaz vu vireran ze verurteelen.

Ech géif Iech also proposéieren, Madamm Mutsch, wann Dir dat wëilt, dass mer dee Saz eraushuelen, dass mer eis op Demokratie a Mënscherechter

konzentrieren a Wäissrussland, wou mer eng Eestëmmegkeet ouni Zweifel hei hunn, a wat déi schrecklech Situatioun vun deem Krich an der Ukrain ueget, géif ech mengen, datt mer eis eng Kéier mat der Situatioun an dem Rôle vu Wäissrussland géifen auserneesetzen. Dat kënne mir gär an enger Kommissioun maachen, an da kucken, wat eventuell an engem méi breede Kontext ... Souwisoou lafe ganz vill Initiative vun deenen engen a vun deenen aneren, fir ze kucken, wéi een dee Konflikt kann op en Enn bréngen. Wäissrussland huet do vläicht eng Roll ze spillen, an dofir géif ech elo net mat Verurteilungen operéieren, mee mat Diplomatie an Dialog.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, mir hätte se matënnerschriwwen, d'Resolutioun, wann een eis gefrot hätt. Dovun emol ofgesinn, kann ech all Punkt dovunner ënnerstëtzen. Ech menge souguer, datt den Här Kartheiser hei probéiert, Hoer ze spalten, wann e behaupt, datt Wäissrussland, Belarus, deen an de Krich implizéiert gewiescht wär. Et ass nämlech esou, datt russesch Truppen iwwert den Territoire vu Belarus an d'Ukrain agefall sinn an deementsprechend Belarus un deem Effort de guerre vum Wladimir Putin definitiv bedeelegt war, och wa si schlussendlech net eegen Truppen, déi scho mobiliséiert waren, an d'Land geschéckt hunn, dat wuel – sou schéngt et zumindest an esou Open-Source-Intelligence-Kreesser ze heeschen –, well d'Arméi refuséiert huet, dat ze maachen, wat iwwregens och op eng ganz interessant Dynamik an deem Staat Belarus hindeit.

Et ass fir eis ganz kloer, datt politesch Prisonéier net dierfe sinn, datt Journalisten net an de Prisong gehéieren an datt deementsprechend all Regimm, deen dat mécht, muss condemnéiert ginn. Et ass, mengen ech, och richteg, datt d'Chamber hei nach eng Kéier hire Support fir demokratesch Oppositionsforcen expriméiert. Mir sinn e Parlament, mir sëtzen hei alleguerten zesummen, well mer hei zu Lëtzebuerg en demokratesche System hunn, dee funktionéiert. A wéi séier a wéi nobäi sou eppes kann zesummebriechen, dat gesi mer eebe grad ënner anerem a Belarus. An dofir ass et ganz wichteg, datt mir als Chamber hei e kloer Message schécken a soen: „Demokratie ass wichteg!“, an deementsprechend och d'demokratesch Oppositionskräften ënner der Madamm Tichanowskaja wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur vun der Resolutioun, d'Madamm Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Als Éischt wéilt ech mech bei de Kolléeg vun de Piraten entschëllegen, well wéi ech meng Ronn gedréit hat, do hat ech Iech net direkt gesinn an do herno hat ech vergiess, nach eng Kéier bei Iech laanschzekommen. Ech freeë mech awer, dass Dir dës Resolutioun Är Zoustëmmung gitt. Ech mengen, et ass dat, wat zielt.

Ech hätt mech natierlech nach méi gefreet, wa een hätt kënnen unanime iwwert déi heite Resolutioun ofstëmmen. Dat schéngt elo net onbedéngt de Fall ze sinn. Den Här Kartheiser freet, fir dee Saz „implication du Bélarus dans la guerre injustifiée et non provoquée que la Russie mène contre l'Ukraine“ ze strächen. Am Contraire zu deem, wat Dir gesot hutt, steet hei net „l'implication militaire du Bélarus“, mee eng Implikatioun vum Bélarus an deem dote Krich ass awer absolut net ze leugnen, an dofir si mir der

Meenung, dass dee Saz hei soll drableiwen. Do gëtt et e Lien, an dat muss och hei als Lien opgefouert ginn. A mir sinn dowéinst mat Ärer Proposition net d'accord. Ech bedauern dat, mee ech mengen, d'Resolutioun wier awer gutt an där Form, wéi se hei presentéiert ginn ass, natierlech idealerweis mat der Ennerschrëft och vun de Piraten. Dat huelen ech dann op mech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 54 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mme Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

15. 7890 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion

Da kënne mer elo zum Gesetz iwwer en Dispositif fir den Droit à la déconnexion kommen, bei deem den Här Dan Kersch de Rapporteur ass, deen direkt d'Wuert kritt.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, ech mengen, mir sinn eis ganz séier hei am Sall eens, dass et wichteg ass, dass een déi digital Entwécklungen um Aarbechtsmarché an an der Aarbechtswelt am Bléck behält. Et ass warscheinlech och dat, wat d'Regierung derzou beweegt huet, 2018 bei hirem Koalitiounsprogramm en Droit à la déconnexion ze schafen. Effektiv ass et wichteg, esou en Droit à la déconnexion nei an d'Aarbechtsgesetzbuch anzuschreiwen, well esou eng Reegelung a sech haut just indirekt am aktuelle Code de travail drasteet an et wichteg ass, kloer ze definéieren, wéi dat sollt an Zukunft gehandhaabt ginn.

Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, dat eng legal Reegelung vum Droit à la déconnexion ausserhalb vun deem, wat een als normal Aarbechtsszäit ugesäit, virgesäit. D'Reegelung wäert, wéi ech et virdru gesot hunn, am Code du travail eng eege Plaz fannen, wou et ënnert dem Titel „Le respect du droit à la déconnexion“ wäert stoen. Ënner anerem wäert d'ITM nei Rechter kréien. Si wäert kënne Sanktiounen ausschwätzen, wa sech net u verschidde Bestëmmunge vum Gesetz gehale gëtt.

Och sollen – an dat ass wichteg – d'Sozialpartner beim Ausschaffe vun enger entsprecher Reegelung matabez ginn. Bei de Kollektivvertragsverhandlung muss obligatoresch an Zukunft den Droit à la déconnexion traitéiert ginn. Do, wou et kee Kollektivvertrag oder en ënnergeuerdenten Accord gëtt, muss eng Reegelung um Niveau vum Betrib fonnt ginn.

De Gesetzesprojet berout op engem Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot vum 30. Abrëll 2021. Deem virausgaange war iwwregens eng Rei vun Diskussiounen um Tripartitt-Niveau, och iwwert den Droit à la déconnexion.

De Gesetzesprojet gesäit dann och nach vir, dass d'Sanktionsmesure fir all Employeuren, deenen hir Salariéen digital schaffen, zur selwechter Zäit a Kraaft trieden. Dat wäert no dräi Joer de Fall sinn, onofhängeg dovunner, ob si ënnert engem Kollektivvertrag schaffen oder net.

Ech verstopen net, dass et genau iwwert déi doten Dispositioun an der Kommissioun Diskussioun gi sinn, wou vill Leit – ech a meng Fraktioun hunn och dozou gehéiert – éischer der Meinung waren, dass et besser gewiescht wär, mir hätte kënnen déi Dispositioun iwwerhuelen, wéi se an der ursprénglecher Fassung virgesi war, nämlech dass fir déi Leit, déi an engem Kollektivvertrag sinn, dräi Joer sollt als Delai gëllen a bei deenen anere Betriber ee Joer, sou wéi et och am Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot virgeschloe ginn ass. Aus deene bekannte Grënn, op déi ech duerno nach zréckkommen, war dat net méiglech, soudass et also elo wäert esou sinn, dass et an alle Betriber wäert dräi Joer daueren, bis Sanktiounen bei Netbeuechtung vum Gesetz kënnen ausgeschwat ginn.

De Projet de loi ass den 28. September 2021 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Berufschamberen hiren Avis ginn. Deen éischen Avis hu mer den 19. Oktober 1921 (veuillez lire: den 19. Oktober 2021) vun der Chambre des Salariés kritt. D'Berufschamber gëtt hiren Accord zum Gesetzesprojet. Den 22. Februar 2022 huet d'Staatsbeamtekommer hiren Accord ginn. Och d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers ginn an hirem gemeinsamen Avis vum 7. Mäerz 2022 den Accord zum Gesetzesprojet. Ech wëll betounen, dass et u sech aussergewéinlech ass, dass d'Chambre praktesch unanime hei engem Gesetz d'Zoustëmmung ginn. Dat kënn net esou oft vir, mee dat huet eppes dermat ze dinn, dass dat Gesetz hei jo op deem gemeinsamen Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot berout an d'Sozialpartner sech jo am Prinzipp schonn eens waren.

De Staatsrot huet säin Avis den 28. Juni erausginn. An deem Avis waren zwou Opposition-formellé formuléiert. D'Kommissioun huet de 24. November 2022 de Gesetzesprojet presentéiert an do goufen och all déi jeeweileg Avisen, déi ech elo ernimmt hunn, ganz genau examinéiert. De 6. Mäerz 2023 (veuillez lire: De 6. Abrëll 2023) sinn eng Rei vu parlamentareschen Amendementer decidéiert ginn, ënner anerem fir den Opposition-formellé Rechnung ze droen.

A sengem Avis complémentaire vum 16. Mee 2023 huet de Staatsrot seng zwou Opposition-formellen

opgehuewen a säin Accord zum amendéierte Gesetzesprojet ginn. An der Sétzung vum 25. Mee dëst Joer gouf ech als Rapporteur vum Gesetzesprojet designéiert. D'Kommissioun huet de Rapport den 8. Juni gutt-geheescht.

Erlaabt mer nach, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och nach den Accord zu dësem Projet de loi vu menger Fraktioun ze ginn, déi frou ass, dass mat dësem Gesetz e weidere Punkt vun hirem Walprogramm realiséiert gëtt.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Merci och un de Rapporteur Dan Kersch, dee schonn am Detail op de Projet agaangen ass. Ech wëll och soen, dass ech och zu deene gehéieren, déi där Meenung sinn, dass een hätt missen deen Accord esou ëmsetzen, wéi d'Sozialpartner en ofgemaacht hunn. An ech bedauern deen Asproch, deen do säitens der héijer Kierperschaft, Staatsrot genannt, komm ass. Ech hat och de Minister deemools an der Kommissioun gefrot, ob – ech wëll dat och hei widderhuelen – een net och d'Méiglechkeet gehat hätt, sech driwwer ewechzesetzen, mee mir wëssen, wat dat alles da fir Konsequenzen hätt kënnen hunn, well ech et och komesch fannen, wa Sozialpartner sech eens gi sinn. An Dir hutt héieren, opgrond vun den Datumen, déi de Rapporteur hei genannt huet, wéi séier d'Avise vun de jeeweilege Berufschamberen do waren an och dass e gemeinsaamt Dokument virgeleeën huet an dass een dat dann nach esou gesäit.

Mee ech mengen, eis Kolleegen aus der Institutionskommissioun hu jo och dës Woch – oder net dës Woch, mee a leschter Zäit – nees och eng Kéier d'rout Kaart kritt wéinst engem Projet, wou et net gaangen ass, wou och do déi héich Institution drop higewisen huet. Dofir si mer alt frou, dass et net nëmme beim Travail ass, mee dass et och anere Kommissiounen ka virkommen, wou deementspriedend Oppositionen vum Staatsrot kommen.

Mee ech wollt och ënnersträichen: Och ech sinn ee vun deenen, déi à tout moment net oppassen, wivill Auer et ass, an da schreift een eng SMS, eng WhatsApp oder e Mail. Ech wäert dann och elo probéieren, och wann deejéinege kann de Computer ausmaachen, wann ech amgaang sinn ze schreiwen ...

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Dir schreift jo elo gläich der Madamm Cahen keng Maile méi.

M. Marc Spautz (CSV) | Neen. O dach, ech schreiwen hir och nach. O Mamm, wann Dir wéisst, wat mir eis alles schreiwen!

(Exclamations et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Keng Detailer, Här Spautz!

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, well wéi ass virdu gesot ginn? „Dir braucht mech och näischt am Detail ze froen dozou“, gell? Do gëtt et och nach en ... Jo.

Ech mengen, dass et och dofir gutt ass, dass mer de Leit, de Salaréien, d'Méiglechkeet ginn, dass se dat hunn. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass mer, wa mer eng Diskussioun wäerte féieren iwwer Flexibiliséierung an Aarbechtszäit, nach sécherlech wäerten eng Kéier heidrop mussen zrëckkommen, well elo am Gesetz steet: vun 20.00 bis 8.00 Auer. Dat sinn zwielf Stonnen. Wa mer eng Kéier eng Diskussioun féieren

iwwer eng aner Aarbechtszäitorganisatioun, wäerten dat alles Punkte sinn, déi do och sécherlech nach eng Kéier zur Diskussioun wäerte kommen.

Ech wëll awer och am Numm vun der CSV ënnersträichen, dass mir frou sinn, dass deen dote Problem elo definitiv provisoresch fir dräi Joer – oder an dräi Joer gesi mer, wat domat geschitt ass – geléist ass, well et ass ee vun den Haaptproblemer, dee sech am Teletravail gestallt huet. An ech weess jo och, well ech jo och d'Chance hunn, Member ze sinn, dass mer och an deenen nächste Woche wäerten de Rapport virleien hu vun der Souskommissioun „Télétravail“, wou och am Ufank eng Diskussioun iwwert den Teletravail stattfonnt huet, dass mer dat och hu misse maachen.

Wa mer elo schwätzen iwwer Droit de la déconnexion an alles, iwwer Strofen an alles, wat géif kommen, hu mer och eng Motioun virbereet, wou ech awer muss fairnesshalber soen: Do war e Feeler vu menger Säit dran. Ech hat „deux ans“ geschriwwen an et misst „trois ans“ sinn, well Dir hutt alleguerte verstanen duerch d'Ausféierung vum Rapporteur, wa mer géifen no zwee Joer schonn eng Kontroll maache fir eppes, wou dee leschten Deel no dräi Joer eréischt géif a Kraaft trieden, dat wier vläicht e bëssen en Non-sens.

An ech sinn och frou, dass sämtlech Fraktiounen, déi heibanne vertruede sinn, d'Majoritéitsfraktiounen an och alleguerten d'Oppositionsfraktiounen – ech hat se alleguerte fonnt, Madamm Mutsch –, matënerschriwwen hunn. An ech géif domadder och Iech, Här President, dës Motioun ginn, wou mer soen, dass mer duerno gären eng Evaluatioun hätten iwwer alles dat, wat an der Dekonnectioun stattfonnt huet. Wann-echgellif, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que depuis la pandémie de Covid-19, la mise en place massive du télétravail et l'utilisation permanente des technologies présentent de nombreux avantages pour les salariés tels qu'une meilleure flexibilité, un meilleur équilibre vie professionnelle-vie privée et une réduction des temps de trajet, mais aussi de nombreux risques comme une augmentation du temps de travail ou une fragilisation de la santé mentale et physique ;*

– *sachant que le surmenage chez les salariés est également susceptible d'avoir des suites néfastes pour les entreprises comme une baisse de productivité et un taux d'absentéisme plus élevé ;*

– *considérant qu'il est donc essentiel de surveiller la frontière entre vie professionnelle et vie privée des salariés ;*

– *considérant le projet de loi n° 7890 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion qui est à l'ordre du jour de la séance publique du 13 juin 2023,*

invite le Gouvernement

– *à prévoir une évaluation du droit à la déconnexion au sein des entreprises trois ans après son application.*

(s.) Marc Spautz, Myriam Cecchetti, Sven Clement, Jeff Engelen, Carole Hartmann, Dan Kersch, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | A fir de Rescht géif ech d'Zoustëmmung gi vun der CSV zum Projet 7890 an ech hoffen, dass mer do eppes zu der Work-Life-Balance vun de Salaréien hei zu Lëtzebuerg bäigedroen hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel

Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporteur villmools merci, dee mer et wéinst sengem ganz explizitte Rapport erméiglecht, vläicht e bësse méi kuerz ze sinn. Den Här Spautz hat et schonn ugeschwat: Den Teletravail huet am Fong eis Aarbechtswelt och e bësse verännert. Duerch d'Digitaliséierung an och während der Pandemie huet den Teletravail hei zu Lëtzebuerg staark zougeholl. Obwuel den Teletravail vill Virdeeler bitt, besteet awer och e gewëssene Risk, dass d'Privatlieden an d'Beruffsliewen ze vill aneneen iwwerginn. Et fält net jidderengem licht, kloer dat eent vun deem aneren ze trennen an och emol ofzeschalten, grad wa viles vun der Aarbecht iwwert den Handy ofleeft. Ënner anerem aus dësem Grond ..., net nëmme, mee och dëst ass ee Grond, firwat dëse Projet de loi ausgeschafft ginn ass, deen e Recht op Dekonnectioun an eise Code du travail aschreift.

An deem Kontext begréisst meng Fraktioun ganz ausdrécklech, dass de Sozialdialog hei respektéiert gouf. Dëse Gesetzestext baséiert op engem Raccord tëschent Sozialpartner souwéi engem Avis vum Conseil économique et social, deen am Virfeld presentéiert gouf.

Mir begrëssen och, dass dëst Gesetz de Betriber eng gewëss Flexibilitéit bei der Ëmsetzung vum Recht op Dekonnectioun erlaabt. Ech hu schonn ëfters dorobber higewisen, dass rigid Gesetzer de Funktionement vun eise Betriber behënnere kënnen. Ausserdeem – an dat ass eis als Demokratesch Partei ganz wichteg – ass all Betriber anescht a sollt dohier autonom an Zesummenaarbecht mat senger Salaréien iwwer eege Funktionementsprozesser decidéiere kënnen.

De Conseil économique et social huet a sengem Avis och dorobber higewisen – dat ass nach net gesot ginn –, dass d'Sensibiliséierung an d'Formatioun och e wichtige Stellenwäert hunn, net nëmme fir d'Aarbecht, nee, eise ganzen Alldag ass ëmmer méi enger permanenter Konnexioun ausgesat. Eisen Ëmgang mat der Digitalisatioun an hiren Outil gëtt dohier och ëmmer méi wichteg. Richteg agesat vereinfacht d'Digitaliséierung eis ganz viles an erméiglecht och d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht. Zesumme mam Recht op Dekonnectioun, dat mir heimadder aféieren, garantéiere mir déi gesetzlech Aarbechtszäitlitten och ausserhalb vum Büro, ouni dass de Funktionement vun eise Betriber onnéideg verkomplizéiert gëtt.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei hunn der schonn e puer dekonnectéiert, wann ech an de Sall kucken – oder zäitweilig. Et ass hiert gutt Recht, géif ech mengen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Här Margue, Dir musst zum Gesetz schwätzen.

(Hilarité)

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, mee ech wollt kucken, dass ech d'Opmierksamkeet kréich fir meng Ried. Merci.

Merci dem Rapporteur fir dee gudde Bericht. Den Droit à la déconnexion war bis elo net explizitt an direkt am Aarbechtsrecht virgesinn, wéi et scho gesot ginn

ass, mee ergëtt sech éischer indirekt aus den Dispositionen iwwert d'Aarbechtszäit a Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht. An eisem Regierungsprogramm ware mer eis eens ginn, de Prinzipp vun der Dekonnexioun an eis Gesetzgebung anzuschreiben. Dat maache mer haut an dat ass an deem Sënn gutt elo.

Aus mengem eegene Berufsliewe kennen ech déi Problematik zënter laange Joren. Si ass parallel gewuess mat der Entwécklung a Verbreedung vun den „Informationstechnologien“, wéi mer dat virun ongeféier 30 Joer genannt hunn: GSM, duerno Smartphone, 3G, 4G, 5G, vum Computer zum PC, mat engem VPN, alles an der Cloud gespäichert, also disponibel. Vill heibanne kennen d'Geschicht. Déi méi Jonk ënner eis sinn automatesch op den Zuch opgesprongen, wéi e schonns ënnerwee war, an e fiert zimmlech schnell.

Wa mer vun Dekonnexioun schwätzen, dann hu mer iergendwéi ëmmer am Hannerkapp, dass mer en Apparat – oder wéi mer et soss nennen: en Device – ofschalten oder aschalten, ofschalten no a vun der Aarbecht, mee déi Fro gëtt et awer schonns ëmmer a vill méi laang, well et gouf nach ëmmer Leit, déi net vun der Aarbecht wollten oder konnten ofschalten: owes, iwwert de Weekend, an der Vakanz. Mir schwätzen dann – en Term, deen e weineg fort aus dem Gebrauch ass – vun de „Workaholics“, fir déi Aarbecht hiert ganz Liewe bedeit oder – an dat schléisst sech net aus – déi sech an d'Aarbecht flüchten, verkrauchen, a mengen, domat hir perséinlech privat, familiär Suerge kënnen ausblenden. Oft geet dat awer mat der Zäit schif aus an et ass eng bekannt Problematik vum Volet „Gesondheet op der Aarbecht“, ass also an där Hisiicht och fir Leit op der ITM eng bekannt Geschicht an och fir d'RHen, also d'Personalverwaltungen. Mee, wéi gesot, duerch déi technologesch Entwécklung krut d'Fro vun Ofschaltekenne, -mussen an -dierfen eng ganz aner Nues.

D'Sozialpartner, et ass scho gesot ginn, hu mat hirem Accord vum 20. Oktober 2020 iwwert den Teletravail, deen eng Obligation générale ginn ass, schonn den Term vum Droit à la déconnexion dunn etabléiert. Dëse Projet de loi ass soumat och eng Illustratioun vun der Performance vun eisem Sozialmodell a vum sozialen Dialog. Dat solle mer ëmmer erëm ënnersträichen.

De Marc Spautz ass drop agaangen, dass mer am Rapport vun der Souskommission „Télétravail“, dee mer deemnächst hei diskutieren, och déi Fro beliicht hunn, well déi zwou Froen enk matenee verflecht sinn, Teletravail an Droit à la déconnexion. Op Basis vun de Viraarbechte vum Conseil économique et social komplettéiere mir haut dann och de Code du travail ëm des Notioun.

D'Berufskummere waren dann och schnell an hunn dem Projet zougestëmmt.

D'Gesetz ass gutt a wichteg. Ma nieft deem legale Kader sollte mir awer net ënnerschätzen, dass d'Fro vun der Dekonnexioun och eng vun der Betriebskultur an dem Management ass. Aus eegener Erfahrung weess ech, dass et net einfach ass, eng Ekip ze féieren, wou verschidde Perséinlechkeeten a Kulturen zesummentreffen, zum Beispill Franko-Italieener, Franko-Maghrebener, Däitscher, Spuenier, Franko-Fransouse mat Lëtzebuurger, zimmlech déi selwecht Generatioun. Dat ass spannend, fir dat nozekucken, awer féiert och zu Spannungen, erfuerdert Geschéck, fir dass aus der Villfalt eng flott Ekip gëtt, wou d'Leit matenee kënnen.

An d'Dekonnexioun, déi ech do erlieft hunn, déi Problematik, war schonn ëmmer eng kriddeleg Fro vun der Charakteren hier, awer och vum Statut, Frontalier oder Resident, ob plein-temps oder temps partiel,

vun der Liewenssituatioun hier, ouni oder mat Kanner oder während Schwangerschaften, wat och op d'Disponibilitéit am Dag en Afloss huet. Déi eng si moies méi disponibel, déi aner owes oder respektiv owes méi spéit, eng permanent Diskussioun, wou d'Reegewierk a virun allem Taktgefill gefuerdert sinn – eng subtil Mëschung!

Ech kommen zum Ofschloss. Et besteet also e Besoin, wéi d'Carole Hartmann et gesot huet, vu Sensibilisatioun, Diskussioun innerhalb vun de Firmen, nottamment d'Formatioun vun de Chefs d'équipe, well grouss a kleng Cheffen, déi méi vu Kontroll vun hire Mataarbechter gedriwwen si wéi vum Vertrauen a si ... Et ass vläicht mënschlech, mee virun allem ass et d'Resultat vun engem falsch verstanene Leeschtungsprinzip, enger Managementslogik, déi keng ass. Autonomie a Vertrauen an d'Mataarbechter bréngen nach ëmmer e bessert Resultat a maachen d'Mataarbechter net krank.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll fir unzefänken dem Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass quasi alles gesot ginn, och vu menge Virriedner. Ech mengen och, d'Aarbecht huet sech déi lescht Joerzëngt verännert, ech mengen d'Aarbechtsverhältnissen. An och an engem Internetzäitalter muss de Salaré d'Recht op Ofschalte kréien, och wann déi nei Kommunikatiounen hie 24 Stonnen op 24 mat berufleche Kommunikatiounen beliwweren. Dann därerf awer kee verlaangen, dass een ëmmer muss déi dauernd iwwerwaachen. Ech mengen, och dat muss sinn, et ass jo mënschlech an et muss een och no der Famili kucken an et brauch ee jo och eng Gesondheet. De Conseil économique et social huet sech och derfir ausgeschwat, dëst Recht an dem Code du travail ze verankeren.

An ech mengen, et ass alles gesot, ech géif dann d'Zoustëmmung gi vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorable Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, als Alleréisch dem Rapportier emol e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Meng Virriedner hu scho villes gesot. Op déi Punkte ginn ech dann och net méi an, well do kënnen mir eis dermadder ralliéieren.

Et ass sécher e wichtege Fortschrëtt, dass d'Problematik ronderëm d'Recht op Dekonnexioun oder op d'Netterreikbaarheet vun de Salaré mat dësem Gesetz an d'Aarbechtsrecht ageschriwwen gëtt.

Den Avis vum Conseil économique et social, deen d'Grundlag fir dëse Projet geliiwert huet, weist ganz gutt, wéi sech d'Aarbecht iwwert déi digital Kommunikatiounsmëttel lues a lues an d'Privatliewe kann erafriessen an zu ëmmer méi schwammege Grenzen tëschent Schaffen a Fräizäit ka féieren. D'Beispiller, déi de CES eis beschreift, huet jiddere scho selwer materlieft, sief et als Employé oder als Employeur. Ech mengen, den honorabelen Marc Spautz huet et virdu gesot: Mir selwer schreiben och SMSen a Messagen an eiser Fräizäit an denken oft net drun, dass deen déi aner Säit awer Fräizäit huet, dofir si mir eis net direkt de Konsequenzen dovunner bewosst.

De Privathandy vum Salaré, dee gläichzäiteg vum Employeur als Kontroll- an Iwwerwaachungsmittel ka genotzt ginn, oder Chatgruppen a Messagingapplikatiounen, wou permanent geschriwwen gëtt a sech Chatte mat Famill oder Frënn nieft de berufleche Gruppen erëmfannen, sinn e puer anschaulich Beispiller vun enger digitaler Aarbechtswelt, an där sech eppes ganz Grondleeëndes geännert huet: Wann een owes heem geet an de Büro zouspäert, ass d'Aarbecht net eriwier fir den Dag oder dee Weekend, sou wéi virun 10 oder 20 Joer nach, nee, se kann de Salaré um Heemwee bis heem an d'Stuff oder op de Kichen-dësch weider verfolge, well en ëmmer erreechbar ass.

D'Konsequenzen dovun si bekannt: Vill Salaré kënnen net méi richteg ofschalten, sech also och net méi déi richteg Zäit huelen, fir sech ze erhuelen an hirer fräier Zäit. D'Gefill, ëmmer mussen ze äntweren, just well et technesch méiglech ass, schafft Performancedrock a Konkurrenzdruck tëschent de Salaré, deem sech vill Leit net gutt entzäie kënnen. D'Privatliewe leit natierlech dorënner, well en Deel Opmierksamkeit ëmmer erëm nëmme bei der Aarbecht bleift. Stress an Erkrankungen – Burnout –, déi domadder verbonne sinn, huelen zou.

Den CES argumentéiert natierlech richteg, gradewéi och d'Auteurs vum Gesetzesprojet, dass déi dote Fäll ouni Recht op Dekonnexioun am Prinzipp och eng Verlängerung vun der Aarbechtszäit duerstellen a soumat géint eng Rëtsch Dispositionen am Aarbechtsrecht verstoussen.

Esou einfach ass et awer an eisen Aen och net, well d'Fro ronderëm d'Dekonnexioun jo keng isoléiert Thematik ass, geneesou wéi d'Erreikbaarheet mat digitale Mëtelen net aleng stellverriedend steet fir eng vill méi déifgräifend Verännerung vun der Aarbechtswelt an der Organisatioun op a ronderëm dëser Aarbecht. Sou dierf een zum Beispill net vergiessen, dass genee déi digital Tools och fir ganz vill Salaré den derzou bäidroen, dass hir Aarbecht ëmmer méi klengdeeg an intensiv gëtt wéinst dëser permanenter Konnexioun, och innerhalb vun de legalen Aarbechtszäiten. An dat huet jo och en Impakt op d'Aarbechtsbelaaschtung an d'Wuelbefanne vun de Salaré.

Mir begrëssen, dass d'Recht op Dekonnexioun elo endlech an d'Aarbechtsrecht ageschriwwen gëtt a fir gutt d'Hallschent vun de Salaré an Zukunft Géigend vu Kollektivvertragsverhandlung soll ginn, a stëmmen dëst Gesetz dann och mat.

Fir Betriber ouni Kollektivvertrag gëllen och Obligationen fir d'Employeur mat Consultatiounen vun der Personaldelegatioun, wann et dann eng gëtt. Do, wou et keng Delegatioun gëtt, leet den Employeur de Regimm da selwer fest, wat awer potenziell net onbedéngt muss besonnesch förderlech si fir d'Salaré. Dofir weist dëst Gesetz op en Neits, wéi dréngend néideg eng Stärkung vum Kollektivvertragswesen ass, fir dass méiglechst staark Bestëmmungen a Saachen Dekonnexioun fir méiglechst vill Salaré a Betriber agefouert wäerte ginn.

Et wäert dann awer och gläichzäiteg interessant sinn ze gesinn, wéi eng Regimier d'Gewerkschaften aushandele kënnen a wéi eng sech mat der Zäit och bewären am Interess vun de Salaré, déi dann och fir d'Zukunft Erfahrung liewere kënnen, fir am Interess vun alle Salaré den elo geschafene gesetzleche Kader weider ze stärken an ze entwéckelen. Et géllt also, dat heiten am A ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den

honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, wie kennt et net? Et wëll een owes just nach séier e Message um Handy kucken an da stellt ee fest, dass een 30 Minutte méi spéit nach émmer drop hänkt. Et huet een nämlech nach séier d'Maile gecheckt, et huet een nach eng Ufro aus dem Büro, déi per Chat erakoum, beäntwert, jo, an déi Kalennerufro wollt een awer och net leie loosse bis den Dag drop.

Eis digital Outils sinn am Aarbechtsalltag eng grouss Hëllef, mee se bréngen eis och heiansdo derzou, méi Aarbecht no Feierowend mat heem ze huelen, wéi mer eigentlech geplangt hunn. An do hu mir Deputéiert nach déi grouss Chance, dass mir eis eege Cheffe sinn a ganz eleng derfir responsabel sinn, wéi mir mat eisen Handyen, Laptops, Tabletten a soss ëmginn. Vill Leit hunn déi Chance net. Si schaffe fir e Patron oder eng Patronne a mussen dann errechbar sinn, wann de Superieur et erwaart – zumindest wa si net ëm hiren Job fäerte wëllen.

A verschiddene Beruffer sinn d'Zäiten, an deenen een disponibel muss sinn, well een eventuell geruff kéint ginn, ganz kloer gereegelt. Dofir gëtt et Astreint, mee net an allen. Hei stellen da vill Aarbechterinnen an Aarbechter sech d'Fro, ob si iwwer hiren Dëngschthandy oder aner Moyenen ëmmer errechbar mussen sinn: Wéi séier gëtt erwaart, dass een op e Message äntwert? Zu wéi engen Auerzäiten? Bis wéini an ab wéini muss ee per Telefon, E-Mail oder Chat errechbar sinn? Wéi ass et, wann een Homeoffice huet? Muss d'Bull am Teamchat déi ganzen Zäit gréng bleiwen oder därer se och emol giel ginn?

Wann dës Froen net gekläert ginn – an domat mengen ech kloer gekläert –, da kann dat e grouss Stressfacteur duerstellen. Wann een ni sécher ass, ob een elo wierklech eng Zäitchen net errechbar dierf sinn, an ëmmer fäerte muss, wat da wär, wann een e Message géif verpassen, jo, da kann een net ofschalten. Dat betrëfft d'Zäit doheem, dat betrëfft awer och ëmmer méi d'Mëttespaus, déi am Gesetz kloer verankert ass. Dass dat eng grouss Gefor fir déi mental, awer och kierperlech Gesondheet ass, dat muss ech sécherlech kengem méi erklären.

Mir Piraten ënnerstëtzen dofir de virleiede Projet, dee virgesäit, dass all Patronen a Patronnë mussen e kloer Regimm opstellen, aus deem ervirgeet, wéini d'Employéen errechbar mussen sinn a wéini se vun hirem Droit à la déconnexion Gebrauch kënnen maachen. Et ass en Text, dee fir all déi Betreffen derzou bäidroen kann, méi Kloerheet ze schafen, wann et drëms geet, den Handy och emol op d'Säit ze leeën an net nach séier dee Message ze beäntwerten.

An Zäiten, an deenen een ëmmer méi vernetzt ass, ass dëst Recht op Netvernetzsinn, d'Recht op Dekonexion, vun essentieller Wichtigkeet, an dofir wäerte mir dës Projet haut natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Här President, léif Deputéiert, villmoos merci emol dem Rapportier fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport an och villmoos merci allen Deputéierten,

déi hei d'Wuert geholl hunn an déi sech alleguer ganz positiv fir dëst Gesetz ausgeschwat hunn.

Jo, et ass e wichtegt Gesetz. Eis Aarbechtszäite sinn am Code du travail zwar scho gereegelt, an awer stelle mer fest, dass mir mat der Digitalisierung a spéitstens och säit der Pandemie a spéitstens och säit dem Méiausbau vum Teletravail alleguerte quasi – oder net alleguerten, mee vill Leit – ronderëm d'Auer errechbar sinn.

Ville Salariéen, deene geet et do wierklech net anescht wéi eis alleguerten heibannen: nach séier eng Mail kucken, nach séier en Dokument fäerdegmaachen, nach séier e puer Uriff maachen. An et ass net, well mer 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365 ze erreche sinn, dass dat dëst och onbedéngt gutt ass.

A vläicht misst ee mol méi dacks d'Lidd vum Tim Bendzko „Nur noch kurz die Welt retten“ lauschten a sech och bëssen Zäit huelen, fir den Text ze lauschten. An da kann ee sech emol den Text ukucken, fir dass ee sech vläicht erëm op déi méi wichteg Saache ka konzentréieren.

Well et kann een net méi esou gutt ofschalten an et kënnst een doduerjer och net méi zur Rou, an dat huet en Impakt op eis mental Gesondheet: Et gëtt ëmmer méi Leit mat Burnout, et gëtt ëmmer méi Leit mat Depressiounen. An Däitschland sinn et 10 % vun de Leit, déi eng Depressioun hunn. An de Gebrauch vun den Antidepressiva huet sech an deene leschte 15 Joer verduebelt. Aleng nënnen dat ass eng Katastroph! Et ass eng Katastroph fir d'Leit, déi an deene Situatiounen sinn, et ass awer och e Coût, deen enorm ass. Duerfir ass et derwäert, dass ee sech do Gedanke mécht.

An awer huet et och nach Auswierkungen, en Impakt, op eis Bezéiungen, et huet en Impakt op eis Kanner, et huet en Impakt op dat ganz gesond Ëmfeld vun Salarié. An nach gëschter um EPSCO-Conseil hei um Kierchbierg war dat och en Thema. Och do war déi mental Gesondheet en Thema. Mir hunn eis alleguerten do vill Gedanken drëm gemaach an och d'Dekonexion war do e Sujet. Jo, e Motor, deen iwwerhëtzt, wann en ze vill gefuert ass, an e Mënsch, dee brennt aus. Just, dass do Motor eng Saach ass an dass de Mënsch e Liewewiesen ass. An d'Aarbecht, déi dierf net krank maachen.

Ech ginn et net midd, fir ëmmer erëm drop hinzeweisen, fir et ëmmer erëm ze widerhuelen: Eis Salariéen, déi mussen geschützt ginn, well ouni d'Salarié gëtt et keng Entreprene! A mir hätte jo gär, dass d'Entreprisë staark sinn, fir dass se kënnen gutt fonctionéieren. E kranke Salarié, dee bréngt awer sengem Betrib näischt, wann en net ka schaffen. E generéiert en plus nach e Coût fir eist Gesondheetswiesen an e setzt och nach säin Ëmfeld an eng méi schwierig Situatioun.

An duerfir huet dann d'Regierung och decidéiert, den Droit à la déconnexion ze reegelen, an domadder léise mer dann och e Versprieche aus dem Koalitionsaccord an. De Code du travail, dee gëtt adaptéiert un déi nei Situatioun. A wéi Der gesitt, evoluéiert dann och hei eist Aarbechtsrecht alt erëm eng Kéier, et passt sech un. An et ass net, wéi verschidde Leit soen, dass et sech iwwerhaupt net géif upassen un d'Gegebenheeten.

Ech sinn awer och frou, dass dat Gesetz hei an engem Accord tripartite zustane komm ass. Dass ass u sech eng gutt Aart a Weis, wéi ee kann e Gesetzestext maachen. Ech sinn och frou, dass mer eis do konnten eenegen an dass mer eis och eens konnte ginn, fir déi Opposition-formellë vum Staatsrot hei awer esou eliminéiert ze kréien an dann hei en Text kréien, dee

mer haut kënnen hei stëmme a wou de Staatsrot dann och säin Accord duerno ka ginn.

Hei wëll ech awer och soen, dass de Conseil économique et social hei eng staark Basis geluecht hat fir deen heiten Text. Dee konnte mer esou ganz iwwerhuelen, fir en an d'Gesetz ze schreiwen. An ech soen hinnen och e grouse Merci fir déi gutt a flott Zesummenaarbecht. Nodeems den Text deposéiert gouf, hu mer nach e puer Ronne missen dréinen, mee et ass awer elo zu engem gudden Text hei komm.

Et ass e wichtegt Gesetz. An et ass e wichtegt Gesetz net nëmme fir d'Salariéen, wéi virdrun hei gesot gouf, mee et ass och e wichtegt Gesetz fir d'Patronen, well et gëtt deenen och eng gewësse Sécherheet an et gëtt deenen och virun allem gesond a produktiv Salariéen.

Merci fir Är Zoustëmmung a merci fir d'Nolauschtenen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Aarbechtsminister Georges Engel Merci. D'Diskussion ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7890. Den Text steet am Document parlementaire 7890⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7890 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme, kenger Neestëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7890 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da mussen mer nach iwwert d'Motioun vum Här Marc Spautz befannen.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

16. 8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail

Als Nächst hu mer de Projet de loi 8152, eng Ofännerung vum Artikel iwwert d'Sonndesaarbecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ass Rapportrice vun dësem Projet de loi héiere mer elo d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Sonndesaarbecht ass am Prinzipp zu Lëtzebuerg verbueden. Allerdéngs gëtt et eng ganz Rei Ausnahmefäll, an deene Sonndesaarbecht ënner gewëssene Bedéngungen erlaabt ass. De Verbuet vun der Sonndesaarbecht geet op d'Joer 1913 zrëck, méi genee op d'Gesetz vum 21. August 1913. Schonn deemools goufen Ausnahmefäll festgehalten, an deene sonndes ka geschafft ginn.

Fir d'Muséeën gouf awer näischt virgesinn. Allerdéngs sinn d'Muséeën zu Lëtzebuerg wéi och soss iwwerall jo natierlech sonndes op. Dat ass duerch eng Ausnam am Code du travail méiglech, op déi sech d'Muséeën beruffen. An de sougenannten „entreprises de spectacles publics“ ass Sonndesaarbecht nämlech erlaabt. Juristesche gesi falen d'Muséeën allerdéngs net zu 100 % an dës Kategorie an dowéinst ass eng Upassung am Code du travail néideg.

Mir stëmmen haut also iwwer e Gesetz of, dat d'Sonndesaarbecht an de Muséeën am Code du travail reegelt. Dee respektive Artikel vum Code du travail gesäit zéng Ausnahmepunkte fir, ënnert deene Sonndesaarbecht erlaabt ass. An duerch dësen Projet de loi gëtt nach en eelefte Punkt bei d'Ausname bäigesat, fir datt d'Muséespersonal ka sonndes aacht Stonne laang schaffen.

D'Muséeën hunn eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft. Si erhalen a schützen de Rächtum vun eisem kollektive Patrimoine a maachen e fir d'Bierger accessibel. Well d'Leit virun allem natierlech de Weekend Zäit fannen, fir an d'Muséeën ze goen, ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Muséeën och sonndes op hunn, fir datt eebe méiglech vill Leit vun dëser Offer kënnen profitéieren.

De Projet de loi ass den 9. Februar 2023 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng ganz Rei vu Beruffschamberen hiren Avis zum Projet ginn. Den éischten Avis ass den 21. Februar vun der Chambre des Métiers komm. D'Beruffschamber gëtt hiren Accord zum Gesetzesprojet a schwätzt sech an hirem Avis fir eng generell Flexibiliséierung vun der Aarbechtssäit aus.

De Staatsrot huet den 28. Februar säin Accord zum Projet ginn. D'Chambre de Commerce huet de 6. Mäerz och hiren Avis zum Projet ginn. Och si gëtt den Accord. D'Beruffschamber gëtt ze bedenken, datt et hirer Usicht no méi favorabel wier,

d'Sonndesaarbecht fir all Secteuren ze erlaben, amplaz mat Ausnamen ze schaffen. D'Chambre des Salariés huet de 16. Mäerz e favorabelen Avis zum Gesetzesprojet ofginn.

D'Kommissioun krut de 6. Abrëll de Gesetzesprojet presentéiert. An där Sëtzung goufen d'Avise vun de Chambres professionnelles a vum Staatsrot examinéiert an de Rapport ass de 27. Abrëll ugeholl a guttgeheescht ginn.

Här President, duerch dësen Gesetzesprojet gëtt also elo eng kloer juristesche Reegelung fir d'Sonndesaarbecht an de Muséeën geschafft, wat noutwendeg a gutt ass. Och ass et wichteg, datt d'Aarbechtskonditiounen vun de Salariéeën, déi sonndes schaffen, net degradéiert oder verwässert ginn. Dowéinst gëllen och fir d'Muséesmatarbechter, déi sonndes schaffen, déi jëtze Reegelungen aus dem Code du travail.

An aus all dësen Grënn ginn ech hei natierlech och heizu den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och e grouse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Francine Closener. Wéi mer déi Diskussioun gefouert hunn iwwert d'Sonndesaarbecht, fir sonndes ze schaffen oder net, hu mäi Kolleeg Aly Kaes an ech eis e bësse méi jonk gefillt. Dat geet nämlech op d'Joer 1988 zrëck, wéi hei zu Lëtzebuerg... D'Madamm Closener hat et schon ënnerstrach: Schonn 1913 ass déi éischte Kéier hei iwwer e Sonndesaarbechtverbuet geschwat ginn, mee 1988 war hei zu Lëtzebuerg eng grouss Diskussioun, fir an der Industrie iwwerall sonndes ze schaffen, an do ware gréisser Manifestatiounen weinst enger Fabrick, déi sech ronderëm Colmer-Bierg befënnt. An déi Manifestatiounen hu stattfonnt an enger Hal, déi dem Här Schaaf ganz gutt bekannt ass, wou Dausende vu Leit waren, wou et deemools drëm gaangen ass, fir eng Aktioun „I love mäi fräie Sonndeg“ ze ënnerstëtzen, an och vun do un d'Gesetz vum 1. August 1988 komm ass, wat och bis elo nach ëmmer Gültigkeit huet. Dofir, wa mer elo iwwer Sonndesaarbecht schwätzen: Sonndesaarbecht ass säit 1913 nach ëmmer en Thema hei zu Lëtzebuerg gewiescht an et wäert sécherlech och nach laang en Thema bliewen.

Ech mengen, datt et awer wichteg ass, dass mer grad bei de Muséeën an och nach bei ..., dass mer do och driwwer diskutéieren, dass een iwwert déi Reegel vun deene véier Stonne muss erausgoen, dass et muss méiglech sinn, dass och déi Muséeën dann op sinn, wann den Tourist, wann de Lëtzebuurger och d'Méiglechkeet huet, an de Musée ze goen. Et wier nämlech komesch, wann s de géifs soen: „Elo gi mer de Musée kucken“, an da stéings de virun der Dier an da wier de Musée zou an et wier net méiglech, dat do ze maachen. Et ass och do wichteg, déi néideg Akzenter ze setzen.

Mee ech mengen, dass een och – an do huet d'Madamm Closener eppes gesot, wat ech ka matënerstëtzen – eng Kéier muss dat Gantz op de Leescht huelen an eng Kéier all déi Ausnahmebestëmmungen, déi et gëtt, vläicht diskutéieren: Wat muss méi kloer definéiert ginn oder och net? Et geet net nëmmen ëm déi véier Stonnen, mee och dorëm, dass een d'Diskussiounen muss féieren: Wat ass noutwendeg a wat ass wichteg, och fir de Lëtzebuurger Standuert? An och:

Wat ass wichteg? Mir sinn an enger anerer Kommissioun amgaangen, iwwert d'Attraktivitéit vum Tourismus hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Mir sollten och do déi Diskussiounen féieren, an et wier do och wichteg, dat an engem rouege Kader ze maachen an net an iergendenger forcierter Situatioun. Well meeschtens, wann een ënner Drock eppes mécht, mécht een et net esou gutt, wéi wann och aner Méiglechkeete bestinn. An duerfir sinn ech där Meenung, dass mer do eng Diskussioun sollte féieren.

An ech géif och do de Minister froen ... Ech weess elo net, ob et nach duergeet an dëser Legislaturperiode, well et ass vläicht e bësse kuerz, mee dass een awer fir de Rescht eng Kéier eng Diskussioun doriwwer kéint féieren, fir do Adaptatiounen, déi noutwendeg sinn, kënnen ze maachen. Ech erënneren och un de Santésecteur: Wann déi op eemol géifen decidéieren, se géife sonndes net schaffen oder den Hëllefsecteur oder d'Restauratioun, da wier dat och eng grouss Schwierigkeit. An duerfir mengen ech, dass een doriwwer eng Kéier misst diskutéieren.

Fir de Rescht wëll ech am Numm vun der CSV den Accord ginn zu dësem Projet de loi an ech hoffen, dass d'Attraktivitéit vun eise Muséeën domadder nach méi grouss gëtt an dass nach méi Leit elo wäerten dohinner kucke goen, wann elo d'Situatioun vum Personal an deem Fall gekläert ass.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Villmools merci, Här President. Ech géif ufänken, andeem ech der Rapportrice villmools Merci soe fir hir zwee Rapporten. Ech mengen, mat deem Gesetzesprojet hei gëtt eng vun de Grozonen, déi et haut nach gëtt, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, behuween, spezifesch wat d'Muséeën ugeet.

Mee wéi awer och mäi Virriedner et scho gesot huet, gëtt et nach aner Secteuren, wou awer am Prinzipp och Sonndesaarbecht gelescht gëtt. Ech wëll just un de Secteur vum Sport erënneren, deen elo nach net ugeschwat ginn ass, och vu mengem Virriedner, eppes, wat mäi Kolleeg, de Claude Lamberty, och schon e puermol ugeschwat huet, wat haaptsächlech d'Sporttrainere betrëfft, déi op Kompetitiounen awer dacks och sonndes intervenéieren, an et do eigentlech och e Kader misst ginn. Do wenden ech mech souwuel un den Aarbechts- wéi och un de Sportsminister, dee vläicht e Wuert ...

Une voix | Déi kenne sech jo.

Mme Carole Hartmann (DP) | ... – déi sech kennen –, deen och vläicht e Wuert dozou ka soen. Et gëtt awer och nach aner Secteuren an dem Fräizäitberäich, déi et touchéiert sinn, wou mer mussen doriwwer schwätzen, dass et awer sonndes och méiglech muss sinn, och fir d'Attraktivitéit eebe vun deene Sitten, wéi et virdu scho gesot ginn ass, héichzehalen.

Als DP hu mer generell eng e bësse méi liberal Approche, wat och déi Sonndesaarbecht ugeet. Duerfir, bei deem heite Projet fanne mer dat gutt, well och d'Muséeën effektiv sonndes op sinn an déi meeschte Visiteuren och iwwert de Weekend hunn. Duerfir mécht et Sënn, dass eebe och sonndes do geschafft gëtt.

Ech ginn duerfir den Accord vun der Demokratescher Partei. A voilà, mir sinn oppe fir eng méi liberal Vue op d'Sonndesaarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och un d'Rapportrice. D'Aarbechtszäitegeschicht vum Sonndeg ass effektiv eng ganz laang. De Marc Spautz huet op déi Pneuefabrick um Rouscht do higewisen. Ech ka just soen, dass ech mat der clc éiweg ënnerwee war, fir d'Sonndesaarbecht an der Geschäftswelt ze reegelen. Et ass ëmmer schwiereg gewiescht. An ech si frou, dass mer haut hei kënne fir de Secteur vun der Kultur e Projet virleeën, deen d'Balance hält tëschent deene Leit, déi sonndes daerfen, mussen, kënne schaffen, an eise Bierger alleguerten, fir dass mer Kultur kënne genëssen. Et ass eng Fro vun Accès zur Kultur an awer och eng Balance, dass d'Sonndesaarbecht elo net einfach esou fräigeschalt gëtt, wéi wann et en aneren Dag wär. Dat si Kulturen, wéi se deisäit vum Atlantik üblech sinn an och am asiatesche Raum.

Mir si glécklecherweis an där Situatioun, dass mer eng gereegelt Aarbechtszäit hunn, a mir sollen dat och weider bäibehalen. An ech kann och novollzéien, dass all déi Secteure wéi de Sport, deen elo ugeschwat ginn ass, nach sollen och gereegelt ginn an dass mer déi Grozon do net hunn, net dass op eng Kéier Problemer entstinn, och mat enger Assurance accident oder esou weider, well mer hors la loi géife schaffen, ouni et bewosst gemaach ze hunn oder gewollt.

Ech ginn dofir den Accord vun der grénger Fraktioun a merci der Rapportrice nach eng Kéier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An d'Wuert ass elo fir den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Francine Closener fir dese Rapport. Et ass schrëftlech a mëndlech alles gesot ginn. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eis hei dem Gesetz upassen an do dat kloer reegelen. Well ech mengen, wa mer dat net kloer reegelen, kréie mir ëmmer méi Leit, déi musse sonndes schaffen, an ech mengen, dann ass et kloer, dass dat do esou gereegelt gëtt. Ech mengen, mir hunn et och an eenzelnen ... Virun 100 Joer huet kee vu Muséesberuffer geschwat, kee vu Sport an hei an do. A lues a lues komme mer an en Zäitalter eran, wou mer net wäerten derlaanscht kommen, eenzel Beruffer an déi Kategorie hei eranzepassen. Mir mussen nach gesinn, wat do d'Zukunft bréngt. Mee an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu diesem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Der Rapportrice emol als Alleréischt e ganz grouse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, mir ginn hei och den Accord vun eiser Fraktioun.

Mir hunn hei eng vun de Grozonen, et ass scho gesot ginn, elo endlech wierklech gekläert. Mee et sinn der nach do. Et soll een dat alles elo wierklech op de Leescht huelen. Ech mengen, den honorabele Marc Spautz huet et och gesot: Mir sollen dat a Rou diskutéieren. Dat kréie mer souwisou net méi hi virum nächsten Hierscht, dat wier wierklech sportlech. Mee ech mengen, et soll ee sech wierklech déi Zäit huelen a kucken, wat fir eng Beruffer et wierklech gëtt, déi musse sonndes schaffen. Et gëtt där, dat ass ganz, ganz kloer, déi nach an där Grozon sinn, notament

och wat de sportleche Volet ugeet. An da soll een dat wierklech legiferéieren.

Mir sinn zwar net esou liberal wéi d'DP. Mir soen: Dat, wat muss sonndes sinn, soll och op sinn, an dat ass och eng gutt Saach. Ech mengen, mir mussen den Tourismus och férdere. Mir musse jo kucken, déi ganz Nischen do ze besetzen, an de Leit kloer Konditiounen ginn. Mee et gëtt och Saachen, déi net onbedéngt sonndes missten op sinn. Do si mir éischerterderfir, dass een awer och soll kucken, dass d'Leit hiert Aarbechtswien an hiert Famillieliewen ënnert een Hutt kréien. Ech mengen, mir hu virdrun e Gesetz iwwert d'Dekonnexioun gestëmmt. Fir eis ass et och wichteg, dass awer d'Leit eng gewësse Work-Life-Balance hunn. An duerfir gëllt et, dat hei wierklech ganz kloer ze reegelen.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dat lescht Wuert huet den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Glécklecherweis hunn ech net dat lescht Wuert, de Minister kënnt jo nach!

Merci als Éischt un d'Rapportrice fir de Rapport. Ech mengen, et ass wéi ëmmer e ganz ausféierleche mëndlechen a schrëftleche gewiescht, och wann et u sech e ganz kuerzt Gesetz ass, dat just eng Ausnam zousätzlech virgesäit, obwuel, wéi d'Virriedner/innen et gesot hunn, mer u sech eng ganz Rëtsch aner Ausnamen an deene Grozonen hunn, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, a virun allem de Sport ass do genannt ginn.

Ech mengen, dass mer eis do wierklech laangfristeg mussen eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer mat all deene Froen, mat all deene Besoinen ëmginn. Esou wéi mer et haut geléist hunn, dass verschidde Betriber kënnen de ganze Sonndeg opmaachen an datt do Sonndesaarbecht och erlaabt ass, well se an enger Zone touristique leien, kann een driwwer schwätzen, ob een op eng Tankstell an an de Supermaché Tourismus maache geet. Dat ass, mengen ech, eng Fro, déi ... Haut ass dat d'Ausnam, mat där verschidde Supermarchéen all Sonnden op sinn. An de Supermarché, deen net an enger Zone touristique ass, dee gëtt anescht behandelt. Ech mengen, dass mer do wierklech eng Kéier grondleeënd mussen iwwert d'Sonndeger schwätzen.

An ech mengen, mir hu virdrun iwwert den Droit à la déconnexion geschwat. Esou muss et natierlech och en Droit au repos ginn. An dat gëtt am Moment ënnerwandert mat enger ganzer Rëtsch Grozonen. An ech denken, do sollt ee fundamental an net nëmme mat Plooschteren driwwer schwätzen.

Fir eis ass et kloer: D'Personal an de Muséeë muss och kënne sonndes schaffen, well ënnert der Woch, wann all déi aner Leit schaffen, ass et schwéier, an de Musée ze goen. Dat muss een einfach ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Et ass vläicht méi Plaz, Här Spautz, jo.

(Hilarité)

Et steet vläicht kee virum Bild, wann Der dann dee Moment kucke gitt. Mee et ass natierlech wichteg, wa mer Leit wëlle Kultur méi no bréngen an och Famillje wëllen encouragéieren, mat hire Kanner zum Beispill an de Musée ze goen, da mussen d'Muséeë weekends op sinn. A fir dat ze erméiglechen, brauch ee Personal, soss geet et net. An deementspriedend – dat heiten ass jo och mat de Personalvertrieeder ofgeschwat – gi mir eisen Accord, fir dass d'Muséeën och an Zukunft kënne legal sonndes operéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Si huet et gesot: Vun zéng Ausnamereegelunge gi mer elo op eelef Ausnamereegelungen. Déi eeleft ass dann déi vun de Muséeën.

Iwwregens, fir dem Här Spautz direkt ze äntweren: Déi acht, dat ass déi fir alles, wat Secteur de soins an Altersheim an esou weider ass. Duerfir, dat ass hei scho gereegelt. An et gëtt och nach aner Saachen, déi iwwert de Punkt 5, „entreprises de spectacles publics“, och kënne gereegelt ginn.

Mee fir et méi kloer ze maachen a fir et hei aus enger Grozon erauszehuelen, hu mer dee Punkt vun de Muséeën nach derbäigesat. Ech stëmme jiddwerengem zou, dass een dat muss nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Et ass ugeschwat ginn: Spektakel, Tourismus an de Sport. Dat ass ganz richtig. Mir haten och do scho Reunione mat deene richteger Leit zesummen. D'Fro ass déi vun der Definitioun a wéi een et ganz kloer ëmrisst, fir dass een net an engem Secteur touristique, deen eng grouss Fläch kann hunn, alles op huet an op anere Plazen dat dann net op huet.

D'Fro ass awer och déi vum Arbeitsschutz vun de Leit, vun de Salarieën, fir déi ze schützen. Et ass awer och eng Fro vu gesellschaftlechem Liewen. Wëlle mer, dass sonndes muss oder ka souvill geschafft ginn? Oder wëlle mer och vläicht de Rhythmus an der Woch behalen, dee mer elo hunn? Sechs Deeg oder fënnf Deeg schaffen an zwee Deeg éischerter fräi hunn? Alles dat ass eng Fro, eng gesellschaftlech Fro. Et ass eng Fro vu Work-Life-Balance, déi mer sécherlech mussen ugoen. Mee fir elo mol dat heiten ze reegelen, hu mer déi Muséeën hei bei déi Ausnamebestëmmunge bäigesat. Ech soo jiddwerengem Merci fir den Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engel.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8152. Den Text steet am Document parlementaire 8152⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8152 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

17. 8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Den nächste Projet de loi ass de Projet de loi 8211 iwwert d'Bäihëlfe fir d'Erhéijung vun den Energiekäschte vu verschidde Heemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, merci, Här President. Déi zwee Gesetzer, déi elo kommen, dat si Gesetzer, déi Der kennt. Dat sinn d'Verlängerunge vu Gesetzer, déi mer de 16. Dezember (veuillez lire: den 8. Dezember) d'lescht Joer hei gestëmmt haten.

Beim éischte Gesetz geet et drëm, de Punkt 8 aus dem Tripartitt-Accord vun 3. März dëst Joer ëmzesetzen, dem Accord, dee fonnt gi war tëschent dem OGB-L, dem LCGB, der CGFP, der UEL an der Regierung.

Am Gesetz vum 16. Dezember hate mer festgehalten, dass d'Steigerung vun den Energiepräisser, déi géif zoukommen op d'CIPAen, d'Centres intégrés pour personnes âgées, op d'Maisons de soins, op d'Logements encadrés pour personnes âgées an d'Centres psycho-gériatriques agréés, net sollt un d'Leit weiderfacturéiert ginn, mee dass den Iwwerschoss vun de Käschte géif vum Staat iwwerholl ginn.

Eenzeg d'Präisevolutioun, déi duerch den Index kënn, kann un d'Leit weiderfacturéiert ginn, mee net d'Deierecht un den Energiepräisser. Déi gëtt gedeckelt an déi gëtt dann och vum Staat iwwerholl.

Dëst Gesetz, dat elo scho leeft, gëtt verlängert bis den 31. Dezember dëst Joer (veuillez lire: bis den 31. Dezember d'nächst Joer), an de Käschtepunkt vun dëser Mesür läit bei 6.609.000 Euro – geschätzt. Dat hänt natierlech dervun of, wéi d'Evolutioun vun den Energiepräisser dobaussen ass.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Une voix | Den Här Roth.

M. Fernand Etgen, Président | O, Här Roth, quel honneur!

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci. Mir sinn d'accord.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Très bien, Här Roth. An da geet d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech schlësse mech deem un. Ech ginn och den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An da kënn d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech ginn den Accord vun deene Gréngen a soen awer och Merci fir de Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Idem, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der Madamm Cecchetti.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Esou einfach geet dat hei awer elo net. Elo hat Dir gemengt, Dir kéint eng hallef Stonn éischer heemgoen. Nee, nee, nee, nee, nee!

Här President, als Alleréischt dem Rapporteur emol e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Am Virfeld direkt: Mir stëmme dëse Projet de loi mat.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass jo eng Adaptatioun vum éischte Gesetz aus dem Dezember vun leschte Joer, wou et drëms goug ze verhënnere, dass déi héich Energiepräisser op d'Hebergementskäschten an Alters- a Fleegeheemer duerchschloen. Mir kritiséieren awer op en Neits, dass d'Präisser an den Heemer vill ze héich sinn.

D'CSL – net mir, mee d'CSL – huet ausgerechent, dass 77 % vun de Fraen an den Altersheemer eng Rent hunn, déi ënnerhalb vun den Hebergementskäschte läit. Hei muss dann de Fonds national de solidarité asprangen. A mir wësse jo, dass dës Hëllef remboursabel ass, wat zum Deel zu ganz ongerechte Situatione féiert fir d'Nokomme vun de betraffene Leit an eeben an éischer Linn eeler Fraen an den Heemer.

Am Gesetz ass weiderhi virgesinn, dass d'Heembredreier vun der Hëllef ausgeschloss ginn, wa se d'Hebergementskäschten an enger vun den zwou Perioden hei am Gesetz eropsetzen, wat jo net méi wéi richtig ass. Dobäi sinn awer – den honorabelen Här Baum huet et gesot – d'Indexpassungen ausgeschloss. An do läit awer e fundamentale Problem. Eng 2,5 %-Erhéijung vun den Hebergementskäschten an den Heemer ass net gerechtfertegt.

D'Hebergementskäschte setze sech nämlech aus vill verschidde Käschten zesummen, fixer wéi

variabler. D'Léin vun den Ugestalten an den Heemer maachen net 100 % vun den Hebergementskäschten aus. De Präis fir d'Zëmmer muss jo net mam Index eropgoen. Dat ass och bei den normale Mietwunnengen net erlaabt, obwuel do jo nach aner Iwwerleeungen a puncto Rentabilitéit vum Invest matspillen. Eng pauschal Erhéijung vun 2,5 % no enger Indexbranche ass also op kee Fall gerechtfertegt. Heibäi handelt et sech also ëm eng verstoppt Erhéijung vun den Tarifier, wat bei méifachen Indexbranchen och wierklech abusiv ka sinn.

Besonesch problematesch gëtt et dann och erëm fir déi 77 % Frae mat Renten, déi méi déif si wéi d'Hebergementskäschten. Déi kréien zwar och hiren Index op hirer Rent, mee vu dass dee Montant méi geréng ass, geet d'Schéier tëschent der Rent an de Käschte vum Hebergement duerch eng pauschal Erhéijung ëm 2,5 % natierlech ëmmer méi auserneen.

Dass d'Energiepräisser also net op d'Hebergementspräisser duerchschloen sollen, ass natierlech ze begreissen. Dass déi grouss Gewënner heibäi awer trotzdem d'Heembredreier sinn, déi engersäits Sue vum Staat kréien, fir parallel awer kënnen d'Präisser ondifferenziéiert mam Index eropzesetzen, ass fir eis net akzeptabel!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir sinn och averstanen.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci fir déi breet Zoustëmmung. Ech wëll awer just eng Kéier kuerz soen, dass dat falsch ass, wat Der gesot hutt, well d'Salarien, wann déi ëm 2,5 % an d'Luucht ginn, da bezilt een eebe mat de Präisser vum Hebergement d'Salarien. An de Staat, deen intervenéiert just an der Assurance dépendance an den Alters- a Fleegeheemer a soss iwwerhaupt net. Déi mussen sech alleguer selwer droen.

Dofir villmools merci fir Är breet Zoustëmmung a merci och dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8211. Den Text steet am Document parlementaire 8211².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8211 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy

Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

18. 8212 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2^o de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8212 iwwert d'Ausbezuelse vum equivalente Crédit d'impôt bis den 31. Dezember 2024 fir REVIS- an RPGH-Beneficiairen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Dir hutt scho bal alles gesot. Mir setze mat deem Gesetz de Punkt 14 aus dem Tripartitt-Accord vum 3. März em. An et geet effektiv drëm, den Équivalent crédit d'impôt – dat si 84 Euro de Mount – weiderhin ausbezuelen un d'Beneficiairë vum REVIS a vum RPGH, dem Revenu pour personnes gravement handicapées. An dat verlängere mer bis den 31. Dezember dëst Joer (veuillez lire: den 31. Dezember d'nächst Joer).

Käschtepunkt vun där Mesür fir déi Leit, déi de REVIS kréien: 12,6 Milliounen. A fir d'Leit, déi den RPGH kréien: 3,9 Milliounen. Dat si 16,5 Milliounen, déi mer elo mat deem Gesetz stëmmen. Wann ech elo d'Suen derbäihuelen, déi mer schonn an der leschter Tripartitt deblockéiert haten, da komme mer fir 2023 an 2024 op d'Zomm vu ronn 29 Milliounen Euro, déi mer deene Leit zoukomme loossen, ech mengen, déi et wierklech am schwierigsten hunn an déi d'Suen och wierklech am néidegsten hunn.

Voilà, dat wär et schonn. Merci, dass Der mer nogauschtert hutt. An ech wëll awer och hei vun der

Geleeënheet profitéieren, fir eng Kéier alleguerten de Kolleegen aus der Kommissioun „Tripartite“ e ganz, ganz grouse Merci ze soe fir déi gutt a flott Aart a Weis, wéi mer zesummeschaffen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Mat d'accord.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir sinn och dermat d'accord, an ech schécken dem Här Gilles Baum awer de Merci zrëck, dass et effektiv net ëmmer esou einfach ass, wa mer Zäitschwieregkeeten hunn, mee mir schaffe gutt zesummen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Lorsché, sidd Dir och d'accord?

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat selwecht am Gréngen, Här President. Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | An Dir, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ech schlësse mech un, och un de Merci un den Här Baum. En huet dat méi wéi verdéngt. Mir sinn also och d'accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An elo sinn ech gespaant op d'Madamm Myriam Cecchetti.

(Hilarité et exclamations)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Op engem Bee steet et sech schlecht. Dann hält ee sech dat zweet Been och nach.

Dem Rapporteur nach emol eng Kéier e grouse Merci fir säi mëndleche wéi och schrëftleche Rapport. Och dat heite Gesetz stëmme mir mat, keng Angscht, well et den Equivalent vum Crédit d'impôt verlängert bis Enn 2024.

De Mount vu 84 Euro pro Mount, em deen et hei geet, fir d'Leit, déi op de REVIS oder de Revenu fir Mënsche mat Handicap ugewise sinn, ännert natierlech näischt Grandleeëndes un der Situatioun vun de betroffene Leit. Fir e bëssen anstänneg ze liewen, geet et sécher net duer, héchstens fir déi eng oder aner Rechnung vläicht zur Zäit kënnen ze bezuelen. Mee den Drock hält dëse Mount kengem vun de betroffene Leit. An dat ass jo och guer net d'Absicht heivunner, soss hätt hei scho laang misse vun der Regierung substanzuell nogebessert ginn.

D'Verlängerung vun der Mesür op 2024 werft fir eis awer natierlech d'Fro op, wat duerno kënn. D'Upassung vun der Steiertabell, déi ab 2024 soll gräifen, hëlleft de Leit mam REVIS oder mam Revenu fir Leit mat Handicap jo net. Fir hir Situatioun an engem vergläichbare Mooss kënnen ze verbessern, wéi d'Steiertabellenupassung et fir déi meescht aner Leit mécht, muss hei de Bruttomontant méi zolidd eropgesat ginn.

Mir hätten déi Debatt gär gefouert an hunn eis se och erwaart, well wéi Der wësst ass eng Evaluatioun vum REVIS ugekënnegt ginn, déi bis haut awer nach net

presentéiert ginn ass. Bei deser Evaluatioun soll et natierlech em all d'Aspekter vum REVIS goen. Mee de Betrag vum REVIS ass awer ganz zentral, well wann d'Leit mam REVIS eng Stabilitéit an Zukunftschancé sollen hunn, da muss de REVIS se finanziell awer och deementspreechend ofsécheren. A wa mir iwwert de REVIS schwätzen, da féiert och kee Wee derlaanscht, eng Debatt iwwert de Mindestloun an déi wussend prekär Aarbecht zu Lëtzebuerg ze féieren, well béides hänkt zesummen.

Eng gutt Partie Leit verdéngen einfach net genuch, obwuel se 40 Stonnen d'Woch schaffen. Dës Problemer sinn Deeler vun enger seriöser sozialer Schifflag, déi duerch déi wussend sozial Ongläichheeten, d'Deierecht a klammend Aarmutszuelen ëmmer méi schlëmm gëtt. Mat esou klenge Mesüre wéi deene 84 Euro Steierkredit ännert sech dorunner awer sécher guer näischt. D'Schéier zwëschen Aarm a Räich geet just nach méi ausernee. D'Mëttelschicht bréckelt ëmmer méi ewech. Onsécherheet, Angscht, Onzefriddenheet, kuerz: De soziale Fridde steet op der Kipp.

A wat dat bedeit, hunn eis d'Gemengewale vum leschte Sonndeg gewisen: D'Leit wielen erëm méi no riets. Dëst ass eng Tendenz, déi oft an esou Situatiounen opkënn, wann d'Leit sech net un enger Visioun vu sozialem Fortschrëtt kënnen festhalen, déi d'Hoffnung op Oprochstëmmung vermëttelt. Dat ass natierlech och d'Roll vun eis als déi Lénk, dat ze bidden, mee net eleng eis. Mir wäerten awer mat aller Kraaft weider bei de Leit fir eis Iddie kämpfen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mat deemem Gesetzesprojet leeft dann de Steierkredit fir d'Leit, déi de REVIS oder den RPGH kréien, ab elo erëm weider.

Merci als Éischt un de Gilles Baum fir déi exzellente Zesummenaarbecht an der Tripartitt-Kommissioun, wou et em vill Geld och fir d'Leit geet. A genau dorëm geet et hei: D'Leit wäerten elo réckwierkend natierlech dat Geld kréie vun deene leschte Méint, op dat se u sech gewaart hunn. A vill vun hinne wäerte sech doriwwer freeën. Also, wie vun eis géif sech net doriwwer freeën, wann e réckwierkend Geld ausbezuelt kritt?

Mee et huet awer laang gedauert. Fir eis huet et u sech ze laang gedauert. Mir hate schonn am Fréijoer Direkthëllef gefrot, well mer dervun ausgaange sinn, datt dat heiten dauere géif. Konkreet hate mer eng Léisung a Form vun enger Direkthëllef gefuerdert. D'Leit hätten déi Suen direkt kéinten notzen a brächten net all Mount drop ze waarden. Grad fir déi Leit, déi mam REVIS oder mam RPGH auskomme mussen, wier dat eng direkt Entlaaschtung anstatt enger retroaktiver Entlaaschtung gewiescht.

De Steierkredit hei ass natierlech nëmmen eng Drëps op de waarme Stee fir déi Leit, déi wierklech mat engem Minimum mussen auskommen, vun deem, wat se kréien. Duerfir fuerdere mir Piraten weiderhin, datt d'Aiden, wéi eng Allocation de vie chère oder d'Subvention loyer, automatesch un d'Leit ausbezuelt ginn, déi se zegutt hätten. Wa mer d'Donnéeën net hunn, da muss mer d'Donnéeën schafen. Wa mer net wëssen, wéi et geet, da muss mer Weeër schafen, datt et geet.

Mir acceptéieren net, datt hei u sech mam Argument „Mir evitéieren en Déchet fiscal“ – dat muss ee sech emol virstellen! – geschafft gëtt, andeems een op Basis vu Leit, déi eppes zegutt hunn, déi awer net

wëssen, wou oder wéi et ufroen, u sech en Déchet fiscal evitéiert. Mir sinn der Meenung, dass dës Regierung, gradewéi déi nächst, eppes dorunner muss änneren a Weeër muss fannen, fir dass déi Leit, déi eppes zegutt hunn, et och automatesch guttgeschriwwé kréien.

Här President, beim Vott vun haut geet et awer just ëm dës Steierkredit, an dee gött jo automatesch bezuelt. An dofir kann ech och den Accord vun de Piraten fir dës Projéit ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci. Merci och fir déi breet Zoustëmmung elo scho fir dës Gesetzesprojéit, deen awer ganz wichteg ass, fir eeben effektiv deenen ze hëllef, deenen et am mannste gutt geet, déi am mannsten um Enn vum Mount hunn, nämlech deenen, déi de REVIS oder den RPGH kréien, dass déi den Équivalent crédit d'impôt an Zukunft och weider kréien an dass dee verlängert gött bis den 31. Dezember 2024.

Just zwou Remarken: Et ass schwierig, de Leit automatesch eppes ze bezuelen, well d'Situatioun ännert sech vu Joer zu Joer an dat muss ee jo awer dann am A behalen. An dat anert ass: „D'Leit wéile méi riets“ – ech huelen un, dass alles, wat net déi Lénk ass, riets ass fir Iech. Mee ech hunn dat net festgestallt de leschte Sonndeg, dass d'Leit hei am Land méi riets gewielt hätten. Do gesitt Der: Dir sot einfach esou pauschal Saachen an da steet dat do am Raum an dann ass dat op eemol d'Wourecht. Also ass dat falsch, wollt ech just eng Kéier soen.

An domadder géif ech elo wëllen ...

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Maacht Äre Mikro un, wann Der Frechheete sot, dann héieren d'Leit dobausse se och!

(Brouhaha)

Also, ech wollt am Fong geholl Iech alleguerte villmools Merci soen, well ... ech sinn elo no um Waasser gebaut, mee et ass meng leschte Ried haut hei als Familljeministesch. An et war net ëmmer schéin hei, mee heiansdo awer. Et war och net ëmmer witzeg hei, heiansdo awer. Ech soen Iech op jidde Fall villmools Merci, dass Der déi Seance haut esou laang gezunn hutt, fir dass ech nach wierklech eppes dovunner hunn, ...

(Hilarité)

... vu menger leschter Seance als Familljeministesch. Et war mir eng grouss Freed an eng grouss Éier, d'ärfen hei ze sinn. Duerfir villmools merci Iech all!

Une voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | An da Parole après la ministre fir de Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Cahen huet gesot, et wär hir lescht Ried. Ech wëll awer e puer Wuert soen. Ech mengen, Dir waart elo bal zéng Joer an der Regierung, an ech mengen, dat ass eng schéin laang Zäit. Ech weess och, dass dat net ëmmer einfach ass. Dir hutt dat elo an e puer kleng Wierder hei ugeschwat. Mir waren

och net ëmmer mateneen d'accord. Mir hunn och vill matenee gestriden hei. Ech wëll awer soen: Dir hutt awer och ëmmer gär matgestriden, ...

(Hilarité)

... wann ech dat, wann ech dat richtig gesinn, mat deem Engagement, dat mer vun Iech kennen.

An et ass mer wichteg am Fong, zwou Saachen hei ze soen. Dat Éischt, dat ass: merci fir déi Aarbecht, déi Der gemaach hutt. Ech weess, dass Regierungsaarbecht net ëmmer eng einfach Aarbecht ass, dass et heiansdo wierklech schwierig ass, dass een och villes perséinlech muss hannendrustelle virun där Responsabilitéit, déi een huet, an dass dat och heiansdo perséinlech villes kascht. Dat ass net ëmmer evident. Dir hutt decidéiert, déi Responsabilitéit ze huelen. Dir hutt dat zéng Joer gemaach, an dofir wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun, eiser Partei, Iech e grouse Merci ausdrécken. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Dir triert elo en anert Mandat och un. Dat ass Äre fräie Choix. An dofir wënsche mer Iech ganz einfach bonne Chance!

Merçi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka mer et einfach maachen a mech de Wierder vum Claude Wiseler uschléissen. Och mir wënschen der Madamm Cahen alles Guddes a soen hir Merci, well mir hu si kennegeléiert hei an deenen zéng Joer als eng engagéiert Ministerin, déi agerueden ass fir hir Iwwerzeegungen a gekämpft huet fir hir Iwwerzeegungen, an dat ass ganz zu hirer Éier. Mir wënschen hir alles Gutt. Mir soen hir net Äddi, well mir sinn iwwerzeegt, dass mer se geschwënn erëmgesinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, och eisersäits wéilt mir der Madamm Cahen e grouse Respekt ausdrécke fir dat, wat se zéng Joer geleescht huet. Mir wëssen alleguer, dass mer schwéier Zäiten duerchgaange sinn, an der Chamber, mee och dobaussen. Et war wierklech eng schwéier Zäit, déi Pandemie. Et ware schwierig Diskussiounen, mee si huet sech derduercheruddert. Zäitweis ass et méi haart hierraangen, mee d'Haaptsaach ass, dass mer d'Pandemie zesummen hannert eis kritt hunn an erëm fest op de Bee stinn. Duerfir, Dir hutt och en Deel derzou bäigedroen. All Respekt fir déi vergaangen Zäit an da vill Freed mam neien Job!

Ech weess nach net genee, wat op Iech zoukënn. Dir hutt et nach net genee erkläert, mee Dir wësst bestëmmt scho méi wéi mir. Mir si gespaant, wéi et weidergeet. Op alle Fall vun eiser Säit aus vill Gléck fir Är Zukunft an der Stad!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci. Dat sinn natierlech wichteg Ablécker am Liewe vun engem Politiker oder enger Politikerin, wann een elo wéi d'Madamm Minister muss soen: „Et ass déi lescht Ried op dëser Plaz.“ An ech verstinn, dass et Iech schwéierfällt, fir op d'ADR hei ze verzichten, well mir ëmmer besonnesch vill matenee gestriden hunn. Duerfir wëll ech Iech versprechen, dass dat am Stater Gemengerot esou virugeet, fir dass Der eis dann awer net esou séier vergiesst.

Iech alles Guddes op Ärem neie Wee, vill Erfolleg am Interessi vun de Bierger, déi Der verriet an der Stad Lëtzebuerg! A wéi gesot, et bleift eng lieweg Erënnung u spannend Stonnen, déi mer hei zesumme verbruecht hunn.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eis alles Guddes. Ech wäert Iech erëmgesinn am Gemengerot, mengen ech, an engem anere Kontext, mee voilà. Voilà, mir haten net esou laang Zäit mateneen, mee op jidde Fall alles Guddes. Mir spekuléieren ëmmer nach allegueren, firwat Der dee Move maacht. Mee voilà, op jidde Fall alles Guddes!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

(Interruption)

Da fir d'Éischt den Här Sven Clement. Hie wëllt net ëmmer dee Leschte sinn.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Familljeministesch. Ech mengen, se huet virun de Walen eng Annonce gemaach, an et éiert se, dass se déi Annonce och elo wouer mécht, dass se sech un dat hält, wat se de Wielerinnen a Wieler versprach huet. Vill ze heefeg kréie mer an der Politik gewierf, mir géifen eppes soen an dann eppes aneres maachen. Ech mengen, et ass ganz wichteg, och dat ervirzehiewen.

Et soll een awer ni „ni“ soen. Et soll een ni soen: „Et ass meng lescht Ried heibannen“, wann ee vläicht ...

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Als Ministesch.

M. Sven Clement (Piraten) | Als Familljeministesch. Dat ass warscheinlech méi probabel. Mee et weess een och do ni, wat d'Zukunft nach bréngt.

Ech freeë mech op alle Fall drop, dass mer eis relativ sécher nach an anere Fonctiounen wäerten erëmgesinn, och op eng flott Campagne, déi mer am Hierscht nach ze bestreiden hunn. An ech wollt vläicht soen, dass et an deem Sënn mat Iech als Ministesch ëmmer interessant war, heibannen ze streiden, well Der och ëmmer gutt zréckstreide konnt. An dat ass awer och eppes, wat ee brauch. Et ass nämlech méi einfach ze streiden, wann een zu zwee streit, wéi wann een aleng streit. Vill Gléck bei deenen nächsten Tätigkeeten!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Ech géif am Numm vu menger Fraktioun och Merci soen. Mir hunn zéng Joer ganz, ganz flott mat enger ganz engagierter Familljeministesch zesumme geschafft, fënnef Joer ënnert der Presidence vum Max Hahn a fënnef Joer war ech President.

An ech wëll just nach eng Kéier soen: Ouni elo allegueren déi Saachen ze nennen, déi mer gemaach hunn, wëll ech awer just ee Projéit eraushiewen, an dat ass d'Reform vum Congé parental, wat wierklech fir allegueren d'Elteren, d'Mammen an och haaptsächlech d'Pappen, eng wierklech, wierklech riseg, riseg Verbesserung war, wat se konnten an der Betreuung vun hire Kanner maachen. Ech kommen net méi an de Genoss vun deem Congé parental. Ech sinn och virdrun net dra komm.

Une voix | Wie weess?

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Mee ech mengen, mee ech mengen ...

Une autre voix | Hei an der Chamber ass nach keen an dee Genoss komm.

M. Gilles Baum (DP) | Macht Iech keng Gedanken. Mee ech mengen, ech géif Iech Merci soen. Dir waart och als Ministesch ëmmer disponibel, fir an d'Chamber ze kommen. D'Madamm Cahen hat mech de Mëtteg gefrot: „Wat mengs de, um wéi vill Auer muss ech do sinn?“ Ech hat gesot: „Komm, ech mengen, esou 17.00 Auer, 17.30 Auer wäert et sinn.“ Elo ass et 20.00 Auer. Merci fir Är Disponibilitéit. Merci fir Ären Asaz. An ech sinn iwwerzeegt, dass Der mat deem selwechten Asaz Äert Amt um Knuedler wäert unhuelen.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An erlaabt mir, mech perséinlech deene Mercien alleguer unzeschléissen. A wann ech een Hutt hätt, ech géif e virun der Aarbecht vun der Madamm Cahen ofdinn. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer déi Geleeeënheet awer nach dacks kréien. Merci villmools!

(Applaudissements)

A mir mussen awer nach zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8212 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8212³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8212 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmme uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

19. 8169 – Projet de loi portant :

1^o modification

a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ;

c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;

2^o abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8169 iwwert d'Prise en charge vu Kanner mat spezifesch Bedürfnisser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Also, wien den Ordre du jour festgeluecht hat, deen hat warscheinlech vergiess, dass eigentlech no deem hei Projet nach ze schwätzen elo relativ schwéier ass no deem würdegen Ofschloss, mengen ech, vun der leschter Ried vun der Familljeministesch. Mee ech probéieren dann, dee leschte Projet dann awer och nach ze presentéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleende Gesetzesprojet, deen huet als Zil, dass eng Prise en charge fir Kanner mat spezifesch Besoine während hirer ganzer Schoulzäit garantéiert ass. Duerch déi Adaptatiounen, déi haut hei virleien, soll eise Bildungssystem nach méi inklusiv an nach méi gerecht ginn, mam Endzil, wéi gesot, dass Kanner mat spezifesch edukative Besoine verbessert – a besonnesch konstant – méi Méiglecheete kréien, an der Schoul kënnen ze reusséieren.

Am Koalitionsaccord huet d'Regierung sech derzou engagéiert, déi bestoend psychologesch an och sozioedukativ Strukturen a Mesüeren an de Schoulen op de Leescht ze huelen an ze verbesseren.

Abee, haut kënt e weideren Deel vun där Ëmsetzung aus dem Koalitionsaccord derbäi. Am Ufank vläicht wichteg ze soen, ass, dass am Virfeld vun der Ausaarbechtung vum Gesetz Gespréicher mat concernéierten Acteure gefouert goufen, sief dat mat Enseignanten, sief dat mat Educateurs, mat der Commission nationale d'inclusion, mat den Direktiounen, awer och mat den Elteren an och der Schülervertriedung.

Och d'Reflexiounen aus dem Accord vum 16. November 2021 tëscht dem Ministère an den Educateurssociatiounen sinn an de Gesetzestext matagefloss.

Ech lëschten an den nächste Minutte kuerz a knapp déi wichtegst Neierungen op, fir ze skizzéieren, wat alles wäert änneren:

Genee wéi am Fondamental sollen och an de Lycéeën professionnell Ekippe fir Schüler mat spezifesch Besoinen, déi sougenannt ESEBen, agefouert ginn. Soumat schafe mir eng besser Kohärenz tëscht der Prise en charge an de Grondschoulen an duerno an de Lycéeën.

Fir d'Zesummenaarbecht tëscht den einzelnen Acteuren ze stäerken, gëtt an all Lycée en „département éducatif et psycho-social“ geschaaft. Dës Entitéit, déi regroupéiert da souwuel de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, de Service socio-éducatif, d'Cellule d'orientation et d'intégration scolaire wéi och dann déi nei ESEBen a jee no Lycée och d'Internat.

An engem drëtten Punkt adaptéiert dëse Projet de loi d'Zesummesetzung an d'Missiounen vun de Commissions d'inclusion vun de Lycéeën a stäerkt hir Zesummenaarbecht mat der Commission des aménagements raisonnables.

Fir esou schnell wéi méiglech op déi individuell Besoine vun de Schüler ze reagéieren an hinnen déi néideg Ënnerstützung kënnen ze bidden, proposéiert dësen Text ausserdeem, déi administrativ Prozedure ronderëm d'Prise en charge ze vereinfachen. Och d'Phase vun Diagnostic an d'Delaie fir d'Mise en place vun den Hëllefsmesüeren sollen heimadder verkierzt ginn.

Des Weidere schaaft dëse Projet de loi d'Fonction vum „délégué à la protection des élèves“ an de Lycéeën a stäerkt d'Matsproocherecht vun de Kanner a Jugendleche bei wichtige Decisiounen, déi hire Schoulalldag betreffen.

Um Niveau vun de Grondschoule schaaft dëse Gesetzesprojet den neie Poste vum „assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques“. Dësen Assistent soll d'I-EBSen, also d'Enseignanten, déi Kanner mat spezifesch Besoine schoulesch ënnerriichten, bei einfachen Alldagstächen ënnerstëtzen, wéi zum Beispill de Kanner, déi dat brauchen, beim Un- a beim Ausdoen hëllef. Ech wëll op dëser Plaz preziséieren, dass dës Assistenten net den Unterrecht am Klassenall aktiv gestalten, mee konkret do sinn, fir deene Kanner ze hëllef, d'Alldagserausforderungen ze meeschteren, a den Enseignant selwer sech kann op d'Ënnerriichte vun de Kanner konzentréieren.

An engem leschte Punkt schaaft dëse Projet de loi eng nei Administratioun, déi fir d'Promotioun vun der inklusiver Bildung a fir d'Implementéierung vun neie Gesetzeskader soll zoustänneg sinn: de „Service national de l'éducation inclusive“.

Komme mer op d'Avis vum Staatsrot an de Kummerten ze schwätzen. Fir den Entwurf vun dësem Gesetzesprojet huet den Educationministère vun Frank un d'Gespréich mat de Gewerkschaften an den Acteuren vum Terrain gesicht. Den SEW, den OGB-L an d'APPCA hu sech an hirem Avis immens gefreet iwwert dës Approche an Zesummenaarbecht gewisen. Si begréissen, datt d'Enseignanten a Zukunft méi Ënnerstützung bei der Prise en charge vu Schüler mat spezifesch Besoine kréien, notamment duerch d'Kreatioun vun den Assistenten am Fondamental a vun den ESEBen am Secondaire.

Et misst een allerdéngs kucken, datt déi nei Strukturen, wéi zum Beispill den Département éducatif et psycho-social an de Service national de l'éducation inclusive, net just zousätzlech bürokratesch Hürde fir d'Personal mat sech bréngen. Deen nämmlechte Punkt huet och de Conseil supérieur des personnes handicapées a sengem Avis opgeworf.

D'Staatsbeamtekummer begréisst d'Aféierung vun neien Assistent an deem Comité de liaison am Fondamental. Souwuel d'Qualitéit vun der Prise en charge wéi och d'Vernetzung vun den Acteuren géifen do duerch verbessert ginn. Si zweifelt allerdéngs dorunner, dass een Diagnostik an engem Delai vu véier Schoulwoche kéint maachen. Hei dernieft freet si och weider Präzisiounen zu der Karriär an de Missiounen vun den nei geschaaften Posten.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei haaptsächlech technesch Froen opgeworf, déi awer duerch Amendementer all konnte gekläert an esou och, jo, opgehuewe ginn. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëfftleche Rapport.

An ech kann, mengen ech, als Konklusioun soen, dass ech den Owend frou sinn, dass mer mat dësem Gesetzesprojet eise Zil vun enger inklusiver Bildungslandschaft nach e Stéck méi no komm sinn. Mat den neie Mesüre schafe mir den néidege Kader, fir Kanner mat spezifeschen edukative Besoine fair Chancen op e gudden Ofschluss kënnen ze bidden. Laang Delaien an inkohärent Prozedure schafe mir aus dem Wee an erméiglechen de Schüler doduerch eng schnell, eng effikass an eng duerchgoend Prise en charge vum Ufank bis zum Enn vun hirem Schoulparcours.

Ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Reporter Claude Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. An direkt e grouse Merci un de Rapportier fir säin ausféierleche Rapport. Dat ass nämlech och gutt esou, well mat engem Modèle de base ass et schwieereg, hei nach eng Kéier op d'Detailer anzegoen. Mat dësem Gesetz soll elo de psychosozialen an edukativen Encadrement bei de Kanner a Jugendleche verbessert ginn. „D'Inklusioun an d'Wuelbefanne solle verbessert ginn“, krute mer de Moien nach eng Kéier erkläert.

An een Deel vun deem, wat an dësem Gesetz dran ass, war och am Prinzipp am Accord festgehale ginn. Mee et ass awer net alles, wat am Accord festgehale ginn ass, och an dësem Projet de loi. A virun allem stéiert et d'Gewerkschaften – an dat wëll ech awer och nach eng Kéier hei soen –, dass dëse Projet de loi u sech eng Urgence kritt huet a bei deem aneren, deem u sech och heimadder gemaach ginn ass, wat d'Tächen ugeet vun deene Leit, déi schaffen an de Schoulen, an de Kompetenzzentren, keng Urgence ugefrot ginn ass. Dat war net esou ausgemaach. Dat stéisst relativ ville Leit sauer op.

Ech kommen awer nach bei den Inhalt. Sou munches gëtt hei verbessert. Dat begréisst mer och. Ech soen dräi Saachen:

D'ESBEN – et si fierchterlech Nimm –, d'Enseignantinnen, déi u sech mat den Élèves à besoins spécifiques schaffen, déi kommen och an d'Lycéeën.

Am Lycée gëtt u sech en Délégué à la protection des élèves geschaaft. Datt dat net vu Muttwëll ass, dat huet déi lescht Woch déi Affär vu Mobbing a Gewalt um Schoulwee gewisen, déi an de soziale Medien ze gesi war. Fir eis ass et kloer: Mobbing a Gewalt dierfe keng Plaz an der Schoul hunn! An do musse mer wirklech alles derfir maachen, fir dat ze verhënnere.

Da gëtt et déi nei Funktioun vum A-EBS – erëm eng Kéier esou e Wuert –, vum Assistant vun den Enseignantinnen, vun den I-EBSen, also vun deem, deem u sech hëllef d'Kanner undinn, wann d'Kanner vläicht net kënnen iessen, deen hinne och do hëllef, wa se Problemer hunn. Dee kënnt direkt an d'Grondschoul, fir do ze hëllef. Dat ass och eng gutt Saach.

Mee da kommen ech elo scho bei de „Mee“ an ech kucken dat e bëssen esou wéi eng Woschuel. Hei war elo de „Gutt“ an elo kommen ech bei de „Mee“.

Villes ass, wéi gesot, verbessert ginn, mee et sinn nach vill Froen, déi opstinn. An zum Beispill hei bei deem A-EBS: Deen ass agefouert ginn an der Grondschoul, mee net an de Kompetenzzentren. Dat war awer, esou wéi mir dat gesot kritt hunn, een Deel vum Accord. Ech verstinn awer net, dass en net an de Kompetenzzentren agefouert gëtt, well do ganz vill där Kanner sinn, déi do Problemer hunn. An do bräichte mer deen Assistant ganz sécher och.

Dann deen nei geschafene Chef de département am – och erëm eng Kéier en neien Departement – Département éducatif et psycho-social an de Lycéeën, deen ... Also, fréier war dat emol einfach de CePAS, wou alles dra war. Elo sinn do eenzel Ekippen oder getrennt Servicer geschaaft ginn. An iwwert déi Servicer kënnt dee Chef de département.

Fir d'éischt stellt sech d'Fro: Wann ech déi Servicer ganz konkret trennen, mat ganz konkreten Aufgaben, weess ech net, ob dat hëllef fräich ass, well et muss een de Schüler als Ganz kucken mat all senger Problemer, an net jiddwereen nëmme säin Deel.

An dann: Dee Chef de département, deen ass am Prinzipp och vu ville Schoule guer net gefrot ginn. Just vum Ministère ass eeben d'Ausso komm: „Dat ass keng Optioun, mee dat ass eng Obligatioun. D'Poste si schonn ausgeschriwwen, et ass awer nach keng Base légale do.“

Eng drëtt Bemierkung: Den Délégué à la protection des élèves, ech hu gesot, dat ass gutt, dass deen do ass. Mir brauchen eng Ulafstell fir d'Schüler, fir dass déi och gehollef kréien an och geschützt ginn. Wou ech awer mengen, dass och eppes misst geschéien, dat ass, dass op där anerer Säit d'Schoulen – an do och d'Grondschoul an d'Lycéeën – déi néideg Moyene kréien, fir och disziplinaresch Mesürene ze ergreifen. Wéi gesot, et si Reegelen do. Wann ee sech net un d'Reegelen hält, da musse Konsequenze geschéien. An nëmme e Schoultourismus vun engem Lycée an deen aneren, dat kann net d'Léisung sinn.

An dann e fënnefte Punkt ... oder e véierte Punkt, eppes, wat fir eis extreem wichteg ass, wat awer e Paradigmewissel wier – an deen ass leider net hei ugeschwat ginn –, dat ass, dass mer gären an de Grondschoulen, esou änlech wéi an de Lycéeën, eng Équipe multidisciplinaire an der Schoul selwer hätten, mat Educateuren, Psychologen, Assistant social, déi direkt kënnen um Terrain agéieren, an net, wéi et elo ass: heiansdo e bëssen an der Schoul, heiansdo si se an der Direktioun an esou weider. Déi Iwwerleeunge sinn, wéi gesot, leider net gefouert ginn. Dat froen net nëmme mir, mee dat froen alleguer d'Enseignantengewerkschaften.

A mäi leschte Punkt – nach eng Kéier esou ee Begrëff –: de Service national de l'éducation inclusive. Kee gesäit d'Noutwendegkeet an, wa mer d'Avise liesen – wirklech keen! Da freet ee sech: Firwat ass dee Service awer geschaaft ginn?

D'Vertriebung vun de regionalen Direkteren huet do relativ kloer Wieder fonnt. An ech sinn u sech zoufälleg op deen Avis gestouss. Ech hat gefrot an der Kommissioun, ob keng Avisen do wieren. Do krut ech gesot, et wiere just mëndlecher do. Also, hei ass awer op d'mannst ee schrëfftlechen do. Ech weess net, ob déi aner Collèges des directeurs och ee gemaach hunn. Si soen, dass net nëmme dee Service iwwerflësseg wär, mee si fäerten och nach, dass d'Prozedure méi schwéierfällg kéinte ginn.

Als CSV wëlle mer gäre séier Hëllef um Terrain, pragmatesch Léisungen an net nei Servicer. An dofir wäerte mer géint dëse Projet de loi stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all Kanner a Jonker do ofhuelen, wou se stinn, se begleeden, ënnerstëtzen a fërderen, wou si et brauchen, an hinne domadder d'Méiglechkeet ginn, hiert individuell Potenzial ze entwéckelen: Dat sinn an eisen Aen d'Haaptaufgaben, déi e gudden ëffentleche Schoulsystem erfëlle muss. Et sinn och déi Krittären, un deenen de Schoulsystem sech muss moosse loosse. An dat Mannst, wat ee ka soen, ass, dass an deem Beräich zu Lëtzebuerg awer och nach Verbesserungspotenzial ass.

De Rapport d'évaluation 2022 vum Ministère iwwert d'Prise en charge vun den Enfants à besoins spécifiques huet dat gewisen, wat méi oder manner ëffentlech kritiséiert a beklot gouf: nämlech, dass all concernéiert Acteure ganz vill a ganz engagéiert schaffen a gutt Aarbecht maachen, mee och dass d'Hëllef, déi gebraucht gëtt, ganz dacks net an nach vill méi dacks och net an engem akzeptabelen Delai bei de Kanner a Jonken ukënnt.

Déi verlueren Zäit bedeit méi wéi einfach nëmme „e bësse méi laang Waardezäit“ fir d'Schülerinnen an d'Schüler. Et bedeit och dacks extreem Frustrationen, déi och kënnen Auswierkungen op hiert Selbstwärtgefill an hiert Wuelbefannen hunn, net ze schwätze vun enger méiglecher Verschlemmerung vun hirer Problematik a virun allem de Konsequenzen, déi dat fir d'Matschüler an d'Schoulpersonal kann hunn.

Mir deelen dofir d'Zilsetzung vun dësem Projet de loi, deem säi Leitmotiv eng Verbesserung vun der Inklusioun vu Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen ass. Et geet drëms, d'Prise en charge ze verbessern, an dat koordinéiert, kohärent a kontinuierlech iwwer hir ganz Schoulkarriär. D'Kanner an déi Jonk mussen déi Hëllef, Ënnerstëtzung a Begleedung kréien, déi si brauchen, fir hire schoulesche Wee mat Erfolleg ze meeschten.

Eng ganz Rei vun Neierungen, déi dëse Projet de loi bréngt, gesi mer als eng reell Verbesserung:

Mir begrëissen zum Beispill, dass d'Inklusionsmesürene an d'Prise en charge vun de Kanner a Jonken am Fundamental an am Lycée besser openeen ofgestëmmt ginn, gradewéi och d'Tatsaach, dass op ville Plazen d'Prozedure gestrafft an d'Delaien, virun allem am Diagnostic a bei der Mise en place vun de Mesürene, verkierzt ginn, soudass d'Hëllef, déi gebraucht gëtt, an engem rasonablen Zäitraum och do ukënnt, wou se gebraucht gëtt.

Dat selwecht gëllt och fir d'Zesummenaarbecht tëscht der Commission d'inclusion vun de Lycéeën an der Commission des aménagements raisonnables, déi da soll verstärkt ginn.

An och déi nei Poste vun den Assistente fir d'Schüler mat spezifesche Besoine kann ee positiv bewäerten, virusagesat dass kloer ass an och séchergestallt gëtt, dass si d'Instituteurs spécialisés an hirer Aarbecht an am Alldag ënnerstëtzen an assistéieren an dass si net um Enn hir Aarbecht maachen. A wa mer vum Personal schwätzen, da muss och séchergestallt ginn, dass d'Leit eng qualitativ héichwärtge Ausbildung hunn, fir den néidege Bagage ze hunn, fir hiren Alldag gutt ze meeschten, an dass hir Aarbecht och valoriséiert gëtt.

Net eleng, wat de Risiko vun engem Nivellement vers le bas ugeet, deele mer d'Suerge vun enger Partie Acteuren um Terrain. Si warne virdrun, dass mat den

neien Départements éducatifs et psycho-sociaux an de Lycéeën eventuell en administrative Waasserapp geschafe gött. Effektiv ass ze fäerten, dass doduerch och wichtig a scho rar geséint Personalressourcen an d'Bürokratie ginn, déi da leider fir d'Aarbecht um Terrain mat de Jonke feelen. A grad bei där Aarbecht um Terrain mat de Kanner an de Jonken ass et, wou mer déi Ressourcë brauchen.

Et ass ze kucken, wéi d'Ëmsetzung vun dëser Reform an der Praxis wäert ausgesinn an ob een dann och genuch adequat forméiert Personal fënnt, dat disponibel ass, fir dann och e weidere reelle Quantesprung an der Prise en charge vu Kanner a Jonke mat spezifische Besoinen ze maachen. Et muss garantéiert sinn, dass dës System reegelméisseg evaluéiert gött, fir kënne ze beurteilen, ob a wéi e fonctionéiert, wou d'Schwaachpunkten eventuell sinn a wou dann och Verbesserungspotenzial ass.

Mëttelfristeg géife mer eis wënschen, dass multidisziplinär Ekippen an all Schoul present sinn, fir d'Kanner och kuerzfristeg optimal kënne ze ënnerstëtzen an d'Enseignanten, wann néideg, direkt ze entlaschten. Dëst garantéiert, dass de Kllassesall alle Schüler, mat an ouni spezifesch Besoinen, e Kader bitt, an deem si gefërdert kënne ginn.

Doriwwer eraus si mer der Meenung, dass am Fondamental och Psychologen an de Schoulgebaier present solle sinn, fir e reegelméisseg Kontakt mat de Schüler opzebauen, fir Beréierungsgängschtt ofzebauen a proaktiv op d'Kanner duerzegoen.

Dat gesot, wëll ech awer dem Rapporteur fir säi gudd schréfftlechen a mündlechen Rapport Merci soen. An ech ginn natierlech heimadder awer den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da ginn ech d'Wuert weider an d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi stinn am Fong dräi Grondprinzipien am Mëttelpunkt, déi mir als Gréng voll a ganz ënnerstëtzen – an dat nach ëmmer.

Éischters de Prinzip vun der schoulescher Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen, op deem déi meescht Dispositiounen vun dësem Projet de loi sech bezéien, dëst och mat der Aféierung vun neien Ënnerstëtzungsgremien, déi de Rapporteur Claude Lamberty opgezielt huët. An dofir ginn ech net am Detail drop an. Ech wëll him awer direkt e grouss Merci ausdrécken.

Den zweete Prinzip ass dee vum Kanner- a Jugendschutz, deem duerch d'Aféierung vum Délégué à la protection des élèves an de Lycéeën als Ulafstell a Schutzstell agefouert gött – wat och wierklech eng gutt Saach ass.

An drëttens geet et ëm de Prinzip vun der Matbestëmmung vu Kanner a Jonke bei allen Decisiounen, déi se betreffen, wat mer och ëmmer op en Neits gefuerdert hunn.

An dofir si mer der Meenung, dass all Fortschrétt, deem an deenen dräi Beräicher gemaach gött, immens wichtig ass, well en zu der Ëmsetzung vun der Kannerrechtskonvention an zu der Behënnerte-rechtskonvention bäidréit – besser haut wéi muer. Dofir si mer dësem Projet de loi prinzipiell positiv gesënt.

Fir dem Grondrecht op Inklusioun an Zukunft dann nach méi gerecht ze ginn, féiert – an dat ass och scho gesot ginn – fir d'Éischt awer emol kee Wee

laanscht e massive Rekrutement vu gutt ausgebildetem Personal mat enger gudder Grondausbildung um Niveau vun der schoulescher Inklusioun. An deem Sënn begrësse mer och, dass do e Masterstudium méiglech gött.

Dozou gehéiert awer och eng kloer Definitioun vun den Tâchen a vun de generelle Missiounen vun deene Leit, zesumme mat engem Plan de travail, deem definiert muss ginn an dee sech jo dann och an an engem anere Projet de loi zréckspigelt, dee mer, denken ech, nach virum Summer wäerte stëmmen. Dat ass op alle Fall eis Hoffnung.

Ech wëll awer och e Wuert zu den Infrastrukture soen, déi och eng bedeitend Roll spillen, wann et ëm Inklusioun geet, awer net oft thematiséiert ginn. Et ass leider esou, dass wéineg iwwer innovativ an inklusiv Raumkonzepter geschwat gött, esou wichtig se och sinn. Se limitéiere sech net just op eng gutt Accessibilitéit vun de Gebaier, mee op eng ganz Rei aner Voleten, déi eng Diskussioun wäert sinn – géif ech emol mengen.

Inklusioun ass dann awer och eng Saach vun Terminologie. An deem Sënn begrësse mir als Gréng, dass den Term „besoins particuliers“ mat dësem Projet de loi ofgeschafft gött an dass déi méi breet gefächert, inklusiv Notioune vu „besoins éducatifs spécifiques“ zréckbehalen gött, wat och de Comité des droits des personnes handicapées recommandéiert huët.

En anere Punkt ass d'Evaluatioun vun der Inclusion scolaire, déi jo kierzlech vun Iech virgestallt ginn ass an der Kommissioun, e weidere Punkt, op deem ech nach kuerz wëllt agoen. Dës Projet de loi erhieft nottamment den Usproch, e puer punktuell Schwächen ze behiewen, déi am entspreche Rapport iwwert d'Centres de compétences deemools identifizéiert gi sinn.

Dozou gehéiert an éischer Linn, dass e fixen Delai vu véier Schoulwoche fir den Diagnostic vu Kanner mat spezifesch Besoinen an dëst Gesetz ageschriwwen gött. Dat ass eng Suerg, déi um Terrain gedeelt gött a wou vill Leit dermat konfrontéiert sinn. Dat ass och deemools ënnerstrach ginn. De Virdeel vun deem fixen Delai besteet ganz kloer do dran, dass d'Personal um Terrain eng Perspektiv kritt, wéini den Diagnostic spëtstens soll virleien a wéini déi néideg Dispositiven dann och agesat kënne ginn.

Bis elo war et jo esou, dass d'Personal éischer am Däischtere getappt ass a riskéiert huët, d'Motivatioun ze verléieren, fir iwwerhaupt mat de Centres de compétences zesummenzeschaffen, wat och hei an engem ëffentlechen Debat en Theema war. Mir hunn déi Approche natierlech net ënnerstëtzt, mee et war awer eng Tatsaach, dass dat Theema do esou beschriwwen ginn ass.

D'Gefor – an déi wëll ech awer och thematiséieren –, déi sech hannert deem fixen Delai verstoppt, ass déi, dass et einfach net agehale gött, sief et wéinst der Komplexitéit vun der Situatioun vum Kand, sengem kierperlechen a mentalen Zoustand a sengem ganze Vecu, deem analyséiert muss ginn – an dat ka laang daueren, do muss ee vläicht kucken, ob net awer verschidden Ausname méiglech sinn, wann et eng komplex Situatioun ass –, sief et dann awer och wéinst dem Mangel u qualifiziertem Personal, dat fir den Diagnostic zoustänneg ass. Also ee Grond méi, fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun héich qualifiziertem Personal prioritär unzuzoen.

E Pluspunkt, deem ech nach wëllt ervirhiewen, ass dann deem, dass d'Commission des aménagements raisonnables an dëst Gesetz integréiert gött. Hei geet et jo drëms, dass d'Schüler Däitsch oder Franséisch

als Langue véhiculaire an de Questionnairen oder beim Verfaasse vun Texter därfe benotzen.

Wann ech richteg verstanen hunn, zielt dës Dispositioun allerdéngs just am Enseignement secondaire général. Dir kënnt mech verbesseren, wann ech mech ieren. Sollt dat esou sinn, froe mer eis awer, ob et net besser wier, déi doten Ausnam och an allen Zorte vun Enseignement zuzeloossen, dat heescht, den Aménagement raisonnable um Niveau vun de Sproochen alle Jonken zouzegestoen, déi an de Lycéeën ënnerwee sinn, am Enseignement secondaire. Dat géif d'Chancégerechtkeet generell erhéijen, an dat ënner gereegelte Konditiounen.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Ech wëll net op weider Detailler agoen, well d'Zäit eis fortleeft, mee ech mengen, et ass e Projet, deem natierlech evaluéiert ka ginn no zwee Joer, mee generell huët en déi richteg Ausriichtung, well et ëm d'Mënscherechter, ëm d'Kannerrechter an ëm de Jugendschutz geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegen, et ass spët, ech probéieren, et schnell ze maachen, dann ass jiddweree frou. Merci dem Rapporteur awer – dat muss sinn, déi kuerz Zäit – fir säi Rapport. An ech fänken um domadder, dass ee muss feststellen, dass d'Gewerkschaften hei guer net zefridde sinn. Si krute versprach, dass dat heite gläichzäiteg mat deem Gesetz géif gestëmmt ginn, wat hir Aarbechtsbedéngunge betrëfft. Dat ass net de Fall, well dat heite gött elo virun der Sommervakanz gestëmmt an dat anert da warscheinlech duerno. Dann hu mer eng nei Regierung – vläicht, vläicht och net. Op jidde Fall ass dat e Punkt, wou d'Gewerkschaften ganz staark enttäuscht sinn a sech eebe leséiert fillen – fir et emol esou ze soen.

Kuerz zum Inhalt: Et ass sécherlech, soen ech elo mol ... Dat, wat mer alles elo hei héieren hunn, dat klängt ganz gutt. An dat sinn och – da soen ech emol – positiv Saachen. Natierlech solle mer déi Kanner ënnerstëtzen, déi iergendwéi vläicht da gewësse Problemer hunn an net esou matkommen. Alles ganz richteg, alles ganz gutt. Méi Inklusioun etc., dat ënnerschreiw mir och, dat ass ganz gutt.

Ech froe mech awer dann trotzdem hei – an dat ass och schonn ugeklungen –, et brauch ee just déi Ofkierzungen alleguer ze liesen: All déi Acteuren, déi geschafft ginn, déi Posten, déi verschidde Services, wou ech mech duerno och froen, well ech war selwer laang genuch an engem Lycée ... Dunn hate mer scho ganz vill Leit, déi déi Ofkierzungen, déi et schonn deemools gi sinn, net alleguer kann hunn a wéi dat alles do fonctionéiert a wat et alles gött.

An et gött ëmmer méi komplizéiert. An ech froe mech wierklech, ob dat e Plus ass fir d'Liewen um Terrain. Mee mir sinn hei net um Terrain, mir sinn hei an der Chamber. Mir maachen hei d'Gesetz, an dat ass Theorie. An dat, wat duerno um Terrain geschitt – op jidde Fall menger Erfahrung no –, ass ganz oft eppes ganz aneres. Dat ass d'Praxis. Déi gött dann ëmgesat vun deene Leit, déi tatsächlech um Terrain sinn an déi och wëssen, wéi et leeft.

Dat sinn iwwregens och normalerweis déi, déi an de Gewerkschaften sinn. An déi, déi an de Gewerkschaften sinn, sinn also och déi Leit, déi am Fong d'Spezialiste si fir déi Saachen. An et sollt een hinnen also méi nolauschteren. Si haten eng ganz Partie Kritikpunkten. Déi sinn awer net berücksichtegt ginn, soe se. Ech

gleewen hinnen dat och. Firwat sollte se d'Onwourecht soen? Voilà, et gëtt also gefaart hei: administrative Waasserkapp, déi üblech Saachen, déi mer ëmmer méi an der Schoul hunn, an ëmmer manner d'Aarbecht um Terrain. An dat ass deelweis, wéi se soen, dann och eng Verschlechterung, déi do matkënn.

E Wuert nach: Et ass geschwat gi vum Kannerschutzbeoptraagten. Et ass geschwat gi vun där Mobbinggeschicht, eng ganz schlëmm Saach. Ech wëll hei eng Kéier profitéieren an der Chamber fir ze soen, dass, wann e Fonctionnaire, e Schoulmeeschter oder e Proff an engem Lycée, eng Strofdot feststellt oder e Verdacht op eng Strofdot, da muss en d'Police avertéieren. Ech soen dat hei ganz geziilt, well et sinn der vill, déi ruffen an d'Direktioun un oder bei den CePAS oder wat och ëmmer. Nee, nee, nee! Si sollen direkt d'Police informéieren, fir dass eng Plainte gemaach gëtt – dat muss se als Beamte maachen, de Minister kann dat bestëmmt bestätegen –, an den Direkter duerno avertéieren, natierlech. Mee de Beamten, wann en eppes gesäit, muss d'Police avertéieren, och wann et innerhalb der Schoul ass. An dat hat ech och am Lycée. Da kënnst d'Police och an d'Schoul, ob den Direkter dermat averstanen ass oder net.

An dann nach zwou Saachen, déi elo net ugeschwat gi sinn: Do geet et ëm d'Sprooch. Dir wësst, dat muss ech ëmmer alles kucken. Do ass virgesinn, dass déi, déi an de Klassen „à objectifs spéciaux“ a „classes spécialisées“ just eng Sprooch vun deenen dräi administrative solle kënnen. Mir sinn ëmmer derfir, dass allegueren déi Leit, déi beim Staat ugestallt sinn, déi dräi administrativ Sproocher kënnen, well mer eis Dräisproochegkeet verteidigen.

An an engem aneren Artikel vun deem Gesetz vun 2006 – dat ass elo en Detail, do kann ee soen: „Ierbessenzieler“, mee soit, ech soen et awer –, do steet: „les trois langues du pays“. An ech wëll am Fong soen, dass mer keng „trois langues du pays“ hunn. Dat ass eppes, wat oft an den Jobannoncen am „Wort“ benotzt gëtt, mee mir hunn am Fong eng „langue du pays“. An dofir steet jo an der neier Verfassung, dass d'Sprooch vum Grand-Duché vu Lëtzebuerg Lëtzebuergesch wier. Punkt!

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréisch dem Rapporteur e grouse Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport vun deem Omnibusgesetz. Dëse Projet de loi 8169 huet et a sech, wat d'Verhandlung mat de Gewerkschaften ugeet, well den SEW iergendwann einfach ausgeschluss gouf a just da mat der CGFP weiderverhandelt gouf – wou ee sech seriö Fro stelle muss, wat dann do eigentlech passéiert ass. Mee vläicht kann den Här Minister eis dozou déi néideg Erklärung ginn. Et gëtt der vläicht.

Der CGFP gouf an de Verhandlung vum der Säit vum Ministère versprochen, dëse Projet de loi zesumme mat dem Gesetz vun den Aarbechtsbedéngung vum edukative Personal, dem Projet de loi 8163, op d'Agenda vun der Chamber ze setzen. Deem ass awer elo net esou, wéi mir dat haut hei kënnen gesinn. An dat wäert och net méi virun der Sommervakanz op de Rôle kommen.

Dëse Projet de loi gouf virgezunn an d'Urgence gouf beim Staatsrot evoquéiert, fir dass dësen nach virun

der Sommervakanz zum Vott komme kéint. Béiss Zongen, awer och en Artikel haut an engem Lëtzebuergesche Dageszeitung behaupten, dëst géif wéinst enger bestëmmter Persoun esou gehandhaabt ginn, well déi ab 2025 keng Daseinsberechtigung als Direkter méi hätt, well et keng Ediff méi gëtt. Mat dësem Projet de loi gëtt hei en neien Direkteschposte geschafen, esou dass déi Persoun hire Poste bis 2030 als Direkter garantéiert hätt. Mir als déi Lénk géife jo hoffen, dass dat do alles Gerüchteküche wär. Mee leider fäerte mer, dass deem esou ass, well et jo och an der Zeitung esou nozeliesen ass.

Här President, niewent dësem Fait kënnst dann och nach eng zweet Saach, an zwar dass den Avis vum Conseil supérieur des personnes handicapées eréischt op dëse Rôle gesat gouf, nodeems si selwer dësen Avis den Deputéierte gemailt hunn. Mir hunn eis d'Fro gestallt, ob dat en Oubli war respektiv wou dësen Avis hänkebliwwe war. Well soss muss ee sech d'Fro stellen, ob mir als Deputéiert och ëmmer all Aweise kréien, déi erakommen, fir eis Aarbecht kënnen seriö ze maachen.

Här President, am Allgemenge gëtt et eng Hellewull Kriticken un dësem Gesetz. Mee eng no där anerer. Fänke mer beim Secondaire un. Hei ginn och elo ESEBen, Équipes de soutien des élèves à besoins particuliers, agesat, geneesou wéi am Fondamental, wat eng super Saach ass, esou wéi och den Délégué à la protection des élèves. Ech mengen, déi honorabel Madamm Hansen huet dat schon am Detail gesot.

An de Lycéeë kritiséieren den SEW mat der APCCA de Bien-fondé, fir en edukativen a psychosozialen Departement ënnert der Autoritéit vum Soudirekter ze schafen. Si schwätze souguer vum engem Kontroll- a Surveillanceorgan, dee riskéiert, d'Aarbechtsklima ze vergëften.

Här President, komme mer elo bei de Fondamental, och hei déi eng oder déi aner Kritik vum de Gewerkschaften. An den ursprüngeleche Verhandlungen ass anscheinend ni rieds gaange vun engem Posten A-EBS. Deen ass einfach bäigesat ginn, ouni vusäite vum Ministère Récksprouch mat de concernéierte Gewerkschaften ze huelen, wat de Profil vum esou engem Poste soll/muss sinn.

Här President, de Comité de liaison stéisst dem SEW mat der APCCA och sauer erop. Si opposéiere sech formell esou enger Pseudodelegatioun vum Personal. Dës hu just limitéiert Attributiounen, se mussen nämlech alles un hir Direktioun weiderleeden. Si hu weeder Stonnen dofir zegutt, nach Moyenen, mat dem Personal ze kommunizéieren. Se sinn och net géint e Licenciement geschützt oder eng Modifikatioun vun hirem Kontrakt. Dat steet alles an engem Bericht vun der APCCA/SEW ze liesen. Dat kënnst wierklech net vun eis. Also, mir hunn dat geschéckt kritt. Dofir si mer jo frou, fir mat Iech doriwwer och kënnen ze schwätzen an dass mer hei och déi néideg Explikatiounen kréien. Ech mengen, dat wäert vläicht verschidde Saache besser erklären a méi kloer maachen. Si si komplett ofhängeg, laut hirer Ausso, vun hiren Direktiounen, voire dem Direkter an dem Soudirekter.

Här President, et gëtt awer och e Lichtbléck an dësem Projet de loi, an zwar dass am Kader vun dësem Gesetz e Passus drastoe kënnst, dass nieft den Elteren och d'Enseignantent dierfen eng Assurance de conseil an eng Guidance psychologique fir en oder eng Schüler/in ufroen. Hei wär den Term „soutenance“ fir d'Gewerkschaften méi appropriéiert gewiescht wéi dee vum „conseil“, well eigentlech brauch den Enseignant a bestëmmte Fäll eng Soutenance, an net nëmmen e Conseil. Mee dat ass awer och elo nëmmen rengt Gepiddels.

Här President, komme mer elo bei d'Centre-de-compétences. Vu dass hei am Tächegesetz 8163 jo soll gereegelt ginn, wéi d'Schaffzäiten ausgesinn, an dass den Diagnostic och absolut néischt mat de Schoulvakanz méi ze dinn huet – si schaffe jo anscheinend, no deem neien Tächegesetz, da riicht duerch –, kéint een och d'Zäitschinn vum Diagnostic an en Delai vun dräi Méint, ouni d'Vacanzen dann, rechnen. Dat géif et nach méi séier maachen, fir den Enfants à besoins spécifiques ze hëllefen, wat nach ëmmer awer e Problem ass.

Et muss awer och séchergestallt sinn, dass een iwwerhaupt genuch Personal huet, fir déi Aufgaben do an där Zäit kënnen ze stemmen. Och dëst wär anscheinend eréischt mam Projet de loi 8163 definitiv ze reegelen. En anere Bemoll wär och, dass den Dossier vun de Kanner net automatesch weidergeleet gëtt un déi professionell Leit, déi et concernéiert, well dat géif wierklech och an där ganzer Schinn Zäit spueren.

Här President, komme mer elo zur Commission des aménagements raisonnables. Hei steet d'Fro am Raum, wéi déi zwee Kandidat/innen aus dem Secondaire an de Representant vum de Centre-de-compétences ausgewielt ginn. Vlächicht kréie mer och do eng Erklärung derzou, wéi do de Modus vivendi ass an ob et do net och vlächicht néideg wär, dass Vertrieeder/inne vun de Gewerkschaften dra wäeren.

Här President, komme mer elo zum SNEI, dem Service national de l'éducation inclusive. Ech si jo schon am Ufank vu menger Ried op deen Direkteschposten agaangen. Doniewent ass dësen neie Service an eisen Aen e Waasserkapp, och wann en e legale Kader setzt, dee wierklech wichteg ass. Fir déi Strukturen, déi schon existéieren, wäert dëse vusäite vun de Kompetenzzentren leider als Kontrollorgan ugesi ginn an och leider zimmlech wäit vum Terrain bliewen.

D'Gefor besteet, dass d'Kompetenzzentren komplett entmacht ginn an nach just ausféieren, wat den SNEI decidéiert, anstatt selwer kreativ ze ginn an Decisiounen ze fällen am Sënn vum Kand. Dëse funktionéiert och an der Logik vum engem New Public Management a bréngt u sech keng Verbesserungen um Terrain. Au contraire, et muss hei nees alles dokumentéiert an evaluéiert ginn. D'Bürokratie léisst hei och grëssen! Dëst alles hëlt nees vill Zäit ewech, déi de Kanner dann awer net méi zeguttkënnst.

Här President, ech mengen, Dir héiert eraus, wuer eis Rees hiféiert. Mir als déi Lénk kënnen dësem Projet de loi och net zoustëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem Claude Lamberty fir de gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Jo, vill Schüler kämpfen hei am Land am Laf vun hirem schoulesche Parcours mat deem engen oder anere Problem – mol méi grav, mol manner grav. Déi manner grav, déi léise sech meeschtens aleng duerch Zäit, duerch e bëssen Effort, duerch den Enthusiasmus, den Engagement vum Léierpersonal a vun de Schülerinnen a Schüler, vun den Eltere selwer op. Mee dass et der och gëtt mat méi grave Problemer, dee Problem ass net nei! Mir wäerten en och warscheinlech ni ganz aus der Welt geschaaft kréien. Dat ass ganz normal.

An et gouf jo och an deene leschte Joren ëmmer nees eppes gemaach, fir dass dëse Schülerinnen a Schüler méi Hëllef soll zoukommen, aner Hëllef, méi cibléiert, mee dacks sinn déi Mesure guer net oder eréischt vill

méi spéit wéi geplangt um Terrain bei de Kanner a Jonken ukomm, zum Beispill och mam Resultat, datt vill ze vill Jonker d'Schoul ouni Ofschloss verlooss hunn. Well am plaz gehollef ze kréien, goufen des Jonker dann awer an der Vergaangenheet – Temp passati, ech schwätzen iwwert d'Vergaangenheet – am Ree stoe gelooss, an dat kann net sinn!

Ob elo dem Minister seng Propos, den Décrochage scolaire domat ze bekämpfen dass een den Alter vun der Schoulpflicht an d'Luucht setzt, eng Léisung soll sinn, bezweifelen ech, well et net d'Wuerzel vum Problem bekämpft, mee u sech de Symptom bekämpft. A Problemer kënnen nëmme geléist ginn, wann ee se un der Wuerzel upaakt. An do muss een dann awer och soen: Esou wéi all Problem sinn och all d'Schülerinnen an d'Schüler eenzegaarteg, an dowéinst brauche mer eng enk an op déi jeeeweileg Kanner zougeschnidden Hëllef. A jo, dat soll mat deem heite Projet geschéien, an dat liest sech an der Theorie exzellent.

Et gouf och mam Terrain zesumme geschafft, fir dee Projet hei auszeschaffen. Se ware vläicht net Demandeur, mee no allem, wat mer héieren hunn, hu sech d'Gewerkschafte jo och mat an deem Projet hei abruucht an et liest ee jo och hir Handschrëft zu engem grossen Deel eraus.

Trotzdem stelle sech fir eis Piraten a puer Froen. D'Delaie fir den Diagnostic ze etabléieren, solle méi kuerz ginn. Ech sot, an der Theorie liest sech dat alles exzellent an dat ass och eng gutt Saach. Ob des méi kuerz Delaie awer an der Realitéit herno agehale kënnen ginn, dat muss d'Praxis nach weisen. Ech ginn do emol e Vertrauensvirschoss, datt mer dat hibréien. Mee u sech brauche mer dofir dann och méi Personal, an dat Personal ass jo haut net do. Dat heescht, ech froe mech, wou dat Personal esou séier soll hierkommen.

An da gesi mer et och kritesch, datt elo d'Assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, also d'A-EBSen, da just en Diplom DAP sollen hunn. Ech wëll domat net soen, datt des Assistenten net och e gudden Job kënnen maachen.

(Brouhaha)

Also, léif Kolleeginnen a Kolleegen op der lénker Säit, wann ech Iech langweilen, sot mer et, da maachen ech meng Ried méi kuerz!

Une voix | A, dat ass eng gutt Iddi.

M. Sven Clement (Piraten) | Ok, manifestement intéressiert verschidde Leit heibannen den Debat iwwer Elèves mat schoulesche Problemer net esou ganz, mee bref!

(Brouhaha)

Jo, ech sinn der Meenung, en ... Ech héiere mech bal selwer net, Här Minister, dofir ass et schwéier, meng Wiederer ze fannen!

(Interruptions)

Ech wëll net soen, datt déi Assistente mat engem DAP e schlechten Job wäerte maachen. Och do ass e klunge Vertrauensvirschoss ginn. Mir mengen awer, datt héich qualifizéiert a spezialiséiert Personal gebraucht gëtt, fir op spezifesch Problemer kënnen anzegoen. An et soll kee Fräifaartschäi sinn, just well mer d'Leit mat deem héije Bildungsniveau net rekrutéiert kréien, elo Leit mat engem anere Bildungsniveau ze rekrutéieren.

An dann zum Schluss – an dat ass awer haut, mengen ech, op där ganzer rietser Säit vun der Chamber hei, also op der Oppositionssäit ugeklongen – hu mer awer och Bedenken, datt hei en administrative

Waasserkapp geschafft gëtt. Dëst hu mer an der Vergaangenheet schonn ze oft erlieft. An des Kanner a Jugendlecher mussen esou séier wéi méiglech gehollef kréien. A wann een do nei administrativ Hürden abaut, da kann dat méi laang daueren, wéi mer u sech wëllen. An duerfir gesi mer dann och d'Schafe vun deem neie Service national de l'éducation inclusive kritesch.

An an deem ganze Kontext ass jo elo mëttlerweil dann och de Moien nach an der Press eng kleng Polemik entstanen, firwat deem heite Projet als urgent beim Staatsrot, also als politesch Prioritéit beim Staatsrot, deklaréiert gouf an dofir séier behandelt gouf an d'Tâchegesetz awer net, obwuel do d'Gewerkschafte Demandeur waren. An do gëtt insinuéiert – an ech hoffen, datt de Minister dat widderleeë kann –, datt hei séier nach en neien Direkteschposten hätt misse geschafte ginn. Dat ass nämlech eng ganz ferm ..., jo, u sech ass dat eng ferm Uschëllegung, vun där ech hoffen, datt de Minister déi ka widderleeë, well soss hu mer awer en anere Problem.

Am grouse Ganzen ass dee Projet hei um Pabeier gutt. Ob en et an der Praxis ass, wäerte mer nach gesinn. Mir wäerten op alle Fall eis Zoustëmmung ginn, well mer der Meenung sinn, datt een deem Projet eng Chance muss ginn. An ech hoffen, datt en do ukënnt, wou en hiwëllt, an him net à mi-chemin d'Loft ausgeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, awer och merci all deenen, déi nach – datt sinn der net wéineg – haut den Owend hei bei eis sinn, ausgehalen hunn, effektiv fir e Projet, deen, denken ech, seng Bedeitung huet, seng Wichtigkeet huet, virun allem fir dat eenzelt Kand, déi eenzel Famill, déi betraff ass.

Kanner, déi en extrae Besoin hunn, déi spieren dat nach emol anescht, wéi wa mir hei an der Chamber theoreetesch Debaten doriwuer féieren, dofir huet dese Projet seng Bedeitung. An Dir wësst, datt dat heiten e weidere Schratt ass a Richtung vun enger méi inklusiver Schoul, enger méi gerechter Schoul, enger méi mënschlecher Schoul, vläicht och enger Schoul, wou Kanner – an net nëmme si – sech méi wuel kënnen spieren. An duerfir sinn déi eenzel Dispositionen, déi net ëmmer eppes mateneen ze dinn hunn an awer ronderëm déi gesamt Thematik do dréinen, hei zesummegefaasst ginn a bedeiten awer e weidere Schratt a Richtung vun der Inklusioun.

Ech wëll nach eng kéier ënnersträichen, datt déi eenzel Dispositionen, déi an deem Text stinn, en Deel si vun engem Accord, dee mer mat, jo, där representativer Gewerkschaft fir dee Secteur an och enger Rei vun anere Personalvertriedungen ofgemaach hunn no laangen Diskussiounen. Do waren eng Zäit laang aner Acteuren associéiert. Do si mer awer net weiderkomm a mir hunn eis herno mat deenen, déi eeben d'Méiglechkeet hunn, esou Accorde fir dee Secteur hei ze maachen, dohinnergesat a mir sinn och zu dese Konklusiounen komm.

Mir hunn eis och duerno, wéi den Text redigéiert war, nach eng kéier breet consultéiert mat alle Schoulpartner, mat deenen ënnerschiddleche ënnerschiddlechen Direktiounen, Fondamental, Secondaire, Kompetenzzentren, awer och do nach eng kéier mat de Vertrieeder vun Personal, mat der

nationaler Elterevertriedung, a ganz konkret um Text nach eng kéier gekuckt, ob en esou dann och dem Esprit entsprécht. An do ass och nach déi eng oder déi aner Ännerung duerno no deem Consultatiounstour matagefloss.

Ech wëll awer och nach eng kéier ënnersträichen, datt hei an der Chamber jo dacks – an et berout jo op enger Motioun vun Ärem Haus – gefrot ginn ass, wéi et mat der Evaluatioun vun deem ganze Reformpak ass, dee mer 2017/2018 hei decidéiert hunn, dee mer implementéiert hunn an de leschte Joren a wou mer jo och elo d'Evaluatioun virleien hunn. A munches vun deem, wat do gefuereert ginn ass, ass och an deem Gesetz hei mat dran, soudatt et eng logesch Weiterentwicklung vun dem gesamten Inklusiounsdispositif vun 2017/2018 ass. An ech fannen, datt et richtig Schrëtt sinn, well mer an der Praxis gesinn, datt se noutwendig sinn.

Ech wëll op eenzel Kriticken hei nach eng kéier agoen. Ech brauch net déi ganz Virdeeler vun deem Gesetzesprojet an den einzelnen Dispositionen nach emol ze erwänen, well de Claude Lamberty als Rapporteur huet dat ganz ausgibeg gemaach am schrëftlechen an am mündleche Rapport. Dofir e grouse Merci. Mee et sinn eng Rei vu Kriticken hei formuléiert ginn. E gudden Deel baséiert dann op engem Presseartikel vun haut de Moien.

Ech wëll soen, datt d'Gewerkschafte sech dorunner stéieren, datt mer bei engem Projet de loi elo d'Urgence gefrot hunn – oder den Traitement prioritaire vun Staatsrot – a bei deem aner net. Dat sinn ech déi éischte kéier de Moie gewuer ginn, wéi ech dat an der Press gelies hunn. D'Gewerkschafte hunn dat bis elo bei eis net manifestéiert. Dat schéngt se e bëssen ze inquietéieren. Mir hunn natierlech och direkt do nogefrot, an ech denken, datt mer et vläicht awer nach hibréien, wann de Staatsrot matspillt, fir dat anert Gesetz och nach kënnen virum Summer ze stëmmen. Well ech wëll och soen: Et waren net nëmme d'Gewerkschafte, déi gären eng Kloerstellung gehat hätte vun der Tâche vun sozioedukative Personal a vun psychosoziale Personal an eise Schoulen. Gradesou war et d'Demande vun Lycée.

A mir wëlle gradesou wéi d'Gewerkschafte, datt mer deem Accord do ëmsetzen a senger Globalitéit, a senger Totalitéit. An duerfir gëtt et hei keen Hannergedanken, fir datt dat eent méi schnell wéi dat anert soll kommen an dat och vläicht guer net méi soll kommen oder eréischt an enger anerer Legislaturperiod an dann nach eng kéier géif a Fro gestallt ginn.

De Chef de département vun psychosozialen a sozioedukative Personal, wëll ech och nach eng kéier soen, dat war eng Demande, eng kloer Demande, vun eisen Interlocuteurs, vun deene Leit, vun deenen Dammen an Hären, vun deenen Educatrices, Psychologen an anerem spezialiséiertem Personal, déi an deenen entsprecheende Servicer am Lycée schaffen, fir datt ee konkreeten Usprichpartner do ass, deen d'Aarbeitspläng ka maachen, fir datt och een do ass, dee garantéiert, datt déi Leit, déi fir déi doten Aufgaben agestallt sinn, och genau déi doten Aufgabe wouerhuelen an net ofgezu gi fir aner Aktivitéiten.

Dat si Beispiller, déi mir genannt kritt hunn an deene Verhandlungen a wou ech dermadder d'accord war ze soen: Jo, mir hunn dee ganze Beräich do vun Service socio-éducatif, awer och vum SePAS enorm gestärkt déi leschte Joren a mir mussen en awer och strukturéiert kréien, fir sécherzustellen, datt en déi Aufgaben och erfëllt, déi en zougewise kritt vun eis, an net genotzt gëtt, fir aner Aufgaben do dann och ze erfëllen.

Ech denken och, datt déi Suerg, déi hei geäussert gouf, wat den Assistant pour enfants à besoins spécifiques ubelaangt, datt deen net no genuch um Terrain wär ... Dach, deen ass um Terrain. Duerfir hu mer e ganz genau rattachéiert un den Instituteur spécialisé pour enfants à besoins spécifiques, eng Schafung, déi mer 2017 gemaach hunn, déi sech bewäert huet. Ech hunn zanterdeem ni héieren, datt dat net eng gutt Iddi war, woubäi sech awer och erausstellt, datt en Enseignant, dee fénnef Joer ..., also en Diplom als Enseignant huet, de Bachelor en sciences de l'éducation oder en Equivalent, dee fénnef Joer Berufserfahrung huet, deen zousätzlech och nach e Master soll hunn oder an der Inklusioun esou eng laang Erfahrung, datt en de Changement de carrière ka maachen – dat ass nämlech de Profil vun deenen –, datt mer net fir all Geste, deen an der Inklusioun an der Schoul ze maachen ass, deen dote Profil brauchen an datt et och eebe Geste gëtt vum direkten Encadrement, wa mer an eng Iessenssituatioun kommen, wann et ëm Hygiène geet, wann et vläicht och ëm aner Soine geet, déi ze maache sinn, wou een net dee Profil vum I-EBS brauch, mee wou mer deen heite Profil ganz gutt kënnen asetzen. An ech mengen, datt d'Kombinatioun vun deenen zwee dee richtege Wee ass.

Ech wëll och do nach eng Kéier ënnersträichen, well et jo dacks hei zitéiert gëtt ... Einzelner beschränke sech jo an hire politeschen Iwwerleeungen dorobber, Avisen a Stellungname vun Enseignantengewerkschaften ze zitieren. Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen: Den I-EBS ass an der Schoul a gëtt vun der Schoul selwer geréiert. Den A-EBS ass herno an der Schoul a gëtt vun der Schoul selwer geréiert. Dat ass wouer. Mee an der Schoul – an hei gëtt esou gemaach, wéi wann et déi Ressourcen net géif ginn –, do ginn all Dag Psychologen, Ergotherapeuten, Orthofonisten, Pedagogon a Sozialpedagogen an an aus.

Jo, déi sinn net nëmmen un eng Schoul rattachéiert. Mir hu Schoulen; déi eng hunn 90 Schülerinnen a Schüler, an déi aner hunn der 900. Do kënnen mer natierlech net dee selwechten Encadrement vun deenen dote spezialiséierte Kräfte assurieren an enger Schoul vun 90 Kanner wéi an enger Schoul vun 900 Kanner. An duerfir hu mer gesot: Mir reegelen dat an der Regioun ënnert der Direktioun. An natierlech denken ech awer emol, datt déi Leit, déi sech an der Direktioun dorëms këmmere, esou intelligent sinn, datt se, wann et genuch Besoin gëtt fir e Psycholog an enger Schoul oder fir en Ergotherapeut oder fir en Orthofonist oder e Sozialpedagog, deen natierlech dann och ganz dohinner ginn an net mutwëlleg der e puer hin- an hiertingele loosse an hirer Regioun, soudatt mer eigentlech hei just iwwer eng optimal Allocatioun vun de Ressourcen, vu rare Ressourcen, schwätzen. An ech denken, datt dat am Interessi vun de Kanner ass an och vun all den Enseignanten.

Wat den Delai ubelaangt vum Diagnostic, ass dat eng Diskussioun. Ech verst se, muss ech soen. Ech verst se. Op där enger Säit gëtt gesot: „Hei ass e Kand, dat brauch Hëllef, an da kënnen mer net méintelaang waarden, bis déi Hëllef kënnt.“ Dofir hu mer en Delai elo an d'Gesetz ageschriwwen. An op där anerer Säit

verstinn ech awer och déi Spezialisten, déi den Diagnostic mussen assurieren a soen: „Ech kann a véier Wochen do net alles soen a schreiwen. Ech brauch méi laang, fir eigentlech ze wëssen, wat wierklech de spezifesche Besoin ass a wat fir eng Hëllef deem Kand do wierklech soll zeguttkommen.“

Dofir fannen ech, datt déi Kombinatioun, déi mer hei hunn, fir en Delai an der Schoul vu véier Wochen ... an awer, wann et doriwwer eraus muss goen, da kënnt no véier Wochen och eng Hëllef allerspéitstens, wann en éischten Diagnostic gemaach ass. A wann et doriwwer eraus muss goen, dann huet e Kompetenzzenter natierlech och d'Méiglechkeet, den Diagnostic komplett ofzeschléissen an dann déi Hëllef och nach eng Kéier ze ajustieren, fir ze kucken: Ass et eng vun der regionaler Struktur oder eng vun engem nationale Kompetenzzenter? An dann hu mer béides, mengen ech: e korrekten Diagnostic, well deen ass wichteg, fir de Kanner och richtig kënnen ze hëllefen, an op där anerer Säit awer och eng schnell Hëllef, déi an der Klass Entlaaschtung, beim Kand direkt Entlaaschtung an Hëllef ka bréngen.

Vläicht e puer Saachen nach zur CAR. Also, ech liesen den Text esou an ech hunn en ëmmer esou verstane, datt deen Dispositif, dee mer do asetzen, fir de ganze Secondaire ass an och fir d'Beruffsausbildung, datt mer hei dat net nëmmen op den Enseignement secondaire général limitéieren, mee dat ass fir de Classique, dat ass fir de General an et ass och déi selwecht Prozedur fir d'Beruffsausbildung. Duerfir weess ech net, wou dat doten hierkënn.

Eppes fannen ech dann awer schued: datt eppes, wat sech an der Press zesummegeponne gëtt, hei einfach esou weidergesponne gëtt. Ech muss soen, datt, wann et do ëm Leit aus mengem Ministère geet, wou elo ënnerstallt gëtt, hei géif dat Gesetz quasi elo duerchgebaatscht ginn an de Staatsrot wär gedréckt ginn, hei en Avis ze ginn, fir datt déi herno eng Nominatioun kréien, woubäi se déi haut hunn ... A wann ech dat richtig verstane hunn, leeft déi jo eréischt 2025 souwisou aus an da géif och ech souwisou net als Minister do e Prolongement kënnen dem Grand-Duc – oder d'Regierung dem Grand-Duc – proposieren, mee mäin Nofollger géif dat da maachen. Well wann ech dat e bësse beieneeleeën, mierken ech eigentlech, datt dat doten net klappt an eigentlech kee Sënn ergëtt. Mee datt dat awer esou iwwerholl gëtt an hei weidergesponne gëtt, dat bedauern ech och am Interessi vun deene Leit, déi all Dag de Kapp duerhalen, fir déi Aarbecht ze maachen.

Jo, déi gëtt vläicht heiansdo kritiséiert, dat ass wouer, jo, an et ass och esou, datt mer Strukturen an och responsabel Leit an eisem Ministère brauchen, déi déi Aarbecht do maachen. Well wann ech hei emol héieren, wat alles gefuerdert gëtt, da brauch och de Ministère responsabel Leit an de jeeweilege Servicer. Da brauche mer déi Servicer a mir brauchen och do Direkteren, déi genau dat ëmsetzen, mat deene Strukturen drënner, wat mir alleguerten hei als sënnavoll eruechten. Ze mengen, mir féieren hei eng Debatt an da stëmme mer e Gesetz an da géif dat iwwerall vun haut op muer ëmgesat ginn, datt ass dach e bësse vill där Naivitéit, déi, ech fannen, esou e Projeet hei net verdéngt huet.

Dofir soen ech deene Merci, déi dat heite matstëmmen, an ech bedauern, datt d'Zoustëmmung bei esou engem wichtige Sujet, dee wierklech Hëllef fir d'Kanner, hir Elteren a fir d'Enseignantë bréngt, net méi grouss ass wéi eebe just eng Säit hei am Haus.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8169. Den Text steet am Document parlementaire 8169⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8169 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmme géint 24 Neestëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Masar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 20.50 heures.)

Sommaire

<p>1. Ouverture de la séance publique M. Fernand Etgen, Président de séance</p> <p>2. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'abolition de la limitation du droit à l'indemnité pécuniaire de 78 semaines Exposé : M. Jeff Engelen Discussion générale : M. Marc Spautz M. Dan Kersch M. Charles Margue Mme Myriam Cecchetti M. Sven Clement M. Jeff Engelen M. Dan Kersch Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale M. Jeff Engelen M. Dan Kersch Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)</p> <p>3. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum Exposé : M. Fernand Kartheiser Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf</p> <p>4. Dépôt d'une motion par M. Jean-Marie Halsdorf Exposé : M. Jean-Marie Halsdorf</p> <p>5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum (suite) Discussion générale (suite) et prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Empain M. François Bausch, Ministre de la Défense Mme Nathalie Oberweis M. Marc Goergen M. François Bausch, Ministre de la Défense M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre François Bausch) M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Fernand Kartheiser) M. Yves Cruchten Vote sur la motion (rejetée)</p> <p>6. Motion de M. Jean-Marie Halsdorf relative à l'attractivité du service dans l'Armée Discussion générale : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement) M. Marc Goergen Mme Stéphanie Empain M. Jean-Marie Halsdorf Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (intervention de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale)</p>	<p>p. 57</p> <p>p. 57</p> <p>p. 59</p> <p>p. 60</p> <p>p. 60</p> <p>p. 62</p>	<p>Discussion générale (suite) : Mme Nathalie Oberweis Vote sur la motion modifiée (adoptée)</p> <p>7. 8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary Discussion générale : M. Gilles Roth M. Max Hahn M. Carlo Weber M. Jeff Engelen Mme Myriam Cecchetti M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics Vote sur l'ensemble du projet de loi 8104 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>8. 8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary Discussion générale : M. Gilles Roth M. Max Hahn Mme Cécile Hemmen M. Jeff Engelen Mme Myriam Cecchetti M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics Vote sur l'ensemble du projet de loi 8124 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>9. 8071 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021) Rapport de la Commission des Pétitions : M. Jean-Paul Schaaf Débat : M. Jean-Paul Schaaf M. André Bauler M. Mars Di Bartolomeo M. Marc Hansen M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement</p> <p>Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen et M. Claude Haagen, Ministres.</p>	<p>p. 63</p> <p>p. 64</p> <p>p. 66</p>
--	---	---	--

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'abolition de la limitation du droit à l'indemnité pécuniaire de 78 semaines

(Motion déposée en séance publique n° 46 du 27 avril 2023 – à consulter au compte rendu n° 16/2022-2023 en page 39)

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mat der Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Ofschafe vun der gesetzlecher Grenz vun 78 Woche fir d'Leit, déi schwéier krank sinn. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, obschonns viru Joren den Delai vun de Krankheetswoche vun 52 op 78 Wochen eropgehewe gouf, muss een haut am Joer 2023 leider feststellen, dass et nach ëmmer Leit gëtt,

deen no 78 Wochen den Ausschloss drot aus der Sozialversicherung, dat ouni Informatioun virdrun, just ee Schreiwes, an dann ass een ausgeschlossen.

An da geet de Misär lass. Domat kënt nief der Suerg ëm hir Krankheet och nach d'Suerg ëm hir Existenz. Dat ass mënschenonwürdeg. Nief hirer Krankheet, wat scho grad fir dës Leit net einfach ass, mussen si sech och nach mat Prozeduren erëmschloen, wou déi meescht sech net erëmfannen. A wann een dann een Delai verpasst, dann ass een duerch de Kuerf an da gëtt et fir déi betrafte Leit heikel. Da si si op Famill, Frënn oder Noperen ugewisen. An d'Aschalt vum engem Affekot ass fir déi meescht betrafte Leit net ze bezuelen, an dat muss jo och net sinn, wa mer déi Dossier anescht upaken.

Dat Erophiewe vun 52 Krankheetswochen op 78 Krankheetswoche war vläicht gutt gemengt a war fir Einzelner och d'Léisung, awer haut muss ee feststellen, dass et nach ëmmer eenzel Fäll gëtt, déi duerch de Raster falen. Onser Meenung no mussen mer an deem Beräich ëmdenken. Duerfir dës Motioun.

Mir müssen dës Fäll onser Meenung no anescht upaken an ersetzen duerch e Modell, dee garantéiert, dass schwéier krank Leit entweder esou laang kënnen krankgeschriwwen ginn, bis si nees gesond sinn oder dass iwwer e reegelméisseg Monitoring vun hirem Gesondheitszoustand eng aner Reegelung fir si fonnt gëtt, zum Beispill d'temporäre Invalidérent, d'temporäre Altersrent oder och nach aner Iddien.

Natierlech muss dëse gesondheetleche Monitoring iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale lafen. Onser Meenung no misst hei e sougenannten „organe de suivi“ geschafe ginn, deen op Avis vum Contrôle médical iwwert de weidere Suivi vum Assuré sengem Dossier befëhnt, mat dem Zil, dass zu all Moment eng Sozialversicherung an e Revenu bestoe bleift. Dat Agräifen oder Asetze vun deem Organe de suivi kéint geschéien no der 52. Woch vun der Krankmeldung. Dat heescht, anescht ausgedréckt, eng Eenzelfall- oder Eenzelfallpräiwung. Awer wat och ganz wichteg ass: De Patient muss och hei matagebonnen an informéiert ginn, an am beschte fir d'éischt mëndlech an duerno schrëftlech.

Dat wier dat, wat mir hei géifen zur Ofstëmmung bréngen, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Also dat, wat den Här Engelen gesot huet, dass kléngt terribel sympathesch an dat ass och esou. Dass eng Debatt, déi mer heibanne scho gefouert hunn, wéi et ëm 52 Woche gaangen ass. An déi Kolléegen, déi

opgrond vun hirer Erfahrung och schonn an de Joren 2004 an 2005 derbäi waren, déi wëssen, dass et deemools och schonn eng grouss Debatt war, wéi déi 52 Wochen iwwerhaupt agefouert ginn, dass dat och deemools schonn zu fermen Diskussiounen an dësem Haus gefouert huet. An dat selwecht war, wéi et vun 52 op 78 Wochen an d'Luucht gaangen ass.

Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, sech mat deem Sujet ze befaassen, mee ech weess awer net, ob dat elo dee richtege Moment ass, hei am Plenum esou eng Diskussioun ze féieren. An ech perséinlech sinn der Meenung, dass mer dat sollen an der Kommissioun op den Ordre du jour huelen an dann och all Credoan duerchgoen an dass och de Minister vun der sozialer Sécherheet mat den Detailer soll kommen. Well mir haten eng Kéier Detailler kritt, wéi et vun 52 op 78 Wochen an d'Luucht gaangen ass. Perséinlech kenne mer och Fäll, wéi den Här Engelen sécher och, vu Leit, déi Kriibs haten an déi bei deenen 78 Wochen op eemol virun enger onméiglecher Situatioun stoungen.

Mee ech mengen, dass et dofir wichteg ass, dat objektiv ze diskutéieren an der Kommissioun. An ech géif et gutt fannen, wa mer dat géifen an der Kommissioun diskutéieren. Mee wéi gesot, d'Krittären, déi den Här Engelen ugefouert huet, sinn net falsch.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Spautz, well en am Fong an déi nämmelecht Richtung elo geschwat huet wéi dat, wat ech och wollt proposéieren.

Déi Problematik, déi den Här Engelen opgeworf huet, ass mat Sécherheet eng richtig an och eng wichteg, an dat gehéiert och diskutéiert. En huet selwer gesot, dass et schonn eng Kéier zu enger Erhéijung vun 52 op 78 Woche komm ass. Et gëtt awer nach eenzel Fäll, wou dat nach ëmmer net d'Problemer alleguerte léist. Mee ech mengen, et ass fir jiddweree vu Virdeel, wa mer hei net einfach vun eenzelne Fäll schwätzen, mee wa mer konkret Chiffere kréien.

An duerfir wär et wierklech wichteg, dass och den Här Minister eis vläicht kéint méi genau Chiffere liwweren. Dat ka vläicht net haut de Fall sinn, mee wann e se zesummedroen huet, dass mer dat kënnen an der Kommissioun diskutéieren an dann eventuell och nei legislativ Moossname virschloen.

Wéi gesot, et ass net nëmmen eesäiteg. Mir wëssen, dass d'Ophiewe vun der 78-Woche-Reegel och aner Problematike mat sech bréngt, och am Zesummenhang mam Aarbechtsrecht. Mir hunn e Kënnegungsschutz vu sechs Méint. Wa mer déi 78 Wochen ophiewen, dann ass de Risk ganz grouss, dass d'Leit schonn no sechs Méint entlooss ginn. Och dat ass deemools schonn diskutéiert ginn, wéi et vun 52 op 78 eropgaangen ass.

Et ass also e bësse méi komplizéiert wéi dat, wat elo duergestallt ginn ass. Duerfir proposéieren ech dem Här Engelen, d'Motioun an d'Kommissioun ze huelen an dann opgrond vu Chifferen, opgrond vu konkrete Problematiken ze diskutéieren an dann, le moment venu, och Decisiounen ze huelen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Dann huet den Här Charles Margue d'Wuert gefrot.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wéilt mech och uschléissen un dat, wat d'Virriedner gesot hunn. Ech weess leider aus eegeener Erfahrung, wat déi Limitt vun 52 Wochen deemools

mat sech bruecht huet. D'Verlängerung war e Kompromëss – fir déi, déi derbäi waren. Eis war et awer och deemools kloer, dass et e Kompromëss wier an net d'Léisung vum Problem.

Mëttlerweil hu mer vill Krankheeten, déi sech nach méi chronifizéieren, wou d'Liewen an der Krankheet, mat der Krankheet verlängert ginn ass, méi oder manner schwierig par rapport och zum Aarbechtsprozess; en Aarbechtsprozess, deen awer och an deene Stonnen, wou e ka geleescht ginn, zu enger Heelung oder zum Wuelbefanne vu Patienten an hirer Famili ka bäidroen: sech geschat fillen, nätzlech sinn. Also ass et net gedoe mat enger Léisung: „Mir maachen no 78 Wochen de Krunn weider op an dann huet et sech.“

Esou einfach ass de Problem net. Duerfir solle mer dat wannechgelift an der Kommissioun studéieren mat Informatiounen, déi mer da kënnen kréien, déi dann och zäitgeméis an ugepasst sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also d'Verlängerung vum Delai vun deenen 52 op déi 78 Méint (veuillez lire: Wochen) war eng Verleeënheetsléisung – ech mengen, et ass och elo hei scho gesot ginn –, déi de Problem fir déi meescht, déi laang a schwéier krank sinn, notamment och eng Kriibserkrankung hunn, net léist, mee se just méi laang an enger onsécherer Situatioun léisst.

Mir verstinn natierlecher awer och, wat den Här Kersch gesot huet, dass dat anert och keng Léisung ass, dass se eventuell dann direkt kéinten hir Aarbecht verléieren, wat nach vill méi schlëmm fir déi Leit wier, an dat wier jo ontragbar. Dat kënnen mer jo och net zouloossen!

Dofir menge mir eeben, dass dësen Dispositif mat deene Laangzäitkrankeschäiner am Privatsektor och op alle Fall emol misst mat deem vun der Fonction publique alignéiert ginn, wou d'Period jo och opgrond vun engem Avis vun Kontrolldokter ka verlängert ginn, wou eng Persoun am Krankeschäin ka bleiwen. Dat wier eng Pist, déi ee kéint aschloen. Dat schéngt eis eeben déi beschte Léisung ze sinn, awer et muss een do ze bedenke ginn, dass een dann awer och d'Kontrollmedezinn muss op de Leescht huelen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Do mussen d'Hausdokteren, déi wierklech hir Patienten och am beschte kennen, onbedéngt méi matagebonne ginn, mat deenen zoustännege Spezialisten och, déi d'Leit am beschte kennen, déi betraffe Persoun am beschte kennen, an net, wéi een et haut oft souguer héiert, Decisioun geholl ginn op där doter Plaz, déi contrairement sinn, heiansdo souguer diamétralement opposé sinn, wat einfach immens schlëmm ass fir de Patient, dee sech scho schlecht fillt.

Ech mengen, do muss ee kucken, a wat fir eng Richtung ee geet. An dofir fannen ech och déi bescht Léisung, dass een dat do an der zoustänneger Kommissioun soll am Fong wierklech diskutéieren mat all deene Leit, déi mer brauchen, wéi mer dat och scho bei anere Saache gemaach hunn. An da muss een déi beschtméiglech Léisung fannen, fir deene kranke Leit awer do eng Securitét ze ginn, déi oft jo schonn à bout sinn. A wa se, mengen ech, awer duerno nach vill Problemer hunn op hirer Aarbechtsplaz, hëlleft dat net, de Geneesungsprozess virunzebréngen.

Voilà, merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann huet nach den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech schlësse mech mengem Noper, dem Marc Spautz, u sech un an ech soen, dass et eng ganz interessant Dispositioun ass, dass mer och am Fong nach eng Kéier mussen driwwer schwätzen, amplaz et elo einfach ze abrogéieren, ouni dass mer eis am Fong Gedanken driwwer maachen, wéi mer déi Leit dann och effikass begleeden.

Et muss ee sech jo awer ëmmer bewosst sinn: Een, deen 78 Woche Krankeschäin op senger Referenzperiod huet, deem einfach nëmmen ze soen: „Ok, mir loosse dat weiderlafen à l'infini“, oder eeben och, wéi et an der Motioun proposéiert gëtt, verschidde Pisten ... Mee ech mengen, mir sollten eis do awer dann och eng konkret Pist ginn, wéi mer do erauskommen.

Dofir géif ech virschloen, dass mer dat an der Kommissioun awer nach eng Kéier diskutéieren an dann, le cas échéant, mat enger ganz konkreter Proposition a vläicht och mat engem ganz konkreten Appell un d'Regierung eruntriieden, fir d'gesetzlech Dispositiounen net nëmmen an engem Aspect, nämlech bei der Abrogatioun vun deenen 78 Wochen, mee insgesamt ze iwwerdenken: Wéi encadréiere mer Leit, déi laang Zäit krank sinn?

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei hëllefen, dass mer net stigmatiséieren an dass mer deen Debat dann och ganz oppe féieren, wéi eng Pisten et gëtt. Well et gëtt verschidde Krankheitsbiller, an ech mengen, all Krankheitsbild ass do och individuell ze kucken an et gëtt net eng Léisung fir se alleguerten. Duerfir, mir géifen dat och am léifsten an der Kommissioun maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un den Auteur zrëckginn, fir hien ze froen, ob en d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Jo, Här President, ech sinn d'accord, fir se an d'Kommissioun ze verweisen, awer nëmmen am Sënn vun der Saach. Well ech mengen, ech hunn elo mol den Datum gekuckt: Déi ass de 27. Abrëll deponéiert ginn. Dat sinn elo sechs Wochen hier. An ech hoffen och, dass se dann an enger vun den nächste Kommissiounssitzungen op den Ordre du jour kënn, soss sinn ech de Juli erëm hei!

(Hilarité)

An da géif ech dann den Accord ginn, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Da géif ech d'Wuert ginn un de President vun der Kommissioun, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, Dir hutt elo gefrot, wéini ...

Une voix | Et héiert een näischt.

Une autre voix | Mikro!

M. Dan Kersch (LSAP) | Meng Proposition ass dohinner gaangen, fir ze soen, dass mer an der Kommissioun eng Kéier iwwert dat Theema schwätzen, dass mer soen, dass mer gären eng Rei vu Chifferen hätten, dass mer och kloer definéieren, dass mer herno eng seriö Diskussioun kënnen ..., dass dat soll kloer sinn.

Ech wéll hei a voller Transparenz ..., mir ginn elo net an d'Kommissioun a soen: „Elo hu mer dat do diskutéiert an elo komme mer den Dag drop an

d'Chamber an d'Plenièr zréck an dann ass alles an der Rei." Esou wäert et a kann et net lafen. An dat soll vun Ufank u kloer sinn.

Ech hu kee Problem, an enger nächster Sitzung driwwer ze schwätzen, mee an där Sitzung, do wäerte mer dann definéieren, wat mer alles vun Zuelematerial, wat mer alles vun Informatiounen maachen, wat mer alles eventuell och vu Rendez-vous maache mat Leit, déi hei concernéiert sinn, fir dass mer e seriösen Dossier kënnen ausschaffen. An opgrond vun deem seriösen Dossier gëtt dann d'Regierung opgefuerdert, le cas échéant, eppes ze maachen oder näischt ze maachen.

Ech mengen, esou muss et lafen. Dat ass eng seriöser Chambersaarbecht. Alles aneres ass, mengen ech, net seriöser an dat bréngt eis och net virun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Da wëll ech nach dem Här Minister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. Bon, ech denken, mir wieren alleguert gutt beroden, an deem heiten Dossier keng Polemik ze maachen, well dat bréngt eis iwwerhaapt net weider.

Ech schlësse mech deenen Avisen un, déi hei komm sinn, fir dat an der zoustänneger Kommissioun natierlech ze behandelen, well et ass e wichtegt Thema fir déi Leit, déi hei betraff sinn. A wéi oft an Decisiounen, déi mer hei huelen, hu mer ëmmer Härtefäll a mir probéieren, déi Härtefäll dann eeben esou ze absorbéieren, datt déi Leit och vun deem System, ech wëll net soe „profitéieren“, mee iwwerhaapt an de Genoss kommen, compte tenu vun hirer gesondheetlecher Verfassung. Dofir sinn ech och ganz gäre bereet, an déi Kommissioun ze kommen.

Ech muss Iech awer soen, wann ech elo déi verschidde Riedner héieren hunn ... Mir sinn dräi an en hallwe Mount, véier Méint virun de Walen. Ech denken, datt jiddwereen dat doten a säi Walprogramm schreift, datt verschidden Iwwerleeungen, wéi een dann do Solutiounen kritt, och, denken ech, der Diskussioun herno nom Oktober géife gutt doen, fir dat ze maachen innerhalb vun der Kommissioun.

Ech wollt awer eppes soen: D'Gesetz vun August 2018 huet jo schon d'Dispositiounen zum Erhale vum Aarbechtskontrakt – ech mengen, et ass mentionéiert ginn – geännert an huet natierlech och d'Reprise progressive, also d'Rentrée progressive agefouert fir déi Leit, déi betraff sinn. Och dat ass gemaach ginn.

Da wëll ech awer och nach soen, datt zur gläicher Zäit och d'Dispositiounen vum Reklassement och geännert an ugepasst gi sinn an och um Terrain ugepasst gi si vum Aarbechtsdokter. An de Contrôle médical kuckt haut och alleguerten déi Fäll no, déi zum Schluss vun deenen 78 Woche kommen. Ech kann Iech elo net auswenneg soen, ob dat bei 70 schon ugeet oder net. An do ginn och Propose gemaach vum Collège médical (veuillez lire: Contrôle médical).

Et ass awer och esou, dass mer Leit hunn, déi net méi schaffe kënnen goen, aus wat fir enger Ursach och ëmmer. An déi kréien natierlech och eng Invalidensioun ugebuede vum Collège médical (veuillez lire: Contrôle médical), well deen dat jo och constatéiert. Ech wëll awer soen, datt et ëmmer nach un de Leit selwer ass, fir déi unzefoueren. An eng vun den ..., ech wëll net soe „Problemer“, mee ee Constat ass op jidde Fall, datt d'Leit esou laang wéi méiglech am Krankeschäin bleiwen, ier se d'Invalidensioun ufroen, wat och hiert gutt Recht ass.

Ech kann Iech och d'Zuelen ... Ech hunn d'Zuelen, well ech déi selwer net wosst, gekuckt elo vu gëschter: An der 76. Woch sinn actuellement sechs Assuréeen, an der 77. Woch ...

(Interruption)

... sinn der néng an an der 78. Woch sinn der actuellement 17. Vun all deenen Assuréeen hunn déi meescht – hunn déi meescht! – eng Ufro op d'Invalidensioun gestallt, déi se och accordéiert kruten. Formell leeft awer nach den Aarbechtskontrakt, bis dat uleef. Dann hunn e puer Leit eng Rent vun der Unfallversicherung kritt. Eng Persoun ass an déi – entre guillemets – „normal“ Pensioun gaang an eng Persoun ass an der Prozedur vum Reklassement, soudatt och par rapport zum Contrôle médical och do deen Traitement gemaach gëtt, fir de Leit entgéintzekommen. Nach muss et esou sinn, datt d'Leit se awer och selwer ufroen, aus wat fir enger Ursach och ëmmer.

Ech gleewen net, datt een einfach virun e Fait accompli gestallt ginn ass. Dee war jo och bei engem Dokter a Behandlung, ass jo och vum Aarbechtsdokter gekuckt ginn a gëtt jo och vum Contrôle médical innerhalb – wann déi Referenzperiod 104 Wochen ass – vun deenen 78 Wochen och kontaktéiert a geholl.

Dofir, ganz gären, fir dat Thema ze erweieren, mee et ass schon ugeschwat ginn: Et ass net esou einfach, eng Decisioun ze huelen, well hei och d'Aarbechtsrecht – den Här Kersch huet et gesot – mat deene 6 Méint, mat deene 26 Woche concernéiert ass. Och dat muss mer da mat op de Leescht huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. Da ginn ech d'Wuert nach eng lescht Kéier zréck un den Auteur.

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Ech sinn d'accord, fir se mat an d'Kommissioun ze huelen. An den Här Dan Kersch huet mech iwwerzeegt, datt mer dat opgrond vu Fakte solle maachen. An ech mengen, an deem Sënn ginn ech dann den Accord, datt mer dat maachen.

Ech mengen den Här Minister huet jo erfreescheerweis schon eng Partie Fakte geliwwert. Et sinn net vill Fäll, mee et sinn déi Fäll, déi immens schlëmm sinn. An ech mengen, do muss mer mat aller Seriösitéit a ganz intensiv diskutéieren. An et ass jo och elo net, wéi wann ech elo gesot hätt, et misst muer e Gesetz kommen. Ech weess jo och, datt e Gesetz eng Prozedur brauch a muss op Fakte berouen. An an deem Sënn ginn ech mäin Accord. Ech freeë mech dann op déi Diskussiounen an der Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

Wien d'accord ass, fir dës Motioun ... Den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Nach ee Wuert. Merci, Här Engelen, fir dat Verständnis. Ech wëll just soen, dass mer muer, sou wéi dat hei am Chamberplenum versprach gi war, eng Visitt beim Contrôle médical hunn. An do kënnen mer déi Problematik ouni Problem och uchwätzen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun an d'Chamberskommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hieven.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert.

(La motion de M. Jeff Engelen est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

3. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum

(Motion déposée en séance publique n° 32 du 7 février 2023 – à consulter au compte rendu n° 10/2022-2023 en page 42)

Als zweete Punkt vum Ordre du jour hu mer de Mëtteg d'Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Unhiewe vum Sold vun de Volontairé vun der Arméi op den Niveau vum Mindestloun. Här Fernand Kartheiser, als Auteur vum der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Ech maachen emol d'Pult e bësse méi héich.

(M. Fernand Kartheiser règle la hauteur du pupitre.)

Voilà! Jo, mir haten de 7. Februar hei eng Motioun hannerluecht, an där mer opgefuerdert hunn, datt de Mindestloun och fir d'Zaldote soll gëllen.

Mir waren eigentlech ganz verwonnert, datt dat nach net de Fall ass. Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun vun der Defense an den Här Minister huet eis och eng Nott ginn, déi warscheinlech an dëser Diskussioun dann och zur Sprooch kënn.

Mir sinn eis alleguer eens, datt d'Zaldote vun der Arméi eng ganz wichteg Aarbecht leeschten. An all Ried, déi da gehal gëtt, seet d'Regierung, wéi houfreg se och dorobber ass – a vollkommen zu Recht.

Et gëtt awer véier Grade bei de Volontairé vun der Arméi. Vun deene véier Graden, Zaldot, Zaldot première classe, Soldat-chef, Premier soldat-chef, ass eigentlech just de Premier soldat-chef, deen héchste vun deene véier Graden, dee bezuelt gëtt um Mindestloun – oder an de Paragë vum Mindestloun –; déi aner dräi leien eiser Meenung no drënner. Dat an engem Kontext, wou d'Arméi Rekrutierungsschwierkeeten huet a wou een da géif ganz normal der-vun ausgoen, datt de Salaire och en Argument ass, wat soll gekuckt ginn, fir méi Leit an eng bestëmmt Karriär ze kréien, zemoools wann déi jo wichteg ass.

Mir sinn och an engem Kontext, wou den Arméibudget muss eropgoen. D'Regierung seet elo: 1 % vum Bruttonationalprodukt. Si schlësst och net aus, souguer méi eropzegeen. An et verwonnert eis e bëssen, datt déi Sue fir villes ausgi ginn, fir vill grouss Projeten, och dacks prestigiéis Projeten, mee datt de Sold vun den Zaldoten awer esou niddreg läit. Do ass vläicht eng aner Prioritéit néideg.

Mir hunn déi Saach also diskutéiert an der Kommissioun. Dorobberhin krute mer eng Nott vum Minister, mee déi Nott vum Minister stellt eis net zefridden. Well do si ganz vill Saachen elo geschitt an deene Rechnungen, déi sollen den Androck ginn, datt d'Zaldoten iwwert dem Mindestloun bezuelt ginn. An do ass dat eent oder dat anert, wat mer awer emol muss kucken. Well fir eis zielt: Wat ee soll kucken, dat ass de Salaire de base. Et ass jo deen, deen u sech ausmécht, ob een um Mindestloun bezuelt gëtt oder net, also ouni Primmen, déi fir extra Aarbecht ausbezuelt ginn, wéi zum Beispill fir Auslandsmissiounen. Et ass net all Zaldot permanent an enger

Auslandsmissioun. Verschiddener gi guer net dohinner. An et ass eigentlech de Salaire de base, deen deen Abléck muss gekuckt ginn.

Den Här Minister schreift och vun der Prime de demobilisation, mee och déi kritt net jiddereen. Dofir muss ee 36 Méint déngen, ier een déi kritt.

Dann ass et esou, datt an der Arméi bei den Zaldoten eng Gratuité médicale ass. Dat ass esou säit éiweg. Et ass och berechtigt, compte tenu vun der Natur vun där Aarbecht. Mee et ass esou, datt dann eng theoretesch Cotisatioun hei gerechent gouf, wat dat da géif kaschten. Op de Mindestloun ass dee gerechent ginn, deen d'Zaldoten awer net kréien. Och dat schéngt eis methodologesch net déi richteg Manéier ze sinn.

Da gëtt dervu geschwat, d'Zaldoten hätte méi Congé wéi am Code du travail virgesinn. Dat ass richteg, mee de Code du travail ass eng Saach, mee hei ass d'Referenz jo wuel: Et ass eng staatlech Institutioun, et si Staatsbeamten an Employéë beim Staat. Dann hunn d'Zaldoten och, wat net anormal ass, plus aacht Deeg Jours de compensation. Dofir kréie se awer keng Supplemente fir Nuetsdénsgsch, fir Déngsch op Feierdeeg, fir Déngsch op Weekender. Och dat ass aussergewöhnlech, déi meescht aner Beruffer hunn dat.

Da ware mer ganz verwonnert, wat an der Nott ze liese war – déi jo derzou déngt, eis ze beweisen, datt d'Zaldoten de Mindestloun verdéngen –: Do war dann eng Tabell derbäi, do liese mer dann drënner: „Les montants de la solde mensuelle moyenne“, déi hei gerechent gouf, „indiqués incluent l'allocation de fin d'année rapportée sur douze mois.“ Dat heescht, fir elo de monatleche Sold oder dat monatlecht Gehalt vun enger Persoun feststellen, gëtt ewell d'Allocation de fin d'année oder den 13. Mount hei mat agerechent. Ech kennen net vill Beruffer, wou dat de Fall wär. Ech fannen dat och deontologesch net an der Rei, dat ze maachen, well bei anere Beruffer gëtt dat och net gemaach.

Déi Konklusioun, déi een aus dëser Nott kann zéien, dat ass, datt de Ministère sech ganz vill Méi ginn huet, fir ze beweisen, fir ze probéieren ze beweisen, datt d'Zaldoten effektiv de Mindestloun kriteren. Awer eis Iwwerzeegung ass: Si kréien en net!

A politesch ass déi Konklusioun, déi mir doraus zéien, datt eis Motioun komplett justifiéiert bleift. Mir wëllen, datt eis Zaldote besser bezuelt ginn, wat méi Leit vläicht kéint un der Arméi interesséieren, wat nëmme gerecht wär, well mer fundamental der Iwwerzeegung sinn, datt keen, dee schafft, soll ënner dem Mindestloun bezuelt ginn, besonnesch net, wann en eng geféierlech Aarbecht mécht, eng wichteg Aarbecht fir eist Land. Dofir bekenne mir eis zu eiser Forderung a mir wäire frou, wann déi Motioun haut géif eng breet Zoustëmmung an dësem héijen Haus fannen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

An als éischte Riedner huet sech den Här Jean-Marie Halsdorf ageschriwwen.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Effektiv hu mer déi Motioun hei och an eiser Fraktioun diskutéiert, breet diskutéiert. A mir gesinn d'Problematik och vill méi breet. Dat heescht, mir wëllen elo net doriwuer streiden, ob déi Zuele richteg sinn, wat ass a wat net ass.

Mir hätten am léifsten, et géif een, vu dass – wat Dir och schreift – si eng wichteg Aarbecht maachen ... D'Volontaires, effektiv, sinn eng Sail vun eiser Arméi, mee si schaffen zesumme mat den Zaldoten. An duerfir menge mir, et sollt een am Fong geholl de Rekrutement mat consideréieren, d'Attraktivitéit vun der Arméi, an et sollt een och kucken, dass déi Gehälter, déi do sinn, eng Kéier ganz iwwerkuckt ginn. A mir kommen zur Konklusioun, dass am Fong geholl d'Formation an der Arméi och nach eng Kéier misst iwwerkuckt ginn. Dat ass och e Stéck fir ze rekrutéieren. Mir kommen zur Konklusioun, dass, wa mer eng Lösung sichen, déi natierlech muss gerecht a fair sinn. A mir kommen zur Konklusioun, dass et nëmme drëm geet, d'Attraktivitéit an d'Luucht ze setzen.

4. Dépôt d'une motion par M. Jean-Marie Halsdorf

Exposé

Dofir kënnen mir leider Är Motioun net stëmmen a mir proposéieren, eng nei Motioun ze deposéieren, déi am Fong geholl méi e breede Brëll undeeft an déi Saach mat méi Aspekter kuckt. Well et ass net eleng d'Problematik vum Mindestloun an et huet elo och kee Wäert, dass mer doriwuer streiden. Déi eng soen: „Et ass driwwer“, déi aner soen: „Et ass net driwwer.“ Mir sollte kucken, dass mer Léisunge fannen, déi eis Arméi no vir bréngen a méi attraktiv maachen. An dat ass déi Konklusioun, zu där d'CSV an hirer Diskussioun komm ass.

Duerfir, Här President, deposéieren ech dann dës Motioun.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant les problèmes de recrutement de l'Armée ;*

– *considérant le rôle important et l'engagement des volontaires au sein de l'Armée ;*

– *considérant la rémunération assez modeste des volontaires,*

invite le Gouvernement

– *à faire le nécessaire afin de rendre le service dans l'Armée plus attractif, à la fois pour les soldats de carrière et pour les volontaires ;*

– *à renforcer le rôle de formation de l'Armée ;*

– *à revoir les salaires des volontaires en tenant compte de tous les avantages dont ils bénéficient, ceci dans le souci de parvenir à une solution juste et équitable.*

(s.) *Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Claude Wiseler.*

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf.

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum (suite)

Dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot.

Discussion générale (suite) et prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, mir haten effektiv an der Plenièr schon eng Kéier driwwer geschwat. Mir haten och an der Kommissiounssëtzung driwwer

geschwat. Mir kruten déi Nott elo nach eng Kéier ausgedeelt mat allen Zuelen, an ech mengen, et geet effektiv elo net drëm ze soen: „Mir mengen, dass dat méi ass“, oder: „Mir mengen, dass dat manner ass.“ D'Zuelen, am Fong geholl, déi schwätze fir sech.

Dir hutt och eng Partie Saachen opgezielt, wéi wann déi do mat agerechent gi wieren, wat awer menger Lektür no net de Fall ass. Déi Congésdeeg oder d'Auslandsasätz, déi sinn als zousätzlech Leeschtungen am Fong geholl do opgefouert. Déi sinn net an dee Salaire do mat agerechent ginn. Dat heescht, déi kommen effektiv nach dobäi.

A mir mussen einfach festhalen, dass, wa mer kucken: „Wat ass de Mindestloun?“, deen de Moment bei 2.724 an e puer zerquetschten Euro läit, an da kucken, bei wéi vill mer leien all inclus vun deenen zousätzleche Prestatiounen, déi awer en nature kommen, déi awer definitiv mussen derbäigezielt ginn, eeben och zum Beispill d'Sozialleeschtungen. Mir kënnen natierlech och higoen a soen: „Mir bezuelen de Mindestloun“, an dann huele mer d'Avantages en nature ewech, mee ech mengen, dann hu mer awer net den Zaldoten e Gefale gemaach an der Arméi och net.

Wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass d'Arméi effektiv muss als Employeur attraktiv bleiwen. Dorunner schaffe mer och. Dat ass natierlech, dat ass guer keng Diskussioun. Mir brauchen déi Zaldoten. Mir brauchen déi Zaldoten och, fir eisen zukünftege Missioun gerecht ze ginn. Mee ech mengen awer net, dass et e Wäert huet, elo an Diskussiounen ze verfallen, wou mer de ganze System a Fro stellen, fir dass am Endeffekt den Zaldot manner huet wéi dat, wat en elo kritt, wann een alles zesummerechent. Dofir géife mir proposéieren, dës Motioun ze refuséieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann hat den Här Verdeedegungsminister, den Här François Bausch, d'Wuert gefrot.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här President, merci. Bon, et ass, wéi et am Liewen oft esou geet: Et kann ee sech esou vill Méi maachen, wéi ee wëllt, et kann een Notten eraschécke mat beluechten Zuelen, a wann déi beluechten Zuelen da verschiddene Leit net gefalen – an deem heite Fall dem Här Kartheiser –, da seet en einfach global: „Mir kontestéieren d'Zuelen“, ouni awer ze beleeden, datt se falsch wäeren.

Bon, ech sinn dat gewinnt, mee mir hunn an der Kommissioun jo scho laang a breet driwwer diskutéiert an ech hu versicht, den Här Kartheiser ze iwwerzeegen, datt en Onrecht huet. An en huet och elo viles opgezielt a senger Ried hei vu Mesüren a gemaach, wéi wa mir déi géife mat rechnen an déi Tabell uewen, wou mer schwätzen iwwer de Sold vum Soldat volontaire, fir ze beweisen, datt de Sold als solches oder de Salaire als solches kloer méi héich ass wéi de Mindestloun.

An all déi Saachen, déi en opgezielt huet, déi stinn och an der Nott dran, awer sinn natierlech net do mat aberechent. Do steet do hannendrun: „autres avantages dont bénéficient les soldats volontaires“. Dat heescht, de Congé, déi Primmen, déi sinn do iwwerhaupt net an där Tabell mat agerechent. Déi komme jo nach uewen drop an deem Ganzen. Dat heescht, mir hu Primme quasi fir alles. Wann en Zaldot an en Asaz geet, ob et am Ausland ass oder am Land, soubal et eppes mat enger extraer Gefor ze dinn huet, da gëtt et eng extra Primme dofir. Dat kennt alles nach hei uewendrop.

Déi Tabell, déi Dir an d'Deputéierte kritt hunn an der Nott, déi uewen ass op der Säit 3 vun der Nott, wou kloer ervirgeet, datt an alle Kategorien ... Mee souwisou wa mer ufänken, soubal mer beim Soldat

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ier mer iwwert d'Motioun ofstëmmen, ginn ech nach eng Kéier dem Här Minister d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här President, ech ... Wann den Här Kartheiser se publizéiert: Wéi gesot, mäin Numm ass net relevant, mee ech wëll, datt se integral publizéiert gëtt, dat wëll ech Iech awer soen, net stéckweis an datt déi herno kommentéiert gëtt. Well da weess ech jo, wat herno geschitt: Da maacht Dir Är Interpretatioun. Dir kënnt Är Interpretatioun maachen, mee ech hätt awer gär, datt Der d'Nott integral publizéiert. Dat ass dat eent.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Integral, Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Gelifft? Integral, gutt.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Integral.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat Zweet ass dat, wat Der opgeworf hutt vun enger C2 an esou weider. Ech wëll Iech just soen: Dir musst jo net mengen, datt ech net e Sozialdialog féieren. Et gëtt eng Arméisgewerkschaft an ech hu mat där intensive Kontakt, a souguer ganz gudder Kontakt. An ech hunn an enger virleschter Sëtzung mat deenen ofgemaach, datt, op Basis vun de Karriären, precisement en Aarbechtsgrupp soll agesat ginn. An dee funktionéiert entre-temps schonn ënner menger Direktioun mat de Gewerkschaften zesummen, fir ze kucken, wat een do eventuell nach ka maachen. Dat ass alles en cours. Dofir hunn ech net misse waarden, bis Dir mer dat hei erkläert.

Dat leeft, mee, wéi gesot, wann Der dat ... Rëselt dat net emol esou dohinner, well dat huet och eng gewësse Komplexitéit, ze kucken, datt dat och passt herno. Mee déi Diskussiounen, déi lafe souwisou. Dir rennt do mat där doter Fuerderung och just oppen Dieren an, dofir hunn ech domadder kee Problem. Mee ech fannen awer duerfir, déi aner Motioun vun der CSV, déi gëtt am Fong alles hier an där Hüsicht, wat ee muss do fuerderen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet nach den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eigentlech guer net hei intervenéieren, well den Här Minister hei schonn an der Plenièere eng Kéier ganz kloer op déi Fuerderung do geäntwert huet. En huet nach eng Nott nogeschéckt, wou am Detail alles erkläert gëtt.

Elo huet en nach eng zweet Kéier hei an der Plenièere ganz am Detail drop geäntwert. An ech intervenéieren haut eigentlech, well ech am Fong enttäuscht sinn, dass mer elo hei esou den Uschäi ginn, wéi wann s de, wann s de géifs als Zaldot an d'Arméi goen, hei géifs vun Lëtzebuerger Staat exploitéiert ginn. Dat ass iwwerhaapt net wouer!

Ech fannen, mir hätt sollen iwwert dat diskutéieren, wat den Här Halsdorf a seng Motioun geschriwwen huet, nämlech iwwert d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi. A mir hätten hei eigentlech haut misse no baussen en Appell maachen a soen: „Dat si gutt Aarbechtsplazen. Dat si sécher Aarbechtsplazen. Dat si spannend Aarbechtsplazen. Dat si gutt Karriärs-méiglechkeeten, déi en internationaalt Ëmfeld bidden, grouss Erfarungen, déi déi Leit do kënne maachen“, an dass mer eigentlech haut hätt solle Reklamm maache fir d'Lëtzebuerger Arméi, amplaz dass mer alles klengrieden an deem Land hei!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun vum Här Kartheiser.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Et muss ee sech op sengem Posten aloggen, fir datt ee ka mat ofstëmmen.

(Hilarité)

De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

6. Motion de M. Jean-Marie Halsdorf relative à l'attractivité du service dans l'Armée

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 60 de ce compte rendu)

Da géife mer nach iwwert d'Motioun, déi vum Här Jean-Marie Halsdorf deposéiert ginn ass, befannen. Den Här Kartheiser freet direkt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech soen der CSV och Merci fir hiren offensichtlechen Interessi un dësem Sujet. Ech wëilt, si hätten en e puer Joer éischer gehat, well wéi Dir mat Verantwortung gedroen hutt als CSV, hutt Der mat derzou bägedroen, den Droit d'exclusivité an den Droit de priorité vun eisen Zaldoten ofzebauen. Haut kommt Der heihinner als CSV a sot: „Mir mussen iwwert d'Attraktivitéit vun der Arméi diskutéieren.“

(Brouhaha)

Dir hutt gehollef, dat wichtegst Instrument, dat Der hat, fir datt Leit an d'Arméi kommen, ofzeschaffen! Ech fannen dat hypokritesch.

Dovunner ofgesinn, mir si jo konstruktiv bei der ADR.

(Hilarité)

Voilà. Da stëmme mer et mat.

M. Sven Clement (Piraten) | Bestëmmt zu Beetebuerg.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well alles, wat Dir hei sot, deele mir. Mir deelen dat, wa mer soen: „à faire le nécessaire“, fir datt den Déngscht soll attraktiv sinn, contrairement zu deem, wat Der hei an der

Praxis scho gewisen hutt an deene vergaangene Joren, wou Dir de Contraire gemaach hutt. „À renforcer le rôle de formation de l'armée“: Selbstverständlech solle mer d'Leit esou gutt wéi méiglech qualifizéieren. An da kënnt awer eppes, dat ass an enger Ambiguitéit – ech soen Iech, wéi mir et interpretéieren, an dofir stëmme mer mat –, da sot Der: „à revoir les salaires des volontaires en tenant compte de tous les avantages.“ Ma bereit Der eng Koalitioun mam Här Bausch vir – bon, den Här Bausch ass dann net méi an der Regierung, mee mat deene Gréngen? Dat ass dach eng Tournure, déi Iech all Dieren opléisst, fir u sech de Leit net de Mindestloun ze bezuelen. Et ass eigentlech dat.

Mee trotzdem, mir soen: de Mindestloun ass de Mindestloun plus déi aner Avantagen, wa se an Operatioun ginn, selbstverständlech. Awer mir stëmme dat hei mat. Mee ech konnt net verschweigen, datt Dir als CSV eng historesch Matverantwortung dofir hutt, datt déi wichtegst Attraktivitéitsargumenter vun der Arméi ofgeschafft goufen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun vun der CSV vum Här Halsdorf geet jo e bëssen an déi Richtung vun deem, wat ech virdu geseet hunn. Dofir wäerte mir se och matstëmme.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da géif ech d'Wuert ginn un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech soen och Merci dem Här Halsdorf fir den Depot vun dëser Motioun. Bon, den Här Bausch huet scho gesot, dass en u sech guer kee Problem domadder gesäit. Ech hätt just eng kleng Requête, well wann ech de leschte Saz liesen, hunn ech perséinlech e kleng Problem domadder, wann do steet: „ceci dans le souci de parvenir à une solution juste et équitable.“ Et gëtt e bëssen d'Impressioun, wéi wann et de Moment keng „solution juste“ oder „équitable“ wier.

A mir ginn awer dervunner aus, och op Basis vun deenen Zuelen, déi mer haut kritt hunn, dass mer net an enger Logik sinn, wou mer soen, dass déi Salairen aktuell net fair wieren. Vun dohier hätt ech eng Präferenz derfir, wann Der domadder d'accord wiert, datt mer einfach géifen deen Deel hannert dem Komma strächen. Da wär déi Motioun fir eis total ok.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Ech géif direkt d'Wuert un den Auteur ginn, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), auteur | Ech wollt zwou Saachen dozou soen. Ech hu guer kee Problem domat, mee et geet eis drëm, dass mer eppes fannen, „qui tient la route“, wéi een esou schéi seet.

A wat de Verrieder vun der ADR gesot huet, „ça ne tient pas la route“, well hie sot nees eng Kéier ... Elo huet en d'Attraktivitéit op den Droit de priorité reduzéiert. Eng Attraktivitéit huet vill Gesichter, net nëmme eng, ob en Zaldot Prioritéit huet oder e Volontaire Prioritéit huet oder net. Dat ass een Aspekt. An ech mengen, mir sinn am 21. Joerhonnert ukomm, an do spillen, wann Aarbechtsplaze besat ginn, aner Krittere wéi nëmme eleng d'Arméi. Dofir kann ech dat do net novollzéien an ech fannen dat do relativ engstirnig, gradesou engstirnig wéi déi Motioun vu virdu.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf.

Da ginn ech d'Wuert un de Verdedegungsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Ech wollt just dem Här Kartheiser soen, well e mer eppes ënnerstallt huet ... oder net ënnerstallt huet, well en eng Remark gemaach huet doriwwer, wéi ech meng oder menger Partei hir politesch Zukunft géif gesinn.

Ech wëll dem Här Halsdorf soen: Weeder mir heibanen, nach soss ..., also mir heibanen decidéiere ganz sécher net, wéi déi nächst Koalitioun ...

(Brouhaha)

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Net dem Här Halsdorf!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Pardon, entschëllegt. Entschëllegt, pardon, dem Här Kartheiser. Entschëllegt, Här Halsdorf.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Ech wëll der elo d'Dieren net zoumaachen, Fränz.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech war elo esou positiv op Iech agestëmmt, gesitt Der, dass ech Iech scho verwiesselt hunn. Also, den Här Kartheiser, den Här Kartheiser ...

(Hilarité)

Une voix | So elo näischt méi ...!

(Hilarité générale)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech wëll Iech just soen ... Nee, ech wëll ...

(Interruption)

Wéi konnt ech Iech nëmme verwiessle mam Här Kartheiser?

(Hilarité)

Also, ech wëll soen: Den Här Kartheiser huet eng Remark gemaach. En huet sech do Suerge gemaach iwwert déi nächst Constellatiounen, mat wem mir an d'Regierung wäilte goen. Dat decidéieren net mir heibanen, mee dat decidéieren d'Wielerinnen an d'Wieler den 8. Oktober – éischstens. An zweetens, ech ginn em awer déi Garantie: Ech wäert mech derfir asetzen, datt meng Partei keng Koalitioun mat der ADR mécht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

Dann hat nach d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Discussion générale (suite)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien dozou, zu deem leschte Sa!z!

(Hilarité et interruptions)

Jo, voilà, bon. Nee, just zu der Motioun vun der CSV: Fir eis ass déi relativ flou, virun allem den drëtten Tiert. Fir eis kléngt dat esou, wéi wann een, voilà, kee Mindestloun misst ausbezuelen, well et eng Rei aner Avantagë gëtt. Dat kënnen mir esou net matdroen. Merci awer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen, esou wéi se modifizéiert ginn ass vun der Madamm Empain, well den Auteur domadder d'accord war.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant les problèmes de recrutement de l'Armée ;

– considérant le rôle important et l'engagement des volontaires au sein de l'Armée ;

– considérant la rémunération assez modeste des volontaires,

invite le Gouvernement

– à faire le nécessaire afin de rendre le service dans l'Armée plus attractif, à la fois pour les soldats de carrière et pour les volontaires ;

– à renforcer le rôle de formation de l'Armée ;

– à revoir les salaires des volontaires en tenant compte de tous les avantages dont ils bénéficient.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Claude Wiseler.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. 8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, dem Projet de loi 8104, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Eisebunnsinfrastructure an d'Regulatioun vun deem Marché. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Chantal Gary, ass prett fir de Rapport.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, bei dësem Projet de loi, dem 8104, geet et ëm d'Moderniséierung an d'Securiséierung vun eisem Schinnennetz. Reng formal setze mir mat dësem Gesetzesprojet zwee zousätzlech Projekten an Héicht vun insgesamt 158,5 Milliounen Euro op d'Lëscht vun den Infrastrukturprojeten, déi à charge vum Fonds du rail sinn, a ginn als Chamber domadder eisen Accord zum Finanzement vun den entsprechedenden Aarbechten.

Dës Lëscht figuréiert als Annex 1 am ofgeännerte Gesetz vum 6. Juni 2019 iwwert d'Gestioun, den Accès an d'Benotze vun der Schinneninfrastructure an zur Regulatioun vum Marché ferroviaire. An déi zwee nei Projekte kommen als 41. an als 42. Projet bei d'Lëscht derbäi.

Beim éischte Projet geet et ëm d'Erneuerung vun de Stellwierksanlagen op der Nordstreck. Hei gouf nom Ofschlësse vun der éischer Phas festgestallt, datt den initiale Budget net duergeet. Duerfir stëmme mer haut eng Rallonge fir dëse Projet.

Bei dësem Projet geet et ëm d'Erneuerung vu sämtleche Stellwierker op den 78,5 Kilometer vun der Nordstreck, dat heescht vun Élwe respektiv der belscher Grenz aus bis an d'Stad. Déi aktuell Stellwierker baséieren nach op enger Technik aus den 80er-Joren a mussen elo ersat, moderniséiert, erneiert an digitaliséiert ginn.

Den Accord de principe fir dëse Projet hat d'Chamber schon am Dezember 2017 (veuillez lire: am Dezember 2017) bei der Orientierungsdebatte zu de Grands projets d'infrastructure ginn, wou de Käschtepunkt allerdéngs nach ënnert dem Finanzgesetzseuil vu 40 Milliounen louch.

D'Aarbechte beinhalten d'Erneuerung vum Kär vum Stellwierk, vun alle Signaler, déi laanscht d'Streck stinn, vun de Gleisfreimeldeanlagen a vum Sécherheitssystem ETCS, dem European Train Control System, wou eng méi avancéiert Versioun installéiert gëtt. Lëtzebuerg ass jo dat eenzegt Land an Europa, wou de Reseau komplett mam ETCS ekippéiert ass. D'Meldeanlagen an d'Zuchlenkung ginn och erneiert.

Dëse Projet ass och eng Premiss, fir de Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck kënnen ze realiséieren, geneesou wéi d'Mise en conformité vun der Mierscher Gare.

Wat elo hei ganz nei ass: Et gëtt eng innovativ Technik agesat, déi hei zu Lëtzebuerg entwéckelt gouf. Déi Technik besteet aus enger vereinfachter Bausignaliséierung, dat heescht, déi Signaler, déi bis haut do stinn, gëtt et mat dëser Technik duerno net méi. D'Innovatioun ass also, datt déi nei Signaler vill méi kompakt wäerte sinn, soudatt manner Signaler gebraucht ginn an d'Signaler net méi wéi haut wéi e sougenannte „Chrëschtbeemchen“ ausgesinn.

Déi zweet Innovatioun ass, datt beim Stellwierk selwer de Sécherheitssystem, den ETCS, direkt am Stellwierk integréiert ass. Den ETCS-System gouf also un déi besteend Infrastruktur opgebaut.

Da gëtt et nach e puer Konnexaarbechten. Et gëtt zum Beispill eng Schnëttstell tëscht dem Stellwierk an dem System ARAMIS. Dat ass de System, fir an Echtzäit d'Dispositioun vun de Fuerpläng ze maachen.

Eng zweet Saach: Et gëtt e Simulator gebraucht. Mam Simulator soll d'Formatioun vun de Fahrdienstleiter gemaach ginn, souwéi d'Formatioun vum Maintenancepersonal. Dat heescht, um Simulator kënnen zum Beispill verschidde Störungen simuléiert ginn, soudatt d'Personal gutt geschult ass an am Fall, wou effektiv eng kéier eng Störung ass, séier kann intervenéiert ginn.

Eng drëtt Konnexaarbecht si ganz klassesch Aarbechten, déi et bei all Zort vu Stellwierk gëtt, Génie-civil-Aarbechten zum Beispill.

Zur Realisatioun vum Projet: De 4. Juni 2018 gouf schonns een éischte Marché fir d'Fourniture vun den Installatiounen virgesinn. An enger éischer Phas gouf och schonns de südlechen Deel vun der Nordstreck vu Luerenzweiler op Ettelbréck erneiert. Deen ass d'lescht Joer den 20. August a Betrib gaangen. Dat ass also Stand haut.

Déi zweet Phas vum Projet betrëfft elo deen nördlechen Deel vun der Nordstreck tëscht der Giewelsmillen an Ëlwen. Dësen Deel soll elo dëst an d'nächst Joer ëmgesat ginn, fir dann am September 2024 a Betrib kënnen ze goen. D'Gesamtkäschte ginn awer méttlerweil op däitlech iwwer 40 Milliounen geschätzt, soudatt fir dësen Deel och eng gesetzlech Autorisation néideg ass.

Och gouf eng Reevaluatioun vum Projet gemaach, fir erauszefannen, wat déi genee Grënn waren, datt de Projet méi deier ginn ass. Ursprénglech ware jo just 36,7 Milliounen Euro ugesat.

Dräi Haaptgrënn gëtt et, wiso de Projet de loi da méi deier gëtt.

Den éischte Grond ass op d'Innovatioun zrëckzeféieren. D'Berechnunge waren ufanks optimisteschen an et ginn tatsächlech 13 Milliounen méi gebraucht.

Den zweete Grond ass, datt duerch déi innovativ Technik nei Funktionalitéiten agefouert kënnen ginn. Dat gouf eréischt am Laf vum Projet entdeckt an déi nei Funktionalitéiten erlaben zum Beispill, vum Stellwierk eraus Ralentissementer a Balisen ze schécken, soudatt bannent Minutte reagéiert ka ginn. Déi Funktionalitéite kaschte 6,5 Milliounen Euro.

Den drëtten Grond ass, datt et manner Pause gouf, fir dee Projet ze realiséieren, dat, fir dem Client entgéintzekommen. D'Genie-civil-Entreprises hu sech also missen nei organiséieren, wat Onkäschte vun ongeféier 800.000 Euro gi sinn.

Ech schwätzen also hei vun engem Montant vu 54,7 Milliounen Euro plus 5 % Imprevuen, da si mer bei engem Montant vun opgeronnt 57,5 Milliounen Euro.

Beim zweeten Projet bei dësem Finanzéierungsgesetz geet et ëm en neit Stellwierk zu Beetebuerg. Déi aktuell Stellwierker Beetebuerg-Zentrum, Beetebuerg-Triage an Diddeleng-Usines, alles Stellwierker aus den 80er-Joren, sollen duerch e modern, digitaalt Stellwierk, wéi rezent eent zu Diddeleng realiséiert gouf, ersat ginn.

Den 13. Oktober 2011 gouf eng Motioun hei an der Chamber gestëmmt, fir déi néideg Etüden ze maachen. Elo soll da mam Projet ugefaange ginn, e ganz wichtige Projet. D'Stellwierk gëtt gebraucht, fir am Hierscht 2026 d'Neibaustreck Lëtzebuerg-Beetebuerg uschléissen ze kënnen.

An och hei schwätze mer vun enger ganzer aler Stellwierktechnik, déi onbedéngt erneiert muss ginn. Engersäits gëtt déi al Technik guer net méi bei deene Jonken enseignéiert an anerersäits ass en neit Stellwierk hei och eng Premiss, fir d'Modernisatioun vum Secteur Voyageurs an dem Secteur Marchandises kënnen ze maachen. Och hei, wéi ech et scho virdu beschriwwen hunn, gëtt den ETCS-System direkt an d'Stellwierk integréiert an d'Zuchlenkung gëtt automatiséiert, wat mat sech bréngt, datt eng besser Pünktlechkeet garantéiert ass.

D'Realisatioun vun dësem Projet ass an dräi gedeelt. Dat éischt ass d'Erneuerung vun den Aussenanlagen. Dat Zweet ass d'Erneuerung vum Stellwierk selwer. An dat Drëtt si Konnexaarbechten. An hei kënnst Der och weider Detailer a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Zu de Käschten: Dee gréisste Käschtedeel kënnst och hei vun der Signalisatioun mat 70,6 Milliounen Euro, d'Telekommunikatioun mat 10,7 Milliounen Euro, de Génie civil 9,7 Milliounen Euro an de Génie technique eng hallef Millioun, plus Imprevue vun 10 %. Da si mer opgeronnt bei 100,1 Milliounen Euro, fir also dräi Stellwierker am Beräich Beetebuerg zu engem neien digitale Stellwierk ze erneieren.

Beim virleiede Projet de loi 8104 geet et deemno, wéi ugangs erwänt, ëm e Gesamtinvestissement fir béid Projekte vun 158,5 Milliounen Euro.

De Rapport vun dësem Projet de loi 8104 ass de 25. Mee eestëmmege an der zoustänneger Kommissioun uegholl ginn.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dat si wichteg Projeten. D'Madamm Rapportrice huet dat esou am Detail erkläert, mir ginn eis Zoustëmmung derfir, an dofir den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An dann ass et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, dee war seelen esou averstane mam Här Roth wéi dës Kéier. An d'Rapportrice, wéi gesot, huet alles gesot, soudass et fir mech och derbäi bleift, dass ech just hir géif Merci soen a felicitéieren. An ech ginn dann heimat och den Accord vun der Demokratescher Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary. Hei geet et ëm d'Moderniséierung op eisem Schinnennetz an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Ech mengen, et ass deem net méi vill bäizefügen. Ech wëll just vläicht soen: Et ass eng Verbesserung vun der Technik op de Stellwierker, op déi haiteg Technik, déi haut existéiert. An ech mengen, dat ass ze begrëssen. Dat dréit zur Sécherheet bäi. An duerfir gi mer och eisen Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Also och vun eiser Fraktioun hei aus e grouse Merci un d'Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Hei geet et ëm ganz héich Investissementer am Beräich vun der Effikasitéit an der Sécurité, an duerfir droe mir dat heite mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary, an och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech kann et och

kuerz maachen. Ech soen der Madamm Rapportrice Merci fir hire gudden Rapport a selbstverständlech der Chamber fir hir breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Regierung.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8104. Den Text steet am Document parlementaire 8104².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8104 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Max Hengel), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Mmes Cécile Hemmen, Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweeten Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8124 iwwert d'Finanzéierung vu spezielle reegelméissegem Transportservicer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice ass och dës Kéier déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, och bei dësem Projet de loi, dem 8124, geet et ëm e Finanzéierungsgesetz am Beräich vum Transport, dës Kéier allerdéngs iwwert d'Strooss.

Et geet ëm d'Exploitatioun vun „transports spécifiques réguliers spécialisés“, dem sougenannte „Mobi-bus“ respektiv dem fréiere CAPABS. Dëse Service fält

am Kader vum öffentlichen Transport an dé e bësse méi komplizéiert Kategorie.

Mam Vott vun dësem Gesetzesprojet erlaabt d'Chamber der Regierung, déi néideg Kontrakter fir d'Exploitation vum „services de transports spécifiques réguliers spécialisés“ bis zu engem maximale Montant vun 211.850.000 Euro TTC iwwer eng Period vu véier Joer ze maachen, woubäi dësse Montant hallefjäreng un de Coût de la vie ugepasst gëtt.

De Mobibus huet als Aufgab, Persoune mat engem sozialen, mentalen oder physischen Handicap, Persoune, déi den Transport régulier net benotze kënnen, ze transportéieren. Et geet drëm, fir déi concernéiert Persoune den alldieglechen Déplacement an d'Schoulen, d'Lyceëen, an d'Centres de compétences, op d'Schaff ze assuréieren.

D'Services de transports spécifiques réguliers spécialisés goufen ursprénglech vum Staat finanziert, spéider kuerzzeiteg vum de betraffene Gemengen an Associatiounen an haut si se nees en charge vum Staat. Ab 2015 hu mer vu CAPABS geschwat a säit 2022 heescht dësse Service, wéi schonn ugangs gesot, Mobibus.

Ugangs September, bei der Rentrée, goufen 189 Institutiounen desservéiert. E Mount drop waren et der scho quasi 10 méi. Un den Unzuele vun de Beneficiairë gesäit een, datt se relativ staark an d'Luucht gaange sinn. A Korrelatioun dozou ass de Coût besonnesch fir 2022 weesentlech an d'Luucht gaangen. Säit 2015 bis 2020 war de Budget relativ stabil. 2021 ass en e gudder Krack an d'Luucht gaangen an 2022 ass en nach eemol weesentlech gestiegen.

Aktuell gëtt et zwee Exploitanten, déi dësse Service assuréieren, wou d'Kontrakter awer Enn vun dësem Joer auslafen. Duerfir geet et elo drëm, nei Kontrakter auszeschaffen, fir d'Kontinuitéit vun dësem Service ze garantéieren a weider ze amelioréieren.

De Gros vun den Transporter gëtt majoritairement mat Minibusser mat Plaz fir bis zu néng Leit gefuer. D'Iddi ass et, wéi beim öffentlichen Transport üblech, méi Leit zesummen an nammlechte Vehicule ze regroupéieren, woubäi natierlech jidderengem seng spezifesch Besoine respektéiert solle ginn.

Fir d'Rentrée 2022 goufe 4.235 Persoune gezielt, déi vun dësem Service profitéieren. Wuelverstanen ass dat net d'Unzuel vu Leit, déi de Service all Dag an Usproch huelen.

D'Variatiounen tëscht 2021 an 2022 fir dat éischt Semester haten eng Augmentatioun vun 9,63 % am Kilometrage a plus 17 % bei de Käschten. Wann ee weiderhi vun deene plus 17 % ausgeet, gouf eng Estimatioun ausgeschafft, fir d'Käschte vum zweete Semester vun 2022 ze schätzen. No dëser Estimatioun géif de Gesamtkäschtepunkt vun 2022 bei ongeféier 47.344.000 Euro leien an d'Käschte fir d'Joer 2023 bei 49.772.903 Euro.

Wann een also dës Chifferen hält, zousätzlech zu enger Durée de marché vu véier Joer ab 2024 ausgeet, geneewéi och vun enger Hypothees vun enger konstanter Progressioun vum Kilometervolumme vu plus 2,5 % pro Joer an och vun der Evaluatioun vum Präisindex, sou wéi vum Statec estiméiert, da kënn een op eng Envergure vum Mobibus-Marché vun 211.850.000 Euro TTC. Weider Detailer fannt Der wéi gewinnt a mengem schrëftleche Rapport.

Här President, dëst ass e Projet de loi, dee Mënsche mat engem sozialen, mentalen oder physischen Handicap, an deemno mat spezielle Besoinen am Mobilitéitsberäich, d'Méiglechkeet gëtt, e gläichberechtigten Zougang zu öffentlichen Transportleeschtungen ze hunn. Duerfir sinn ech ganz frou, datt de Rapport

de 25. Mee dëst Joer an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg uegholl ginn ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn dann och heimadder den Accord fir déi gréng Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen och hei der Madamm Rapportrice Chantal Gary Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, och nach eng Kéier Merci der Madamm Chantal Gary fir hire komplette Rapport. A selbstverständlech gi mer d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An dann ass et och hei als Nächsten un Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, ech ka mech och do just de Wieder vum Här Roth uschléissen. Mir ginn och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen nach eng Kéier der Rapportrice villmools Merci fir déi zwee ganz gutt Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mat deem heite Finanzéierungsgesetz schafe mer jo d'Méiglechkeet, de Service vu CAPABS, wéi et elo richtig gesot ginn ass, mëttlerweil och als Mobibus emgedeeft, ze assuréieren.

Bis elo war et jo nämlech esou, dass e Finanzéierungsgesetz net néideg gewiescht wier, well déi järelech Ausgaben de Seuil vu 40 Milliounen Euro net iwwerschratt hunn.

E Punkt, deen ech am Avis vum Konkurrenzrot nawell ganz interessant fonnt hunn, ass de Fait, dass se drop hiweisen, dass bei den öffentlichen Ausschreibungen net de Präis eleng den Entscheidungsfacteur kéint sinn, mee datt sozial Krittären, an dësem Fall vun de Persoune à mobilité réduite, souwéi och d'Aarbechtskonditioune kéinten a Betruecht gezu ginn. Duerfir kënnen mer jo wierklech dervun ausgoen, dass mat dem Budget vun iwwer 211 Milliounen, déi mir fir de Service vum Mobibus fir d'Period 2024-2027 zur Verfügung stellen, de Besoine vun de Clientë Rechnung gedroe gëtt.

Sech kënnen fräi ze deplacéieren ass een essenzielle Besoin fir all Mënsch, awer besonnesch fir déijéineg, déi duerch Ëmstänn, a souguer onglécklech Ëmstänn an dësem Fall, an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn.

Scho viru knapp zwee Méint hunn ech an der Froestonn op eng Rei Mësstänn beim Service vum Adapto-Mobibus higewisen, déi mir als Deputéiert zougedroe goufen. Mir waarden elo op d'Resultater vun der Etüd, déi hei amgaangen ass gemaach ze ginn, an duerno misst dann esou séier wéi méiglech nogebessert ginn.

Fir elo soen ech einfach haart an däitlech, dass dësse Service soll kaschten, wat e kascht, Haaptsaach, e funktionéiert!

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | An natierlech gëtt d'LSAP hir Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken, der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass e ganz wichtege soziale Projet, dee mer haut stëmmen am Interessi vun de Betraffenen. An dofir gi mer och den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eis hei der Rapportrice e grouse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir sinn och als déi Lénk der Meenung, datt dësse ganz wichtege Service eigentlech eng staatlech Aufgab ass an dofir och misst vun öffentlecher Hand gedroe ginn, soudatt hei alles richtig gemaach gëtt. Ech mengen, hei ginn déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt an dat ass ganz, ganz, ganz wichtig a richtig. Awer genausou, wéi meng Virriednerin et gesot huet, hu mir den Avis vun der Autorité de la concurrence och gutt gelies. A mir sinn hirer Meenung zu deem Gesetz iwwer de Marché public, dat jo virgesäit, datt de Staat eebe kann déi sozial an ekologesch Krittären a seng Ausschreibungen drasetzen. A mir hoffen, datt dat och gemaach gëtt vum Här Minister.

An dofir, mir ginn awer hei eisen Accord fir dat do ganz, ganz wichteg Gesetz, well, an dat ass och scho vu menger Virriednerin gesot ginn, et ass immens wichtig, datt déi Leit, déi op de Mobibus ugewise sinn, mobil bleiwe kënnen a sech kënnen deplacéieren vun A op B. An et ass wichtig, datt mer dat Geld drastiechen, wat mer mussen drastiechen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Chantal Gary. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech kann et hei och kuerz maachen, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire Rapport a sämtlechen Deputéierte fir déi unanime Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8124. Den Text steet am Document parlementaire 8124³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8124 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8071 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)

Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2021. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeloucht. An als Éischt héiere mer den Här Jean-Paul Schaaf als Rapporteur vum der Petitionskommission, déi des Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng Eier, hei kënnen de Rapport d'activité 2021 vum Ombudsman kuerz virstellen. Ech soe kuerz, well et kann een net déi iwwer 200 Säiten aus deem Rapport, deen d'Ombudsman gemaach huet, an duerno nach dee Resümee, dee mer och an der Kommission guttgeheescht hunn, hei in extenso virstellen.

Erlaabt mer awer, fir d'éischt am Numm vum der Petitionskommission der Madamm Monti an hirer ganzer Ekipp e ganz häerzleche Merci auszedrécke fir dese wierklech kompletten an detailléierten Aktivitéitsbericht, dee si eis virgeluecht hunn.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur | D'Verhältnis vum der Madamm Monti mat der Chamber war och an deem Joer, iwwert dat et hei geet, erëm exzellent. No der ausféierlecher Presentatioun vum Rapport konnte jo all d'Deputéiert och hei Froe stellen a kruten och detailléiert an zefriddestellend Äntwerte vum der Mediatrice.

Merci awer och dem Här Spier vum der Chamber-administratioun a senger Ekipp, déi dese Prozess ganz enk begleet hunn. An der Presidentin vum eiser Petitionskommission wëll ech Merci soen, der Madamm Arendt, déi sech, esou wéi all déi aner Membere vum der Kommission, ganz intensiv mat där do Thematik auserneeegesat huet.

A schlussendlech awer e Merci, an deen ass mer wichteg, un all déi aner Chamberskommissionen, well hir Presidentinnen a Presidente ganz séier déi Deeler aus dem Rapport vum Ombudsman op den Ordre du

jour vun hirer Kommission gesat hunn, déi eeben hire Ressort betreffen. An do konnten eeben d'Deputéiert, zesumme mat de Beamten a mat de Ministere, dann zu de respektive Reklamatiounen, déi bei der Ombudsman erakomm sinn zu hirer Kommission, Stellung huelen a sech och inhaltlech domadder auserneeetzen.

Ech war bei enger Rei vum deenen Diskussiounen derbäi an ech muss soen, datt ech konnt feststellen, an ech si ganz frou doriwwer, dass ganz seriö doriwwer diskutéiert ginn ass, dass sech wierklech léisungsorientéiert an detailléiert mat den Uleisse vum Avis vum Ombudsman befaasst ginn ass. Et war eigentlech flott ze gesinn, wéi esocht dat geholl gëtt a wéi seriö sech mat den Awänn vum de Leit zu de Verwaltungsofleeft befaasst ginn ass.

Här President, d'Roll vum Ombudsman ass eng ganz wichteg an eiser Gesellschaft.

Engersäits hëlleft den Ombudsman de Bierger, fir sech an der Komplexitéit vum eise Gesetzer an Administratiounen erëmzefannen a gëtt Gewëssheet, dass een am Zweifelsfall net eleng gelooss gëtt vum enger staatlecher administrativer Verwaltungsmaschinn.

Anerersäits hëlleft en awer och den Administratiounen an de Servicer, sech ze optimiséieren an dee beschtméigleche Service fir d'Bierger ze garantéieren. Op deem Punkt muss een ervirhiewen, dass déi meescht Verwaltungen an de leschte Jore scho vill Efforte gemaach hunn an hir Servicer signifikant verbessert hunn, an defir gesuert hunn, dass e gudde Zougang zu de Servicer ass, an dass besonnesch an der Zäit vum der Pandemie Déngschtleeschungen och online méiglech gemaach gi sinn.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Dëst war dann och am Joer 2021 de Fall, wat, ech hunn et elo gesot, ee Joer vum der Pandemie war, een Émstand, dee fir keng Administratioun einfach war, wat den Zougang betrëfft.

Mee och fir de Bierger bleift et nach ëmmer schwéier, sech zurechtzefannen an där neier digitaler Welt. Den Ombudsman ënnersträicht duerfir och ëmmer op en Neits, datt et beim Accès zu den öffentleche Servicer grouss Onglächheeten tëschent de verschiddeenen Administratiounen gëtt. Virun allem eis eeler a vulnerabel Bierger hunn am meeschten dorënner gelidden, datt am Joer 2021 vill Guicheten zou waren, et wéineg physische Kontakt gouf a verschiddeenen Demarchen nëmme nach iwwert den digitale Wee méiglech waren.

An ech wëll hei och op déi Leit verweisen, déi am Internet net fit sinn, déi kee PC doheem hunn an déi sech mam Handy als eenzeg digital Verbindung erëmklappen. Op deem Wee Formulieren auszufüllen, se ze signéieren an ze mailen, dat ass net ëmmer evident an deels mol net méiglech.

Schliisslech och déijéineg Matbierger, déi benodelegt liewen an déi isoléiert, administrativ, finanziell, gesondheetlech oder och einfach intellektuell net fit genuch sinn, fir sech sécher genuch ze spiere beim digitalen Zougang.

D'Ombudsman weist an deem Kontext eeben drop hin, dass mer och nach d'Angscht vum transparente Bierger kennen an dass d'Leit riskéieren, eng Demarche net ze maachen, well se dem elektronischen Datefloss net trauen. An natierlech hu se an enger digitaler Demarche keen, dee se kënnen froen, wat mat hiren Donnéeë geschitt, firwat se déi oder déi Informatioun musse ginn. Sou geet dat dann net, an da bleift e gewëssent Mësstrauen.

An net all d'perséinlech Situatiounen passen eeben an de Standard vum engem Formulaire. An ouni e Beamten, deen dann Hëllef leescht, fillt ee sech als Demandeur munchmol onsécher an net gutt beroden.

An deem Sënn zitéiert d'Madamm Monti dann och d'Charte des droits fondamentaux vum der Europäescher Unioun, déi ënnersträicht, wéi wichteg et ass, an ech zitéieren, „de multiplier les actions pour garantir un accès libre, gratuit et simplifié aux procédures administratives“.

An d'Madamm Monti deelt mat eis am Rapport d'Charte vu Marrakech. Dat ass eng Charte, déi ass den 18. Mee 2022 vum der Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie ugeholl ginn. Dës Charte verdäiwelt net d'Digitalisatioun, mee si weist drop hin, dass net all d'Mënsche fit dofir sinn an dass ëmmer een alternativen Zougangsweg zu de Leeschtunge vum den öffentleche Verwaltungen muss garantéiert sinn. Et ass eng Charte, déi just acht Artikelen huet, se ass also derwäert, gelies ze ginn. Duerfir hunn ech se och integral an de Rapport iwwerholl.

Här President, ech komme kuerz op d'Zuele vum deem Rapport ze schwätzen. Ech soen och hei der Madamm Monti Merci, well mir kruten eng Opléschung vum den Zuelen och iwwert d'Joren, soudass een eigentlech d'Reklamatiounen och am Verlaf vum de Jore kann analyséieren a kucken.

Doduerjer léisst sech erkennen, dass am Joer 2021 975 Reklamatiounen beim Ombudsman agereecht gi sinn. Dës Zuel bleift an deene leschte Jore relativ konstant mat 914 Reklamatiounen d'Joer virdrun, an déi selwecht Zuel, 975 Reklamatiounen, am Joer 2019. Dat weist also, dass d'Institution gutt funktionéiert an dobausse bei de Leit och bekannt ass.

Vun 2015 bis 2021 ginn all Joer an der Moyenne 922 Reklamatiounen am Service vum Ombudsman eran. Vun deenen 975 Reklamatiounen am Joer 2021 sinn der 273 als recevabel a begrënt unerkannt ginn. Duvunner huet d'Ombudsman der 219 kënnen léisen a kënn domat op en Taux de correction global vum 80,2 %. Dës Héijen Taux ass och änlech héich wéi am Coronajoer 2020 mat 81,7 %.

Da wëll ech och direkt hei eng Recommendation mengersäits un d'Ombudsman maachen, fir an den zukünfteg Rapporten den Taux de correction e bësse méi kloer ze benennen als den Taux de correction vum den traitéierte Reklamatiounen. Et soll ee jo net dobausse verstoen, dass 80,2 % vum den insgesamt 975 Reklamatiounen positiv traitéiert an am Interêt vum Demandeur geléist gi wieren.

D'Opschlëssung ergëtt, an dat ass och logesch, Folgendes: 226 Reklamatiounen sinn net fondéiert erakomm; 188 waren der um Enn vum Joresexercice nach net ofgeschloss, konnten also net an der Statistik erëmkommen; 151-mol huet de Reklamant selwer sech zrëckgezu vu sengem Awand; an 2019 waren der net recevabel, fir just do déi Haaptchifferen ze nennen.

Also fir d'Kloerheet duerfir mäi Wonsch, dass een dat an engem nächste Rapport preziséiert, fir dass mer net do ivergefuert ginn, oder mir verstinn et an aner Leit vläicht net.

D'Ministère, bei deenen déi meescht Reklamatiounen erakomm sinn, bleiwen och an der Hitlëscht, wann ech dat esou därfer nennen, déi nämmlech wéi déi Jore virdrun. Den Ausseministère ass un éischer Stell mat 192 Stéck, duerno de Ministère fir sozial Sécherheet an de Finanzministère an dann de Famillje-ministère.

Drei Ministère kruten 2020/2021 guer keng Reklamatiounen géint hir Decisiounen: Dat waren de

Sportsministère, den Digitalisatiounsministère an de Chancëgläichheitsministère.

Et gëtt awer och dräi Ministären, déi en Taux de correction vun 100 % haten, an dat sinn de Justizministère, de Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche an de Ministère vun der Fonction publique.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir Detailler iwwert déi eenzel Fäll verweisen ech awer op de schrëftleche Rapport an ech wëll mech hei nëmmen op e puer Punkte beschränken, vun deenen ech et wichteg fannen, se hei eng Kéier ze benennen, beispillhaft och unzeschwätzen.

Wéi gesot, sinn an all Chamberskommissioun déi respektiv Deeler vun der Madamm Monti hirem Joresrapport thematiséiert ginn. An duerfir e puer Aspekter aus dese Reuniounen.

An der Logementskommissioun ass driwwer diskutéiert ginn, datt et vill ze laang Delaie gouf, fir Demanden ze traitéieren vu Leit, déi an de Genoss vun enger Subvention de loyer komme wollten. De Ministère hat d'Pandemie an e Manktem u Personal dofir verantwortlech gemaach. Duerch eng Verbesserung vum interne Prozess an duerch d'ASTELLE vun neiem Personal huet sech d'Waardezäit méttlerweil signifikativ verbessert.

Änlech wéi bei der Logementskommissioun goug et och bei der Ëmweltkommissioun ëm ze vill laang Delaien, fir Demanden ze traitéieren. Hei ass et ëm d'Primm beim Kaf vun engem Vélo gaangen, an de Ministère huet versprach, d'Personal zäitno opzestocken.

An der Kommissioun vun der Fonction publique ass diskutéiert an och festgehale ginn, datt den Ombudsman keng Reklamatiounen traitéieren dierft, déi sech op en Aarbechtsverhältnis bezitt tëschent enger Administratioun a senge Fonctionnaires oder Employéen. Den Ombudsman ass fir eng Demande vun engem Administré zoustänneg an net fir intern Konflikter tëschent engem Ugestallten a sengem Patron public.

D'Familljekommissioun ass ënner anerem op ee Fall agaangen, bei deem en Administréierten d'Allocation de vie chère refuséiert krut, dat awer, ouni e Grond fir e Refus genannt ze kréien an och ouni dass d'Recoursméiglechkeeten erkläert gi waren. De Fonds national de solidarité huet sech dem Problem ugeholl, fir d'Voie de recours duerno ëmmer korrekt unzeginn.

Déi éischt Recommendatioun – se dréit d'Nummer 55, mee mir fänken net bei 1 un all Joer, et sinn der jo och an de Jore virdu gewiescht – bezitt sech op d'Modalitéiten, fir eng Allocation de vie chère ze kréien. De Mediateur fënnt et net gutt, datt een eng Demande fir eng Allocation de vie chère nëmmen eng Kéier am Joer stellen dierf, an e plädéiert derfir, datt eng Person och eng zweet Demande stellen dierf. Wa sech nämlech d'Liewenssituatioun, d'Zuel vun de Leit am Menage, d'Akommessituatioun an esou weider verschlechteren, da kann ee keng nei Demande areechen am Fall, wou ee schonn eng éischt agereecht hat an déi eventuell refuséiert gi wier.

De Fonds national de solidarité huet sech awer géint dës Recommendatioun ausgeschwat mam Argument, datt een da jidderengem eng Aktualisatioun am Laf vum Joer muss zougestoen, wat en enorm Problematik géif mat sech bréngen.

An enger zweeter Recommendatioun geet et ëm eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg schafft a fir Kand a Partner opkënnt, ouni awer mat deem Kand verwandt ze sinn. Dës Persoun huet fir d'Kand eng Allocation

familiale ugefrot a verweigert kritt. Den Ombudsman, oder d'Ombudsman, fir et richtig ze soen, beriff sech hei op d'Decisioun vum Europäesche Geriichtshaff, deen d'Krittären, fir d'Allocation familiale zu Lëtzebuerg ze kréien, als diskriminéierend bezechent huet. D'Zukunftskeess wëllt awer zu deem Zäitpunkt nach näischt un hirer Funktionsweis ännere mam Argument, datt ee muss op de Gesetzesprojet 7828 waarden, dee jo an Ausaarbechtung ass.

An der Educatiounskommissioun ass et drëm gaangen, datt vill Studenten en informatische Feeler gemaach hunn an doduerjer hir Studentebourse net kruten. Den informatische Programm konnt ee gleeven dinn, dass d'Demande komplett wier, awer mat enger Confirmatioun vun den Donnéeën goug et net duer, well et huet een och nach mussen den Envoi eemol extra confirméieren a fortschécken.

D'Kommissioun war do awer zefridden no der Diskussioun, datt den Educatiounsministère schonn Ännerungen op der Plattform, iwwer MyGuichet, gemaach huet, soudatt de Problem an Zukunft net méi oprieden dierft, an dass och d'Leit informéiert ginn, wa se eng Demande gemaach hunn, déi net komplett ass.

Duerno ass och nach e Fall opkomm, bei deem zwee Studenten hiren Diplom, dee se am Ausland kruten, hei zu Lëtzebuerg net unerkannt kruten. Si haten awer gemengt, dat wier kee Problem, well si hu während Joreng Studentebourse vum Staat kritt. De Ministère ass sech deser Problematik bewosst ginn an e mécht elo Efforten, fir datt déi Krittären harmoniséiert ginn, engersäits, fir den Diplom unerkannt ze kréien an awer anersäits och, fir dass dat mat der Studentebourse am Aklang gemaach gëtt.

Am Joer 2021 sinn och 97 Reklamatiounen iwwert d'Aarbecht vun de Gemengen agereecht ginn, 21 Dossiere sinn traitéiert ginn an den Taux de correction louch bei deenen 21 bei 85,7 %. Ech ginn elo net nach am Detail op déi eenzel Beispiller an.

An ech wëll och ofschléisse mat deene Beispiller a just nach e puer Konklusiounen zéien.

Ech géif nach eng Kéier gären ënnersträichen, dass et extreem wichteg ass opzepassen, dass mer duerch déi digital Exigenze keng Leit benodelegen a riskéieren, se an eng prekär Situatioun ze bréngen.

Fir keen auszuschléissen, mussen d'Bierger esou gutt et geet informéiert ginn, an et muss de Bierger ëmmer méiglech bleiwen, eng administrativ Demande ënner physescher Form anzereechen.

Eng zweet Remark, do wëll ech nach eng Kéier un d'Recommendatioun Nummer 51 iwwert d'Kompetenzerweiderung vum Mediateur erënnere. Dat hu mer och am Rapport vun der Kommissioun esou festgehale, well momentan kann den Ombudsman jo nëmmen intervenéieren, wann et sech ëm e Problem mat enger staatlecher oder kommunaler, also enger ëffentlech-rechtlecher Verwaltung handelt. Hei soll jo awer an der zoustänneger Kommissioun mat der Madamm Monti gekuckt ginn, also an der Instruktiounskommissioun, ob den Ombudsman och kéint bei den Établissements de droit privé, déi mat enger ëffentlecher Missioun beoptraagt sinn, agräifen.

Ëm wat geet et do beispillsweis, fir dat méi einfach ze erklären? Wann eng Persoun an enger staatlecher Aariichtung leeft, da ka se sech un den Ombudsman wënnen. Liefert si awer an enger privatrechtlecher Instruktioun, da kann den Ombudsman keng Reklamatiounen entgéintheulen, och wann dës Aariichtung eng ëffentlech Aufgab, wéi zum Beispill en Alters- a Fleegeheim, wouerhëlt.

A mengem Rapport hu mer festgehale, dass d'Petitiounskommissioun och all parlamentaresch Demarché vun der Instruktiounskommissioun ënnerstëtzt, fir d'Diskussioun iwwert dës Recommendatioun Nummer 51 unzufänken.

Ofschléissend der Madamm Monti an all hire Mataarbechter meng grouss Unerkennung fir déi geleschten Aarbecht. Dir verhëlleft de Leit zu hirem Recht. Dir schenkt hinnen Opmierksamkeit an ënnerstëtzt hir Demande, wann et nëmme méiglech ass.

Op där anerer Säit hëlleft Der awer och dem Staat, de Verwaltungen an de Gemengen, fir sech ze verbessern, fir Prozeduren a Fro ze stellen a fir den Opdrag nach besser ze erfëllen. D'Beamte sinn am Déngscht vun hirer Verwaltung an d'Verwaltung ass am Déngscht vun de Mënschen. Also, am Raccourci: D'Beamte sinn all am Déngscht vun de Mënschen a si suergen derfir, datt d'Leit zu hirem Recht an zu hire Leeschtunge verhollef kréien.

An Dir, Madamm Monti, mat Äre Servicer suert och derfir, datt mir dat net vergiessen. Duerfir e grouse Merci am Numm vun der ganzer Petitiounskommissioun, vun eis alleguer fir déi Aarbecht a fir déi wichteg Recommendatiounen. Voilà.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur | Ech soen Iech Merci.

Dat do wier den Deel vu mengem Rapport. Wann ech dierf, géif ech nach e puer Wuert wëllen am Numm vun der CSV-Fraktioun hannendrun hänken. Jo? De President wénkt mam Kapp, dann dierf ech. Merci.

Une voix | Très bien!

Débat

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech wëll dann nach e puer Sätz hannendrun hänken am Numm vun der CSV-Fraktioun. Fir d'éischt emol och do am eise Numm e ganz grouse Merci un d'Madamm Ombudsman an déi ganz Ekip fir deen detailléierte Bericht, an och merci, dass si all Dag do ass fir de Bierger a sech wierklech mat Hänn a mat Féiss setzt fir d'Rechter vun deene Leit, déi fäerten, datt se net zu hirem Recht komm wieren.

Nieft deene Recommendatiounen, déi ech elo schonn am Numm vun der Petitiounskommissioun formuléiert hat, wier et fir eis och gutt, wann de Mediateur mol méi oft kéint a géif a verschidde Chamberskommissiounen invitéiert ginn, ganz besonnesch dann, wann et ëm Fäll geet, wou den Ombudsman sech autosaiséiert huet.

Effektiv gi jo individuell Demanden un den Ombudsman gereecht. Aus den Diskussiounen – an déi puer Beispiller aus dem Rapport ginn dat jo och zréck – an de parlamentaresche Kommissiounen ergëtt sech awer en aner Bild, an do ergëtt sech, dass hannert deenen individuelle Reklamatiounen awer dacks strukturelle Problemer an de Verwaltungstechneschen Ofleef sinn oder awer, datt sech legislativ Ännerungen opdrängen.

Dozou och nach e Beispill: Well am Gesetz iwwert de Congé parental steet, datt nieft der Mamm de „père“ d'Recht huet op e Congé parental, konnt eng Koppel vun zwou Fraen keng zwee Congé-parentallen ufroen. D'CSV ass op deem Punkt der Meenung, dass dëst op Eltere bezu muss ginn an eng geschlechtsspezifesch Betitelung dofir keng Plaz an esou engem Gesetz soll hunn.

Eng aner Propos, déi mäi Fraktiounskolleeg Paul Galles schonn hei an deem Haus virun engem Joer gemaach huet, wéi en de Rapport hei presentéiert

huet, ass déi, dass zum Beispill eng Referenzpersoun an den Administratioune kéint geschafe ginn oder eng besser Vernetzung och tëschent de verschiddene Mediateure kéint sinn.

Also, ech hu mer virgeholl, elo hei net all eenzel Reklamatioun a Recommandatioun nach eemol ze paraphraséieren. Schrëftlech läit jo, wéi gesot, alles vir, wat ëmgesat muss ginn, an et ass och intensiv diskutéiert ginn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass d'Chamber den 2. Juli 2021, also virun zwee Joer, e Courier vun der Ombudsman kritt huet, wou d'Madamm Monti explizit op hir Recommandatioun Nummer 51 – ech hat se virdu genannt – ageet an eng Propos un d'Chamber gericht huet, fir d'Gesetz vum 22. August 2003 iwwert den Ombudsman ofzeänneren. Do geet et ënner anerem ëm déi Confusioun, déi entsteet tëschent dem Ombudsman an dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlech, oder et geet och nach ëm d'Kompetenzerweiterung, déi mer elo schonn ugeschwat hunn, iwwer privatrechtlech Institutiounen, déi eng Mission de service public erfüllen an duerfir jo och ëffentlech Gelder kréien. An op deem Punkt huet d'Chamber heibannen den 9. Juni 2022, also och virun engem Joer, bei der Diskussioun vum leschte Joresrapport unanime à main levée decidéiert, dass eng Resolution vun Deputéiertkolleeg Marc Goergen zum Suivi vun der Recommandatioun Nummer 51 an d'Institutionskommissioun verwise gouf.

Ech weess elo net, wem ech d'Fro soll stellen oder wie se ka beäntweren, ob d'Institutionskommissioun ewell mat deenen Aarbechten ugefaangen huet. Ech hoffe just, dass mer net all Joer déi Recommandatioun weiderdroe vu Joer zu Joer, ier se dann traitéiert oder ëmgesat gëtt. Mir ënnerstëtze jiddefalls als CSV-Fraktioun d'Diskussiounen zu deene Propose vun der Madamm Monti.

Zum Schluss nach e Wonsch: Déi Charte vu Marrakesch, déi ass am Rapport vun der Ombudsman dran, an ech hunn déi och do kennegeléiert. Elo sinn ech jo awer an enger Gemeng an der Verantwortung, an ech froe mech eigentlech, wie sech kéint drëm këmmen – vläicht den Här Minister, ech kucke mol riichtaus –, dass dës den dach awer wichtege Gedanke vun der Digitalisation an hiren Erausforderungen an op wat ee soll bei der konkreter Ëmsetzung oppassen, awer bei allen ëffentlechen Acteuren och ukënnt, an duerfir och bei de Gemengen, ënner anerem.

Fir kloer ze sinn, kann ech och hei mol just eng Kéier e Beispill ginn. Wann de Raider vun der Gemeng digital dierf sinn an aus Einfachheet d'Gemengen dann higinn a soen: „Ma da setze mer do alles drop, a wa mer e Pabeier aushänken, maache mer nach vläicht e minimale Resümee dovun!“, si mer dann en ligne mat enger Charte vu Marrakesch? Si mer da korrekt? Dat ass eng oppe Fro. Oder wann ech digital mam Handy de Parking bezuele soll an da vläicht d'Horodateuren emol reduzéiert ginn an iergendwann vläicht eng Kéier ofgeschafft ginn? Sinn ech dann nach en ligne mat enger Charte, déi eis awer recommandéiert, drop opzepassen, dass och d'Leit, déi net esou fit am Digitale sinn, dee selwechten Zougang hunn zu ëffentlechen Déngschtleeschunge wéi anerer? Just fir einfach esou mol zwee Beispiller ze nennen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend bleift mer nëmmen nach eng Kéier wierklech Merci ze soen, am Numm vun der CSV-Fraktioun – ech hunn et scho gesot –, der Madamm Monti an dem ganzen Team, der Presidentin vun der Petitiionskommissioun, de verschiddene Kommissiounen, de Beamten, Politiker, Verwaltungen, Ministèren an ëffentlechen Aarrichtungen, well et huet ee gespuert,

och an de parlamentareschen Diskussiounen, dass se wierklech drëm beméit sinn, e gudde Service public ze garantéieren a sech och a Fro ze stellen.

Déi Petitiounen, déi un eis Chamber adresséiert ginn engersäits an de Rapport vum Ombudsman anerersäits, déi sinn zesummegeholl fir mech e bësselche wéi e Seismograf vun de Bierger aus eisem Land. Mir mussen eis als Politiker dofir interesséieren, well et op dese Plazen ass, wou mer de Bols spiere vun de Leit a wou mer déi Theeme matgedeelt kréien, déi konkret sinn am Alldag vun de Matbiergerinnen a Matbierger. A mir mussen déi Theemen eeschthuelen, och dann, wa se net an eise Parteiproposen oder an eise Koalitionsprogrammer stinn.

Och Iech alleguerten e grouse Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci villmools dem Här Schaaf. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Bauler. Här Bauler, wannechgelift.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir d'éischt e grouse Merci un de Rapporteur Jean-Paul Schaaf, deen hei scho ganz am Detail de Bericht vum Ombudsman virgestallt huet. Eent soll virop kloer gesot ginn: Den Ombudsman ass eng onverzichtbar Institutioun an eiser Demokratie! Et ass e wirksame Vermëttler. E steet dem Bierger bäi, wann dese Problemer mat der Verwaltung huet an e léisst net esou liicht lacker, wann en do mol sollt op Granitt stoussen, oder stéisst. Jo, et muss ee soen, wann et den Ombudsman net géif ginn, da misst een en erfannen.

Léif alleguer, wann een de Rapport vum Ombudsman liest, da ginn engem zwou Saachen direkt kloer: Éischtens, et sinn ëmmer nees Problemer a Mësselen op deene verschiddenste Plazen, an zweetens, et brauch een nach ganz dacks den Asaz vum Ombudsman, fir eeben dës Schwierigkeeten aus der Welt ze schafen.

Et kann een der Madamm Monti an hirer fläisseger Ekipp nëmmen e groust Luef aussprieche, well si sech wierklech all Dag fir den eenzelne Bierger, déi eenzel Biergerin asetzen, déi konkret Suergen a Schwierigkeete mat der Verwaltung hunn. Wa Leit schonn op déi verschiddenste Manéiere probéiert hunn, selwer e Problem ze klären, ass den Ombudsman dacks hir lescht Chance, fir zu hirem Recht ze kommen. Den Ombudsman hëlt eeben d'Mënschen an d'Problemer, déi se hunn, eescht, an dat mat vill Engagement.

Wann den Ombudsman aktiv gëtt, muss dat jo och net onbedéngt zum Nodeel vun enger Verwaltung sinn. Den Ombudsman intervenéiert fir de Bierger a stellt och fest, wann deem iwwerhaupt net Onrecht gedoe gouf, wann also eng Reklamatioun onbegrennt ass. Oder en dréit zu enger Klärung bäi, déi dem Bierger weist, dass en eeben net onfair behandelt gouf.

Et gëtt awer och déi aner Fäll, déi weisen, dass de Bierger desavantagéiert gouf an datt d'Verwaltung eppes redresséieren, jo, eppes verbessere muss. Den Ombudsman, dat d'äerf een och net vergiessen, ass en Organ vun der Chamber an en ass do a senger Vermëttlerroll. Hien ass souzesoen de Bäistand vum Bierger, ier dës eventuell säi Recht mat Hëllef vun engem Affekot virun engem Geriicht akloe geet.

Ganz dacks gi mir jo selwer als Deputéiert vu besuergten an eventuell och rosene Bierger ugeschwat, wann e Problem mat enger Verwaltung ass. Ech kann Iech soen, dass ech wierklech da ganz frou an

dankbar sinn, dass mer déi neutral an onofhängeg Institutioun vum Ombudsman hunn, un déi ech dann déi betraffe Biergerinnen a Bierger ka verweisen, fir eng Klärung erbäizeféieren. Et ka jo net sinn, dass en Deputéierte sech an d'Interna vun enger Verwaltung amëscht. D'Trennung vun de Gewalte verlaangt jo ausdrécklech, dass een dat net mécht. Dofir ass et eebe grad esou wichteg, dass mir dës Aarrichtung vum Ombudsman als Organ vum Parlament hunn.

Ech hat et ugedeit, d'Demanden un den Ombudsman bleiwe vum Niveau hier stabil. Tëscht 2018 an 2021 leie mer do op enger Moyenne vun ongeféier 955 Fäll. 2021 koum et bei 80 % vun dese Fäll zu engem definitiven Ofschluss.

De Bericht vum Ombudsman preziséiert, an dat ass ganz interessant, dass dese Chiffer gëllt, onofhängeg dovunner, ob eng Ufro Erfolleg hat oder net. Natierlech ass et ëmmer besser, wann een Dossier fir de Bierger positiv ausgeet. Trotz allem muss ee bedenken, dass den Ombudsman och ageschalt gëtt vu Leit, déi dacks iwwerhaupt keng Äntwert vun engem Service kréien, an d'ëscht, obwuel se sech scho méi dacks un den ëffentlechen Déngscht gericht hunn.

Duerch den Asaz vum Ombudsman ginn d'Verwaltungen mat de Suergen an de Froe vun de Leit konfrontéiert an dës kréien dann esou oder esou eng Äntwert. Dat ass immens vill wäert, well et de Bierger weist: Mir huelen Iech an Är Suergen eescht, mir loosse Iech net am Plang!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem éischte Punkt géif ech op de Sujet vun der Digitalisation agoen. De Jean-Paul Schaaf huet dat virdrunner och gemaach. Dës gëtt als solch net sonnerlech vum Ombudsman kritiséiert. An trotzdem weist de Rapport Schwierigkeeten a Barriären an deemem Beräich op, déi een an Zukunft net sollt ausser Uecht loosse.

D'Digitalisation, dat seet de Rapport ganz richtig, soll kee Selbstzweck, keng Fin en soi sinn. Wann d'Digitalisation geförderet gëtt, fir eis ëffentlech Services an Administratiounen ze entlaaschten an esou méi effizient ze gestalten, soll se awer net als Allheilmittel an ouni Differenzéierung oder Iwwerleeung agesat ginn, dat eventuell zum Nodeel vun eise Bierger.

Dateschutz ass de Sujet vun deem Joerzëngt, an et ass effektiv esou, dass nach ganz vill Leit retizent sinn, wann et ëm d'Deele vun hire perséinlechen Date geet. Vill Leit sinn och haut nach keng sougenannt „digital natives“. Villes aus dem digitalen an technologesche Beräich ass komplex, an d'Iddi vum glieserne Bierger ass fir si beonrouegend. Mir dierfen also d'Leit net eleng loosse, mee mir mussen en adequaten Dateschutz garantéieren, Wëssen an deem Beräich vermëttelen an och weiderhin Alternativen ubidde fir déi Leit, déi léiwer op analog Léisungen zrëckgräifen.

Ganz zu Recht schreift den Ombudsman, ech zitéieren: „La digitalisation ne peut être considérée comme une fin en soi et une alternative doit subsister pour toute personne qui en fait le souhait.“ An den Ombudsman fiert weider: „En matière de procédure administrative, toute politique de digitalisation menée par un service public doit partant être réfléchie et mise en œuvre dans l'intérêt premier de ses usagers, en ce compris la subsistance d'alternatives à cette politique.“

Déi sougenannt „informationell Autodeterminatioun“ ass jo elo duerch d'Revisioun vun der Verfassung och fest an der Verfassung, an der Konstitutioun, verankert. A wéi den Ombudsman a sengem Bericht schreift, huet d'Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie, an där och eist Land,

dräi, CET, OKaju an den Ombudsman, ënnert de Fitique vun der Chamber sinn, ass dat eng Obligatioun fir eis, fir hinnen och déi beschtméiglech Aarbechtsbedingungen ze garantéieren.

Dat hu mer an der Vergaangenheet och gemaach, do duerch dass mer reegelméisseg d'Moyenen ugepasst hunn, souwuel en personnel wéi och aner Moyenen, an dat och nach ëmmer maachen. Reegelméisseg si mer am Bureau mat Demandë vum Ombudsman konfrontéiert, fir zousätzlech Personal respektiv gutt forméiert Personal ze kréien. An ech ka mech net erënneren, dass de Bureau bei fondéierten Demandë jee eng Kéier Nee gesot hätt a mengen net, datt e wäert Nee soen.

Et stellt sech d'Fro – an de Jean-Paul Schaaf huet déi opgeworf –, wéi mer mat der Demande vum Ombudsman ëmginn, d'Gesetz iwwert den Ombudsman unzepassen. Ech wëll direkt soen, dass net nëmme d'Fro vun der Legislatioun vum Ombudsman sech stellt, mee och vun deenen zwee Organismen, deenen zwou Institutiounen, déi och ënnert der Chamber fonctionéieren, dat heescht dem CET an dem Okaju, a mir si bestreift, an do gëtt ganz intensiv zesumme mat deenen dräi dru geschafft, fir en Text auszeschaffen.

Dir kënt Iech virstellen, dass deen Text, wa mir en eleng géife molen, scho laang fäerdeg wär. Mee mir probéieren, dat a Partnerschaft ze maachen an deenen aneren nozelauschteren, fir en Terrain d'entente ze fannen, net nëmme fir een, mee do, wou et Sënn ergëtt, fir déi dräi. Well do gëtt et e Sënn an der Verantwortung vun der Chamber: Wéi ass d'Responsabilitéit vun der Chamber vis-à-vis vun deenen dräi Institutiounen, finanzieller Natur, personeller Natur? Wat sinn d'Kompetenze vun deenen dräi Organismen? A wéi kënne mer dat, wat gemeinsam gemaach ka ginn, zesummeféieren? An do huet jiddweree seng Identitéit an dat ass net ëmmer esou evident, fir jiddweree ze iwwerzeegen, dass een zu dräi heiansdo méi staark ass wéi dräimol eenzel, ech wëll dat elo mol mat aller Däitlechkeet soen. Do gëtt et dann och nach d'Fro vun der Raimlechkeeten, och do gëtt et keng Identitéit de vue.

An da gëtt et och Diskussiounen – am Moment zaghaft Diskussiounen –, awéifern een e Mënscherechtskomitee, eng Mënscherechtskommissioun ka méi staark un d'Chamber ubannen. Wat heescht dat, un d'Chamber ubannen? Et ass ganz kloer, Dir wësst dat, dass déi eenzel Organismen net méi vun deem engen oder anere Ministère ofhänken, mee vun der Chamber, vun der éischter Institutioun vun dësem Land, ofhänken. An dat weist och de Stelleväert, dee mer deenen doten Institutiounen ginn; dat soll een net vergiessen.

Och ech sinn ongedëlleg, fir déi Texter ze kréien. Do gëtt et engersäits Propositionen, do gëtt et andersäits Propositionen vun engem anere vun deenen dräi Partner an et gëtt och Iwwerleeungen, déi hei am Haus gefouert ginn. Wann déi Institutiounen ënner eisem Haus fonctionéieren, dann däerf jo och dëst Haus matbestëmmen, wéi déi Zesummenaarbecht soll stattfannen.

Et ass ëmmer einfach gesot: „Allez hopp, aus der Héft eraus, mir hunn en Text do leien, kommt, mir maachen dat esou, wéi se dat gär hätten!“ Villes maache mer esou, wéi eis Partner et gär hätten, mee mir sinn awer zu méi un engem Dësch an och dës Institutioun huet hiert Wuert do matzeschwätzen. Mir sinn awer gudder Déng, dass mer nom Summer e kohärenten Text do leien hunn. Do bleiwen dann d'Froen ze tranchéieren an déi ginn an engere éischter Phas an der Institutiounskommissioun, wann d'Conférence des Présidents eis den Dossier iwwerweist, analyséiert. An dann, wa mer eis eens sinn, mir an och nom Avis vum Staatsrot, da kënt et hei an de Plenum zréck.

Mir maachen also alles, fir en Terrain d'entente ze fannen, deen esou wäit geet wéi nëmme méiglech.

Et ass heiansdo méi einfach ze soen: „Dir hutt an allem Recht“, wéi dass ee probéiert, dat Richteg ze maachen – a mir wëllen hei probéieren, dat Richteg ze maachen. Also, hei kloer gesot: De Wëlle vun der Chamber ass do, eppes Zesummenhängendes ze maachen an do zesummenzeschaffen, wou et e Sënn ergëtt.

Ech wollt dann, vu dass de Rapport vum Rapporteur esou komplett war, net op déi eenzel Kapiteln agoen, mee just nach op zwee oder dräi Punkten, déi mer wichtig schéngen.

Jo, et ass wichtig, dass een d'Kompetenze vun engem Ombudsman revidéiert an ausbaut, do wou et e Sënn gëtt. Ganz kloer e ganz kloer Message do: Déi Wagenburgmentalitéit oder dat Silodenken, dat ass hei falsch op der Plaz. Do, wou sech änlech Problemer stellen, do soll den Ombudsman och kënnen erakucken a seng Vermëttlerroll spillen, well déi Vermëttlerroll, déi soll een net ënnerschätzen. Déi Vermëttlerroll ass an eisen Aen enorm wichtig – an de Jean-Paul Schaaf huet dat zu Recht gesot –, net nëmme am Interêt vun deene Leit, déi bei déi Institutiounen kommen, mee och fir déi, ëm déi et geet, also d'Administratiounen, fir aus eventuelle Feeler, wann et da Feeler sinn ... Well oft ass et och esou, dass e Filter do ass an eng vun deenen Institutiounen gesäit, dass déi Reklamatioun mat gudden Argumenter net berechtigt ass an dann och de Leit kloer seet: „Är Reklamatioun ass net berechtigt“, also ass dat och ganz oft am Interêt vun den Administratiounen, dass et déi Institutioun gëtt.

Dann e puer Wuert just iwwert den Afloss vun der Covidepidemie: Ech fannen, dass et ganz gutt ass, ganz wichtig ass, dass den Ombudsman de Fanger op déi Fracture digitale geluecht huet, déi kloer verstärkt ginn ass duerch d'Restriktiounen, déi et während der Covidzäit ginn ass. Aus zwou Ursachen ass déi Diskussioun enorm wichtig: Éischstens, fir op déi Problemer hinweisen, déi während der Covidkris bestanen hunn, doduerch, dass eenzel Servicier net méi esou zougänglech waren, wéi se et soss waren a mussen sinn; an zweetens, aus der Gefor eraus, dass esou Gewunnechten zur Reegel ginn, well et gëtt jo eng Versuchung ze soen: „Majo, et ass jo och esou gaangen, da mussen mer net onbedéngt déi Bierger nah hunn, déi gewünscht ass.“ Dat wär e katastrophale Feeler, dat wär e ganz grouse Feeler!

Ech mengen, déi Klammer, déi mer gemaach hunn an der Covidzäit, déi muss schnell erëm opgoen, a mir müssen alles maachen, fir dass dee Kontakt zwëschent dem Bierger an den Administratiounen erëm normal gëtt an do, wou et noutwendeg ass, weider verbessert gëtt. Well e Computer kann ni – kann ni! – bei méi komplexe Problemer déi mënschlech Proximitéit ersetzen an d'Méiglechkeet, dat, wat de Problem ass, ze erklären an och gegebenenfalls richteg dorop ze reagieren.

Dat geet an déi zwou Richtungen: Dat geet an d'Richtung vun deem, dee reklaméiert, mee et geet awer och an d'Richtung vun deem, dee sech mat der Reklamatioun soll ausernanersetzen. Et ass vill méi einfach, eng Reklamatioun ze klasséieren, wann déi Reklamatioun iwwert de Computer geet, wéi wann ee mat der Reklamatioun physesch konfrontéiert ass. Dat solle mer wëssen, dat ass esou. Et ass viles méi einfach, wann een op de Knäppchen dréckt. Et ass net onbedéngt ëmmer alles besser, wann een op de Knäppchen dréckt, soll een, mengen ech, och am Hannerkapp behalen.

Also, ganz kloer, déi Klammer, déi mer während der Covidzäit erlieft hunn, déi solle mer zoumaachen an eis erëm breet opmaache fir de Kontakt mat de Leit.

Mech géif och interesséieren – ech hunn dat vläicht iwwersinn, de Rapporteur ka mer dat vläicht soen –, wéi d'Covidkris d'Aarbechte vum Ombudsman impaktéiert huet. Well ech war eigentlech och e bëssen iwwerrascht, dass an enger esou schwieriger Zäit wéi der Covidzäit eigentlech déi Kontakter mam Ombudsman net spronghaft geklomme sinn. Si sinn normal bliwwen, se si souguer vis-à-vis vu Picke méi niddreg ginn. Also, et ass jiddefalls do net ze spieren, dass et zu engem Tsunami vu Kloer komm wier. Et géif mech also interesséieren, wéi déi Covidkris den Ombudsman impaktéiert huet a wéi d'Disponibilitéit vum Ombudsman och an där Period war. Interessant, dat soll elo kleng Insinuatioun sinn, mee et géif mech awer interesséieren, wat fir eng Problemer den Ombudsman respektiv déi aner Institutiounen während där Zäit kann hunn.

Dann, ee Punkt, dee mer ganz staark um Häerz läit, dat ass querbeet duerch de Rapport: De Rapport weist drop hin, dass Hëllef, wou e Recht drop besteet, eigentlech déi bescht Hëllef wäeren, wa se och schnell kéinte gi ginn. An do läit den Hues am Pfeffer, wéi een dat esou schéi seet, ouni Insinuatioun zu där Diskussioun, déi mer de Moien haten.

Mir stelle fest, dass et bei eezenelen Hëlfe iwwerlaang Waardezäite gëtt, ouni elo ukloend mam Fanger dorop ze weisen, mee dat ass net gutt. A mir stelle fest, dass eng ganz Rei vun Hëlfe, déi gescholt sinn, wou e Recht do ass, net do ukommen, wou se sollen ukommen – well se net gefrot ginn, well Dossieren net komplett sinn oder aneres. An do, mengen ech, mussen mer eis d'Geleeenheet ginn, fir eng detailléiert Analys ze maachen iwwer iwwerlaang Waardezäiten, iwwer Hëlfe, déi net do ukommen, wou se sollen, an och iwwer méiglech Automatismen bei eezenelen Hëlfele nozedenken. Et gëtt där Automatismen bei eezenelen Hëlfele a bei anere gëtt gesot: „Dat ass net méiglech, well do kéint et zu Abuse kommen.“ Wa mer ëmmer no den Abuse gekuckt hätten, da géif et eng ganz Rei Leeschtungen an eisem Sozialsystem net ginn.

Ech erënnere just un déi onsäglech Diskussiounen, déi mer sengerzäit haten, wéi mer den RMG agefouert hunn. Hätte mer esou iwwerluecht, da wär et ni zu engem RMG komm. Also: Ganz kloer e Plädoyer, fir dass Hëlfe, déi gescholt sinn a wou e Recht op Hëlfe ass, zäitno ukommen an dass se iwwerhaupt ukommen an dass mer net herno soen: „Jo, mir hate geduecht, e wäert 35.000 Notznieser, mee et hunn der nëmme 6.000 et kritt, et on passe à l'ordre du jour.“ D'Wichtigkeet vun der Evaluatioun vun der Politique publique, do ass den Ombudsman e wichtige Partner, mee mir selwer – mir selwer! – sinn déi éischt Responsabel, fir eng systematesch Evaluatioun vun den öffentleche Politicken ze maachen an do nozebesseren, wou et klemmt. Dat ass eis Aufgab.

Et geet net duer, dass mer Gesetzer maachen oder Gesetzer virleien. Mir müssen och derfir suergen, dass déi Gesetzer gräifen an dass déi Leeschtungen do ukommen, wou mer gär hätten, dass se ukommen. Well wa mer net wëilten, dass se do géifen ukommen, da géife mer déi Gesetzer net maachen, also ass et net de schlechte Wëllen, mee et ass einfach ... Et sinn Hürden do, déi mer müssen huelen. Ech nennen hei keng Departementer, well et déi dote Problemer a ganz villen Departementer gëtt. Do, wou ganz vill Hëlfe gi ginn, do sinn et der eebe méi, an an anere sinn et der manner.

Da just nach ee Wuert iwwer Zefriddenheet oder Onzefriddenheet. Bei de Statistike vum Ombudsman

gesäit een net, dass elo hei zu Lëtzebuerg alles géif schifflafen. Wann een ... Ech ginn Iech e Beispill, fir dat ze illustréieren: An der Sécurité sociale hu mer an der Zwëschenzäit 935.000 Assuréeen a Coassuréeen. Den Ombudsman ass an deem doten Departement am Joer 2021 mat 130 Reklamatioune befaasst gewiescht. Zwou Konkusiounen: Entweder leeft alles net esou schlecht oder et ass net genügend bekannt, dass et esou eng Institutioon wéi den Ombudsman gött, dass een, wann ee sech iwwer eppes opreegt a mengt, et hätt ee Recht, och do Hëllef géif kréien. Ech hunn éischter d'Tendenz ze soen, dass et vill vun deem engen ass, dass eise System net allze schlecht ass, an e ganz bëssen och dorun hänkt, dass net jiddereen de Reflex huet, wann e sech ongerecht behandelt fillt, fir bei den Ombudsman ze goen.

Dann zur Konkusioun wëll ech d'Idi, déi mer ganz léif ass, nach eng Kéier hei formuléieren. Mir gesinn, dass et heiansdo Situatioune gött, wou e Mënsch duerch all d'Lächer vun eisem Netz, vun eisem Sozialnetz, fällt a laut dem Buschtaf vum Gesetz och zu Recht duerch déi enk Masche vun eisem Sozialnetz fällt. Dat ännert awer näischt dorun, dass de gesunde Mënschverstand engem géif soen: „Ma deen dote Mënsch hätt Recht op eng Entscheidung net nom Buschtaf vum Gesetz, mee nom gesunde Mënschverstand.“ A meeschtens – ech géif soen an 99,9 % – géif esou eng Eenzelfallentscheidung keng Lawinn vun aneren Eenzelfallentscheidunge provozéieren, mee et wär eigentlech en Eenzelfall, deen net an engem Gesetz ka virgesi ginn, dat d'Reegele fixéiert an net den Drama vun deem enge Mënsch, deen dat erlieft.

Doduerch, dass e Mënsch esou en Drama erlieft, deen net an engem Gesetz virgesinn ass, gött den Drama net méi kleng. E géif allerdéngs méi kleng ginn, wa mer eis de Moyen géife ginn, fir op esou en Eenzelfall ze reagéieren, well dat si vun eis, déi d'Gesetz maachen, ongewollt Eenzel- an Härtefäll.

Dat gesot, géif ech Iech alleguer en häerzleche Merci soen, dass Der mer esou laang nogelauschert hutt, dem Rapportier nach eng Kéier meng Unerkennung ausdrécken a virun allem dem Ombudsman a senger Ekip Merci soe fir déi Aarbecht, an dass si vläicht op déi Suggestiounen, déi mir hei op der Tribün maachen, kënne wäerte reagéieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Di Bartolomeo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréisch wéilt ech och vun der Geleëenheet profitéieren, fir a mengem an am Numm vun der Fraktioun der Madamm Monti an hirer Ekip e grouse Merci ze soe fir hire Rapport 2021. Merci och fir hiren dagdeeglechen Engagement als onafhängeg Vermëttlerin tëschent de Bierger a Biergerinnen an den öffentleche Verwaltungen.

An Zäiten, wou Gesellschafte mat aussergewéinlechen Erausforderunge konfrontéiert ginn, spillen d'Valeure wéi Vertrauen a Gerechtegkeet eng émsou méi grouss Roll. Den Ombudsman schafft déi néideg Transparenz a gött de Bierger eng Stëmm an eng Plattform fir hir Problemer an Uleies mat staatlechen oder kommunale Verwaltungen. Grad a Krisenzäite muss vulnerabel Gruppe geschützt ginn a muss séchergestallt ginn, dass hir Rechter a Bedürfnisser geséichert ginn. No der Pandemie war dann d'Joer 2022 vun enger Energiekris gepräagt, wou den Ombudsman bestëmmt och weider am Krisemodus huet misse schaffen.

Biergerne Verwaltunge wéi den Ombudsman droen zum Erhalt vun eiser Demokratie bäi, andeem se am Sënn vun Wuelbefanne vun der Gesellschaft agéieren, bei der Vermëttlung bei Konflikter hëllefene a soumat Gerechtegkeet féieren an d'Matenee stäerken. An deem Sënn wéilt ech dann och ervirsträchen, dass 2023 d'Gesetz, wat de Poste vum Ombudsman agefouert huet, 20 Joer feiert. Gläichzäiteg ass et dat Joer, wou déi nei Verfassung, wou och den Ombudsman fest dra verankert ginn ass, a Kraaft tritt. Dëst ënnersträicht dätlech de wichtege Stellewäert, deen den Ombudsman an eiser Gesellschaft huet.

Dir Dammen an Hären, ech wéilt just kuerz op d'Zuele vun 2021 agoen, well de Rapportier dat a sengem mëndlechen a schrëftlechen Rapport gemaach huet an och aner Virriedner schonn drop agaange sinn. Heifir soen ech dem Här Schaaf och e grouse Merci, fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport.

D'Gesamtziel vun de Reklamatiounen, déi vum Bierger beim Ombudsman agereecht goufen, ass vun 914 am Joer 2020 op 975 fir d'Joer 2021 eropgaangen, mat engem Taux de correction vun 80,2 %, wou den Ombudsman an 273 Fäll eng Äntwert respektiv Erklärunge vun de betraffene Verwaltungen krut. Erfolgebrach op d'Gemenge kann ee soen, dass d'Unzuel an de leschte Jore relativ konstant bliwwen ass a fir d'Joer 2021 bei 97 Reklamatiounen an den Taux de correction bei 85,7 % bei 21 Interventioune louch.

Leider gött bei de Gemenge just d'Unzuel vun de Reklamatioune vun de Jore virdrun opgefouert an net méi den Taux de correction. Dëst ass schued, well besonnesch bei de Gemengen, wou den Ombudsman scho mol ganz kritesch war, wär de Verglach vum Taux de correction vun engem Joer zum aneren awer eng Méiglechkeet, fir ze kucken, ob d'Situatioun sech verbessert huet oder net.

D'Reklamatiounen, déi agereecht goufen, betreffe virun allem Problemer bei der Ufro vu Sozialhëlfe, den État civil, d'Gemeingentaxen, d'Aschreiwungen an de Regëster, d'Voire souwéi generell Prozeduren, déi ze laang daueren.

Bei den öffentleche Verwaltungen sinn am Ganze 780 Reklamatiounen erakomm an den Taux de correction läit bei 81,5 % vun 222 Interventiounen. Wéi och schonn d'lescht Joer bemierkt, wär et och bei den eenzele Ministèreen interessant, wann een am Detail d'Evolution vun engem Joer zum anere kéint analyséieren.

Allgemeng stellt ee fest, dass déi meescht Reklamatiounen den Ausseministère mat 192, de Ministère de la Sécurité sociale mat 130, de Finanzministère mat 84 souwéi de Familljeministère mat 73 Reklamatioune betreffen. Ervirzehiewe wär awer och, dass den Ausseministère mat engem Taux de correction vu 94 % op bal all Reklamatioune reagiert huet. Bei de Konfliktfäll handelt et sech meeschtens ëm laang Waardezäiten, d'Feele vun Informatiounen, d'Verlaange vun engem qualitativ bessere Service, e Manktem u Flexibilitéit an eng ze strikt Applikatioun vu Reglementatiounen.

Allgemeng fällt op, dass et grouss Ecarte gött tëschent der Unzuel u Reklamatiounen an den Interventiounen. Dat kënn doduerch, dass nach Dossierien an der Prozedur sinn, Reklamatiounen irrecevabel waren, Reklamatiounen zrëckgezu goufen a Reklamatiounen onfondéiert waren. Den Taux de correction gött dann och u sech just op déi Reklamatioune gerechent, déi duerno iwwregbleiwen. Aus deem Grond géif ech d'Propos aus dem Rapport vum Här Schaaf nach eng Kéier ervirhiewen a preziséieren, dass et sech beim Prozentsaz ëm den Taux de correction vun den traitéierten Dossierien – „taux de correction global des dossiers traités“ – handelt.

Här President, ech wéilt a menger Ried zum Rapport vun 2021 och op de Punkt vun der Digitaliséierung agoen. Den direkte Kontakt huet bei enger Mediationsaarbecht en héije Stellewäert, well vill Verwaltungsprozesser ëmmer méi schrëftlech oder digital oflafen a soumat d'Novollzéibarkeet an d'Verständnis fir d'Biergerinnen a Bierger des Èfteren net ganz kloer sinn. Eng mëndlechen Kommunikatioun dréit oft derzou bäi, dass een d'Situatioun respektiv d'Entscheidung vun der Verwaltung besser erkläre kann a soumat besser novollzéibar maache kann. Och Malentendue kënne méi schnell identifizéiert an aus dem Wee geschaf ginn.

Duerch déi sanitär Kris hu sech eng Rei Organisations- an Aarbechtsforme geännert an och an de Verwaltungen goufen eng Rei Prozesser a Servicer digitaliséiert, sief dat, dass Guicheten zougemaach gi sinn, keng physischen Rendez-vous méi méiglech sinn oder ee just nach per Mail mat engem Kontakt ophuele kann. An hei läit awer och oft e Problem, well net jiddereen gläichberechtigt digital konnektéiert ass respektiv net jiddereen déi selwecht digital Kompetenzen huet. Effentlechen Verwaltungen mussen inklusiv sinn a fir all Mënsch einfach a gratis accessibel sinn. Et dierf keen ausgeschloss ginn!

D'Ombudsman schwätzt an hirem Rapport vun enger „dépersonnalisation des relations entre services publics et usagers“. An der Presentatioun vum Rapport 2021 huet si dozou kloer gesot: „Il faut humaniser la machine.“ Dofir insistéiert d'Madamm Monti och erëm drop, dass jiddereen e gläichberechtigten Accès op d'Verwaltungen muss hunn, dëst onafhängeg vu sengem Accès zu Informatiounstechnologien oder de Kompetenzen, fir Verwaltungsvirgänger digital duerchzuführen.

An deem Kontext wéilt ech, grad wéi d'Ombudsman an hirem Rapport, och d'Charte de Marrakech erwänen, déi am Mee 2022 vun de Membere vun der AOMF – Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie – adoptéiert gouf an d'Rechter vun den Notzer vun öffentlechen Dëngschtleeschungen am Kader vun der Digitaliséierung an de Mëttelpunkt stellt. D'Charta fuerdert en adaptéierte juristesche Kader, deen d'Privatliewe schützt, den Internetzugang garantéiert a virun allem déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schützt.

Als Gréng begreisse mir natierlech d'Approche, d'Digitaliséierung vun de Verwaltungen weiderzedreiwene, parallel dozou awer Alternativen oprechtzerhalen fir déi Persounen, déi sech, aus welchem Grond och ëmmer, net digital kënne konnektéieren, a gläichzäiteg awer och Méiglechkeeten ze schaffen, fir déi digital Kompetenze gradewéi déi digital Accessibilitéit fir jiddereen ze verbessere.

Dofir wëll ech hei déi national Efforten, déi bei eisen Administratioune gemaach ginn, fir Informatiounen verständlech ze kommunizéieren, ervirhiewen. Sou wéi zum Beispill d'Plattform „Zesumme Vereinfachen“, déi d'Bierger iwwert de partizipative Wee matabënt. Et ass awer och wichtig, dass d'politisch Opmerk-samkeet net nëmme op der Fracture digitale, mee och op der Précarité numérique läit, dat heescht, op deene Leit, déi eng digital Konnexioun net méi kënne bezuelen an domadder dës Konnexioun riskéiert, gekappt ze ginn. An enger Welt vun Homeoffice, Home-schooling an ëmmer méi Onlineservicer muss mer Léisunge fannen, dass déi digital Konnexioun och ka garantéiert bleiwen, wa Leit a finanzieller Nout sinn, esou wéi mer dat och beim Gas a beim Elektresche maachen.

Dofir si mer awer och der Meenung, dass een net all Service digitaliséiere kann. Do, wou Fingerspëtzegefill an Empathie verlaangt ass, kann ee kee Computer

dertëschentschalten. Dofir ass et fir eis extreem wichteg, dass all Verwaltung eng Analys mécht, bei wéi enge Servicer d'Digitaliséierung net zälfürend ass a wou et besser ass, an den direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger ze trieden, fir déi bestoend Problemer besser a méi schnell léisen ze kënnen.

Här President, den Ombudsman beschäftegt sech awer och mat recurrente Problemer a schafft Recommandatiounen aus. Vun 2004 u bis den 31. Dezember 2021 waren et der am Ganze 56, wouvun der 38 akzeptéiert gi sinn. Dräi nei Recommandatiounen sinn am neie Rapport derbäikomm: d'Upasse vum Congé extraordinaire am Fall vun enger Komaternitéit oder Kopaternitéit, d'Flexibiliséierung bei der Demande vun der Allocation de vie chère an den Zougang zur Allocation familiale fir biologesch Kanner vu Frontalieren. Ech wäert elo net am Detail dorop agoen, dass ass alles am Detail am Rapport beschriwwen.

Da wéilt ech awer och nach gären eng Kéier kuerz op d'Recommandatioun Nummer 51 – och eng al Revendicatioun vun déi gréng – zréckkommen, an zwar, dass den Ombudsman och misst kënnen an deene Beräicher aktiv ginn, déi eng Mission de service public hunn a wou d'Servicer mat öffentleche Gelder ënerstëtzt ginn, awer privat geréiert ginn. D'Madamm Monti war am Mäerz dëst Joer an d'Petitiounskommissioun komm, wou mer nach eng Kéier am Detail doriwuer diskutéiert hunn a wou mer eis all eens gi sinn, dass déi Revendicatioun soll ëmgesat ginn; dëst steet jo och esou am Rapport vum Här Schaaf. Mir begrëssen dofir den aktuelle Reformprojet, deen an der Institutitiounskommissioun läit, fir eng Basis ze schafen, fir den Aufgabebereich vum Ombudsman ze erweideren. Sou wéi de Kolleg Mars Di Bartolomeo et erkläert huet, mussen do awer nach verschidde Froen tranchéiert ginn, mee si maachen hiert Besch, fir eppes Koherentes op d'Been ze setzen.

Ofschlëssend wéilt ech nach eng Kéier ënersträchen, dass den Ombudsman eng extreem wichteg Aufgab a Funktioun huet als Vermëttler tëschent de Bierger an de Verwaltungen. D'Zuele weisen eis däitlech, dass den Ombudsman d'Hänn voll ze dinn huet a vill Engagement an Empathie muss fir seng Missioun weisen, fir se gerecht kënnen ëmzesetzen. Dofir der Madamm Ombudsman nach eng Kéier e ganz grouse Merci fir si an hir ganz Ekip.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorablen Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech scho beim Merci sinn, net nëmme fir de President, mee da wéll ech och direkt der Madamm Monti an hire Leit Merci soe fir eng ganz, ganz gutt Aarbecht, déi mer jo haut hei diskutéieren, an natierlech och eisem Rapporteur, dem Här Schaaf, dee wierklech am Detail viles explizéiert huet. Dofir hunn ech mir virgeholl, relativ kuerz ze intervenéieren.

Et ass elo esou, dass mer zefridde sinn alleguer iwwert d'Effikasitéit vun den Interventiounen vum Ombudsman, also deen Taux de correction. Dat weist, wéi wichteg, wéi nützlich déi Institutitioun ass. An ech wéll och ënersträchen, dass eise Virriedner vun der Sozialistescher Partei, den Här Mars Di Bartolomeo, gesot huet, dass déi Institutitioun elo en Deel vun der Verfassung ass. Dass ass eppes, wou mir als ADR och ausdrécklech domat d'accord sinn. Dir wësst, dass mer vill Kriticken hate géintiwuer der Verfassung ... Ech hat Iech op der falscher Säit gesicht, mee bon,

voilà. Ech wéll dat elo net kommentéieren, mee bon. Mee ech wéll Iech awer soen, dass mir dat och ausdrécklech begrëssen, dass dat an der Verfassung ass. Dass ass och eng Dispositioun, déi mir als ADR opgeholl hätten.

Elo ass et awer esou, dass mer dräi Institutitiounen hunn, déi ënnert der Chamber funktionéieren: den Ombudsman, den OKaju an de Centre pour l'égalité de traitement. A mir diskutéieren hei ëmmer nëmme iwwert de Rapport vum Ombudsman. Et ass eis awer wichteg, wierklech wichteg, dass mer och iwwert den OKaju eng politesch Diskussioun féieren a virun allem och iwwert de CET.

Well de CET, wann Dir do liest, wat do u Bréiwer kënnt, u Kriticken, dass ass bal esou eng Institutitioun, déi amgaangen ass, e Lëtzebuurger Tempel vum „Woke“ ze ginn. Also dass richteg flott, wat een do alles liest. Mir kréie schrecklech vill Kommentaren, Reklamatiounen iwwert déi Bréiwer, iwwert déi Saachen, wou si sech amëschen, Rotschléi, déi si de Leit ginn, Urieden, wéi se d'Leit behandelen, a keen diskutéiert doriwuer.

An dass den Nodeel, wa mer Institutitiounen ënnert d'Chamber setzen an net bei der Regierung loosse. Et huet och Virdeeler, mee dat hei ass en Nodeel. Mir diskutéieren dass net méi politesch.

Wann e Minister d'Verantwortung fir esou eng Institutitioun huet, da soe mer: „Kommt an d'Kommissioun“, oder mir diskutéieren an der Pleniëre, d'Regierung muss sech derfir verantwortlech weisen an dass justifiéieren oder och net. A wann et ënnert der Chamber ass, verschwennt dass e bëssen esou aus der politescher Debatt. Et soll awer net verschwannen. Mir mussen eis domadder auserneesetzen an dofir mussen mer och do higoen an iwwert de CET an den OKaju Joer fir Joer hei diskutéieren, fir dass mer eis och kënnen politesch mat deenen Aktivitéiten auserneesetzen, déi do lafen.

Dann huet den Ombudsman eng ganz wichteg ..., an aner Virriedner sinn dorop agaangen, da maachen ech dat méi kuerz, awer well hei geschwat ginn ass iwwert d'Gefore vun der Digitaliséierung – dass ass ganz wichteg –, dass dass depersonaliséiert gëtt, dee perséinleche Kontakt: Mir mussen eis wierklech däärs voll bewusst sinn an déi Gefore gëtt jo ëmmer méi staark. D'Digitaliséierung ass jo haut net nëmme méi e Prozess, wéi dat nach virun e puer Joer war, fir Fichieren unzeleeën oder Formularen auszufüllen. Mat der kënschtlecher Intelligenz kritt dass alles nach eng ganz aner Dimensioun, eng ganz aner Vitess, nei Gefore, awer och nei Chancen. An dofir mussen mer déi Ausernanerung ëmmer permanent féieren, fir dass mer sécher sinn, dass d'Digitaliséierung eng Hëllef ass fir d'Leit a keen ausschléisst. Dofir ëmmer wichteg: déi analog Méiglechkeeten, fir kënnen ze kommunikéieren, déi perséinlech Berodung. A fir d'Regierung huet dass ganz kloer och Konsequenzen, déi se vläicht net gär héiert. Mir wëllen net, ganz kloer net, dass Post- a Bankfilialen zougemaach ginn, well dass dann digitaliséiert gëtt, mee dass mécht d'Uertschaft méi aarm, et hélt de Leit Kontaktméiglechkeeten. Mir däärfen net nëmme no ekonomesche Krittere kucken, mir mussen déi mënschlech Krittere vill méi no vir stellen, an zumools am Kontakt mat där Problematik vun der Digitaliséierung.

An dass selwecht gëllt fir d'Boergeld. Et kann net sinn, dass mer ëmmer méi Iwwerweisungen a Payconiq an all méiglech Saachen nëmme nach digital afuerderen, och op Formulare vu Veräiner, vu Gemengen, och vum Staat. Nee, d'Leit mussen kënnen mat deem legale Bezuelmëttel, wat mer hunn, an dass ass d'Boergeld, an eng Keess goen an do bezuelen, inklusiv bei

Staatsverwaltungen. Dass ass fir eis net diskutabel, dass ass eppes, wou mer drop halen. D'Boergeld ass eng wichteg Saach fir Leit, déi net kënnen oder wëllen nëmme digital ënnerwee sinn, mee et ass e Stéck Fräiheet. An dofir insistéiere mir och op de Gebrauch vum Boergeld.

An, an dass däärf een och net vergiesse bei där ganzer Digitaliséierung, vill Leit hunn och sproochlech Problemer. Mir hunn eng Gesellschaft, wou vill Sprooch benotzt ginn. Fir eis als ADR heescht dass, dass ëmmer Lëtzebuergesch muss als éischt Sprooch benotzt ginn, mee do dernieft all déi aner Sproochen, déi mer hei am Land hunn, fir dass mer net iergendeen ausschléisse ganz einfach, well een der Sprooch net mächtig ass. Dass heescht, dass ass och wichteg, zumools an engem Beräich wéi dem Digitalen, wou d'Englescht schrecklech dominant ass, mussen mer och derfir suergen, dass Lëtzebuergesch an aner Sproochen awer kënnen kommunikativ benotzt ginn.

Déi Chartre vu Marrakesch ass natierlech ... – an dofir soen ech dem Här Schaaf Merci, dass hie se an de Rapport opgeholl huet –, dass soll eis all ze denke ginn an, ech mengen, et ass eng gutt Inspiratiounsquell. Mir sollten déi wierklech politesch reflektéieren.

An dann, bei deene Recommandatiounen, do sinn der derbäi, déi deele mer, et sinn der och derbäi, déi mer net deelen. Mir deelen zum Beispill net déi Recommandatioun vun der Madamm Monti iwwert de Congé extraordinaire fir gläichgeschlechtlech Kopelen. D'ADR ass déi Partei heibannen, déi d'Biologie net duerch d'Ideologie ersetzt, déi seet, all Kand huet eng Mamm, all Kand huet e Papp. All Papp ass wichteg fir e Kand, all Mamm ass wichteg fir e Kand. A mir wäerte keen ee Schrëtt setzen, fir dass ze relativéieren oder ofzeschaffen, an zwar am Interessi vum Kand an net am Interessi vun iergendenger Ideologie fir Erwuessener.

Mir sinn awer ganz d'accord, wann et drëm geet ze soen, de Staat soll Assistance juridique fir seng Leit an aner Leit, déi Assistance juridique brauchen, vill méi flexibel handhaben. Et ass eng Diskussioun, déi féiere mer – ech weess net – säit gefillt 20 Joer. Ech weess net, ob et méi oder manner ass, mee ëmmer erëm komme mer un dee Problem, dass de Staat fuerchtbar bürokratesch ass, wann et drëm geet, fir d'Assistance juridique ze accordéieren oder net ze accordéieren. Do plädéiere mir fir Generositéit. Dass heescht jo net, dass dass finanziell zu Laaschte vum Staat ass, well wa se net d'ass, wa Verurteelunge kommen, da kann dass natierlech recuperéiert ginn. Mee fir de Leit bäizestoen, virun allem deene Leit, déi beim Staat selwer schaffen – ech denken un d'Polizisten, mee och un aner Leit, déi vläicht an enger Situatioun sinn, wou si déi Assistance juridique brauchen –, dass ass fir eis iwwerhaupt keng Diskussioun. Dass ass keng Diskussioun! Do gëtt een de Leit direkt déi Hëllef. A wann et sech dann herno erausstellt, dass dass net néideg war, dass dass net appropriéiert war a sou weider a sou virun, da soll déi eben zréckbezuelt ginn. Mee wann d'Leit Hëllef brauchen, da soll se direkt kommen.

Da sinn och Saachen an deem Rapport, déi eigentlech elo e komescht Liicht op verschidde Praktike geheien an eiser Gesellschaft, an ech denken do un dee flotte Paragraf „refus de transcription d'un duplicata“. Gespaant liese mer, wat dass ass. Normalerweis freet ee sech jo: „Wat ass do derhannert?“ Et geet em e Füreerschäi vun engem Demandeur de protection internationale. An den Demandeur de protection internationale huet dee Füreerschäi verluer gehat an e freet dann a sengem Heemechtsland en Duplicata, an deen ass hei net direkt iwwerschrivwe ginn, well gesot ginn ass: „Majo, du hues hei zu Lëtzebuerg am November 2020 Schutz gefrot an déi Kopie ass

ech, wär jo dat, wou mer eis wierklech misste Suerge maachen, wann op eemol vun deem enge Joer op dat anert, oder an der Moyenne, déi ee gesäit, grouss Picke géife kommen. Da géif jo vläicht wierklech an deem engen oder anere Ministère eng richteg kromm lafen an do misst een dann emol kucken. Mee wann dat ëmmer op engem änlechen Niveau läit, dann ass dat awer emol op d'mannst aus där Perspektiv eng positiv Saach.

Da wëll ech soen, dass et 780 där Reklamatioune beim Staat gouf. Den Deputéierten Di Bartolomeo huet dat éinescht gesot, a schonn nëmmen eleng een, deen och ernimmt ginn ass, de Ministère vun der Sécurité sociale mat sengen 980.000 Leit, déi do am Fong als Clienten hannendrustiechen, wëll ech eng Kéier soen, an dat sinn och Zuelen, déi mer net zentraliséiert hunn, mee et geet ëm Milliounen a Milliounen Demarchen an alleguer de Ministèren, wou et de Kontakt zwëschent de Betriber an de Leit an op der anerer Säit de Verwaltung geëtt, a wann ech déi Zuel natierlech dann an de Rapport setzen, déi 780, déi dann hei als Reklamatioune erauskommen, dann ass dat awer gottseidank just e klengen Deel. Déi soll ee seriö huelen a kucken, ob et do Grënn geëtt, mee par rapport zu där Mass vu Verwaltungsgäng, déi et geëtt, souwuel bei de Gemenge wéi beim Staat, ass dat dann awer schwindend kleng an dat ass dat Positiivt, wat een dorausser kann erausliesen.

Ech maachen dann awer nach eng Kéier de selwechte Constat, deen ech alt emol all déi Joren hei gemaach hunn, an ech kucken eng Kéier kuerz op de President vum Syvicol, well wann der jo 780 beim Staat sinn, sinn déi aner bei de Gemengen. An et geëtt jo dann hei ëmmer en Echange zwëschent de Ministere, déi politesch responsabel sinn, op der enger Säit, mee et feelt vläicht do den Echange mat de Gemengen direkt oder och de concernéierte Gemengen, fir eeben och op där Plaz déi eng oder aner Replik ze ginn.

An da geëtt iwwert de Rapport vun der Ombudsman hei diskutéiert, mee deen dote Volet ka jo politesch mat der Responsabilitéit, déi drun hänkt, néierens diskutéiert ginn, an do misst ee sech awer och eng Kéier Gedanke maachen – ech mengen, dat war an deene leschte Joren och emol heiansdo de Fall.

Ech géif awer nach e puer Zuele wëlle mat och an d'Diskussioun bréngen, well jo mat deene Fäll, déi hei zitéiert ginn, awer heiansdo verluer geet – well e ganze Mëtteg hei diskutéiert geëtt iwwert déi Fäll, wou et net gutt geet –, dass et bei dem gréissten Deel vun de Fäll awer gutt geet an dass mer awer eng effizient an effikass Verwaltung hunn, souwuel beim Staat wéi bei de Gemengen. Als Fonction-publiques-Minister maache mer och ëmmer e Sondage – deen ass 2002, 2008, 2015 an elo 2022 nach eng Kéier gemaach

ginn –, an do kommen awer zum Beispill och Zuelen eraus, dass ronn 88 % vun de Leit zefridde sinn, dass hir Donnéeën och gutt behandelt gi beim Staat, an esouguer 54 % vun de Leit, déi soen och, dass bannent de leschte fënnf Joer eng Amélioratioun vun de Servicer entstanen ass, an ech mengen, dat ass och ganz wichteg, eng Kéier festzehalen.

D'Digitalisatioun läit mer natierlech perséinlech och ganz uewen an do ass, mengen ech, haut de Mëtteg viles vun deem gesot ginn, wat och Deputéierten an ech selwer hei an der Debatt ronderëm d'Inclusion numérique eng Kéier ernimmt hunn, nämlech dass mer ëmmer mussen deen analoge Wee bäibehalen, fir dass d'Leit bei d'Guichete kommen an dass mer natierlech och dee mënschleche Volet vun deenen Diskussiounen net vergiessen.

Dat steet och alles dran an dem Plan d'inclusion numérique an ech wëll zitéieren, dass ech gëschter Moien déi grouss Eier hat, mat dem Grand-Duc de Prix de l'inclusion numérique ze iwwerrechen. Dat ass eng Initiativ, déi och an dem nationale Plang vun der Inclusion numérique drasteet.

Do sinn 250.000 € verdeelt ginn, grad un Associatiounen, déi sech ëm Leit bekëmmere, déi et vläicht net ëmmer esou einfach hunn, fir mat der Digitalisatioun matzekommen. Gëschter sinn zum Beispill Präisser gaangen un Associatiounen, déi sech ëm eeler Leit bekëmmere, u Leit, déi sech ëm Autiste bekëmmere, fir eeben och mat deenen ze kucken, wéi se an där Digitalisatioun kënnen en digitalen Tool hunn. An ech mengen, dat sinn alles déi Initiativen, déi awer gemaach ginn. D'lescht Joer waren 29 Projeten dran, dëst Joer véier. Et si siwe Präisser ginn. D'lescht Joer waren et 150.000 Euro, dëst Joer nach eng Kéier 250.000 Euro, déi doran investéiert ginn; e ganze Koup un Initiativen, déi eebe genee an déi Richtung ginn.

An dann ass hei och e bësse geschwat ginn, den analogen ..., ech nennen dat „Kontakt Mënsch mam Mënsch“. Abee, jiddweree ka mat sengem Dossier, wann e keng Méiglechkeet huet, fir sech ze konnëktéieren, hei an d'Enneschtgaass kommen – Guichet.lu, do ass dee Guichet –, do kann ee mat sengem Dossier kommen, do kritt ee gehollef, sech ze konnëktéieren, an dann ass dee Schrëtt emol scho gemaach. An natierlech geëtt et och an den anere Ministèren Ulafstellen, fir eeben do e Support ze kréien.

Eppes, wat ech awer och zum Schluss ëmmer wëll hei ernimmen, dat ass dee ganz schéine Saz, dee gesot geëtt, éischstens, dass den Taux de correction just op engem bestëmmten Niveau läit, an op där anerer Säit an deem selwechte Kontext jo de gesunde Mënscheverstand, dee soll heiansdo zielen. Mat all Respekt, Dir sidd och op verschiddene Plazen an de

Gemengen, an Dir wäert muer hei déi nei Assermentationsformule och stëmme fir Beamten a Gemeengebeamten; do steet awer och nach ëmmer dran, dass ee sech muss u Gesetzer halen als Beamten! An den Taux de correction, dee kann heiansdo net méi an d'Luucht goen, well eeben och d'Gesetzer heiansdo ganz kloer sinn.

Déi si vläicht net ëmmer an deem Sënn, wéi et an deem Fall hätt kënnen ausgoen. Ech mengen, den Deputéierten ..., Dir hutt dat och hei ernimmt, mee mir hunn nach ëmmer en Eed, wou ee sech muss u Gesetzer halen, a sou wäert et warscheinlech ni en Taux de correction vun 100 % an all de Fäll ginn, well mer natierlech och déi Texter hunn. A wann déi misste geännert ginn, da sinn dat aner politesch Debatten, déi och heibanne solle gefouert ginn, an dat ass awer net dem Beamte seng Schold, dee se dann net verännere kann, och wann en den Opruff kritt vun der Ombudsman.

Alles an allem wëll ech och op der heiter Plaz awer nach eppes soen, well et ass gesot ginn: „D'Flexibilitéit an der Zäit vu Covid.“ Also, ech kann Iech soen: Méi eng grouss Flexibilitéit vu Beamten hunn ech awer néierens gesi wéi an der Zäit vum Covid, wéi déi sech druginn hunn, fir alleguerten de Leit ze hëllefen. An do ass oft ganz, ganz vill Aarbecht gemaach ginn, och zu ganz komeschen Aarbechtzäiten, an dat wëll ech awer och op dëser Plaz eng Kéier ernimmt hunn.

Mir als Regierung si frou, dass et d'Ombudsman geëtt. Mir hunn heiansdo deen een oder aneren Echange mat hir, deen eeben och vun eis dann ass, fir op d'Kompetenzen nach eng Kéier zeréckzeverweisen. Dat gehéiert, mengen ech, och dozou. Dat geschitt jo och heiansdo an de Gemengen. Mir sinn awer frou, dass et déi Servicer geëtt, dass do kann heiansdo drop opmierksam gemaach ginn, wat vläicht net gutt leeft, an dass mer dann och nach eng Kéier hei ëmmer déi Saachen diskutéieren, dat fannen ech och e ganz konstruktive Wee. Well et ass just, andeem een deem aneren nolauschtert, dass een och Saache kann nach weider verbessern, well mir stinn alleguerte just am Déngscht vum Bierger, an da solle mer dee Service esou gutt wéi méiglech assuréieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir d'Relatioun mam Parlament.

Domadder si mer zum Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.55 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

2. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

M. Fernand Etgen, Président

3. 8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8170 et dispense du second vote constitutionnel

4. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la possibilité de prêter serment dans une des trois langues administratives

M. Fernand Etgen, Président

Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (retrait de la résolution) | Mme Nathalie Oberweis

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement

5. 8198 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Claude Lamberty | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre

p. 76

p. 76

p. 76

p. 79

p. 79

Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8198 et dispense du second vote constitutionnel

6. 7968 – Projet de loi portant modification :

1° du Code civil ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

p. 81

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7968 et dispense du second vote constitutionnel

7. 8174 – Projet de loi portant

1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ;

2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ;

3° modification du Code de procédure pénale ;

4° modification du Nouveau Code de procédure civile ;

5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués

p. 83

M. Fernand Etgen, Président

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8174 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Marc Hansen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wollt Iech just matdeelen, dass haut de Mëtteg, normalerweis géint 16.00 Auer, den honoreble Member vun dësem Haus, den Här Hahn, wäert an der Regierung vereedelegt ginn. Dofir wäert hien elo de Mëtteg net hei sinn. Mee bis 16.00 Auer, wann Der nach Votten hutt, kann ee fir hie matstëmme. Mee no 16.00 Auer wier ech frou, wa kee méi vun der Demokratescher Partei fir den Här Hahn géif stëmme, well soss hätte mer e Problem.

(Hilarité)

Voilà, ech wollt déi Noriicht just matdeelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Premierminister, fir déi Informatioun.

2. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an dem Artikel 43 vum Beamtestatutt vun der Chamber gëtt der Madamm Juliette Ludwig, Inspecteur, déi d'Administration parlementaire pensounshalber verlooss huet, den Éierentitel vun hirer Funktioun zouerkannt. Härzelech Felicitatiounen a villmools merci fir Ären Engagement!

(Applaudissements)

3. 8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt

complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8170 iwwert d'Fixatioun vum Montant vun der Dotatioun vum Grand-Duc, vum fréiere Staatschef, vum Grand-Duc Héritier, dem Regent an dem Lieutenant-Représentant. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honoreblen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi den Här President dat elo just gesot huet: Mam Projet de loi 8170, deen ech Iech am Numm vun eiser Institutionskommissioun presentéieren, geet et ëm déi praktesch Ëmsetzung vum Artikel 54 vun eiser revidéierter Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt.

MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7968 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code civil ;

2^o de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3^o de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

4^o de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Mir kommen elo zum Projet de loi 7968 iwwert d'Notze vun digitalen Instrumenter a Prozesser am Gesellschaftsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen: en Agrëff an d'Gesellschaftsrecht; konkret geet et ëm d'Digitalisatioun vum Notariat. Ech rapportéieren an där Hिसicht e weidert Gesetz, fir eis Justizdéngschter ze moderniséieren, wéi gesot, dës Kéier am Zesummespill mam Notariat.

De Projet 7968 ass de 15. Februar 2022 vun der Justizministeresch Sam Tanson deposéiert ginn. De 16. März war en an der Justizkommissioun an de Rapporteur gouf bestëmmt. An där Sitzung waren och Vertrieeder vun der Notaireskummer fir en Échange de vues, dee ganz nëtzlech war, wou si eis hir Besoine gesot hunn a wou mer en Abléck kruten, wéi dat funktionéiere soll a wäert.

Den Avis vum Staatsrot krute mer de 7. Februar 2023 an d'Kommissioun huet sech den 8. März dermat befaasst. De 15. März hu mer dunn Amendements

parlementaires vun der Justizkommissioun ugeholl an op den Instanzeweeg geschéckt. An de Staatsrot huet dunn och erëm ganz schnell de 7. Abrëll säin Avis complémentaire ginn. Mir hunn deen den 10. Mee an der Kommissioun analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot gréng Luucht ginn huet zum Projet. De 24. Mee hu mer eis nach eng Kéier kuerz mam Projet befaasst, soudass mer de Rapport déi lescht Woch, de 7. Juni, konnten unhuelen.

Ëm wat geet et? Ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2019/1151, déi d'Direktiv 2017/1132 ofännert, wou et ëm d'Benotze geet vun „outils et processus numériques“ am Gesellschaftsrecht, a fir d'Digitalisatioun am Notariat anzeféieren.

Dës Direktiv ass ze gesinn am Kontext vun der Strategie vun der EU-Kommissioun fir en digitaliséierten EU-Bannemaart. Dëst Gesetz reit sech och an de Regierungsprogramm an, wou d'Digitalisatioun vum Notariat virgesinn ass.

Hei d'Objektiver vun der Direktiv: d'Schaffen en ligne vu gewësse Gesellschaften, d'Immatriculatioun en ligne vu Succursallen, den Dépôt en ligne vun Akten an Informatiounen iwwer Gesellschaften a Succursallen, e besseren Austausch duerch den Interconnex-System vun den Handels- a Gesellschaftsregëstere an e besseren Accès zu Informatiounen iwwert d'Gesellschaften an hir Succursallen.

Et geet net just drëms, dass mer en Akt online kënnen deposéieren, mee och, dass dës Akten op Distanz kënnen erstallt ginn.

De Gesetzesprojet gesäit deemno Follgendes vir: d'Schafe vun enger Base légale pour les actes authentiques sous format électronique. Hei ginn och d'Reegele an d'Konditiounen gekläert, déi musse respektéiert ginn. Am Code civil gëtt d'Notioun vum „Acte authentique“ ageféiert. D'Schafe vun enger elektronischer Austauschplattform ënner a mat den Notairen. An deem Sënn gëtt d'Notariatsgesetz ugepasst, notament wat dës Froen ugeet: d'Zertifikatioun vun den Ënnerschrëften, eng Identifikatioun op Distanz, d'Erstelle vum Akt op Distanz, wou entweder keng vun de Parteien present ass oder just déi eng oder déi aner.

Mee den Notaire kann da fräi entscheeden, wéi een Typ vun elektronischer Ënnerschrëft hie verlaangt respektiv wéi eng Piëcen hien zur Justifikatioun verlaangt, well hien nach ëmmer d'Verantwortung huet vum Akt, deen erstallt gëtt. Wann en Notaire nämlech de Verdacht huet, dass déi elektronesch Ënnerschrëft kéint gefälscht oder usurpéiert sinn, da kann hien eng physisch Presenz verlaange vun där Partei oder allgemeng refuséieren, en elektronischen Akt ze maachen. Dat ass also seng Verantwortung a säin Ermessenssraum.

D'Ënnerschrëft vun den Akte muss an engem Format sinn, dat dem Règlement eIDAS entsprécht. All elektronesch Akte gi weider a Pabeiversioun, an dat ass och erëm interessant, archivéiert, mat der Mentiou „acte authentique électronique“. An de Sigel an d'Ënnerschrëft vum Notaire mussen drop sinn. Mir fueren hei also zweespueg.

Wat ass déi elektronesch Austauschplattform vum Notariat a wéi ass se ze benotzen, déi elo mat Hëllef vum CTIE erstallt gëtt? Et geet drëms, en eenheetlech an homogent Format vun den Akten ze hunn. De Gebrauch vun dëser Plattform ass obligatoresch – obligatoresch! – fir d'Notairen an et ass en Austauschkanal mam Enregistrement, ënner anerem. Déi Plattform erméiglecht eeben den Notairen, geséichert Actes authentiques ze erstellen mat den elektronischen Ënnerschrëfte vun de Parteien. Iwwert déi Plattform kritt den Notaire och déi néideg Informatiounen, déi hie brauch, vun den öffentliche Organismen an Dénsgchter. An

iwwert d'Plattform schéckt hien un déi selwecht Partner seng Informatiounen mat den Ännerungen zréck.

E puer Wuert zu de kommerzielle Gesellschaften an dem RCS: D'Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Registre de commerce gëtt ugepasst. All Lëtzebuerger Succursall, an dat sinn der jett, kritt eng eegen Immatriculationsnummer, an et geet hei ëm eng administrativ Moossnam, fir kënnen all Succursall eendeiteg ze identifizéieren. D'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Gesellschaftge gëtt ugepasst am Sënn vun der Direktiv 2019/1151. SAen, SARLen an SCAen – Sociétés en commandite par actions – kënnen konstituéiert ginn duerch en elektronischen Akt, eeben ouni eng noutwendeg physisch Presenz. D'Chambre des Notaires bitt do och gratis Ënnerstützung mat Statuts types un, déi een einfach fir seng Besoinen upasse kann.

D'Avisen: Mir kruten Avisen, ausser deene vum Staatsrot, vun der Handwerkerkummer, zweemol vun der Handelskummer, dem Conseil de la concurrence, dem Bezirksgeriicht aus der Stad, der Cour supérieure de justice an zweemol och vun der Chambre des Notaires, déi den Dossier natierlech ganz intensiv suivéiert huet. Déi Avisa waren all positiv, wat d'Zilsetzung vum Gesetz ugeet, an déi juristesche Remarken hunn erlaabt, et daitlech ze verbesseren an ëmsetzbar ze maachen. Merci dofir.

Domat sinn ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport. D'Detailer fannt Dir am schrëftlechen. Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Charles Margue an als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Zum Deel ass et en technesche Projet, awer e Projet, dee wichteg ass, well mer am Fong d'„Paperless Justice“ och elo hei am Notariat aféieren, wou et eebe méiglech ass, d'Akten, an de Rapporteur ass dorop agaangen, ënner Forme électronique kënnen ze maachen.

Ech wéilt awer drop hiweisen: Et gëtt eng wichteg Exceptioun, déi een net kann ënner Forme électronique maachen, wou een eng Kéier a sengem Liewen, jiddwereen eng Kéier a sengem Liewen, dermat konfrontéiert gëtt, dat ass d'Testament. D'Testament muss weiderhin op der Hand gemaach ginn oder beim Notaire getippt ginn.

Wa mer soen, dass an Zukunft Notairesakte kënnen sous forme électronique gemaach ginn, wat heescht dat konkret? Dat heescht konkret, dass ech entweder bei den Notaire ginn a mat menger Signature électronique ënnerschreiwene, esou wéi den Notaire och, oder dass ech mech eeben net méi brauch bei den Notaire ze deplacéieren an dat dann à distance muss kënnen gemaach ginn.

Vu datt d'Notairen, wéi vill aner Beruffer, sensibel Date geréieren, ass et ganz wichteg, dass eng elektronesch Plattform kreéiert gëtt, déi securiséiert ass, well den Notaire muss sech jo mat de Verwaltung wéi Enregistrement, Kadaster an esou virun kënnen austauschen, fir un déi néideg Informatiounen ze kommen, fir zum Beispill e Kafakt kënnen virzubereeden.

Da wéilt ech och nach drop hiweisen, an et ass schued, dass dat héchstwahrscheinlech dann an dëser Legislaturperiod net méi hei zum Vott kënnt: Mir brauche méi e modernt Notairesgesetz, wou méi Notairesplazen am Land kreéiert ginn! Mir sinn

Règlement grand-ducal ass och prett. Soubal d'Situatioun sech e bësse calméiert huet, kann deen och op den Instanzewee goen, dass nach dräi Notairë bäikéimen, awer mat allkéiers engem Delai, enger Period eeben tëschent deenen neie Kreatiounen, fir dass d'Leit sech kënnen aliewen.

Mee wann Dir mat den Notairë schwätzt – Dir kennt der jo och, Här Gloden –, dann héiert Der warscheinlech, dass d'Situatioun do am Moment vläicht net esou ass, dass ee soll en neien Notaire, dee jo dann an eng Etüd kënn, déi nach guer net besteet, wou een alles muss vun null opbauen, op de Marché schécken. Dofir hu mer dat à ce stade „on hold“ gehalen. Mee dat ass awer prett a kann dann, wann d'Situatioun sech e bësse stabiliséiert huet oder erëm e bësse méi positiv ass, och op den Instanzewee goen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7968. Den Text steet am Document parlementaire 7968¹².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7968 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8174 – Projet de loi portant

1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ;

2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ;

3° modification du Code de procédure pénale ;

4° modification du Nouveau Code de procédure civile ;

5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués

De leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 8174, d'Ëmsetzung vun zwou Décision-cadren iwwert d'géigesäiteg Unerkennung vun Decisiounen a puncto Afréieren a Konfiskatioun vu Verméigen.

D'Justizkommissioun huet mam Accord unanime vun der Conférence des Présidents decidéiert, den Artikel 73 vum Chambersreglement ze applizéieren an iwwert de Projet ouni Rapport an ouni Debatt ofzestëmmen. Well keen Deputéierte bis virun der Sitzung eng Oppositioun formuléiert huet, esou wéi et am Artikel 73 (6) vun eisem Reglement virgesinn ass, kënnen mer deemno direkt zum Vott vun dësem Projet de loi kommen.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8174. Den Text steet am Document parlementaire 8174⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8174 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen zu dem Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 27., 28. an 29. Juni virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.01 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Mammographes	7582	Mars Di Bartolomeo	84	Imposition des cryptomonnaies	7663	Laurent Mosar	94
Situation des bénévoles assurant le service ambulancier	7628	Marc Hansen, Jessie Thill	84	Accessibilité des numéros d'urgence 112 et 113 depuis l'étranger	7667	Léon Gloden, Max Hengel	94
Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024	7629	Stéphanie Empain, Josée Lorsché	85	Fermeture partielle du CR359	7670	André Bauler	95
Pénurie de personnel dans le secteur de la santé	7634	Mars Di Bartolomeo	85	Formation des futurs policiers	7676	Dan Biancalana	95
Contournement des sanctions contre la Russie	7635	Sven Clement	86	Politique européenne d'immigration	7685	Mars Di Bartolomeo	95
Règlement européen sur les cryptomonnaies (MiCA)	7638	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	86	Porte-à-porte électoral	7690	Sven Clement	96
Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables	7641	François Benoy	86	Lignes de bus desservant les zones industrielles	7691	Carlo Weber, Dan Biancalana	96
Intelligence artificielle	7646	Marc Spautz, Diane Adehm	87	Prêt à taux zéro pour couvrir les coûts de réparation du sinistre	7702	Diane Adehm	96
Impact du changement climatique sur l'agriculture	7649	André Bauler	88	Attaques de « phishing »	7703	Roy Reding	97
Horaire de la ligne RGTR 134	7654	André Bauler	89	Tarifs de rachat du biogaz	7704	Martine Hansen, Léon Gloden, Max Hengel	97
Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024	7655	Nancy Arendt épouse Kemp	89	Résiliation d'une convention dans le cadre du Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool	7705	Marc Hansen, Josée Lorsché	97
Directive concernant des nouvelles techniques génétiques	7657	Mars Di Bartolomeo	89	Règlement communal concernant les voies étatiques	8284	Sven Clement, Marc Goergen	98
Fonctionnement des commissions des loyers intercommunales	7658	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	90	Vote dans le cadre du « Chat Control »	8287	Sven Clement	99
Livraisons d'armes à l'Ukraine	7660	Nathalie Oberweis	90	Panneaux d'affichage électoraux mis à disposition par les administrations communales	8313	Jeff Engelen	99
Simplification administrative	7661	Yves Cruchten	91				
Taux de suivi selon le type de cancer	7662	Mars Di Bartolomeo	93				

Mammographes | Question **7582** (10/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Fédération des hôpitaux du Luxembourg (FHL) vient de publier dans la presse un appel d'offres concernant l'achat de mammographes numériques de dernière génération. Il s'agit d'une démarche commune, réalisée par la FHL pour les quatre centres hospitaliers du pays, à savoir le Centre Hospitalier Émile Mayrisch, le Centre hospitalier de Luxembourg, les Hôpitaux Robert Schuman et le Centre Hospitalier du Nord.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Combien de mammographes est-il prévu d'acquérir dans le cadre de cet appel d'offres ?
- Dans quelle mesure ces appareils sont-ils destinés à remplacer des appareils existants respectivement est-il prévu d'augmenter le nombre d'appareils disponibles ?
- Quels sont les avantages de ces appareils de dernière génération par rapport à ceux qui sont en service actuellement ?
- Dans quelle mesure ces mammographes numériques permettront-ils de réduire les délais d'attente pour réaliser une mammographie ? Est-il prévu d'étendre les plages d'horaire pour réaliser ce type d'exams ?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles une extension des plages horaires pour les équipements tels que les IRM et les mammographes n'a pas été réalisée ?

Réponse (13/06/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Huit appareils de mammographie pourront être acquis auprès de la société General Electric Health Care, suite au résultat d'un marché public clôturé le 8 mai 2023. Ceci permettra de remplacer les sept appareils existants et d'augmenter le nombre d'appareils à deux pour le Centre Hospitalier du Nord qui n'en dispose que d'un seul actuellement. Une formation à l'utilisation du nouvel équipement pour le personnel médical et technique est prévue en septembre. La Commission permanente des hôpitaux (CPH) avisera fin juin 2023 les demandes de modification des services hospitaliers nécessaires afin d'installer les équipements. Dépendant d'éventuelles modifications de locaux nécessaires, l'installation des nouveaux équipements pourra se faire plus ou moins rapidement dans les mois à venir. Il est estimé que tous les nouveaux appareils seront installés et fonctionnels pour la fin de l'année au plus tard.

Les appareils nouvellement acquis permettront la réalisation de clichés de tomosynthèse, c'est-à-dire une analyse des seins se rapprochant du 3-D. Ceci permettra notamment :

- d'améliorer par une procédure technique supplémentaire la probabilité de détection des cancers dans certaines circonstances (pour les mammographies d'interprétation difficile),
- d'améliorer la précision du diagnostic (différence mieux appréciable entre les images bénignes et les images suspectes pour mammographies d'interprétation difficile).

Chaque centre hospitalier disposera dorénavant sur l'un des deux appareils l'équipement qui permettra de réaliser des biopsies stéréotaxiques, celles-ci étant actuellement uniquement réalisables sur l'équipement national « prone table ». En cas de lésion nécessitant un prélèvement sous stéréotaxie, l'ensemble du bilan pourra être réalisé sur site décentralisé par centre hospitalier. Ceci diminuera les délais de rendez-vous pour l'équipement « prone table » qui pourra ainsi être réservé en fonction des spécificités des patientes et sur demande des radiologues.

À l'instar des appareils IRM (Imagerie par résonance magnétique), les plages horaires de fonctionnement des équipements de mammographie peuvent potentiellement être adaptées, ceci est cependant indépendant du type d'appareils et dépend largement de la disponibilité des assistants techniques médicaux (ATM) et des radiologues. Ce point, notamment l'ouverture des plages le samedi, est en discussion entre toutes les parties prenantes, en l'occurrence les hôpitaux, les représentants des spécialités médicales impliquées, la Caisse nationale de santé ainsi que le Ministère de la Santé et la Direction de la santé.

Situation des bénévoles assurant le service ambulancier | Question **7628** (21/02/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Un des objectifs du Plan national d'organisation des secours (PNOS), défini dans la loi modifiée du 27 mars 2018, est de garantir à la population une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour au moins 90 % des opérations de secours aux personnes, d'incendie et de sauvetage. En ce qui concerne les interventions

en ambulance, ceci impliquera donc une amélioration d'au moins 12 points de pourcentage par rapport à la situation de base (pré-PNOS), où seuls 78 % des interventions remplissaient l'objectif des 15 minutes.

Actuellement, le « Service ambulancier » souffrirait de sous-effectifs dans certains centres. Selon nos informations, le nombre de bénévoles présents.e.s ne suffirait parfois qu'à assurer l'opérationnalité de la moitié des ambulances disponibles dans un centre donné, tel que par exemple dans la région de Pétange et de Differdange. Des ambulanciers bénévoles se soucieraient de plus en plus d'une situation anxiogène où il faudrait choisir entre deux interventions parallèles en raison du manque de personnel permettant d'envoyer également la seconde ambulance.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Combien d'ambulances opérationnelles sont disponibles dans les différents centres d'intervention du pays et combien d'équipes assurent quotidiennement le service ambulancier à travers le pays ?

2) Quels facteurs expliquent le cas échéant la différence entre le nombre d'ambulances et le nombre d'équipes ?

3) Quel est le degré d'opérabilité du service ambulancier pour chacun des CIS concernés ?

4) Combien de personnes ont suivi la formation « SAP1 » (participer au service ambulance comme stagiaire) et la formation « SAP2 » (ambulancier) respectivement en 2019, 2020, 2021 et 2022 ?

5) Quelles mesures est-ce que Madame la Ministre entend prendre pour recruter davantage de personnes – aussi bien des professionnels que des bénévoles – en vue de garantir et d'améliorer le service ambulancier ?

Réponse (28/03/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Étant donné que les chiffres demandés par les députés peuvent fortement varier, voire quotidiennement, il n'est pas possible de donner une réponse précise à toutes les questions qui relèvent d'ailleurs de la conduite opérationnelle du CGDIS et non de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

Néanmoins, je tiens à vous informer que la mise en œuvre du Plan national d'organisation des secours (PNOS) implique un potentiel opérationnel journalier pour les ambulances qui varie entre 30 et 37 véhicules.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'annexe II du PNOS décrit l'état des lieux capacitaire et opérationnel des différents centres d'incendie et de secours.

Il ressort encore du PNOS que 17 centres d'incendie et de secours (CIS) effectuent plus de 3 opérations de secours par jour (tableau 3.2.1.2-1, p. 182-183). Les chiffres actualisés donnent la situation suivante pour l'année 2023 (situation au 20 mars) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Cernant la formation, les rapports d'activité du CGDIS révèlent les chiffres suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le Ministère de l'Intérieur poursuivra résolument son engagement pour permettre au CGDIS la réalisation des objectifs fixés dans le PNOS qui prévoit notamment le recrutement de pompiers volontaires et professionnels supplémentaires.

Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024 | Question 7629 (21/02/2023) de Mme Stéphanie Empain | Mme Josée Lorsché (déi gréng)

Suite à la guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022, la participation des athlètes russes et biélorusses à de nombreux événements sportifs a été interdite. Toutefois, le Comité international olympique (CIO) envisage désormais d'autoriser une participation russe et biélorusse aux Jeux olympiques d'été de 2024. Jusqu'à présent, ce projet a suscité une forte opposition de la part de nombreux pays et les autorités ukrainiennes affirment vouloir boycotter les jeux d'été en cas de participation russe.

Dans une résolution du 15 février 2023, le Parlement européen condamne cette récente décision du CIO d'autoriser les athlètes russes et biélorusses à participer sous drapeau neutre aux qualifications pour les Jeux olympiques de Paris de 2024 et invite les États membres et la communauté internationale à faire pression sur le CIO pour qu'il renonce à cette décision et adopte une position similaire pour tout autre événement sportif, culturel ou scientifique.

Le Grand-Duché du Luxembourg étant représenté au sein du IOC, je vous prie, Messieurs les Ministres des Sports et des Affaires étrangères et européennes, de nous faire part des renseignements suivants :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir davantage d'informations sur le positionnement du Gouvernement luxembourgeois concernant le sujet susmentionné ?

Réponse (24/03/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Il convient de rappeler tout d'abord que les membres du CIO sont des personnes physiques. Ce sont les représentants du CIO dans leurs pays respectifs et non les délégués de leur pays au sein du CIO, comme le stipule la Charte olympique : « Les membres du CIO représentent et soutiennent les intérêts du CIO et du Mouvement olympique dans leur pays et dans les organisations du Mouvement olympique au service desquelles ils se trouvent. » (Charte olympique 2004, Règle 16.1.4, p. 28)

Le Luxembourg s'est associé à la position commune du groupe collectif de nations (signataires sont les ministres des sports de 35 pays différents), qui s'est réuni le vendredi 10 février 2023. Ce groupe collectif des nations a estimé qu'étant donné qu'il n'y a pas eu de changement dans la situation concernant l'agression russe contre l'Ukraine, et dans un impératif d'équité et de solidarité envers les athlètes ukrainiens dont les installations ont été détruites et qui ont dû quitter leur pays, il n'y a aucune raison pratique de s'éloigner du régime d'exclusion des athlètes russes et biélorusses fixé par le CIO dans sa déclaration du 28 février 2022. Il a été également noté que, par ses choix, ses actions et son agression militaire contre un État souverain et indépendant, la Russie a rompu la trêve olympique, soutenue en permanence par l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1993.

Quant à l'option d'autoriser les athlètes russes et biélorusses à concourir en tant que personnes « neutres », sous réserve qu'ils ne représentent clairement pas leur État, le groupe collectif des nations estime que le manque de clarté et de détails concrets sur un modèle de « neutralité » réalisable s'oppose à une telle proposition.

Pénurie de personnel dans le secteur de la santé | Question 7634 (21/02/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Spéitstens säit dem Rapport „Lair“ vun 2019 besteet keen Zweifel méi, datt Lëtzebuerg e Manktem u Fleegepersonal huet. Dofir ass et wichteg, jonk Leit, déi motivéiert sinn, fir dës Beruffer ze ergräifen, aktiv ze begleeden an op Ursachen anzewierken, déi zum Ausscheeden aus hirer Ausbildung féieren.

Ech géif an deem Sënn gäre vum Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend souwéi fir Héichschoul wëssen:

1. Wéi vill jonk Leit hunn an deene leschte 5 Joer eng Formatioun am Beräich vun der Fleeg – wéi Aide-soignant, Infirmier oder Infirmier spécialisé – ugefaangen? Wéi vill hunn d'Formatioun ofgeschloss?

2. Wéi vill Leit kruten d'lescht Joer een Noexamen?

3. Wéi vill Leit hunn d'lescht Joer den Exame respektiv den Noexamen net gepackt?

4. Wéi vill Zäit vergeet generell tëschent dem Verschécke vun de Resultater an den Noexamen?

5. Wéi vill Leit sinn opgrond vun ongenügende Leeschtungen an de Sproochen ausgescheet?

6. A wéi enge Formatioun gëtt et déi gréisste Mësserfollegsquot?

7. Wat ass ënnerholl ginn, fir Kandidaten, déi aus dësen Ausbildungsweeër ausgescheet sinn, ze recuperéieren?

Réponse (22/03/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech erlabe mir, fir d'éischt op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4557 vun den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo a Francine Closener ze verweisen, an där och schonn eng Rei vun Informationsen iwwer d'Evolution vun den Aschreiwungen an d'Erfollegsquoten an deene verschiddene Formatiounen am Gesondheetsberäich, wéi se vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) ugebuede ginn, zesummegedroe goufen.

ad 1. Den Tableau hei drënner gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel u Schüler a Studenten, déi sech an de leschte fënnef Joer fir d'éischt an enger Formatioun am Beräich vun der Fleeg ageschriwwen hunn, sief et um Niveau vun der Formation professionnelle, um Niveau vum Enseignement secondaire général oder um Niveau vum BTS (brevet de technicien supérieur):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Tableau hei drënner gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel un Diplomer, déi an de leschte fënnef Joer an deene verschiddene Formatiounen ausgestellt goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. an 3. D'Formatioun vun den Aide-soignants ass no engem modulair System op Basis vu Kompetenzen organiséiert. Hei si keng Noexame virgesinn. Schüler mussen 75 % vun de Modulë packen, fir ze avancéieren.

Och um Niveau vun de BTS-Formatiounen existéiert d'Notioun vum „Noexamen“ net. Et handelt sech ëm Héichschoulformatiounen, déi ebenfals nom modulair System funktionéieren. Dat heescht konkret, datt, wann e Student an engem Cours eng

ongenügend final Nott krit, déi innerhalb vum concernéierte Modüll net ka kompenséiert ginn, he sech an den 18 Méint dono weiderhi kann den Epreuven an deem Cours stellen, fir esou seng Nott ze verbessern. Um Enn vun deem Delai ass et déi lescht final Nott, déi de Student krut, déi definitiv zielt. Et sief nach bemierkt, datt nom Delai vun den 18 Méint d'Studente souguer eng Reinscriptioun an de Programm kënnen ufroen.

Wat dann d'Formatioun vum Infirmier am Enseignement secondaire général betrëfft, sou waren zum Schluss vum leschte Schouljoer nach 173 Schüler op der 2GSI ageschriwwen; 39 Schüler haten Noexamen, dovunner 3 Noexamen am Däitschen, 6 am Franséischen, 2 am Engleschen.

Am leschte Schouljoer waren 152 Kandidaten fir de Premièresexamen ageschriwwen. Vun dese Kandidaten hunn der 78 den Examen direkt gepackt, 45 haten en Noexamen; 24 hunn dese gepackt. Insgesamt hunn also 50 Kandidaten den Examen net gepackt. An de Sproche gouf et 12 Noexamen, 3 am Däitschen, 2 am Franséischen, woubäi 1 fakultativ war, a 7 am Engleschen, woubäi der 3 fakultativ waren.

ad 4. Allgemeng ginn d'Schüler direkt no de Conseils de classe Mëtt Juli per Courier postal iwwert hir schoulesch Resultater informéiert. Op deem Wee gi si dann och gewuer, ob si en Noexamen hunn. Op der 1^{re} kréien d'Schüler hiert Resultat Enn Juni iwwert en elektronesche Moyen, de sougenannten Eduboard, matgedeeft. D'Noexame fannen ab dem 15. September statt, soudatt d'Schüler eppes méi wéi zwee Méint Zäit hunn, fir sech drop ze preparéieren.

Op de BTS-Klasse kréien d'Studente spéitstens zwee Deeg nom Jury des examens hir Resultater per Post matgedeeft.

ad 5. Ech verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 3. An de BTS-Formatioun sti keng Sprochecoursen um Programm.

ad 6. Op der 2GSI louch den Taux d'échec bei 30,1 %, op der 1GSI bei 32,9 %.

Um Niveau vun de BTS-Formatioun kënnen opgrond vum uewe beschriwwene modulair System, verbonne mat der Méiglechkeet vun enger Reinscriptioun vum Student, ouni deen néidege Recul keng wierklech probant Mësserfolgsquoten ermëttelt ginn.

ad 7. Schüler, déi aus diesen Ausbildungsweeër ausgescheet sinn, an dëst aus ville verschiddenen Ursachen, déi net nëmme mat de Resultater zesummenhänken, gi vun de Membere vum SePAS vum LTPS begleet, déi dem Schüler mat Berodung zur Säit stinn, fir seng weider schoulesch Carrière ze plangen.

Den LTPS bitt Passerellen un tëscht den Ausbildung vum Infirmier an dem Aide-soignant oder dem Assistent an pharmacie. Vun dese Passerellen, déi iweregens och an déi aner Richtung funktionéieren, profitéieren all Joer eng ganz Rei vu Schüler.

Ze bemierken ass och nach, datt d'Schüler sech heiansdo a schwierige perséinleche Situatiounen erëmfannen, an deenen den LTPS hinne proposéiert, ee Joer ze pausen, an duerno d'Ausbildung erëm unzufänken, sief et an der Formation initiale oder am Apprentissage adulte.

Contournement des sanctions contre la Russie | Question 7635 (21/02/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Een Artikel op der Website correctiv.org bericht, dass eng zu Lëtzebuerg usässeg Firma matgewierkt huet, fir medial Inhalter vum verbuedene russesche

Sender Russia Today ze verbreedden. D'Verbreedde vun Informatiounen vum Sender Russia Today ass duerch d'Sanktiounen vun der Europäescher Unioun zënter Mäerz 2022 verbueden.

Am Artikel heescht et konkret:

Da Gcore in Luxemburg sitzt, sind dort die Behörden zuständig. Allgemein ist die Sache klar: Auch eine Firma, die Server für die schnellere Verbreitung bietet, dürfte Russia Today nicht helfen, heißt es vom luxemburgischen Staatsministerium. „Von den aktuellen EU-Sanktionen sind sie ebenfalls betroffen. So wie es bei Hosting-Diensten oder Broadcast-Diensten der Fall ist, dürfen auch CDN's die Verbreitung solcher Inhalte weder ermöglichen noch in irgendeiner Art und Weise unterstützen.“ Die Strafe liege bei einem Verstoß bei bis zu 5 Jahren Haft oder 250.000 Euro Bußgeld. Allerdings: Im Falle von Reitenbach und seiner Firma Gcore ist bis heute nichts passiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Kann de Staatsminister den zitierete Wuertlaut vun der Äntwert vum Ministère souwéi d'Veraciteit vun den Informatiounen aus dem Artikel konfirméieren?

2. Huet de Premierminister, am Wësse vun diesen Informatiounen, spéitstens no der Prise de contact vun de Journalisten, eng Denonciation beim Parquet gemaach?

Wa jo, op Basis vu wéi engem Gesetzesartikel? Wann nee, firwat net?

Réponse (21/03/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

De Sujet ass schonn an enger anerer parlamentarescher Fro beäntwert ginn, mir bidden den honorablen Deputéierten sech op d'parlamentaresch Fro N° 7623 ze referéieren.

Règlement européen sur les cryptomonnaies (MiCA) | Question 7638 (21/02/2023) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

L'adoption définitive du règlement européen sur les cryptomonnaies (MiCA) par le Parlement européen vient d'être reportée une nouvelle fois. Or, depuis la faillite de FTX, troisième plus importante plateforme d'échange de monnaies virtuelles au monde, cette réglementation est plus importante que jamais. Son but est d'harmoniser les législations nationales dans l'UE et de renforcer la protection des consommateurs.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Comment notre pays se prépare-t-il à cette réglementation ?

– Quels en sont les éléments clés ?

– Quelle est l'importance des cryptomonnaies au Luxembourg ?

– Quel est l'impact énergétique de cette technologie ?

– Le Gouvernement envisage-t-il une campagne d'information et de sensibilisation surtout auprès des jeunes sur les risques de ce type d'investissements hautement spéculatif ?

Réponse (21/03/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Le règlement sur les marchés de crypto-actifs (Regulation on Markets in Crypto Assets ou MiCA), auquel les honorables Députés font référence, sera adopté formellement après la mise au point, y compris la

traduction, par les juristes-linguistes du texte approuvé par le Conseil et le Parlement européen. Cette procédure est en cours de finalisation.

Le règlement MiCA fournira un cadre légal spécifique pour la réglementation et la surveillance des émetteurs et des prestataires de services de crypto-actifs en vue de protéger les investisseurs particuliers et de préserver la stabilité du secteur financier. Son champ d'application couvrira les crypto-actifs qui ne sont pas régis par des actes législatifs de l'Union européenne relatifs aux services financiers. Le Luxembourg salue le règlement MiCA dans la négociation duquel il a largement contribué, et veille à assurer sa mise en œuvre rapide au niveau national. En raison du caractère transfrontalier des échanges de crypto-actifs, le Luxembourg a encouragé la mise en place d'une réglementation harmonisée à l'échelle de l'UE qui favorisera l'innovation, tout en assurant un niveau élevé de protection des investisseurs particuliers.

Dans l'attente de telles règles européennes, le Luxembourg a fait office de pionnier dans la surveillance de plateformes de négociation de crypto-actifs en application du cadre légal existant relatif aux services financiers. Au plan législatif, une importance toute particulière a été accordée à la technologie sous-jacente aux crypto-actifs, à savoir la technologie des registres distribués (Distributed Ledger Technology ou DLT).

La consommation d'énergie de la technologie des chaînes de bloc utilisée dans le cadre de l'émission de crypto-actifs dépend principalement du protocole de consensus choisi. Le moyen utilisé pour produire cette énergie est à son tour déterminant pour évaluer l'impact environnemental de la technologie appliquée.

Le Luxembourg salue à cet égard que le règlement MiCA prescrit aux émetteurs de crypto-actifs de déclarer des informations concernant leur empreinte environnementale et à la Commission européenne de fournir un rapport circonstancié sur les répercussions climatiques des crypto-actifs dans un délai de deux ans.

Aucune personne établie au Luxembourg ou fournissant des services au Luxembourg ne peut prester des services d'actifs virtuels sans être enregistrée auprès de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

La CSSF met également les investisseurs particuliers régulièrement en garde contre les risques potentiels liés aux cryptomonnaies moyennant la publication d'avertissements publics. Par ailleurs, il importe de préparer les jeunes à l'environnement financier de plus en plus complexe. Dans le cadre de la mise à jour de la stratégie nationale en matière d'éducation financière, il est examiné dans quelle mesure un accent particulier pourra être mis sur les différents aspects de la finance numérique, dont les crypto-actifs, et les risques y liés.

Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables | Question 7641 (21/02/2023) de M. François Benoy (déi gréng)

Le Gouvernement a introduit un taux réduit au niveau de la taxe d'abonnement pour les fonds qui investissent dans des activités durables. Plus précisément, il s'agit des activités désignées comme étant durables par la taxonomie européenne, hors le gaz fossile et le nucléaire.

Selon les informations fournies au sein de la Commission des Finances et du Budget à la Chambre des Députés.e.s, le nombre de fonds profitant de ce taux réduit est actuellement très limité.

Notons que la transition du secteur financier vers des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris est considérée indispensable par tous les experts afin d'atteindre lesdits objectifs et combattre la crise climatique.

Je voudrais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Combien de fonds d'investissement profitent désormais de la taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables ?

2) Comment Madame la Ministre s'explique-t-elle que jusqu'à présent, peu de fonds ont recours à cet instrument ?

3) Comment Madame la Ministre veut-elle faire en sorte qu'à l'avenir, plus de fonds utilisent cet instrument, investissant alors une part plus élevée de leurs actifs dans des activités durables ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle d'autres nouvelles pistes concrètes pour inciter les fonds d'investissement de la place financière luxembourgeoise à passer à des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris ? Dans l'affirmative, quelles sont ces nouvelles mesures envisagées et en-dehors quel délai envisage-t-elle les mettre en œuvre ?

Réponse (24/03/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert sur la taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables.

À ce jour, un fonds bénéficie de ce taux réduit. Il convient cependant de noter que ce régime de taxe d'abonnement réduite a été introduit en janvier 2021, donc avant l'entrée en vigueur d'éléments clés du cadre européen tels que la SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation) et des actes délégués de la taxonomie européenne. Ceci relève d'un choix délibéré afin d'accompagner et de soutenir la transition en amont, en introduisant une réduction ciblée de la taxe d'abonnement.

En effet, le cadre réglementaire européen dans le domaine de la finance durable est encore aujourd'hui en pleine évolution et le marché est en train de s'adapter à ce nouveau cadre.

En particulier, il est important de rappeler que la taxonomie elle-même est encore en phase de développement. À ce jour, seuls deux des six objectifs environnementaux de la taxonomie sont finalisés (à savoir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique). Les travaux sont toujours en cours pour les quatre objectifs restants (concernant l'eau, l'économie circulaire, la pollution et la biodiversité). Ceci signifie qu'à ce stade uniquement les actifs investis dans l'atténuation du changement climatique et dans l'adaptation au changement climatique peuvent être éligibles à cette mesure de réduction de la taxe d'abonnement. Or, ce sont avant tout des fonds alternatifs qui investissent dans de tels actifs, sachant que ces derniers bénéficient déjà d'un taux réduit de la taxe d'abonnement.

De plus, les interactions entre la taxonomie et la SFDR sont nombreuses : les articles 5 et 6 du règlement taxonomie¹ définissent les informations à publier par les produits financiers, dont les fonds d'investissement, visés par les articles 8 et 9 du règlement SFDR².

L'article 27 du règlement taxonomie précise que ces produits financiers doivent publier ces informations à

compter du 1^{er} janvier 2022 en ce qui concerne les objectifs environnementaux visés à l'article 9, points a) et b), c'est-à-dire uniquement l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique à ce jour.

L'article 25 du règlement taxonomie modifie le règlement SFDR notamment afin de préciser comment ces produits financiers vont devoir publier les informations en question. Cet article stipule en particulier que les autorités européennes de surveillance (AES) doivent élaborer des projets de normes techniques réglementaires (Regulatory Technical Standards ou RTS) afin de détailler le contenu et la présentation des informations à publier.

Cet exercice a pris un certain retard et la Commission a décidé de regrouper 13 RTS dans un seul règlement délégué (UE 2022/1288)³ détaillant notamment le contenu et la présentation des informations à publier et qui n'est applicable que depuis le 1^{er} janvier 2023.

Suite à la décision de l'UE d'inclure le gaz fossile et l'énergie nucléaire dans la taxonomie européenne, les autorités européennes de surveillance (AES) ont élaboré et publié en septembre 2022 le rapport final sur les normes techniques réglementaires. Ces normes concernent le contenu et la présentation des informations à fournir dans les documents précontractuels, sur les sites web et dans les rapports périodiques concernant l'exposition des produits financiers aux investissements dans les activités récemment incluses dans la taxonomie⁴. Sur base de ce rapport final des AES, la Commission européenne a adopté des amendements au règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission européenne déterminant les normes techniques réglementaires pour le SFDR, le 31 octobre 2022. Ce nouveau règlement délégué a été publié au journal officiel le 17 février 2023.⁵

Les amendements impliquent que les acteurs des marchés financiers doivent divulguer des informations sur le fait que le produit financier investit ou non dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE.

Il convient également de rappeler que suite à cette inclusion, la loi luxembourgeoise a été amendée afin d'exclure les investissements concernant le gaz naturel et le nucléaire de l'avantage fiscal qu'est la taxe d'abonnement réduite pour fonds d'investissements, ce qui réduit davantage le champ d'éligibilité. Si le choix d'exclure le nucléaire et le gaz du taux réduit de la taxe d'abonnement a en principe ajouté une charge de déclaration supplémentaire pour les fonds souhaitant demander une réduction, les nouvelles normes techniques réglementaires qui viennent d'être adoptées contribueront certainement à y remédier.

Alors que le secteur financier fait dorénavant de plus en plus de déclarations quant à la durabilité des investissements et des produits, le régime de transparence des

entreprises pour le reste de l'économie dans laquelle les fonds sont investis (Corporate Sustainability Reporting Directive ou CSRD) n'est pas encore entièrement en place afin de fournir les informations non financières dont ont besoin les acteurs financiers sous la SFDR. Il en va de même pour les divulgations conformes à la taxonomie.

Le secteur financier est donc en train d'adapter ses produits d'investissement à un cadre réglementaire qui continue d'évoluer et dont les normes techniques essentielles à la mise en œuvre pratique par les acteurs du marché financier n'ont été clarifiées que récemment. Au fur et à mesure que le cadre européen est mis en œuvre et que de plus en plus d'entreprises de l'économie réelle publient des informations sur l'impact social et environnemental de leurs activités, on peut s'attendre à ce que davantage d'investissements s'efforcent de respecter les critères et le reporting de durabilité des initiatives mentionnées ci-dessus et, de ce fait, à ce que davantage de fonds d'investissement profiteront de la taxe d'abonnement réduite dans un avenir proche.

Finalement, et même si le taux d'imposition réduit envoie un message important à l'industrie, la fiscalité n'est qu'un facteur parmi d'autres pour encourager les investissements dans des activités liées à la taxonomie. D'après l'étude du Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) « Sustainable Finance in Luxembourg : A quantitative and qualitative overview », les fonds ESG domiciliés au Luxembourg ont enregistré un total d'actifs de 2,2 milliards d'euros à la fin du mois de juin 2022.

Ces actifs sous gestion des fonds ESG représenteraient environ 54,6 % de l'ensemble des actifs des fonds OPCVM du pays, qui ont dépassé 4,0 milliards d'euros à la même période. En termes de nombre de fonds, les fonds ESG correspondent à 4.022 des 9.656 fonds de l'échantillon. Même si cette analyse se limite au secteur des fonds d'investissement, les résultats sont concluants et prometteurs quant à la tendance à la hausse des investissements durables.

Avec la réduction de la taxe d'abonnement que le Gouvernement a déjà mis en place, les initiatives réglementaires de l'UE et la prise de conscience accrue que les investissements durables ne vont pas nécessairement de pair avec un choix entre rendement et impact positif, les investisseurs auront davantage d'incitations à orienter leurs investissements vers des produits durables. De ce fait, des incitatifs supplémentaires pour encourager les fonds d'investissement à passer à plus d'investissements durables ne semblent actuellement pas nécessaires.

Intelligence artificielle | Question **7646** (22/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Zënter „ChatGPT“ vum amerikanesche Startup „OpenAI“ eng Partie Exame vun engem Droit-Studium an den USA gepackt huet, ass déi sougenannte kënschtlech Intelligenz mat hire méiglechen Auswirkungen op den Alldag vun de Leit och zu Lëtzebuerg en Thema.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un den Här Minister fir Digitalisatioun riichten:

– Wéi positionéiert sech d'Regierung par rapport zu sougenannte kënschtlechen Intelligenzen?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass eng Reguléierung vun der kënschtlecher Intelligenz noutweneg ass?

• Wa jo, wéi wëll d'Regierung sou eng Reguléierung ugoen?

• Wann net, firwat net?

¹ Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088

² Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers

³ Règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission du 6 avril 2022 complétant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation détaillant le contenu et la présentation des informations relatives au principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » et précisant le contenu, les méthodes et la présentation pour les informations relatives aux indicateurs de durabilité et aux incidences négatives en matière de durabilité ainsi que le contenu et la présentation des informations relatives à la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales et d'objectifs d'investissement durable dans les documents précontractuels, sur les sites internet et dans les rapports périodiques

⁴ jc_2022_42_-_final_report_on_sfdr_amendments_for_nuclear_and_gas_activities.pdf (europa.eu)

⁵ Règlement délégué (UE) 2023/363 de la Commission du 31 octobre 2022 modifiant et rectifiant les normes techniques de réglementation définies dans le règlement délégué (UE) 2022/1288 en ce qui concerne le contenu et la présentation des informations à publier dans les documents précontractuels et les rapports périodiques relatifs à des produits financiers qui investissent dans des activités économiques durables sur le plan environnemental

Réponse (22/03/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias

D'Regierung ënnerstëtzt bei den Negociatiounen vum AI Act d'Propose vum der Europäescher Kommissioun an huet bei der aktueller Orientation générale am Conseil de l'UE engem éischte Kompromëstext vum de Memberstaaten zugestëmmt.

D'kënschtlech Intelligenz (KI) ass e breede Sammelbegrëff, deen Technologie betrëfft, déi ganz vill verschidden Aktivitéiten impaktéiere kënnen, sief dat gesellschaftlecher wéi och wirtschaftlecher Natur. Dës Technologien hu vill Potenzial, souwuel am negative wéi am positive Sënn. Et ass der Regierung wichteg, déi richteg Balance tëscht Risiken an Opportunitéiten ze fannen.

Den AI Act huet eng Approche, déi op der Risiko-Ofschätzung baséiert. Konkreet heescht dat, dass d'EU sech dorop eenegt, verschidden Utilisatiounen vum der AI-Technologie ze verbidden, notament déi Gebraich, déi a Kontradiktioun mat eisen europäesche Wäerter stinn. Zur nämmlecher Zäit ginn Utilisatiounen, déi e ganz groussen Impakt op d'Bierger kënnen hunn, mat den néidege Sécherheetsgarantien erlaabt, zum Beispill am Gesondheetsberäich awer och am Rekrutement.

KI-Applikatiounen, déi just en niddrege Risiko fir d'Bierger bedeuten, ginn deemtspriechend ganz liicht reguléiert, esou, dass d'Innovatioun an der EU net gebremst gëtt. An deem Sënn bitt den AI Act net just eng Approche vum Verbuet, mee och vum der Innovatiounsfuerderung duerch verschidden Instrumenter, déi eng eethesch onbedenklech KI-Entwécklung an der EU ënnerstëtzen.

Der Regierung ass et wichteg, dëse Sujet esou ze behandelen, dass de Bierger e bewossten Émgang mat dësen ëmmer méi komplexen Technologie kann hunn, a sech de méigleche Gefore bewosst gëtt.

De Premierminister huet d'strategesch Visioun hiischtlech der biergerzentriierter kënschtlecher Intelligenz zu Lëtzebuerg schon 2019 presentéiert. Fir den Asaz vum der KI an der öffentlecher Verwaltung ze fërderen, gëtt am Kader vum der Initiative AI4Gov all Joer en Appel à projets lancéiert, fir innovativ Projekte mat Hëllef vu kënschtlecher Intelligenz an de Verwaltungen ëmzesetzen.

Impact du changement climatique sur l'agriculture | Question 7649 (22/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Klimawandel ass ee grave Problem, deen all Acteure vum eiser Land- a Forstwirtschaft betrëfft souwéi och d'Gäertnerien an d'Uebstbaueren. Ëmmer méi Betriber leiden ënnert de Konsequenze vum dréchene Summeren oder dem Staarkreen, dee ganz Recolten a kierzester Zäit zerstéiere kann.

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Bildungsminister folgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Formatiounen ginn de Moment de professionellen Acteuren ugebueden, fir sech besser dësen Erausforderunge kënnen ze stellen? Wee sinn déi privilegiéiert Partner, déi Konferenzen a Weiderbildungen ubidden?

2. Op wéi eng Manéier gëtt d'Thematik vum der Klimakris momentan an der Akerbauschoul behandelt, fir esou d'Schülerinnen an d'Schüler op déi domat verbonnen Defie beschtméiglech virzubereeden? Wat

sinn do d'Schwéierpunkten an der theoreetescher a praktescher Ausbildung?

3. A wat fir engem Mooss droen d'Weiderbildung fir d'Enseignanten dëser Problematik Rechnung? Wéi intensiv sinn dës mëttlerweil besicht?

Réponse (22/03/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Fir déi berufflech Weiderbildung an der Landwirtschaft, am Wäin- a Gaardebau ze fërderen, ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère d'Organisatioun an d'Duerchféierung vu Coursen, Konferenzen an Demo-Versich mat finanzielle Bähëlfe (Artikel 38 vum aktuellen Agrargesetz). D'Landwirtschaftskummer huet eng gesetzlech verankert Koordinatiounsroll, ermëttelt de Bedarf am Secteur an erstellt järelech een Aktionsplang. Zousätzlech agreéiert Partner sinn: Bio-Lëtzebuerg an den MBR-Lëtzebuerg, déi den Acteuren aus dem Secteur bei der Organisatioun vu Moosnamen zum Wëssenstransfer zur Sait stinn.

Donieft ënnerstëtzt de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, ënnert der Moosnam vum der Innovatioun a Fuerschung, eng ganz Panoplie vu Projeten, déi de Secteur méi resilient géigeniwwer dem Klimawandel an Zukunft maachen. Reegelméisseg gëtt en Opruff fir d'Areche vu Fuerschungsprojeten organiséiert. Zeréckbehale Projeten decken ee breet Theemefeld of, vum der Upassung vu Beweedungszäiten ënnert dem Klimawandel, dem Teste vum Alternativkulturen, déi besser mat deenen zukünftege Bedéngungen déi bis elo genotzten Sorten, an dem Teste vu verschiddene Bearbechtungsformen um Feld an hiren Impakt ënnert ënnerschiddleche Klimawandelbedéngungen. Resultater vum dëse villfältege Projete ginn de Proffe vum Lycée technique agricole (LTA) reegelméisseg virgestallt, a si sinn och dacks aktiv u verschiddene Projete bedeelegt. Weider Partner sinn an de Projeten, déi de Klimawandel betreffen: de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), d'Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg (IBLA), d'Landwirtschaftskummer a beispillsweis d'CONVIS. Dës Acteuren assureieren och, dass d'Wëssen, wat an de Projete gewonne gëtt, un de Secteur weidergi gëtt.

Och am Lëtzebuerg Wäibau ass den Impakt vum Klimawandel zanter 2019 Objet vu verschiddene Fuerschungsprojeten. Den Institut viti-vinicole organiséiert ausserdeem a reegelméisseg Ofstänn Virträg zu dësem Theema am Kader vum Lëtzebuerg Wäibaudag oder a separaten Informatiounsveranstaltungen. D'Theeme betreffen d'Wiel vum richtege Planzungsmaterial (Ënnerlag, Riefzort), den optimalen Zäitpunkt fir d'Drauwelies, Bewässerungssystemer, den Impakt op d'Typizitéit vum eise Wäiner a vum Cremant an de Monitoring vum invasive Schädlingen. Experten oder Partner sinn d'Fuerscher vum LIST, Beroder vum Institut viti-vinicole, Experte vum diverse Versuchs- a Fuerschungsinstituter oder spezialisierte Firmaen aus Däitschland a Frankräich.

Um Landwirtschaftsportal (<https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/beihilfen-bis-2022/innovation-forschung.html>) fënnt een zu alle vum Landwirtschaftsministère subventionéierte Forschungsprojeten detailléiert Informatiounen.

Och den LTA ass an dësem Beräich reegelméisseg aktiv, dëst am Kader vum enger ganzer Rei vu Projeten, bei deenen d'Thematik vum der Upassung un d'Klimaverännerung ugeschwat gëtt. An Zesummenaarbecht mat senge Partner organiséiert den LTA zum Beispill sougenannt „OnFarmShowen“, zu deenen d'Bauern

an aner Acteuren aus dem Milieu professionnel ageleude ginn. Donieft ass souwuel bei den Demo-Felder wéi bei den Zorteversich d'Upassung un de Klimawandel en Theema.

De CNFPC Ettelbréck (Centre national de formation professionnelle), zanter Joren e wichtegen Acteur am Beräich vum der professioneller Weiderbildung, integréiert a senge Coursen, déi am Kader vum der Recommandatioun N16 vum der AAA (R16 Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Garten- und Weinbau – Empfehlungen zur Unfallverhütung) organiséiert ginn, d'Problematik vum Klimawandel an de Bëscher:

FW-MS1	Bases du travail avec la tronçonneuse et travailler en sécurité sur le bois couché au sol
FW-MS2	Abattage d'arbres et façonnage du bois en sécurité
FW-RW	Travailler en sécurité sur le treuil de débarbage
FW-FLK	Travailler en sécurité avec la grue de chargement à bois
MS	Travailler en sécurité avec la tronçonneuse lors d'activités non forestières
FS	Travailler en sécurité avec la débroussaileuse
HS	Travailler en sécurité avec le taille-haies
SKT	Travaux en toute sécurité lors de l'élagage d'arbres sur cordes
SKT-MS	Travaux en toute sécurité lors de l'élagage d'arbres sur cordes avec tronçonneuse

ad 2. An der Akerbauschoul gëtt de Sujet vum Klimawandel an der Nohaltegkeet an alle Klassen thematiséiert: Zanter dësem Schouljoer huet all Klass, nieft dem Klassendelegéierten, och e Klima- an Ëmweltdelegéierten. Dës Iddi ass entstanen am Kader vum Projet d'établissement „Let's Take Action“, bei deem déi ganz Schoulcommunitéit sech intensiv mam Theema Nohaltegkeet a Klimawandel beschäftegt.

Donieft ass den Nohaltegkeetsgrupp schon zanter Joren an dësem Beräich aktiv, an organiséiert eemol am Joer déi sougenannt „Future Days“, op deenen Aktivitéiten a Workshoppen zum Theema Nohaltegkeet a Klimawandel ugebuede ginn.

Klimawandel an Nohaltegkeet sinn a quasi alle Modulle vum der professioneller Ausbildung fest verankert.

Am Beräich vum de landwirtschaftleche Formatiounen gëtt beim Technicien agricole an de Modulle BENAB (produire de façon durable) an NATGE (respecter l'environnement dans le cadre de l'entreprise) gradewéi beim DAP Landwirt am Module BETNA (Betrieb nachhaltig bewirtschaften) ee besonneschen Akzent op dës Thematik geluecht. Mee och an deenen anere Modullen ass de Klimawandel en ëmmer méi wichteg Theema, well en en direkten Afloss op zukünfteg Produktiounsweisen an - techniken esouwéi och op de Planzeschutz huet.

Wéi schon uewe gesot, ergänze Grénglandversich, Zorteversich a produktiunstechnesch Versich d'Angebot, fir d'Schülerinnen an d'Schüler sou gutt wéi méiglech op déi zukünfteg Erausforderungen a puncto Klimakris virzubereeden.

Och am Beräich vum Gaardebau ass d'Thematik vum Klimawandel zanter Joren en Theema.

Am Landschaftsgaardebau fënnt duerch de Klimawandel eng Ännerung am Planzesortiment statt. Aus deem Grund hunn d'Schülerinnen an d'Schüler aus dem Gaardebau scho viru Joren e sougenannte Klimabaumpfad ugeluecht; dëst ass bis elo deen eenzegen zu Lëtzebuerg. Am Kader vum der Expo LUGA25 (Luxembourg Urban Garden 2025) sinn d'Schülerinnen an d'Schüler amgaang, och an der Stad Lëtzebuerg

esou e Klimabaumpfad unzeseelen. Si ginn dobäi vun engem international unerkannten Expert ënnerricht.

Och am Beräich vum Geméisbau sinn de Klimawandel an déi domat verbonne Problemer e grousst Thema, dat esouwuel wéinst ëmmer méi heefege Klimaextremer (Iwwerwemmungen engersäits, grouss Dréchten anerersäits) wéi och doduerch, datt d'Produktionsperiode vun eenzelnen Aarte sech verschibe wäerten an och nei Planzeschutzproblemer optauche wäerten.

Am Beräich vun der Sektioon *Environnement naturel* kënn en zanter Laangem net méi laanscht d'Thematik vum Klimawandel: An de Bëscher sinn déi direkt an indirekt Konsequenze vum Klimawandel déi lescht Joren esou staark ginn, datt se och Netfachleit an d'A falen. Eng konkret Aktivitéit an deem Beräich ass zum Beispill den Niderberg (e Bësch zu Bettenduerf, deen den LTA opgrond vun enger Konventioun mat der Administration de la nature et des forêts bewirtschaft), wou d'Schülerinnen, d'Schüler an d'Enseignantë vun der Sektioon *Environnement naturel* mat de Bamschoulgärtner zesummeschaffen, fir eenheemesch Eechen opzézéien, déi d'Fichten an deem Bësch ersetze sollen, fir de Bësch méi klimaresilient ze maachen.

D'Thematik vun der Klimaresilienz ass deemno an alle professionellen Ausbildung gradewéi och op der Sektioon *Sciences naturelles* an op den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général erëmzefannen.

ad 3. Am Schouljoer 2021/2022 huet den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ronderëm de Sujet vum Développement durable 111 Weiderbildungen organiséiert, un deenen 2.222 Enseignants deelgeholl hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dobäi goufe ganz ënnerschiddlech Sujete behandelt; et siefen hei e puer Beispiller vu Formatiounen zitëiert: „Ressourcen- a Klimaschutzung an der Schoul“, „Nachhaltigkeit, Ressourcen und Co. – Was steckt dahinter?“, „Von der Abfallwirtschaft zur Circular Economy“, „Der naturnahe, essbare Schulhof – Anbau von Bio-Obst und Gemüse an unserer Schule“, „In Verbindung mit Natur und Wald“, „Bildungsort Bauernhof“, „Bodentiere im Wald: spielerisch die Welt der Kleintiere entdecken und kennenlernen“, „Essbare Wildkräuter“, „Kraft der Bäume“, „Klimakrise und Klimabildung – Wie Schulen auf den Klimawandel reagieren können“, „La planète entre nos mains – Éducation au développement durable (EDD), Objectifs de développement durable (ODD)“, „Nachhaltigkeit und Umweltbildung mal anders: Digitale Methoden, Spiele, Simulationen und Beispiele“, „De Bësch am Fréijoer“.

Horaire de la ligne RGTR 134 | Question 7654 (23/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Awunner vu Bierden an Ëmgéigend hunn zënter Méint Problemer mat de Verbindung Bus-Zuch-Bus fir an d'Stad. Et gouf den Awunner aus der Regioun Eschduerf-Heischent-Buerschent-Bierden an Aussicht gestallt, datt sech bei de Changementer am Bus- an Zuchplang vun Dezember eppes géif änneren.

All Dag fiert de Bus vun der Linn 134 Richtung Eschduerf de betraffene Leit, besonnesch de Schülerinnen a Schüler, déi aus der Stad kommen, zu Ettelbréck op der Gare virun der Nues ewech, well d'Zäit, fir vum Zuch op de Bus ëmzeklammen, einfach ze kuerz ass. Dat selwecht géllt och ëmgedréit – de Problem besteet natierlech zu all Stonn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Firwat ass et am Dezember net zu deenen Upassungen am Zäitplang komm, déi vu ville Säite gefrot a matgedeelt goufen an zu enger spierbarer Verbesserung fir déi betraffe Leit gefouert hätten?

2. Ass den Här Minister bereet, fir sou séier wéi méiglech op den zoustännege Plazen ze intervenéieren fir deen dote Mëssel, deen zu vill Onmutt féiert, aus der Welt ze schafen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Horaires tëschent der Zuchstreck Lëtzebuerg-Ettelbréck an der RGTR-Linn 134 Richtung Eschduerf sinn elo esou ofgestëmmt, datt den Usager eng Iwwergangszäit vu +-10 Minuten huet, fir vum Zuch op de Bus ëmzeklammen. Sollt den Zuch aus der Stad Verspéidung hunn, kann de Bus vun der Linn 134bis zu 10 Minuten um Quai waarden. No deenen 10 Minuten muss de Bus seng Faart awer fueren.

Richtung Stad ass den Iwwergang tëschent Bus an Zuch och mat enger rasonabler Iwwergangszäit ageplangt, esou datt deen Uschloss och an déi Richtung misst klappen.

Duerch verschidden Ëmstänn (Accident, Stau, Pannen asw.) wäerte weiderhi Korrespondenzen tëschent de verschiddene Linnen net kënnen assuréiert ginn.

ad 2. Reegelméisseg gétt en Austausch tëschent de verschiddenen Operateure gemaach, fir esou Virfall op e Minimum ze reduzéieren. Permanent ginn Iwwerwaachungs- a Kontrollaarbechten an de verschiddene Leetstellen duerchgefouert, fir kënnen d'Korrespondenzen op de Reseauen ze assuréieren.

Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024 | Question 7655 (23/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Nodeems d'EU-Parlament de 15. Februar an enger Resolutioun d'Politick vum IOC vis-à-vis vun enger eventueller Participatioun vu russeschen a wäissrusseschen Athleeten un den Olympesche Spiller condemnéiert huet, hunn de Méinde 34 Natiounen, dorënner Däitschland, Frankräich, d'USA a Groussbritannien den Drock op den IOC weider erhéicht an eng Erklärung vum IOC gefuedert, wat „d'Russland-Fro“ an „d'Neutralitéit vun de russeschen a wäissrusseschen Athleete“ genau bedeit, bzw. wat dorënner ze verstoen ass.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Fro un den Här Minister fir Sport stellen:

– Gedenkt d'Regierung, sech der Erklärung vun de 34 Natiounen, déi vun der brittescher Regierung verëffentlecht gouf, unzeschléissen?

Réponse (22/03/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

Lëtzebuerg huet sech der gemeinsamer Erklärung vun kollektive Grupp vun Natiounen ugeschloss, deen um Freideg, den 10. Februar 2023 zesumme komm ass. Dës Erklärung ass vu Sportministere aus 35 verschiddene Länner ënnerschriwwen ginn.

Wann de Sport an d'Politick a Russland an a Belarus enk matenee verflecht sinn, ass ee besuert doriwier, fir russesch a belarussesch olympesch Athleeten als „Neutraler“ bei Competitiounen deelhuelen ze loosser – dëst ass jo d'Bedingung vum IOC, datt dës Sportler sech net mat hirem Land identifzéieren dierfen. Dëst ass natierlech schwéier ëmsetzbar, well se finanziell vun hirem Staat ënnerstëtzt ginn. Da ginn awer och déi enk Ver-

bindungen tëschen russeschen Athleeten an dem russesche Militär zerguttst Ulass, sech Suergen ze maachen. Dem kollektive Grupp ass et also zu kengem Moment ëm eng Diskriminéierung eleng opgrond vun der Nationalitéit gaangen. Mee soulaang dës grondleeënd Fro souwéi och keng Kloeerheet do sinn zu engem ëmsetzbaren „Neutralitéits“-Modell, besteet kee Versteedemech, fir russesch a belarussesch Athleeten u Wettkämpf zouzeloossen. Déi 35 Länner fuerderen duerfir den IOC op, fir säi Virschlag ze iwwerdenken. Eng weider Feststellung ass, datt Russland a Belarus et selwer an der Hand hu fir ee vollstännege Retour vun hiren Athleeten an déi international Sportgemeinschaft, dëst andeems si deem vun hinnen ugefaangene Krich schnellstent een Enn setzen.

Directive concernant des nouvelles techniques génétiques | Question 7657 (23/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Cour européenne de justice vient de rendre un arrêt précisant que les organismes obtenus par mutagenèse aléatoire in vitro sont exclus du champ d'application de la directive 2001/2018 encadrant l'usage des OGM (affaire C-688/21). Ces nouvelles techniques permettent de modifier le génome d'une plante de façon ciblée.

D'autre part, la Commission de l'Union européenne est en train de préparer une nouvelle directive concernant ces nouvelles techniques génétiques.

Entre-temps, 50 ONG issues de 17 pays européens et appuyées par 420.000 signataires ont exigé de la Commission européenne de réglementer la nouvelle génération des OGM de la même manière que la première.

1) Étant donné leur attitude traditionnellement restrictive vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés, j'aimerais savoir des membres du Gouvernement quelle est leur position face aux projets de la Commission de l'UE et suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE.

2) Quelles seront, le cas échéant, les conséquences de ce jugement et des nouvelles initiatives européennes pour le Luxembourg ?

Réponse (22/03/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à l'arrêt de la Cour européenne de justice précisant que les organismes obtenus par mutagenèse aléatoire in vitro sont exclus du champ d'application de la directive 2001/2018 encadrant l'usage des OGM (affaire C-688/21). Ces nouvelles techniques permettent de modifier le génome d'une plante de façon ciblée. D'autre part, l'honorable Député évoque le fait que la Commission de l'Union européenne est en train de préparer une nouvelle directive concernant ces nouvelles techniques génétiques.

L'honorable Député demande, étant donné leur attitude traditionnellement restrictive vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés, quelle est la position des membres du Gouvernement face aux projets de la Commission de l'UE et suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE.

La Cour de justice de l'Union européenne vient de rendre début février 2023 un arrêt (C-688/21) concernant la mutagenèse aléatoire qui conclut que les organismes obtenus par l'application in vitro d'une technique de mutagenèse aléatoire qui a été traditionnellement utilisée pour diverses applications in vivo et dont

la sécurité est avérée depuis longtemps au regard de ces applications, sont exclus du champ d'application de la directive 2001/18/CE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.

La mutagenèse est le processus d'apparition d'une mutation génétique. Une mutation est définie comme un changement soudain et héréditaire du matériel génétique ne résultant pas d'une recombinaison ou d'une ségrégation. Elle peut être naturelle ou artificielle, aléatoire ou dirigée.

Depuis 1930, l'agronomie applique en sélection végétale la mutagenèse aléatoire pour créer de nouvelles variétés. Les graines/plants sont alors exposées à des agents mutagènes physiques (radiation) et/ou chimiques. Ces techniques ne ciblent pas de gènes spécifiques mais peuvent modifier le génome d'un organisme aléatoirement. De cette façon, plusieurs milliers de mutations sont générées aléatoirement et réparties sur l'ensemble du génome des plantes. Actuellement plus que 3.400 variétés de plantes cultivées ont été obtenues par mutation aléatoire⁶. Ces dernières (fruits, légumes, céréales) sont consommées quotidiennement et ne sont pas soumises aux directives européennes concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage des OGM.

L'arrêt C-688/21 confirme donc que ces techniques de mutagenèse aléatoire traditionnellement utilisées garantissent le même niveau de sécurité qu'elles soient utilisées *in vitro* ou *in vivo*.

Par contre, un autre arrêt de la Cour européenne de justice (C-528/16), datant de 2016, a conclu que la mutagenèse dirigée est à considérer comme modification génétique et est soumise aux mêmes obligations concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage que les OGM conventionnels dans l'UE.

La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations ciblées moyennant un ensemble de techniques permettant d'insérer, remplacer, inhiber ou retirer un ou plusieurs morceaux d'ADN d'un génome, de façon précise et volontaire. Elle réduit le risque de mutations parallèles non désirées. La plus connue de ces techniques d'édition du génome est le CRISPR, encore appelé « ciseaux génétiques ».

Contrairement aux OGM classiques, obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Même en effectuant un séquençage complet de l'ADN de l'organisme modifié, il est impossible de déterminer si la modification est d'origine aléatoire ou dirigée. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle et de façon dirigée par des techniques de modification génétique. Ceci cause donc un souci majeur aux autorités compétentes des États membres de l'Union européenne et des laboratoires de référence, car ils ne disposent d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes. Voilà pourquoi la Commission européenne envisage une modification du cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

En ce qui concerne la proposition relative à la problématique de la mutagenèse dirigée suite à l'arrêt C-528/16, la consultation des parties prenantes par la Commission européenne n'est pas finalisée. Le Gouvernement a fourni à la Commission européenne les données scientifiques à sa disposition lors de l'étude

d'impact. Une proposition législative est attendue pour juin 2023. Dans son évaluation de la proposition législative, le Gouvernement s'assurera de veiller au principe de précaution quant à l'utilisation d'organismes issus de la mutagenèse dirigée. À l'instar, le Gouvernement garde une position critique quant à ces techniques novatrices vu l'incertitude des séquelles à long terme sur la biodiversité et l'environnement naturel.

ad 2) L'arrêt C-688/21 concernant la mutagenèse aléatoire n'a pas d'impact sur les pratiques agricoles au Luxembourg et ne modifie pas la position du Gouvernement à ce sujet.

Les produits issus de la mutagenèse dirigée sont soumis au Luxembourg aux critères établis par la réglementation européenne comme l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (C-528/16) le prévoit.

.....

Fonctionnement des commissions des loyers intercommunales | Question 7658 (23/02/2023) de Mme Nathalie Oberweis | Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1892 du 18 février 2019 Madame la Ministre des Affaires intérieures et Monsieur le Ministre du Logement ont indiqué que seulement 5 des 12 commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants ont pu être constituées dans les délais prévus par la loi, faute de proposition de candidats en nombre suffisant par les communes concernées.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

- 1) Les douze commissions des loyers prévues par la loi ont-elles entre-temps pu être constituées ? Dans l'affirmative, continuent-elles de fonctionner et sont-elles en mesure de se réunir pour traiter les affaires qui leur sont adressées ?
- 2) Combien de fois les différentes commissions des loyers intercommunales se sont-elles réunies depuis leur constitution suite aux élections communales de 2017 ?
- 3) Combien de demandes de règlement de litige ont pu être traitées par les commissions des loyers intercommunales depuis 2017 ?
- 4) Combien de fois le requérant a-t-il directement saisi le juge de paix pour les cas où la commission des loyers compétente n'a pas pu siéger respectivement n'a pas pu donner suite à la requête dans un délai de trois mois ?

Réponse (29/03/2023) de M. Henri Kox, Ministre du Logement | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1) Suite aux élections du 6 mars 2018 pour la désignation des assesseurs effectifs et suppléants des commissions des loyers et aux élections complémentaires du 7 août 2020, organisées par le Ministère de l'Intérieur conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, 9 des 12 commissions des loyers intercommunales ont eu suffisamment de membres élus afin de pouvoir siéger. Or, les communes des cantons de Wiltz et de Vianden n'avaient pas proposé de candidats pour les 2 postes d'assesseurs nécessaires pour le fonctionnement de leur commission des loyers.

Suite au décès de l'assesseur locataire fin 2021 et à défaut d'assesseur locataire suppléant proposé, la commission des loyers du canton de Clervaux ne peut

pas siéger pour le moment. Par conséquent, à l'heure actuelle, 8 des 12 commissions des loyers intercommunales sont composées de façon à pouvoir siéger.

ad 2) Depuis les dernières élections communales du 8 octobre 2017, il y a eu 14 réunions de 7 commissions des loyers intercommunales (1x Capellen, 1x Echternach, 2x Esch-sur-Alzette, 2x Grevenmacher, 4x Mersch, 1x Redange, 3x Remich).

ad 3) Depuis les dernières élections communales du 8 octobre 2017, 20 sur un total de 27 affaires transmises via les collèges des bourgmestre et échevins concernés ont pu être traitées par les commissions des loyers intercommunales territorialement compétentes.

7 affaires (dont 6 concernaient la période avant les élections complémentaires du 7 août 2020) n'ont pas pu être traitées en raison de la vacance d'un poste d'assesseur de la commission des loyers. Depuis les élections complémentaires du 7 août 2020, uniquement 1 affaire sur un total de 14 n'a pas pu être traitée en raison de la vacance d'un poste d'assesseur dont le titulaire est décédé juste avant le traitement de l'affaire.

ad 4) Sans disposer de statistiques spécifiques concernant cette problématique, les justices de paix ont retracé les données suivantes.

En ce qui concerne la Justice de paix de Luxembourg, un justiciable a directement saisi un juge de paix de Luxembourg à la fin de l'année 2019 dans un cas où la commission des loyers compétente n'a pas pu siéger.

La Justice de paix de Diekirch n'a eu à connaître que d'une seule affaire où la demande en fixation du loyer a été directement portée devant le juge de paix. Cette affaire, introduite par requête déposée le 8 novembre 2017, a donné lieu à un jugement rendu le 3 mai 2018.

Devant la Justice de paix d'Esch-sur-Alzette, aucune demande n'a été introduite dans le cadre de laquelle la commission des loyers compétente n'a pas pu siéger ou n'a pas pu donner suite à la requête dans un délai de trois mois.

.....

Livraisons d'armes à l'Ukraine | Question 7660 (23/02/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, le Gouvernement s'efforce à faire parvenir une aide militaire aux forces armées ukrainiennes, principalement sous forme de livraisons de matériel militaire. À cet effet, deux personnes ont été chargées au sein du Ministère de la Défense d'acquérir du matériel militaire sur le marché international.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

- 1) Quelle est la valeur totale des livraisons de matériel militaire que le Luxembourg a fait parvenir à l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe en février 2022 ? Pouvez-vous me donner une liste exhaustive de ce matériel ?
- 2) Quel est le budget réservé pour l'année 2023 à l'achat de matériel militaire au profit de l'Ukraine ?
- 3) Quels principes ou directives encadrent l'achat de matériel militaire au profit de l'Ukraine, concernant notamment le choix du matériel et le choix des fournisseurs ?
- 4) Quel est le montant total d'aide humanitaire, d'aide civile ou d'aide budgétaire accordé à l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe en février 2022 ?

⁶ Mutant Variety Database: <https://nucleus.iaea.org/sites/mvd/Site-Pages/Home.aspx>

5) Pourquoi le Gouvernement a-t-il fait le choix de faire parvenir l'aide militaire à l'Ukraine essentiellement sous forme de livraisons de matériel plutôt que sous la forme d'aides financières directes ?

Réponse (23/03/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense | **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) La valeur totale des livraisons luxembourgeoises de matériel militaire entre février 2022 et le 17 mars 2023 est de 74,4 millions d'euros. La liste des matériels livrés se trouve ci-après. Des commandes supplémentaires pour une valeur approximative de 25 millions d'euros sont en cours.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Après une analyse du budget de la défense 2023 et une réévaluation des priorités au sein des projets en cours, la Direction de la défense a identifié 71 millions d'euros qui peuvent être libérés pour l'acquisition d'équipement militaire au profit de l'Ukraine.

ad 3) La Direction de la défense ne procure que des équipements et matériels dont le besoin a été exprimé et confirmé par les autorités ukrainiennes.

La Direction de la défense se concentre sur l'acquisition d'équipements militaires disponibles à court terme.

La livraison de matériel militaire à l'Ukraine est directement coordonnée avec les autorités ukrainiennes et nos alliés au sein du International Donor Coordination Center (IDCC). Les mécanismes d'échanges en place assurent en permanence que les équipements achetés correspondent à des besoins opérationnels des forces ukrainiennes.

La Direction de la défense a recours aux fournisseurs habituels de l'Armée luxembourgeoise et à des fournisseurs travaillant de manière régulière avec des armées alliées au sein de l'OTAN et de l'UE.

ad 4) Depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, la coopération luxembourgeoise a apporté des contributions financières à ses partenaires humanitaires en Ukraine pour une valeur d'environ 8,25 millions d'euros. Il s'agit des contributions fournies dans le cadre des partenariats avec les agences onusiennes, le CICR et la FICR, ainsi que des contributions à des ONG humanitaires.

S'y ajoute un soutien en nature, notamment la mise à disposition de matériel de communication et la fourniture de services de connectivité de la part de la coopération luxembourgeoise, ainsi que des dons de matériel médical de la part du Ministère de la Santé et de matériel de lutte contre les incendies de la part du CGDIS pour une valeur approximative de 4 millions d'euros. La liste de l'aide humanitaire fournie se trouve ci-dessous.

En date du 1^{er} mars 2023 ont été affectées/dépensées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Outre les contributions figurant dans le tableau ci-dessus, le Luxembourg a également fait don, dans le contexte de l'initiative EU Solidarity Lanes, de 8 autobus fournis par l'entreprise Voyages Emile Weber à l'Ukraine, grâce à l'appui logistique fourni par la Commission européenne dans le cadre du Mécanisme européen de protection civile.

En réponse à une demande d'assistance d'Europol visant à fournir des équipements tactiques d'hiver aux unités mobiles de la Police nationale ukrainienne travaillant sur le terrain, la Police grand-ducale a remis, pour une valeur non quantifiable, 409 gants d'intervention, 106 vestes Gore-Tex camouflées, 178

pantalons Gore-Tex camouflés, 10 vestes d'hiver, 8 guêtres, 5 tentes, 15 sacs de couchage, 6 tapis de sol et 5 sacs à dos à la Police nationale ukrainienne.

Finalement, l'Université du Luxembourg a décidé d'exempter les candidats et les étudiants en provenance d'Ukraine des frais de candidature, voire des frais d'inscription.

La coopération luxembourgeoise continue de suivre la situation humanitaire en Ukraine et de renforcer l'aide humanitaire en fonction des besoins sur le terrain dans le cadre d'une approche coordonnée avec les acteurs clés.

ad 5) Il était impératif après le début de la nouvelle agression russe contre l'Ukraine de lui faire parvenir aussi rapidement que possible du matériel. Le Gouvernement ukrainien a ensuite fait des appels pour lui livrer du matériel et a régulièrement transmis des listes avec du matériel dont les forces armées ukrainiennes avaient besoin. La Direction de la défense s'est alignée sur les demandes ukrainiennes en essayant d'acquiescer le matériel demandé, dans les limites du budget de la défense.

Simplification administrative | Question **7661** (23/02/2023) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis plusieurs années, le Gouvernement luxembourgeois a fait de la simplification administrative une priorité, à laquelle est dédié un chapitre entier de l'accord de coalition de 2018.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Réforme administrative :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés dans le cadre de l'accord de coalition en matière de simplification administrative ?

– Quelles sont les retombées de ces réalisations en matière de gain d'efficacité ou facilité d'utilisation ?

– Quels sont les projets à venir prochainement ?

Réponse (24/03/2023) de **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à la Réforme administrative

S'appuyant sur les avancées technologiques et sur la participation citoyenne, le Ministère de la Digitalisation a inscrit ses efforts de réforme et de simplification administratives dans la continuité de l'engagement gouvernemental pour offrir un cadre simple et prévisible aux citoyens et aux entreprises dans leurs relations avec l'État. Le Ministère de la Digitalisation a ainsi lancé toute une série de projets.

Le ministère a lancé le Portail national des enquêtes publiques (www.enquetes-publiques.lu) qui permet aux citoyens de s'informer au sujet des enquêtes publiques en cours, des avis officiels y relatifs ou bien un guide explicatif des procédures administratives. Mais au-delà de cet aspect purement informationnel, le portail est surtout une porte d'entrée numérique alternative pour les citoyens qui désirent déposer leurs contributions directement par voie électronique, sans devoir se déplacer en mairie. Les contraintes de déplacement et d'heures d'ouverture sont ainsi abolies.

Cette simplification administrative pour les citoyens est accompagnée d'une simplification substantielle pour les services publics qui sont les gestionnaires de ces enquêtes publiques.

Le ministère propose également aux citoyens une plateforme dédiée à la simplification administrative participative « Zesumme Vereinfachen » (www.zesumme-vereinfachen.lu). Par cette plateforme, d'un côté,

les citoyens sont appelés à proposer des idées spontanées de simplification de la bureaucratie administrative et, de l'autre côté, les services publics peuvent proposer des projets de toute sorte et faire appel aux contributions des citoyens pour les évaluer, les amender et les faire évoluer selon les besoins et les attentes des utilisateurs.

Concrètement, la plateforme permet à ses utilisateurs notamment de contribuer activement en soumettant des contributions ou propositions autour des sujets liés à la simplification administrative et de s'informer de la suite donnée aux projets. Ils peuvent également voter et commenter les suggestions des autres utilisateurs, participer à des enquêtes et des sondages et même participer à des ateliers cocreatifs virtuels ou en présentiel.

Fin 2022, la plateforme comptait plus de 2.000 utilisateurs. Depuis son lancement, huit projets ont été implémentés, dont un projet récurrent permettant de recueillir des retours et suggestions de la part des utilisateurs en relation avec le portail MyGuichet.lu.

Le but du Ministère de la Digitalisation est également de créer une communauté de simplification administrative au sein de l'État. Ainsi, un premier « Simplify Day » a été organisé. Cette première journée dédiée à la simplification administrative portait le titre « La simplification administrative : initiatives, outils et mieux légiférer ».

L'événement avait pour objectif de permettre aux agents de l'État de découvrir et de comprendre les différents aspects de la simplification administrative.

En outre, le Simplify Day a permis de donner un aperçu des nouvelles méthodes de conception de l'administration publique et des finalités qu'elle poursuit (amélioration de la qualité de service, accompagnement du changement, développement de l'administration numérique, ...). Enfin, le Simplify Day proposait aux participants de contribuer à l'élaboration de nouveaux services publics, de réfléchir à des améliorations et d'appréhender les enjeux de simplification administrative dans le cadre de la transformation de l'administration.

Cette journée est vouée à se répéter chaque année en séance plénière, mais sera poursuivie en petits groupes d'agents étatiques intéressés par des mesures de simplification administrative. Ces groupes seront appelés à se réunir à une plus grande fréquence afin de faire avancer les réflexions autour de la thématique du changement et de la simplification.

Les résultats de ces réflexions et des contributions via la plateforme « Zesumme Vereinfachen » viendront alimenter le développement continu de la plateforme sécurisée MyGuichet.lu. Au fil des années, celle-ci a été enrichie de nouvelles fonctionnalités facilitant la vie aux citoyens et aux entreprises. Qu'il s'agisse de modules numériques pour la prise de rendez-vous auprès d'administrations ou bien de l'application mobile Gouv-Check permettant de vérifier l'authenticité et la validité de documents officiels, pour ne citer que ceux-là, MyGuichet.lu a fortement développé ses services aux citoyens et aux entreprises.

Ces développements permettent aujourd'hui notamment l'accomplissement de démarches administratives digitales de bout en bout telles que la demande d'un permis de pêche ou bien d'un casier judiciaire auprès des autorités compétentes. Ceux qui font le choix de passer par la voie numérique, n'ont plus à bouger de chez eux pour faire la demande ou bien payer des frais éventuels. Ils reçoivent ensuite ledit document dans leur espace privé et sécurisé sur MyGuichet.lu.

Il en va de même pour les étudiants qui font une demande d'aide financière via MyGuichet.lu. Grâce à l'intégration de la technologie Blockchain, la communi-

tion entre acteurs publics et privés (ici les banques) est facilitée et chaque partie a accès à la même information actualisée, sûre et sécurisée. Ce projet est une illustration parfaite de la manière dont une nouvelle technologie peut être mise au profit des citoyens.

C'est dans cette optique que le Ministère de la Digitalisation encourage la digitalisation et l'innovation au sein du secteur public en promouvant des technologies telles que la blockchain, l'intelligence artificielle, et toute autre technologie pouvant répondre à ces critères.

L'objectif est d'inciter les administrations à faire usage de ces technologies innovantes pour développer de nouvelles méthodes et analyses aux problématiques existantes, d'augmenter l'efficacité du traitement des données et, ainsi, améliorer leurs services et leurs procédures des appels à projets pour l'intelligence artificielle.

L'initiative AI4Gov est née de cette volonté. Depuis 2019, le comité AI4Gov lance des appels à projets annuels à l'attention du secteur public. Si le projet proposé est sélectionné, l'administration profite d'un accompagnement technique avec comme objectif d'aboutir à un prototype fonctionnel exploitable par les agents de l'administration ou le grand public.

En 2021, une grande avancée pour les services numériques en ligne a été le lancement de l'application mobile MyGuichet.lu. Cette application propose aux citoyens d'accéder à leur espace privé dans MyGuichet.lu en utilisant leur smartphone ou leur tablette. Dans une société où sont de plus en plus nombreux ceux qui disposent d'un smartphone, ce nouveau moyen d'accès à MyGuichet.lu est une concrétisation majeure de l'engagement énoncé dans la Gouvernance électronique 2021-2025 d'offrir aux citoyens une accessibilité « cross-média » des services publics numériques. Il s'agit d'un pas essentiel vers une modernisation des services publics numériques.

L'application permet, par exemple, d'ajouter des documents à une démarche administrative en cours en les photographiant simplement avec son smartphone. La photo est alors transformée automatiquement en format PDF et intégrée instantanément à la démarche en cours, sans devoir utiliser, par exemple, un scanner, et sans étapes intermédiaires compliquées pour l'utilisateur. Les démarches administratives possibles en passant par l'application présentent l'avantage du pré-remplissage de données qui augmente de façon conséquente la rapidité d'exécution d'une demande de la part d'un utilisateur. Il lui est également aisé de consulter le statut de toutes ses démarches en cours sur son smartphone ou sa tablette.

Au fil du temps, le nombre de démarches possibles sur MyGuichet.lu croît inexorablement. Le CTIE assiste les ministères et les administrations dans cette transition numérique. La récente dématérialisation de la déclaration d'impôt, projet réalisé en partenariat avec l'Administration des contributions directes (ACD), est un exemple de la transformation digitale de l'État luxembourgeois et des avantages qui peuvent en découler pour les citoyens.

Ainsi, depuis février 2022, un assistant électronique MyGuichet.lu guide le citoyen à travers les différentes étapes de sa déclaration. Les avantages de cet assistant par rapport au traditionnel formulaire PDF, sont multiples.

– Il s'adapte à la situation du citoyen : les questions sont posées en fonction des réponses données aux questions précédentes.

– Il affiche des info-bulles donnant des renseignements supplémentaires à différents endroits.

– Les informations renseignées dans certains champs sont reportées automatiquement.

– Il propose une liste claire des pièces justificatives à la fin de la démarche en fonction des informations renseignées.

Enfin, les systèmes « back-office » des autorités compétentes ont été adaptés afin de permettre la transmission automatique des déclarations d'impôts ainsi que leur traitement numérisé et automatisé. Grâce à ces développements, le traitement des déclarations a pu être accéléré de manière considérable.

Un autre projet phare de la digitalisation des relations de l'administration publique avec ses administrés a pu être déployé en 2021 : la digitalisation et la mise à disposition électronique des fiches de retenue d'impôt via MyGuichet.lu. Les fiches sont mises à disposition des employeurs sous format PDF et sous format XML. La mise à disposition électronique de ces fiches de retenue d'impôt ainsi que des autres courriers de l'Administration des contributions directes (certains bulletins de l'impôt, bulletins de fixation des avances trimestrielles, décomptes à la suite des bulletins d'impôts) est une facilitation immense dans les relations entre l'ACD et les citoyens.

Les actions de simplification administrative du Ministère de la Digitalisation se sont également matérialisées dans le domaine législatif. Il a notamment proposé un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés le 7 juillet 2021, relatif à l'identification des personnes physiques. Par cette loi, le Luxembourg appliquait en droit luxembourgeois le règlement 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

La modification majeure de cette loi en termes de simplification administrative concerne le fait que les informations concernant la résidence habituelle du détenteur de la carte ne font dorénavant plus partie des données de la carte d'identité. Ainsi, le détenteur de la carte ne doit plus faire une nouvelle demande de carte à chaque changement d'adresse. Au total, 24 % des demandes pour une nouvelle carte d'identité étaient faites pour cette raison. Il résulte donc de cette modification une réduction considérable du nombre de démarches administratives, ce qui simplifie la vie des citoyens, mais également celle des administrations communales.

Le ministère a également déposé le 27 octobre 2022 le projet de loi n° 8089 relatif à la signature électronique des actes en matière administrative et portant modification de la loi du 25 juillet 2015 relative à l'archivage électronique. Ce texte introduit la possibilité d'apposer une signature électronique ou un cachet électronique sur les actes en matière administrative et en fixe les conditions nécessaires. L'objectif est de faciliter et d'accélérer la transmission des actes en matière administrative, tant entre le Gouvernement et les différentes administrations et services de l'État, qu'entre les services étatiques et les administrés.

Le ministère entend également mêler législation et nouvelles technologies dans un projet en cours auprès du GovTech Lab, accélérateur de l'innovation au sein de l'État. En effet, au travers de l'appel à solutions du GovTech Lab intitulé « Simplify Legi », le ministère a pour but de développer une solution technologique d'intelligence artificielle permettant l'identification de démarches administratives ainsi que leur complexité dans des textes législatifs. Une telle solution permettra aux entités instigatrices de nouveaux textes législatifs d'effectuer une analyse des cadres réglementaires

existants et d'ainsi éviter toute forme d'incohérence et de doublons éventuels. Ce travail d'analyse s'en verra simplifié et accéléré.

Les projets du GovTech Lab dans leur globalité comportent tous des aspects de simplification administrative au sens large. L'appel à solutions « Virtual Meeting Room » pour créer une solution de visioconférence sécurisée implantée directement dans les espaces privés de MyGuichet.lu, le « Mandat numérique » pour permettre à des proches de réaliser des démarches administratives en lieu et place d'un citoyen moins aguerri d'un point de vue digital en sont deux exemples de projets actuellement en cours dont le potentiel au niveau de la simplification administrative, mais également de l'inclusion numérique, est manifeste.

Le Ministère de la Digitalisation a également sous sa responsabilité la promotion du cadre national d'interopérabilité (NIF). Le Conseil de Gouvernement a adopté le 1^{er} mars 2019 le NIF qui est destiné à permettre aux organismes du secteur public du Grand-Duché de Luxembourg qui tombent sous son champ d'application, d'atteindre un plus haut niveau d'interopérabilité.

Dans le cadre du NIF, plusieurs actions ont été intégrées au sein du catalogue des produits qui servent à la simplification administrative. Parmi celles-ci, on peut citer l'eIDAS Node.

L'eIDAS Node du Luxembourg est un service central mis en place par le CTIE qui permet aux utilisateurs d'eID étrangères, notifiées dans le cadre du règlement UE n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, de s'authentifier dans le cadre des démarches administratives et des services en ligne proposés au Luxembourg et notamment sur MyGuichet.lu. Ceci est une simplification administrative dite « cross-border ».

Pour finir, la Cellule de facilitation urbanisme et environnement (CFUE) du Ministère de la Digitalisation joue également un rôle important dans le cadre de la simplification administrative.

La CFUE facilite en effet des processus de planification urbaine pour le compte de promoteurs publics. Elle poursuit son objectif de faciliter les échanges administratifs en rapport avec les procédures d'autorisation instituées au niveau de l'État par les principales lois et règlements dans les domaines de l'urbanisme, de l'énergie, de l'aménagement du territoire, du logement et de l'environnement.

Les activités de la CFUE ont trait au suivi, à la coordination et à la facilitation des processus de planification à l'initiative de maîtres d'ouvrage œuvrant en tant que promoteur public. Celles-ci se sont traduites notamment par la gestion et l'encadrement de cellules de travail dédiées au suivi des processus de planification, par l'organisation de comités de coordination relatifs à la conduite de projets d'aménagement sur des sites désignés par le plan directeur sectoriel « Logement », ou encore à travers la coordination de comités de pilotage englobant tous les ministères et administrations concernés.

L'honorable Député m'a interrogé dans le contexte des priorités fixées dans l'accord de coalition de 2018. Cependant, il convient de mettre en avant que la crise sanitaire due au Covid-19 n'était pas prévisible et a sollicité des initiatives et investissements particuliers. Les agents du ministère et du CTIE ont redoublé d'efforts pour fournir et simplifier au maximum les démarches essentielles pour les citoyens à ce moment très difficile.

Je citerais à titre d'exemple la mise en ligne en plusieurs langues dès le début de la crise des informa-

tions à destination des citoyens et entreprises concernant les différentes mesures d'aides mises en œuvre par les ministères (chômage partiel, aides financières d'urgence, etc.).

Nous avons également fourni les documents et formulaires en ligne en relation avec le dépistage du Covid-19 ainsi que de la stratégie de vaccination (demandes de rendez-vous, invitations, etc.). Il s'agit d'éléments qui se sont avérés fondamentaux dans cette période de crise.

Je citerais également l'application mobile CovidCheck.lu disponible dès le premier jour de l'entrée en vigueur des certificats Covid numériques de l'Union européenne. Le Luxembourg était prêt alors que nombre d'autres pays ont encore mis des semaines avant de présenter une application semblable. CovidCheck.lu, qui permet de vérifier l'authenticité et la validité des certificats Covid suivant les règles en place au Luxembourg, a ensuite évolué à plusieurs reprises pour permettre aux utilisateurs de vérifier si leur certificat était également valable dans certains autres pays qui avaient également publié leurs propres règles.

En quelques mois, cette application a connu plusieurs développements, souvent en un temps record. Nos concitoyens ont toujours pu compter sur une application qui était à jour et qui a permis de retrouver un semblant de normalité dans une période très difficile.

Les projets énumérés dans ce document ne sont qu'un mince échantillon de tout ce qui a été entrepris depuis 2019 dans le contexte de la simplification administrative. L'énumération de tous les projets du ministère et du CTIE liés de près ou de loin à ce sujet sont présentés chaque année dans le rapport d'activité publié sur le site du Gouvernement et mis à la disposition des honorables Députés.

Taux de suivi selon le type de cancer | Question 7662 (23/02/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Grâce à une meilleure détection précoce et à l'évolution positive des traitements, les taux de rémission au cancer ainsi que les taux de survie à cette maladie sont en nette progression.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé comment les taux de survie selon les différents types de cancers ont évolué au Luxembourg.

2) Quels sont les projets phares visant l'excellence de la prise en charge des cancers au Luxembourg ?

3) Dans quelle mesure la détection précoce et la prise en charge des cancers ont souffert pendant la crise du Covid-19 ?

4) Quelles sont les mesures qui ont été entamées pour combler d'éventuels retards dans la prise en charge ?

Réponse (24/03/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Au Luxembourg, il revient au Registre national du cancer (RNC) de collecter les informations permettant de produire les données relatives aux taux de survie. Cependant, ces données font à ce jour défaut parce que le RNC ne dispose pas encore du recul nécessaire afin d'établir les taux en question. En général, le calcul des survies se fait à 1 an, 3 ans et 5 ans après le diagnostic.

Le RNC prévoit cependant de publier prochainement les taux de survie pour les cancers du sein. Les taux de survie pour d'autres types de cancers suivront par la suite.

ad 2) Le second Plan national cancer (PNC2), lancé en décembre 2020, prévoit plusieurs projets d'envergure

visant notamment l'excellence de la prise en charge des cancers au Luxembourg :

– Colive Cancer : il s'agit d'une étude nationale sur la perception du parcours de santé pour un cancer au Luxembourg où les patients sont interrogés sur leur prise en charge et où une évaluation est faite par la suite. Selon le PNC2, cette étude sera renouvelée tous les 4 ans et servira d'outil d'évaluation de la performance.

– Le Dossier oncologique partagé : il s'agit d'un projet destiné aux professionnels de santé, principalement au sein des établissements hospitaliers. L'objectif consiste à améliorer la continuité et la sécurité des soins dans le cadre du parcours de soins des patients atteints d'un cancer.

– Le Centre national de recherche translationnelle sur le cancer (NCTCR) et la Collection nationale cancer (NCC) : la mise en place du NCTCR a pour objectif de promouvoir la recherche translationnelle sur le cancer dans le but d'avoir un impact direct pour les patients et la société en général. Le NCTCR fera le lien entre la recherche fondamentale et la recherche clinique jusqu'au lit du patient. La constitution d'une banque d'échantillons biologiques et de données cliniques destinée à la recherche sur le cancer (NCC) est un élément essentiel pour l'ensemble des acteurs.

– L'implémentation d'un circuit performant de diagnostic génétique : le PNC2 prévoit de soutenir les moyens à mettre en œuvre pour la mise en place de la génétique moléculaire, en particulier les diagnostics et la prise en charge des cancers génétiques.

– Le développement de la prise en charge oncopédiatrique et oncogériatrique : l'évaluation et le renforcement de la filière oncopédiatrique sont mis en avant par le PNC2. En parallèle, le PNC2 prévoit de structurer un projet autour de la prise en charge spécifique des patients âgés atteints d'un cancer.

Dans ce contexte, il s'agit également de mettre en avant les actions de l'Institut national du cancer (INC) :

– Le développement et la standardisation des bonnes pratiques de dépistage et de traitement se poursuivent à travers l'élaboration et la mise à jour régulière des référentiels et des parcours nationaux proposés par l'INC. En 2022, l'INC a poursuivi et finalisé ses travaux sur deux référentiels (cancer colorectal et cancer du poumon). De plus, l'INC a entamé les travaux de révision de deux référentiels (cancer du sein et cancer de la prostate).

– La labellisation des services de cancérologie des établissements hospitaliers contribue à la standardisation des normes de qualité et à l'amélioration continue de la qualité des soins à l'attention des patients atteints d'un cancer au Luxembourg. Il existe actuellement deux centres d'oncologie labellisés au Luxembourg, à savoir pour les cancers du sein et de la prostate. La labellisation des centres pour d'autres pathologies par les hôpitaux est en cours de discussion. En 2022, l'INC a poursuivi les travaux sur l'adaptation des critères de labellisation au niveau national en élaborant des tableaux d'équivalence des professions médicales et paramédicales.

– Afin d'assurer la meilleure prise en charge possible des patients atteints d'un cancer, des réunions de concertation pluridisciplinaire (RCP) hospitalières pour les cancers fréquents sont organisées dans les hôpitaux. Pour les cancers rares ainsi que pour les situations dites complexes, des RCP nationales avec la participation d'experts internationaux sont organisées par l'INC.

– En 2022, l'INC a ainsi organisé un total de 56 séances de RCP nationales. 344 cas ont été présentés et discutés au cours de ces RCP. Cela représente une augmentation d'environ 4 % par rapport à 2021.

– Il est prévu, à partir de 2023, de mettre en place une RCP nationale pour le cancer du pancréas. La nécessité d'une RCP dédiée aux tumeurs (neuro)endocrines est en discussion.

Au niveau du Centre de coordination des dépistages organisés des cancers, la Direction de la santé travaille par ailleurs à améliorer ses programmes de dépistage existants, notamment en révisant régulièrement les méthodes de dépistage utilisées, les technologies disponibles ou encore les populations cibles recommandées.

Actuellement, une étude est également menée afin d'analyser l'éventuelle mise en place de nouveaux programmes de dépistages organisés tel que l'a recommandé en 2022 la Commission européenne.

ad 3) Le rapport de l'OCDE sur l'évaluation des réponses à la crise Covid-19 du Luxembourg pose la conclusion suivante⁷ :

« 4.3.3. Le dépistage et le traitement des cancers ont subi des retards en 2020. Le dépistage organisé de certains cancers a été perturbé par le confinement au Luxembourg. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de dépistage du cancer du sein a reculé de 7 % en 2020 par rapport à l'année 2019. C'est à l'occasion du premier confinement que la chute du nombre de dépistage est la plus importante (graphique 4.7). La sortie du premier confinement s'est accompagnée d'un retour de l'activité avec un rebond du nombre de dépistage du cancer du sein au mois de juin 2020. De la même manière, le nombre de tests de dépistage du cancer du col de l'utérus chez les femmes a diminué de 6 % sur l'ensemble de l'année 2020 par rapport à l'année 2019.

Au total, et sur base des données du Laboratoire national de la santé concernant le nombre mensuel de diagnostics pathologiques de tumeurs malignes en 2019 et 2020, la Fondation Cancer estime à environ 10 % les cancers attendus qui n'ont pas été décelés et les interventions chirurgicales qui n'ont pas été effectuées en 2020 (Mittelbronn, 2021[21]).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le traitement des cancers a également subi des retards, avec une forte diminution du nombre d'interventions carcinologiques. Le nombre de mastectomies a par exemple fortement chuté pendant le premier confinement, puis a progressivement retrouvé des niveaux proches à 2019. Depuis septembre 2020, le niveau d'activité est remonté au-dessus de celui enregistré en 2019 sur la même période (graphique 4.8). »

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les données d'activité de l'année 2021, complétées par les données du RNC, permettront d'apprécier de manière plus précise les conséquences indirectes de la pandémie sur le diagnostic et le traitement des cancers au Luxembourg. Par ailleurs, ces chiffres seront plus concluants une fois que des données similaires seront également disponibles au niveau européen afin de permettre une comparaison entre les différents pays européens, ce qui fait actuellement encore défaut.

Concernant les travaux menés par le Centre de coordination des dépistages organisés des cancers, le dépistage pendant la crise liée au Covid-19 s'est présenté comme suit :

– Concernant le dépistage du cancer du sein, le Programme mammographie a été mis à l'arrêt du 17/03/2020 au 03/05/2020 à cause de la crise Covid-19. Cela a

⁷ <https://www.oecd.org/fr/sante/evaluation-des-reponses-au-covid-19-du-luxembourg-c9358848-fr.htm>

donc eu un fort impact sur la participation et bien que nous ayons pu observer un rebond de participation sur les mois qui ont suivi la fin des confinements, cela aura forcément retardé certaines détections et donc certains diagnostics.

– Concernant le programme de dépistage du cancer colorectal, il était à l'arrêt en mai 2019 et aurait dû pouvoir reprendre mais là encore, la crise sanitaire a été la cause d'un décalage non négligeable de la reprise du programme dans sa version permanente en janvier 2021 seulement. Cependant il n'existe pas de donnée connue sur l'impact de la Covid-19 sur ce dépistage.

Il convient cependant de noter que de manière générale, le taux de dépistage/traitements des cancers a chuté dans de nombreux pays et que le Luxembourg ne constitue pas un cas isolé. Ainsi, la publication Panorama de la Santé 2021 : les indicateurs de l'OCDE posent notamment le constat suivant :

« Au début de la pandémie, de nombreux systèmes de santé ont donné la priorité aux besoins urgents, et les programmes de dépistage du cancer ont été suspendus (OCDE, 2021[6]). De nombreuses femmes ont également reporté la sollicitation de soins de santé afin de réduire le risque de transmission du Covid-19, ce qui a engendré une baisse du recours au dépistage du cancer du sein dans de nombreux pays de l'OCDE (voir chapitre 2, « L'incidence du Covid-19 sur la santé », et Graphique 6.32). Ces changements vont ralentir la progression vers un diagnostic plus précoce réalisée dans les pays de l'OCDE ayant adopté des programmes de dépistage du cancer du sein (OCDE, 2013-[43]), des programmes qui ont engendré un passage de la proportion de femmes en âge d'être dépistées bénéficiant d'une mammographie de 57,3 % en 2009 à 61,7 % en 2019. »⁸

ad 4) Plusieurs actions ont été mises en place pour prévenir et lutter contre les retards éventuels :

– Le conseil scientifique du domaine de la santé a émis plusieurs recommandations ayant pour but de maintenir un accès aux soins à tous les patients pendant la pandémie. Ces recommandations ont notamment porté sur :

- les critères d'hospitalisation afin de maintenir des lits disponibles⁹,
- les critères de réalisation d'imagerie afin de laisser des plages disponibles pour tous les patients¹⁰,
- les critères de priorisation afin de garantir une équité d'accès aux soins¹¹.

– La Caisse nationale de santé a financé pendant la phase aiguë de l'épidémie Covid-19, dans les hôpitaux, de nombreux postes de professionnels médicaux (FC45) et de professionnels de santé (CDI Covid) afin de garantir le meilleur accès possible aux soins.

Imposition des cryptomonnaies | Question 7663 (24/02/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon une étude réalisée par le courtier de cryptomonnaies français HelloSafe et relayée par le site internet de « Paperjam » le 23 février 2023, un détenteur au Luxembourg de cryptomonnaies pendant plus de six mois qui réalise ensuite une plus-value sur ses devises n'est pas imposé. Toutefois, un mineur de devise ou une personne considérée comme spéculateur devra

s'acquitter d'une taxation qui varie entre 22 % et 25 %. Selon HelloSafe, notre pays se trouve parmi les pays les moins inconvénients, même si le taux d'imposition n'est pas de 0 % comme tel est le cas dans six pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, qui elle applique un taux zéro pour des gains inférieurs à 600 euros par an pour des cryptomonnaies détenues depuis plus d'un an.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre peut-elle me confirmer que le Luxembourg applique un taux d'imposition zéro pour les plus-values sur les cryptomonnaies détenues de plus de six mois et d'un taux entre 22 % et 25 % sur des plus-values jugées spéculatives ?

– Comment le Gouvernement entend-il se positionner par rapport aux pratiques fiscales des autres pays de l'Union européenne, dans un contexte de concurrence et de compétitivité fiscale ?

Réponse (27/03/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

De prime abord, il semble opportun de souligner que la question soulevée par l'honorable Député sur le traitement fiscal des cryptomonnaies a déjà été traitée en détail dans les réponses aux questions parlementaires n° 4821 du 14 septembre 2021, n° 5579 du 24 février 2022 et n° 6218 du 17 juin 2022.

Les revenus générés par une monnaie virtuelle ne sont imposables que s'ils rentrent dans une des catégories de revenus énumérées à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (« LIR »). En l'occurrence, les revenus réalisés dans le cadre de la cession d'une monnaie virtuelle n'entrent en compte que lorsqu'ils relèvent des catégories de revenus du bénéfice commercial ou des revenus nets divers.

– Lorsque lesdits revenus constituent un bénéfice commercial au sens de l'article 14 LIR, leur imposition est effectuée suivant les règles régissant cette catégorie de revenus. Aucune distinction n'est à opérer suivant la durée de détention de la monnaie virtuelle. Si le contribuable est une personne physique, l'imposition est à effectuer en tenant compte du tarif applicable aux personnes physiques prévu par l'article 118 LIR. Si le contribuable est un organisme à caractère collectif, l'imposition est à effectuer en tenant compte des taux prévus à l'article 174 LIR.

– Lorsque les revenus réalisés dans le cadre de la cession d'une monnaie virtuelle ne relèvent pas de la catégorie du bénéfice commercial, il convient de distinguer suivant la durée de détention de la monnaie virtuelle :

1. Lorsque l'intervalle entre l'acquisition de la monnaie virtuelle et la réalisation ne dépasse pas une période de six mois, tout bénéfice réalisé dans le cadre de la cession constitue un bénéfice de spéculation au sens de l'article 99bis LIR. Si le contribuable est une personne physique, l'imposition est à effectuer en tenant compte du tarif applicable aux personnes physiques prévu par l'article 118 LIR. Les bénéfices de spéculation ne sont cependant pas imposables lorsque le bénéfice total réalisé pendant l'année civile est inférieur à 500 euros.

2. Lorsque l'intervalle entre l'acquisition de la monnaie virtuelle et la réalisation est supérieur à une période de six mois, le bénéfice réalisé dans le cadre de la cession ne constitue pas un revenu imposable.

L'affirmation, contenue dans la première question par rapport aux revenus réalisés dans le cadre de la cession de la monnaie virtuelle, suivant laquelle le Luxembourg appliquerait « un taux d'imposition de zéro pour les plus-values sur les cryptomonnaies détenues de

plus de six mois et d'un taux entre 22 % et 25 % sur des plus-values jugées spéculatives », ne peut dès lors être confirmée dans sa généralité, eu égard aux développements ci-avant.

À l'instar de la grande majorité des États membres de l'Union européenne, le Gouvernement priorise une approche vigilante en matière de cryptomonnaies et n'envisage pas de proposer des changements législatifs en ce qui concerne la fiscalité y applicable.

Accessibilité des numéros d'urgence 112 et 113 depuis l'étranger | Question 7667 (24/02/2023) de M. Léon Gloden | M. Max Hengel (CSV)

Eisen Informatiounen no kann een net aus dem Ausland op déi Lëtzebuurger Noutruffnummer 112 uruffen. Hei e konkrete Fall, fir de Sujet ze illustréieren:

Eng eeler Fra geet an hirem Doheem zu Lëtzebuerg zesammen. Hire Fils, e Lëtzebuurger Resident, gëtt direkt vun enger Persoun, déi dobäi ass, kontaktéiert. De Mann ass zu deem Moment am Ausland a probéiert vun do aus, de Lëtzebuurger Noutruff 112 unzeruffen, fir senger Mamm Hëllef zoukommen ze loosseren. Dat geet awer net, well den 112 net iwwer 00352 112 ze errechen ass.

Eng vergläichbar Situatioun bitt sech eisen Informatiounen no och deene Leit, déi am Grenzgebitt wunnen an deenen hiren Handy sech mam belschen, däitschen oder franséische Reseau connectéiert huet: Et ass dann net méiglech, den 112 unzeruffen. Dat selwecht gëllt anscheinend fir modern Iwwerwachungs-systemer, déi via Handy Alarm schloen, wann et am Haus oder am Appartement brennt oder wann een abrécht. Wann een dee Moment am Ausland ass, kënnst een net un de Lëtzebuurger Noutruff.

An deem Kontext wéilt mir follgend Froen un d'Madamm Inneminister riichten:

– Kann d'Madamm Inneminister confirméieren, dass de Lëtzebuurger Noutruff 112 net aus dem Ausland ze errechen ass?

• Wa jo, wéi laang ass déi Situatioun scho bekannt, wat sinn d'Grënn dofir a firwat ass näischt ënnerholl ginn, fir den Noutruff 112 – a wuel och de Police-Noutruff 113 – aus dem Ausland accessibel ze maachen?

– Wéi eng Moosname wëll d'Madamm Inneminister huelen, fir um Niveau vun der Erreechbarkeet nozebesseren an a wéi engem Zäitraum soll dat geschéien?

Réponse (28/03/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Souwuel am Festnetz wéi am mobile Reseau gëtt en Uruff op déi europäesch Noutruffnummer 112 a ganz Europa ëmmer op déi nootsten Noutruffzentral geleet, fir sécherstellen, dass eng Persoun am Noutfall och déi lokal zoustänneg Rettungsdéngschter erreecht a sou séier wéi méiglech gehollef ka kréien. Et sief och drun erënnert, dass Lëtzebuerg eent vun de wéinege Länner mat just enger eenzeger Noutruffzentral ass. An anere Länner, wéi z. B. Däitschland, wou et dacks méi Noutruffzentrale gëtt, war et fir d'Bierger onméiglech ze wëssen, op wéi eng Nummer si uruffe missten.

Den Uruff op eng auslännesch Noutruffzentral iwwert d'Lännervirwal ass blockéiert, well et fir d'Bierger am Noutfall wichteg ass, déi europäesch Nummer 112 ze wäelen, ouni sech onnéideg Gedanken mussen ze maachen. Dës Reegel gëllt säit der Aféierung vun der europäescher Nummer 112 an den 90er-Joren.

⁸ <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/6c7260bfff/index.html?itemId=/content/component/6c7260bfff-fr>

⁹ <https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/covid-19/criteres-hospitalisation-covid-19.html>

¹⁰ <https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/covid-19/priorisation-des-prises-en-charges-non-covid-pendant-la-pandemie.html>

¹¹ <https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications>

D'Situatioun, déi vun den Deputéierte geschildert gëtt, ass éischter eng Ausnam. An alle Fäll ass et ëmmer besser, wann eng Persoun, déi Hëllef brauch, selwer, oder en Zeien, dee bei där Persoun ass, op den 112 urufft, an net eng Persoun, déi net sur place ass an där eventuell wichteg Informatiounen zur geneeër Situatiounsbeschriewung feelen. Am Éischt-Hëllef-Cours gëtt dat och sou vermëttelt.

Wann een emol am Lëtzebuerger Grenzgebitt mam Handy z. B. op der däitscher Noutruuffzentral erauskënnt, gëtt den Noutruuff, wéinst der intensiver Zesummenaarbecht vun de Leitstellen, direkt richteg weidergeleert, sou dass och direkt op all Noutruuff adäquat reagiert ka ginn.

D'Police-Noutruuffnummer 113 ass eng national Noutruuffnummer. déi net direkt aus dem Ausland iwwer Telefon ze errechen ass. Si gëllt exklusiv fir Noutruuff-appeller um nationalen Territoire fir ze garantéieren, dass d'Errechebarkeit vum nationalen Noutruuff assuréiert ass. D'Police envisagéiert aus sécherheetsrelevante Grënn net, d'Errechebarkeit vun engem nationalen Noutruuff aus dem Ausland zuzeloosen.

Et gëtt deemno aktuell keen Ulass, fir eppes um aktuellen Fonctionnement ze änneren.

Fermeture partielle du CR359 | Question 7670 (24/02/2023) de M. André Bauler (DP)

Viru Kuerzem ass e Stéck vum CR359 tëscht der Laduno zu Ierpeldeng-Sauer an dem Rond-point bei Ettelbréck hallef gespaart ginn. Dat féiert dozou, dass vill Automobilisten, déi vun Ettelbréck an d'Angelduerfer Industriezon wëllen, duerch d'Porte des Ardennes (N27) an d'Wunnstrooss Rue Laduno fueren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Firwat gouf decidéiert, fir Bussen am CR359 stationéieren ze loossen? Wéi laang soll dat daueren? Huet dat mam Bau vum Tunnel op der Ettelbrécker Gare ze dinn?

2. Firwat gëtt net de fräien Terrain vun den CFL beim Garage Leweck genotzt, fir d'Bussen do waarden ze dinn?

3. Wéi vill Busse fueren all Dag vun dëser Plaz (CR359) aus fort a wéi gesäit hire Circuit aus?

Réponse (21/03/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et gouf entscheet, fir d'Busse virleefeg um CR359 stationéieren ze loossen, well op der Busgare, Quai 1 op der Ettelbrécker Gare, wou d'Chauffere virdrun ëmmer stationéiert hunn, den Ament wéinst dem Bau vum Tunnel tatsächlech keng Plaz méi zur Verfügung ass.

D'Iwwergangsléisung an der Rue du Viaduc (CR359) wäert dann och bestoe bleiwe bis dass d'Aarbechten um Tunnel ofgeschloss sinn.

ad 2. Op dem vun Här Deputéierte genannten Areal ass effektiv virgesinn, en definitive Parking fir d'Bussen ze amenagéieren. Deemno gëtt am Moment de Projet vu Waardeplaze studéiert a gläichzäiteg lafen d'Verhandlungen, fir déi néideg Grondstécker unzeschaffen.

ad 3. Et handelt sech bei dëser Plaz wéi uganks erwänt ëm reng Waardeplaze fir Busser, dës sinn awer net ekipéiert fir Passagéier eran- oder erauszeloosen a ginn och net am Horaire hannerleuecht. Am Fuerplang vun de Buslinne sinn um Termin ëmmer Wendezäite virgesinn, tëscht der Arrivée vun enger Faart an dem Depart vun der nächster. Dës

Wendezäite sinn noutwenneg fir ee stabile Reseau ze garantéieren. Ausserdeem kënnst et zu Waardezäiten, wann ee Bus d'Linn wiesselt oder d'Personal eng Paus mécht. Laut de Kontrakter tëschent dem Staat an de Busbetreiber ass et dem Busbetrib fräigestallt, wéi hie mat dëse Waardezäiten ëmgeet. Waardeplaze fir Busser miniméiere Leerfaarten duerch d'Uertschaft respektiv d'Zouparke vun dësen a stabiliséieren den Horaire vun de Busser. Deemno probéiere meng Servicier, wou et nëmme geet, genuch Plaz zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Busse propper waarde kënnen.

Formation des futurs policiers | Question 7676 (27/02/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans le contexte du plan de recrutement extraordinaire pluriannuel, la Police grand-ducale recrute massivement depuis quelques années. Pour répondre aux exigences actuelles, une nouvelle École de police a été inaugurée en 2021 au Findel. Prochainement, 200 policiers formés à cette école intégreront les rangs de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Compte tenu de l'évolution du nombre de policiers-stagiaires ces dernières années, combien de nouveaux enseignants ont dû être recrutés pour assurer la formation à l'École de police ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les moyens que la police s'est donnée pour assurer la formation des nombreux stagiaires ? Quelle est la place qu'occupe la lutte contre la cybercriminalité dans la formation des policiers-stagiaires ?

3) La qualité de la formation policière a-t-elle pu être assurée depuis la réduction de la période de stage et l'augmentation significative du nombre de policiers-stagiaires ? L'esprit de corps des policiers a-t-il souffert depuis ?

Réponse (29/03/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Depuis le 1^{er} janvier 2019, le personnel suivant a pu être recruté à titre de renfort au sein de l'École de police afin de prendre en charge les recrutements extraordinaires de policiers :

- Au niveau du personnel policier
 - 18 renforts ont pu être attribués à l'École de police ;
 - 13 postes ont été créés au niveau des formateurs, toutes matières théoriques et pratiques confondues (1^{re} année de stage) ;
 - 5 policiers ont été mis en place en vue de la création de la nouvelle cellule d'encadrement des stagiaires en phase d'initiation pratique respectivement période d'observation pratique (2^e année de stage).

Au niveau du cadre civil

- 1 conseillère pédagogique pour encadrer et accompagner les formateurs de l'École de police au niveau pédagogique, méthodique et didactique.

Plusieurs renforts en personnel technique, informatique et administratif ont été réalisés afin de répondre aux besoins administratifs et logistiques supplémentaires engendrés par le nombre important de stagiaires.

ad 2) Au niveau des moyens et investissements au profit de l'École de police, et afin de disposer d'infrastructures adéquates pour accueillir le nombre important de fonctionnaires-stagiaires, l'École de police a été transférée dans un bâtiment entièrement rénové au Findel. Cette infrastructure a été modernisée d'un point de vue de la consommation énergétique et le matériel didactique a été entièrement digitalisé. À noter dans ce contexte que depuis deux ans, tous les fonctionnaires-stagiaires se voient attribuer une ta-

blète électronique, mettant ainsi à disposition l'ensemble de la documentation scolaire sous forme digitale. Un nouveau hall sportif sur le site même de l'École de police au Findel sera très prochainement inauguré.

La cybercriminalité est traitée dans le cadre du module « Police judiciaire » du programme de formation des futurs policiers.

ad 3) La période de stage n'a pas été réduite, car elle affiche toujours une durée de deux ans répartis dorénavant en une phase de formation policière théorique et pratique de 1.350 heures, subdivisée en 9 modules, effectuée à l'École de police et en une phase d'initiation pratique dans les unités de police en deuxième année. Lors de cette deuxième phase, les fonctionnaires-stagiaires évoluent pendant trois périodes de quatre mois en unités de police administrative et judiciaire, leur permettant d'apprendre le métier de policier sur le terrain en développant leurs compétences pratiques aussi bien au sein de commissariats à trois et à deux roulements ainsi qu'au sein du Service de police judiciaire et ce sous la supervision et l'accompagnement de tuteurs spécialement formés.

L'esprit de cohésion a été et restera toujours un des piliers de la formation professionnelle des futurs policiers.

Politique européenne d'immigration | Question 7685 (28/02/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors du Conseil européen du 9 février 2023, les dirigeants européens ont adopté la position la plus stricte de ces dernières années en matière d'immigration. Le communiqué final affirme que l'UE utilisera en la matière « comme levier toutes les politiques, tous les instruments et tous les outils pertinents de l'UE, y compris la diplomatie, le développement, le commerce et les visas, ainsi que l'immigration légale ». De plus, dans le but de renforcer l'action extérieure et assurer un contrôle plus efficace des frontières extérieures, le Conseil « demande à la Commission de mobiliser immédiatement des fonds et des moyens substantiels de l'UE pour aider les États membres à renforcer les capacités et les infrastructures de protection des frontières, les moyens de surveillance, y compris aérienne, et les équipements ». Dans cet esprit le Chancelier autrichien a revendiqué des murs et des clôtures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à la revendication de certains dirigeants européens de mettre en place des barrières physiques telles que des murs et des clôtures dans la croyance de protéger ainsi l'UE ?

2) Quels types de capacités et d'infrastructures seraient financés ?

3) Selon Monsieur le Ministre, à quel point le financement du renforcement des capacités et des infrastructures de protection des frontières et des moyens de surveillance contribuerait à une réponse européenne humaniste à la question d'immigration ?

4) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre sur l'avancement du Pacte sur l'asile et migration sous les présidences française et tchèque, dont les travaux devraient se clôturer avant la fin de la législature ?

Réponse (27/03/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En effet, à l'occasion du Conseil européen du 9 février dernier, plusieurs dirigeants ont insisté pour avoir des éléments de langage dans les conclusions qui permettraient de financer des barrières physiques

telles que des murs et des clôtures avec le budget de l'Union européenne. La Commission européenne et plusieurs autres États membres, dont le Luxembourg, ont adopté une position plus prudente et nuancée à cet égard. Des barrières physiques contribuent notamment à séparer des communautés transfrontalières, ce qui va à l'encontre de l'esprit d'intégration du projet européen.

Il n'y a donc pas eu de consensus au Conseil européen, les conclusions adoptées se limitent de demander « à la Commission de mobiliser immédiatement des fonds et des moyens substantiels de l'Union européenne pour aider les États membres à renforcer les capacités et les infrastructures de protection des frontières, les moyens de surveillance, y compris aérienne, et les équipements ». Il n'y est pas question de barrières physiques et de murs, ce qui préserve une large marge d'appréciation dans le chef de la Commission européenne.

À noter que le Luxembourg a insisté avec succès, tout au long du processus préparatoire ainsi qu'au Conseil européen même, pour une référence dans le texte de conclusions au respect du droit international et à la protection de droits fondamentaux en matière de politique migratoire.

ad 2) Les types de capacités et d'infrastructures pouvant être financés par le budget de l'Union européenne sont définis dans le règlement 2021/1148 du 7 juillet 2021 établissant l'Instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas. Son objectif spécifique dans le contexte de la gestion des frontières est « de soutenir une gestion européenne intégrée efficace des frontières aux frontières extérieures [...] pour faciliter les franchissements légitimes des frontières, prévenir et détecter l'immigration clandestine et la criminalité transfrontière et gérer efficacement les flux migratoires ». Par rapport au titre spécifique des infrastructures, les annexes précisent que l'instrument apporte en particulier un soutien « aux infrastructures, bâtiments, systèmes et services nécessaires aux points de passage frontaliers et pour la surveillance des frontières entre les points de passage frontaliers ». Ce langage confirme la marge discrétionnaire attribuée à la Commission européenne.

Il convient aussi de noter le considérant 24 du règlement 2021/1148 qui stipule que « le présent instrument ne devrait pas financer de nouveaux bâtiments et infrastructures permanents aux frontières intérieures où les contrôles n'ont pas encore été levés ».

ad 3) Le financement du renforcement des capacités et des infrastructures de protection des frontières extérieures contribue à la surveillance des frontières et à maintenir un accès ordonné sur le territoire de l'Union européenne. Ce sont les procédures qui s'appliquent aux frontières extérieures qui doivent garantir une réponse européenne humaine à la migration.

L'agence « Frontex » soutient les États membres dans la gestion des frontières extérieures. Son mandat précise que le respect des droits fondamentaux est un élément global de la gestion européenne intégrée des frontières. L'agence dispose désormais de 46 observateurs des droits fondamentaux, qui sont déployés dans les opérations de Frontex ainsi que dans le centre des opérations au siège de l'agence. Ceci assure un suivi permanent des actions des effectifs de l'agence et des garde-frontières et garde-côtes des États membres avec lesquels l'agence coopère.

ad 4) Le Luxembourg soutient pleinement une réforme globale de la politique de l'Union européenne en matière d'asile et de migration ; il nous faut une solution structurelle et nous devons être ambitieux. Il est nécessaire que la présidence suédoise maintienne un

rythme qui puisse nous mettre en position de pouvoir clôturer les travaux interinstitutionnels avant la fin de la législature.

Porte-à-porte électoral | Question 7690 (01/03/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Et ass politesche Gruppéierung verbueden, fir bei d'Leit schellen ze goen a se iwwert d'Walen ze informéieren, also ee „porte-à-porte“ ze maachen. Dëst Verbuet ass am Artikel 95 vum Walgesetz festgehalen:

« Est puni d'une amende de 500 à 5.000 euros celui qui, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, a donné, offert ou promis aux électeurs une somme d'argent ou des valeurs ou avantages quelconques. [...] Est encore puni de la même peine quiconque, en tout temps et dans un but électoral, a visité ou fait visiter à domicile un ou plusieurs électeurs. »

Mir hu festgestallt, dass eng Partei hei am Land esou ee „porte-à-porte“ organiséiert. Op der Facebook-Säit „Our City, Our Votes/Notre Ville, Nos Votes“ fënnn een doriwwer e gesponserte Post. An engem Artikel vum 20. Januar op delano.lu seet dës Partei ganz oppen, firwat si esou eng Campagne maachen (<https://delano.lu/article/dei-lenk-go-door-to-door-to-si>).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Fält den „door to door campaigning“, sou wéi en am Post presentéiert gëtt, ënnert d'Verbuet, wéi et am Artikel 95 vum Walgesetz definéiert ass?

Falls jo, wat gedenkt d'Ministesch an dëser Situatioun ze ënnerhuelen?

2. An enger Bréifäntwert, déi eis virläit, schreiwenn d'Initiateure vun der Door-to-door-Campagne, dass d'Verbuet vum „porte à porte“ net am Aklang mat der neier Verfassung wier (Artikel 27 a 37). Zitot:

« Nous estimons qu'au regard de ces dispositions, l'art. 95 de la loi électorale de 2003 ne manquerait pas d'être déclaré inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle en cas de litige à ce sujet, dans la mesure où il viole le contenu essentiel des libertés publiques consenties aux partis politiques, constituée une mesure non nécessaire dans une société démocratique, ne répond à aucun intérêt général, ne protège aucun droit et, même si tel était le cas, serait de nature totalement disproportionnée par rapport à l'éventuel but poursuivi.

Inwiefern deelt d'Ministesch dës Aschtzung?

Réponse (23/03/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Et läit net an der Zoustännegkeet vun der Regierung ze jugéieren, ob de „porte-à-porte“, esou wéi en am Artikel vum 20. Januar 2023 ugeschwat gouf, géint d'Verbuet vum Artikel 95 Alinea 4 vum Walgesetz verstéisst. Dëst ass eleng d'Kompetenz vun der Justiz an notamment dem Parquet, deen iwwer e méigleche Verstouss géint d'Gesetz an d'Opportunitéit vun der Poursuitten entscheet. Eng Stellungnam vun der Regierung géif géint de konstitutionnelle Prinzip vum der Gewaltentrennung verstoussen.

ad 2. Et ass ausser Fro, dass d'Ëmstänn, déi deemools bei der Adoptioun vum Artikel 95 Alinea 4 vum Walgesetz (ursprénglech den Artikel 236 vum Gesetz vum 31. Juli 1924) bestan hunn, evoluéiert hunn. Dat gesot, bleift d'Fro vun der Verfassungsméissegkeet vun enger legaler Dispositioun eng exklusiv Kompetenz vun der Justiz. Méi präzis gëtt dës Fro nëmmen am Kader vun enger prejudizeller Fro vum Verfassungsgeriicht tranchéiert. Och hei géif eng Stellungnam vun der Regierung géint de konstitutionnelle Prinzip vum der Gewaltentrennung verstoussen.

Lignes de bus desservant les zones industrielles | Question 7691 (01/03/2023) de M. Carlo Weber | M. Dan Biancalana (LSAP)

Ugangs Dezember 2022 huet de Mobilitéitsministère an engem Communiqué matgedeelt, datt sechs Buslinne Richtung Industriezonen, nämlech d'Linnen 93U, 94U, 21U, 92U, 16U a 17U, sollten ab dem 13. Februar 2023 ofgeschaaft ginn. Wéi et awer den 1. Mäerz, ganz erfreeslech, an der Press ze liese war, sollten all dës Linnen ausser d'Linn 17U (Clief-Housen-Stolzebuerg/SEO) viraussichtlech bäibehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Ass dës Decisioun op neien Zielungen zeréckzeféieren oder ginn et dofir och aner Grënn? Falls dës Decisioun op neien Zielungen zeréckzeféieren ass, kéint den Här Minister ons unhand vun engem Tablo déi viregt Zielunge mat deenen neien duerleeën?

– Wéi eng Alternative gi fir déi suppriméiert Linn 17U en place gesat?

– Ass bis ewell gewosst bis wéini déi aner fënnf Linne bäibehale ginn? Gëtt et mëttelfristeg e Konzept, fir dës betraffe Linnen duerch aner Transportméiglechkeeten ze ersetzen?

Réponse (21/03/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierten Dan Biancalana a Carlo Weber hu Froe gestallt zu den RGTR-Buslinnen a Richtung Industriezonen, nämlech d'Linnen 93U, 94U, 21U, 92U, 16U a 17U.

Effektiv sollten dës Linne fir den 13. Februar 2023 agestallt ginn. Am Virfeld goufen et Reunionne mat de Gewerkschaften an de Betriber aus de betraffenen Industriezonen, fir dës Decisiounen ze erklären. Während dës Reunionne gouf festgehalen, dass déi Linne just dann eréischt agestallt ginn, wann et Alternativen am RGTR-Reseau gëtt respektiv wann et ganz kloer ervirgeet, dass et keng Demande gëtt. Allgemeng ass et d'Zil vum Transportdepartement a vun der Verwaltung fir effentlechen Transport (ATP), fir ee Reseau unzabidden, deen d'Industriezone besser bedéngt.

D'ATP huet nach zousätzlech Comptagen duerchgefouert, déi awer net zu neie Resultater gefouert hunn. Wat d'Linn 17U betrëfft, ass keng Alternativ gesicht ginn, well do guer keng Demande bestanen huet.

Déi aner Linne bleiwe bestoe bis eng Alternativ, fir d'Demande opzefänken, en place ass. Am Prinzipp ass d'äitlech ginn, dass virun allem d'Verbinding aus der Nordstad an d'Industriezonen ausgebaut muss ginn. Esou laang wäerten d'Linnen an hirer aktueller Form bestoe bleiwen.

Prêt à taux zéro pour couvrir les coûts de réparation du sinistre | Question 7702 (03/03/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

Suite aux intempéries survenues en été 2016, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé la possibilité pour les sinistrés de souscrire à un prêt à taux zéro auprès d'une banque luxembourgeoise pour couvrir les coûts de réparation du sinistre. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2256, Monsieur le Premier Ministre avait précisé que « les particuliers qui ne seront pas éligibles aux aides sociales du Ministère de la Famille pourront demander, sous certaines conditions, auprès des banques participantes un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 50.000 euros par unité d'habitation endommagée. Les intérêts pris en charge par l'État seront

également financés par le biais de la même ligne budgétaire du Ministère de la Famille. » À l'époque, le Premier Ministre avait aussi déclaré qu'il n'était pas encore en mesure de chiffrer le coût de cette aide.

Étant donné que plusieurs années ont passé depuis ces événements, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Combien de ménages ont obtenu un prêt à taux zéro suite aux intempéries de 2016 ?

2) Quelles banques ont proposé ces crédits aux ménages sinistrés ?

3) Quel a été l'impact budgétaire de cette mesure ?

Réponse (08/03/2023) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Deux ménages ont obtenu un prêt à taux zéro suite aux inondations du 22 juillet 2016.

ad 2) Une convention relative au prêt « catastrophe naturelle » à taux zéro a été conclue avec deux banques, à savoir la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Banque BCP.

ad 3) Le coût total de cette mesure s'élève au 7 mars 2023 à 4.763,45 €. Un des deux prêts accordés est venu à échéance en octobre 2019. L'autre prêt viendra à échéance en octobre 2026, la durée maximale du prêt étant de 10 ans.

Attaques de « phishing » | Question **7703** (03/03/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

Et ass mir zu Ouere komm, datt et an de leschten Deeg eng extreem héich Unzuel u ganz sophistiquéierte „Phishing“-Attake gouf. D'Verbraucher goufen heibäi – deels mat enger Ofsenderadress, déi „richteg“ war, deels mat Uriff iwwert Telefonsnummern, déi effektiv deenen entspreichenden Institutioune gehéieren – kontaktéiert. Besonnesch betraff ware mengen Informatiounen no LuxTrust, BCEE, BIL a POST.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Huet d'Madamm Finanzminister Kenntnes iwwert d'Schied, déi duerch dës Attake bei Bankclienten entstanen sinn? Handelt et sech, wéi een héiert, ëm substanzieel Zommen, déi hei detournéiert goufen?

2. Huet d'Post als „Provider“ vun @pt.lu-Adresse Kenntnes vun dëse Mëssbräich? Wat ënnerhëlt d'Post, fir esou Attaken ze ënnerbannen? Wéi vill Schued ass POST-Clienten duerch dës Attaken entstanen?

3. Huet d'Police Kenntnes iwwert dës Welle vu Phishing a wat ass geplangt, fir dogéint virzegoen? Ginn et Erkenntnesser, vu wéi enge Länner dës Attaken ausginn?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

D'Police huet säit Ufank November 2022 Kenntnes iwwert déi an der parlamentarescher Fro ernimmte Phishing-Attaken. Ënnert Leedung vum Parquet huet d'Police judiciaire eng Enquête lafen.

Déi concernéiert Banken an aner Servicer sinn och iwwert d'Attaken a Kenntnis gesat ginn an hunn intern Schrëtt ënnerholl, fir hir Clienten ze warnen an d'Sécherheetsmesuren ze verschäerfen. Identifizéiert Phishing-Säite gi schnellstméiglech analyséiert an et ginn déi néideg Demarche gemaach, fir dës vum Netz ze huelen a sou weider Affer ze evitéieren. D'Bevëlkerung ass direkt iwwert de Pressebüro vun der Police

via Social Media an och déi geschriwwen Press iwwert dës Phishing-Well informéiert ginn. Dës Warnunge si reegelméisseg widderholl ginn, well d'Attack weiderhin andauert.

POST stellt och fest, dass de Phenomeen vum Phishing hei zu Lëtzebuerg, wéi och weltwäit, zouhëlt. Et ginn ëmmer méi dacks Telefonsnummern oder URLe „gespoof“, dat heescht, et gëtt dem Empfänger fälschlecherweis suggeréiert, dass hie vun där ugewisener Telefonsnummer oder Internetadress kontaktéiert gi wär. Den Hacker, deen an esou Fäll Identifianten usurpéiert, ass awer selwer guer net Client bei POST Lëtzebuerg.

Fir deem entgéintziewerkechen an hir Clientë beschtméiglech ze protegéieren, setzt POST Lëtzebuerg zanter Joren op eng automatesch Detektioun vun Attaken, déi hire Reseau benotzen oder ugräifen. Déi dofir benotzten Algorithmen, déi op „machine learning“ berouen an op verschidden Niveauen Zougrëffer blockéieren, passen sech stänneg un.

Generell kann ee keng genau Chifferen iwwer den eventuelle Schued oder d'Verloschter, déi duerch Phishing-Attake verursaacht ginn, erstellen, well nëmmen dann Zuele kënnen erhuewe ginn, wann de Konsument d'Initiativ hëlt, fir esou Forme vu Bedruch un d'Police oder seng Bank ze mellen.

De Wirtschaftsministère huet scho virun 20 Joer ugefaangen, an d'Cybersécherheet ze investéieren. Sou ass securitymadein.lu, d'Cybersécherheet-Agence fir d'Lëtzebuergescher Wirtschaft a Gemengen entstanen, gradewéi den Nofolger dovun, d'Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) an e ganze Cybersecutéit-Ekosystem huet sech dorëm entwéckelt. Der Erfahrung vum LHC no stelle Phishing-Evenementer ongeféier en Drëttel vun den observéierte Cyber-Ugrëffer duer.

D'House of Cybersecurity gëtt, soubal nei Welle vu Phishing erkannt ginn, eng Warnung iwwer déi sozial Netzwierker eraus an och um nationale Portal www.cybersecurity.lu, gradewéi a senger Newsletter „CyberAware“. Um nationale Cybersecutéit-Portal www.cybersecurity.lu fënnt ee vill Informatiounen a Recommendationen zum Phishing souwuel fir d'Entreprise wéi fir d'Bierger. SPAMBEE, eng gemeinsam Initiative vu BEE SECURE, der CNPD an dem National Cybersecurity Competence Center Luxembourg (NC3), erlaabt et, verdächtig E-Mails analyséieren ze loosse, fir feststellen ob et sech ëm Spam oder Phishing handelt.

Déi grouss Lëtzebuergesche Banke si sech generell iwwer d'Risiken, déi d'Cyberkriminalitéit fir hir Clienten duerstellt, bewosst. Zënter Joren hu si Sensibiliséierungscampagnen individuell, awer och an Zesummenaarbecht mat der Bankenassociatioun ABBL, ëmgesat. Dëst virun allem och am Kader vu Campagnë vun Autoritéite wéi Europol. Iwwert déi leschte Joren huet d'ABBL et zesumme mat hire Memberen hir Sensibiliséierungs- a Präventiounsefforten an Zesummenaarbecht mat den nationale Cybersecurity-Akteuren weidergefouert.

D'Moyene, fir dës Attaken ze bekämpfen, ginn och am Cybersecurity-Aarbechtsgrupp vun der ABBL diskutéiert, zu där déi grouss lokal Banke gehéieren, mee och Luxtrust. Am Kader vun dësem Forum gi Best Practices ausgetosch.

D'ABBL gouf och am Februar 2023 vun hire Membere mandatéiert, d'Efforte vun der Bankeplaz an dësem Beräich an Zesummenaarbecht mat alle lokalen Acteuren, inklusiv dem House of Cybersecurity, ze koordinéieren. Eng éischt Reunioen huet zu der Schafung vun enger engagéierter Taskforce gefouert, déi op follgenden Niveauen agéiere soll:

- nei Zorte vu Phishing ze identifizéieren;
- taktesch Aktiounen, fir Phishing-Attaken ze ënnerbannen;
- strukturell Aktiounen (Formatioun, Sensibiliséierungscampagnen, Tester, Infrastrukturverbesserung, Leeschtungsindikatoren, Kommunikatioun).

Tarifs de rachat du biogaz | Question **7704** (03/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** (CSV)

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Zukunft vun de Biogasanlagen zu Lëtzebuerg maachen sech besonnesch d'Bedreiwere vun den Anlagen, déi Biomethan an d'Netz aspeisen, Suergen. Wéi am Artikel vum „Lëtzebuergescher Wort“ vum 25. Februar 2023 nozeliesen ass, hunn déi Anlage Schwieregkeeten, hir Käschtchen ze decken, well hir Matière première an hir Energiekäschtchen méi deier goufen, awer de Präis, deen si fir de Biogas kréien, net ugepasst gouf.

Well d'Regierung sech d'Zil gesat huet, d'Produktioun vun nohaltegem Biogas an Zukunft nach auszebauen a well eng national Produktioun an Zäite vun Energiekris besonnesch wichteg ass, wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

– Huet d'Regierung geplangt, d'Käschtestruktur vun de Biogasanlagen ze analyséieren an d'Tarifkatioun vun der Gasaspeisung unzepassen?

Réponse (12/04/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Am Joer 2020 huet de Ministère fir Energie a Landesplanung eng wirtschaftlech Analys vun deenen dräi besteende Biomethananlagen duerchgefouert. D'Resultater vun dëser Analys sinn als Basis genotzt ginn, fir am Kader vun der nationaler Biogasstrategie d'Tariffer fir de Biomethan ze iwwerschaafen.

Am Kader vun der nationaler Biogasstrategie ass et virgesinn, nei Tariffer fir nei Anlagen, e Residualtariff fir al Anlagen an och e Güllebonus fir Biomethananlagen anzeféieren. Doriwweier eraus ass et och geplangt, de Biomethananlagen no dem Enn vun hirem Kontrakt d'Méiglechkeet vun enger Erneuerung ze ginn.

Wéi an der Äntwert vum Minister fir Energie, Claude Turmes op d'parlamentaresch Fro N° 7678 vum éierewäerten Deputéierte Fred Keup erkläert, si vum Wirtschaftsministère speziell Hëllef fir Biomethananlage virgesi ginn, fir am Joer 2023 d'Hausse vun de Strom- a Biomasskäschtchen ofzefiedereen.

Doriwweier eraus gëtt aktuell mam Wirtschaftsministère gekuckt, fir dës Anlagen och réckwierkend fir d'Joer 2022 ze hëllefen.

Résiliation d'une convention dans le cadre du Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool | Question **7705** (03/03/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

En 2020, le Gouvernement a mis en place le premier Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool (PALMA). Les principaux objectifs du PALMA sont de réduire de manière significative le mésusage de l'alcool et ses méfaits au Luxembourg, ainsi que de créer des environnements favorables permettant à la population d'adopter des comportements sains et raisonnables face à l'alcool.

Dans cet ordre d'idées, le Ministère de la Santé a établi en 2022 une convention avec les Hôpitaux Robert Schuman (HRS), attribuant entre autres à ces derniers la mission de sensibiliser sur la filière d'addictologie, de la promouvoir et de l'organiser, de coordonner la

prise en charge des patient.e.s nécessitant des soins en addictologie, ainsi que d'offrir aux patient.e.s un projet thérapeutique individuel.

Selon nos informations, le Ministère de la Santé a récemment résilié la précitée convention avec les HRS, notamment en raison d'une diminution du budget alloué au PALMA et d'une réallocation des fonds disponibles pour la mise en œuvre du plan.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que la convention précitée a été résiliée ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour la résiliation de la convention ?

2) Le budget prévisionnel du PALMA avait prévu une augmentation de la dotation budgétaire pour l'année 2023 par rapport à l'année 2022. Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les raisons de la réduction du budget du PALMA en 2023 par rapport à 2022 ? La réduction budgétaire reflète-t-elle un changement de priorité en matière de lutte contre le mésusage de l'alcool ?

3) D'autres conventions établies dans le contexte du PALMA seront-elles également résiliées ou ont-elles d'ores et déjà été résiliées ? Quels sont plus précisément les domaines du PALMA qui sont affectés par la réduction budgétaire ?

4) Quelles sont les priorités que Madame la Ministre compte mettre en œuvre afin de réduire le mésusage d'alcool dans les années à venir ?

Réponse (11/04/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Le Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool (PALMA), adopté par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 24 janvier 2020, ainsi que le budget y alloué, est géré par la division de la médecine préventive du pôle de « médecine préventive et santé des populations » de la Direction de la santé. Comme pendant les années 2020 à 2022 les ressources humaines de la Direction de la santé étaient engagées presque exclusivement dans la lutte contre la pandémie, une partie du budget alloué au PALMA a été investie dans des conventions avec des partenaires externes, pour assurer, malgré la crise sanitaire, une continuité des travaux d'implémentation sur ce plan national.

Ainsi, une convention a été conclue pour l'année 2022 avec les Hôpitaux Robert Schuman (HRS), afin de promouvoir et d'organiser une filière d'addictologie.

Comme actuellement la situation sanitaire s'est stabilisée, la division de la médecine préventive peut se concentrer de nouveau sur sa mission primaire, et le recours à des prestataires externes est moins nécessaire.

L'importance de la filière d'addictologie, pour la prise en charge des patients, ainsi que de la nécessité d'une offre de projet thérapeutique individuel restent cependant des priorités pour le Ministère de la Santé. Pour cette raison, des solutions de financement additionnelles au PALMA ont été recherchées afin de garantir une nouvelle convention avec les HRS pour l'année 2023.

ad 2) S'il est vrai que les plans nationaux comportent des prévisions budgétaires pluriannuelles, il convient cependant de rappeler que les budgets de l'État réellement attribués se négocient de façon annuelle entre administrations et Inspection générale des finances. Ces négociations tiennent évidemment compte des retards d'implémentation des plans nationaux, dus à la

pandémie, et peuvent donc impliquer des modifications des montants initialement prévus pour une année déterminée.

Ceci ne reflète en rien un changement de priorités en santé publique, mais constitue simplement une mise en œuvre retardée et qui se prolongera dans le temps.

ad 3) Comme il s'agit de conventions limitées à la durée d'une année calendaire, on ne peut pas parler de résiliation car ces conventions se terminent normalement fin décembre de l'année pour laquelle elles ont été conclues.

Une seule convention annuelle avec un prestataire externe mise en place pour la durée de l'année 2022 n'a pas été reconduite. Dans ce cas précis, les activités de prévention sous-traitées en 2022 ont été reprises et seront de nouveau assurées en interne par la division de la médecine préventive.

ad 4) Les priorités pour 2023 et 2024 seront évidemment de rattraper les retards pris par le PALMA dus à la pandémie Covid-19. En cas de besoin, une prolongation dans la durée du PALMA pourra être demandée au Conseil de Gouvernement au-delà de 2024, afin de garantir l'implémentation complète du plan.

Ainsi le PALMA prévoit notamment un renforcement du cadre légal de la vente des boissons alcoolisées. D'un point de vue information de la population, des pages web sur le portail sante.lu mettront en évidence des informations essentielles sur l'addiction et regrouperont :

- une cartographie de l'ensemble des offres de soins et d'accompagnement pour les personnes présentant un mésusage de l'alcool
- des recommandations et guides de mise en œuvre pour professionnels
- des actualités en matière d'alcool
- l'avancement des travaux du PALMA
- des outils, publications et campagnes
- des projets en cours
- l'épidémiologie (statistiques, études, ...) au Luxembourg
- des outils de dépistage en ligne.

Un point particulier sera mis sur le développement d'un comportement responsable des jeunes faces à l'alcool, et sur une intervention de santé publique précoce chez les jeunes présentant une consommation à risque. Une comparaison avec des initiatives mises en place par d'autres pays dans le domaine de l'addiction des jeunes est en cours.

Il est également prévu de lancer une nouvelle campagne sur le « low risk drinking » et d'intégrer le dépistage précoce dans les soins de santé primaires à travers un projet pilote.

Pour plus de détails, l'entièreté du PALMA est consultable sur le portail sante.lu.

Règlement communal concernant les voies étatiques | Question urgente 8284 (05/09/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Eng Rei Gemenge wéi Ettelbréck, Schëffleng oder Monnerech hu Reglementer geholl, déi d'Staatsstroosse betreffen. Dës Reglementer gëlle méi wéi 72 Stonnen, also méi wéi et soss am Kader vun engem Gemengereglement de Fall ass, wat d'Staatsstroosse mat betrëfft.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet de Minister de genannte Gemengen hir Reglementer acceptéiert?

2. Am Fall wou d'Antwort op déi éischt Fro nee ass, kënnen d'Gemenge via Policereglement Decisioune par rapport zu Staatsstroossen huelen ouni den Accord vum Ministère fir ëffentlech Aarbechten?

- Wa jo, wéi laang sinn dës gültig?
- Wann nee, wäert de Minister bei de betraffene Gemengen intervenéieren?

3. Wat fir eng Influenz huet eng Absence vun enger Approbatioun vum Minister op dës Gemengereglementer?

Réponse (11/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéierte stellen sech Froen iwwer Gemengereglementer. Aus der Fro geet awer net kloer ervir, ëm wéi eng Zort vu Reglementer et sech dobäi handelt.

Wat den üblechen Oflaf bei Verkéiersreglementer betrëfft, gëlle laut Artikel 5 vum ofgeännerte Stroosseverkéiersgesetz vum 14. Februar 1955 follgend Reegelen. Esou ass et un de Gemengen, souwuel déi kommunal wéi och déi staatlech (Nationalstroossen a „chemins repris“) Stroossen innerhalb vun den Uertschaften an engem Gemengeverkéiersreglement ze reglementéieren. Ausserhalb vun den Uertschaften ginn d'Bestëmmungen duerch e groussherzoglecht Reglement festgehalen.

Aus der Fro geet och net ervir, ob et sech ëm Stroossen handelt, déi innerhalb oder ausserhalb vun den Uertschaften leien, an et ass natierlech och net méiglech ze soen, ob Verkéiersreglementer approvüiert goufen oder net, ouni ze wëssen ëm wéi eng et sech handelt respektiv wéi eng Stroosse betrëfft.

Wat déi üblech Prozedur ugeet, ass et esou, dass déi ministeriell Approbatioun vun de Gemengereglementer nëmmen déi definitiv oder temporär Verkéiersreglementer betrëfft, déi vun der reglementarescher Autoritéit vun der Gemeng, dat heescht dem Gemengerot, gestëmmt goufen.

Op Gemengenniveau kënnen awer och Verkéiersregelen (och hei souwuel op Staats- wéi och op Gemengestroossen inneruerts) vum Schäfferot diktéiert ginn, déi dann direkt rechtskräfteg sinn an déi d'Regierung net als Éischt approvüiere muss. D'Bestëmmungen dierfen allerdéngs net méi wéi 72 Stonnen daueren.

Dozou bleift ze soen, dass Gemengeverkéiersreglementer vum Gemengerot, déi net als Éischt souwuel vum Minister fir Stroosseverkéier wéi vum Inneminister approvüiert goufen, oder Reglementer vum Schäfferot, déi méi wéi 72 Stonnen daueren, net gesetzeskonform sinn a soumat net oder net méi a Kraaft sinn.

Sollt et sech bei der parlamentarescher Fro awer ëm d'Ophänke vu Walplakater handeln, esou wéi kierzlech a verschiddene Medien thematiséiert, ass et richtig, datt d'Ophänke vun dese Plakater laanscht Staatsstroossen duerch eng „permission de voirie“ vum Minister fir ëffentlech Aarbechten autoriséiert gëtt. Dës Autorisation leet Bedéngungen am Sënn vun der Verkéierssicherheit fest, haaptsächlech wat d'Visibilitéit vun de Verkéiersbenutzer ubelaangt, wéi zum Beispill op Héicht vu Kräizunge respektiv Rondelen. D'Anhale vun dese Bedéngunge gëtt vun der Stroossebauverwaltung kontrolléiert an d'Partei ginn och kontaktéiert, am Fall wou d'Plakater net sollte konform sinn.

Policereglementer, wéi an der zweeter Fro vun den honorablen Deputéierten ugedeit, falen awer net ënnert mäin Zoustännegkeetsberäich a menger Funktioun als Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Dofir kann ech déi Reglementer och net approvüieren an

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

och net bei de Gemengen intervenéieren. Well ech fir d'Policereglementer also net zoustänneg sinn, huet d'Feele vu menger Approbatioun och keng Influenz op dës Zort vu Gemengereglementer.

Onofhängeg vun all deem, sinn ech der Meenung, dass angesichts der Dimensioun, déi dat Ganzt ageholl huet, an Zukunft ee sech muss d'Fro stellen, ob et net soll ganz ënnerbonne gi fir Plakater op Luuchtepottoen ze hänken.

Vote dans le cadre du « Chat Control » | Question urgente **8287** (05/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Enn September kommen d'Ministernen aus den EU-Länner am Rot fir Justiz a bannenzeg Sécherheet (Justice and Home Affairs Council) zesummen. Op der Agenda soll ënner anerem e Vott iwwert déi europäesch Pläng zur Chatkontroll stoen. D'Propos fir eng „Regulatioun laying down rules to prevent and combat child sexual abuse“ ass héich ëmstridden, well se d'Privatsphär vun all Mënsch am Internet ugräift.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi ee Minister wäert Lëtzebuerg Enn September am Rot verrieden?

2. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung aktuell an dësem Dossier a wéi wäert Lëtzebuerg Enn des Mounts ofstëmmen?

Réponse (11/09/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Consultatiounen iwwer dës Fro sinn nach um Lafen, sou dass nach keng definitiv Decisioun virläit.

ad 2. Der Regierung hir Positioun zu dësem geplangten EU-Reglement ass an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7956 vum 3. Mee 2023 ugefouert.

Et sief awer bemierkt, dass d'Negociatiounen an den Aarbechtsgruppen nach um Lefe sinn an dass et aus deem Grond nach net bekannt ass, wéi déi genee Mouture vum Text, mat deem de Conseil wäert befaasst ginn, wäert ausgesinn.

Panneaux d'affichage électoraux mis à disposition par les administrations communales | Question urgente **8313** (13/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Gemenge stellen de Parteien am Kader vum Walkampf op eenzelen, offizielle Plazen ausgewise Panneaeu bereet, wou all d'Parteien hir Plakater mat de Kandidate kënnen ophänken, fir dës de Leit virzestellen. Esou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Gemeng

Ëlwen manner entsprechend Panneaeu opgestallt ewéi Partei mat Lëschten am Bezierk Norde fir d'Chamberswalen untrieden. Eenzel Partei konnten hir Lëschten ënner deenen Ëmstänn net aushänken.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Banneminister dës Virgäng bekannt? Falls jo, gesäit si doran net eng Verzerrung vun der demokratescher Kompetitioun, well eenzel Parteien sech dem Wieler guer net, oder just mat Verspéidung kënnen presentéieren?

2. Falls déi feelend Panneaeu op e kuerzfristige Materialmangel zeréckzeféiere sinn, well méi Parteien ugetruede sinn, wéi ursprénglech ze erwaarde war, gesäit d'Madamm Minister dann eng Méiglechkeet, fir deene betraffene Gemenge kuerzfristeg aus Bestänn vum Staat ënner d'Äerm ze gräifen?

Réponse (15/09/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Den honorablen Deputéierten informéiert sech iwwer d'Unzuel vun de Panneaeu, déi d'Gemeng Ëlwen zur Verfügung stellt, fir Walplakater ze affichéieren.

D'Gemeng Ëlwen huet mech driwwer informéiert, dass hire Service technique an Tëschenzäit zousätzlech Panneaeu installéiert huet, sou dass all Lëscht hir Walplakater kann affichéieren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799